

**ABREGÉ DES
MATIERES
BENEFICIALES,
SELON L'USAGE
DE L'EGLISE...**

Husson Charloteau



P 52

-19.6.71.

C. J.

S. U.

O. 8.

N. 3

W



ABRÉGÉ

DES MATIÈRES BENEFICIALES,

Selon l'usage de l'Eglise
Gallicane.

*Avec quantité de Modèles d'Expédition
en Cour de Rome, & autres matières
Ecclesiastiques.*

Par HUSSON CHARLOTEAU, Prêtre-
Curé d'Yges, & Notaire Apostolique.

*Nouvelle Edition; revue, corrigée de plusieurs erreurs,
& augmentée de quantité de Décisions des
nouveaux Arrêts, &c.*



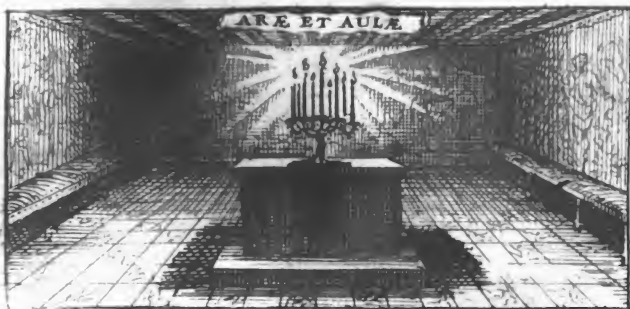
À LYON,

Chez BENOIT BAILLY, rue Merciere,
à la Verité.

M. DC. LXXXVII.
AVEC PRIVILEGE DU ROY.



13-n-A-40



A MONSEICNEUR,
 MONSEIGNEUR L'ILLUSTRISSE
 ET REVERENDISSE
 MESSIRE CAMILLE DE NEVFVILLE,
 Archevêque, Comte de Lyon, Primat des
 Gaules, Commandeur des Ordres du Roy,
 & Lieutenant Général pour sa Majesté
 ez pais de Lionnois , Forez , & Beaujo-
 lois , &c.



ONSEIGNEUR,

*C'est pour la seconde fois
 que ce Livre paroît au jour:*

â 2

EPITRE.

*Dans la premiere Edition
l'Auteur l'adressant à Mes-
sieurs les Bénéficiers & Pa-
trons de France, le présenta à
VÔTRE GRANDEUR, comme
en occupant la premiere place,
& moi, MONSIEUR,
j'ose prendre la liberté de vous
présenter aujourd'hui ce mê-
me Livre, enrichi de quantité
de Notes, aussi savantes que
curieuses. Je ne vous offre donc
rien qui ne soit déjà vôtre :
mais ne pouvant plus souffrir
les justes reproches que le sou-
venir de vos faveurs me fait
d'être si longtems à vous don-
ner des marques de ma recon-
noissance,*

EPITRE.

noissance, je me vois obligé à vous dédier ce petit Ouvrage, pour rendre publics les sentimens que j'en conserve, & apprendre à tout le monde que ceux qui recourent à VÔTRE GRANDEUR y trouvent un secours assuré. Un Auteur trouveroit ici une ample matière d'éloges, glorieux à vous faire sur les services importants, & si célèbres dans l'Histoire, que vôtre illustre Famille a rendus à plusieurs de nos Rois. Que ne diroit-il pas de vos aïeux, de leur élévation; de leur fidélité à leurs

EPITRE.

Princes, & de cette rare prudence par laquelle ils se sont acquis le titre de plus sages Ministres, & de plus habiles politiques de leur siècle? Et pour rendre justice à VÔTRE GRANDEUR par elle même, que ne pourroit-il pas dire de cette admirable activité avec laquelle vous remplissez, MONSIEUR, tous les devoirs de votre dignité & de vos emplois, du parfait usage que l'on vous voit faire dans la conduite de votre Diocèse & du Gouvernement, & de cette profon-
de

EPITRE.

de habileté, qui est originelle au sang des Neufvilles ; Et enfin de l'estime et de la bienveillance du plus grand des Rois, que vous vous êtes acquises par vôtre mérite & par vos services ? Mais, MONSIEUR, cette matiere est trop au dessus de moi, il m'est plus avantageux d'admirer ces grandes choses, & de me tenir dans un silence respectueux que de les ravaler par des expressions peu nobles. C'est pourquoy je supplie avec un profond

EPITRE.

*respect VÔTRE GRANDEUR,
de se contenter de la sincere
vénération avec laquelle je
suis,*

MONSEIGNEUR,

DE VOTRE GRANDEUR,

**Le tres-humble, tres-obéissant
& tres-obligé serviteur
BENOIT BAILLY.**



ABRÉGÉ DES MATIÈRES BENEFICIALES.

Selon l'usage de l'Eglise Gallicane.

CHAPITRE PREMIER.

BENEFICE, est res Ecclesiastica (dit Corasius) qua Sacerdoti aut Clerico ob sacrum Ministerium in perpetuum utenda conceditur. Si bien que le Bene-

ficier 1. a droit d'exercer les fonctions spirituelles, pour lesquelles le Benefice a été fondé, du consentement du Supérieur ; 2. le pouvoir d'en exiger les fruits, les recueillir, & se les approprier.

Or tout Benefice est séculier, ou régulier: le régulier est celui qui par sa fondation doit être possédé par Régulier, ou qui par

ans a toujours été possédé par Regulier sans dispense : *Papon. lib. 3. Petrus Greg. part. Iuris lib. 1. tit. 27. cap. 2. num. 3.*

Le Seculier, quand par sa fondation il est dû à Seculier, ou qui par 40. ans a été possédé par tels , encore qu'auparavant 40. ans il ait été possédé par Reguliers : Car en ce cas il est secularisé par la prescription. *Bonif. VIII. can. 5. cum beneficio de prabend. in 6.* Les termes de la fondation font assez cōnoître s'il est seculier ou regulier , quand elle porte ces mots ; *Debet per seculares*, ou bien *Regulares regi.* *Glossa ad §. idem ordo ad verbum. De Selva de Benef. 1. parte, quest. 4. num. 13. Staphilaus, Greg. lib. 1. part. tit. 27. cap. 2.*

Mais il faut noter que tout Benefice est réputé seculier, s'il n'apert du contraire, & est tel de son institution. *Nav. tom. 1. de cons. 2. de Prabend.* La Rotte decis. 2. Il est vrai que les Reguliers peuvent être Evêques, 1. quand ils sont élus, comme dit Boniface VIII. & posséder autres Benefices 2. quand la nécessité le requiert. Non pas les Canonicats & autres sans charge d'ames, puis qu'il n'y a nécessité qui les y oblige. *Cessante enim causâ, cessat & effectus.*

1 La raison en est que la Dignité Episcopale, comme la plus noble, efface la profession Reli-

gieuse suivant la disposition du Canon *Statutum, 18. qu. 1. Statutum & rationabiliter secundum sanctos*

sanctos patres à synodo confirmatum, ut monachus quem electio Canonica à iugo regulae monastica professionis absolvit, & sacra ordinatio de monacho Episcopum facit, &c.

2 Cela doit être entendu des Benefices qui ne sont pas de l'Ordre dans lequel ils ont fait profession, car bien loin d'être inhabiles de posséder ceux qui dependent de leur Ordre, ils sont les seuls à qui le droit permet de les conférer. Mais pour bien entendre la pensée de de l'Auteur, il faut remarquer qu'il y a de deux sortes de reguliers. Les uns mandians, & d'autres qui ne le sont pas. Ceux là sont absolument inhabiles à toutes sortes de Benefices, non seulement par les regles Canoniques, mais encore par les Maximes, du Roiaume. Charles VI dans sa declaration de 1443. les en a absolument exclus, à possessione Beneficiorum Curatorum vel non, dignitatum

quarumcumque (Episcopali & aliis dignitatibus exceptis.) Expellatis seu expelli faciat mendicantes. Clericos seculares & universitates regni, iuribus iisdem pertinentibus ad causam Beneficiorum ex collatione summi Pontificis, aut alias, uti & gaudere liberè faciat & permittatis, mendicantibus amotis & rejectis à Beneficiis: inhibentes omnibus ne quid attentet directe vel indirecte, contra nostram ordinationem. De maniere que si le Pape dispensoit les Mendians pour tenir quelques Benefices, cette dispense seroit declarée abusive, comme contraire à la disposition de ladite Ordonnance. Le titre même n'en seroit pas coloré & un Mendiant, en vertu d'icelui ne pourroit pas se preva-loir du Decret de *Pacificis*. Rebuffe *Tractatu de pacificis* n. 258. en raporte un Arrêt du Parlement de Toulouse. Pour les autres Reguliers, outre qu'ils sont capables des

4 ABREGE' DES MATIERES

Benefices de leur Ordre, ils y seroient maintenus s'ils étoient dispensés comme a voulu dire pour ceux d'un autre, l'Auteur.

Benefice se divise 2. en Simples, qui n'ont autres fonctions que de prier, & chanter, comme Chanoines, Chapelles, Prestimones, qui sont Benefices institués pour les Etudiens, sans autre obligation que de cinq *Pater*, & cinq *Ave*.

En doubles, qui ont charge d'ames, comme Cures, toutefois avec difference, car les uns vaquent au salut des ames *in foro interno*, comme les Evêques & Curez; les autres n'ont qu'une pure administratiô avec autorité d'interdire, de visiter, de suspendre, comme les Archidiaques *Joan. 22. extrav. execrabilis & Quantum autem*. Voyez le *can. 1. de officio Archid.* & ce es lieux où elle n'est restreinte par l'Evêque. Mais à proprement parler, les vrais Curez seculiers sont le Pape, les Archevêques, Evêques, Patriarches, Primats & Pasteurs de Paroisses. Quant aux Dignitez, Personats & Offices, ce sont Benefices Doubles, & non proprement Cures.

Dignité 3 est une prééminence accompagnée de Jurisdiction, *in foro externo*: l'on peut comprendre dans les dignitez quelquefois le Pape, les Archevêques & Evêques, mais proprement parlant, elle ne convient qu'aux

qu'aux Prévôts, Doiens, Abbez tant Réguliers que Seculiers, Prieurs Conventuels, Archidiares des Eglises Catédrales.

3. Quoi que la définition rapportée par l'Auteur soit approuvée par tous les Canonistes, néanmoins l'usage du Roiaume a prevalu, & une dignité peut être sans juridiction, pourvu qu'elle conserve la prééminence, & qu'elle ait été reconnuë pour telle, autrement on verroit peu de veritables dignitez parmi nous, l'Article 31. de l'Edit de 1606. de-

clare nulles toutes les provisions des dignitez, données à autres qu'à des Graduez en Téologie, ou en Droit, & défend aux Juges d'y avoir aucun égard. L'Article 13. du même Edit, les a franchit de l'expectative des Graduez. Le Parlement juge conformément à cette disposition. Mais le grand Conseil qui ne l'a pas enregistré suit la Loi du Concordat.

Personat est un Benefice qui sans puissance ni autorité sur chacun, a toutefois quelque prééminence au Chœur, au Chapitre, aux Processions, ou tient quelque rang d'honneur & quelque marque propre de son Office, comme le Chantre son Bâton.

Notez que de telles Dignitez ou Personats, on n'en peut tenir qu'une dans une même Eglise, non plus que deux Cures plus d'un an en France, & icelui expiré, faut en opter une, d'autant qu'avant l'an, l'on

A 3

6 ABREGE' DES MATIERES

n'est pas censé posséder pacifiquement la dernière, dont on s'est fait pourvoir, ainsi on est tenu de se défaire de l'autre. *Innoc. III. canon. de multa 27. can. dudum 54. de Præbend. in 6. Clement. V. en la Clement. de supplenda negligentia Prælatorum. Bonif. VIII. de consuetud. in 6. & à faute de dispense après l'an, le premier vague ipso jure, & par consequent est impetrable. 1*

1 Il faut faire difference entre les Benefices incompatibles: & ce s'ont des dignitez, Personats, ou Cures, les deux Benefices sont impetrables, Mais à l'égard des autres Benefices, quoique requerant residence, il n'y a que le premier qui vague. Cette distinction est de Dû Moulin dans ses notes, sur le Chapitre de multa de præb. verbo Si secundum tale receperit, ou il dit, *extravagans execrabilis addit, quod nisi primum*

in magno ordinarii sub publico testimonio dimittat, & sic utrumque retinendo, privatur etiam secundo. Ipso jure, & fit inhabilis ad omnia etiam minima. Et sur le même Chapitre sur le mot idem in personatibus, il dit, idem in dignitatibus textus in extravagante execrabilis. Secus in aliis etiamsi residentiam requirant. Oldrad. qu. 165. nisi in Monachis quibus omnis pluralitas est incompatibilis & ita hic observatur.

Office, par ce mot on entend les Prebendes instituées en Chanoines és Eglises Cathédrales ou Colégiales, pour administrer les choses temporelles qui y sont, sans Jurisdiction

Etion aucune , comme le Trésorier , Sacristain ; & tels Bénéfices qui ne sont point Prélatures, n'ayants aucuns sujets sous eux pour les regir spirituellement , *in foro conscientia aut civili. Rebuff. de pacif. possess. num. 68.*

Abé est celui qui est pourvu d'un Monastere pour regir les Moines , en recevoir les fruits pour leur entretien & le sien. Aucuns sont Reguliers, & les autres Commendataires. I

I. *Hoftiensis in c. ex transmissa de renunt.* assure qu'il y a plusieurs Abaies Seculieres. Il rapporte même que celle de S. Felix de Valence en Dauphiné est de cette qualité, & qu'il y en a plusieurs en Espagne ; pour moi je crois avec l'auteur que toutes les Abaies sont ou ont été regulieres dans leur origine. Celle même de S. Felix, fut reguliere dans sa premiere institution , & quoi que à la suite des tems, le titre de cette Abaie soit devenu Seculier , le Chapitre a toujours demeuré & est encore dans la regularité. Cela paroît

extraordinaire & il n'est pas hors de propos de l'expliquer. L'Eglise de saint Felix est la plus ancienne de la ville de Valence, elle fut gouvernée dans le commencement, par un Abé Regulier, auquel quelque tems après le Chapitre de la Cathédrale donna la 3^{me}. place dans le Chœur de son Eglise. Cet Abé preferant la Cathédrale à la Conventuelle, abandonna insensiblement le Cloître , & demeurant avec des Chanoines seculiers il en prit l'habit & l'état. Le Prieur Conventuel se rendit maître de la conduite & des revenus du Monas-

8 ABREGÉ DES MATIÈRES

tere jusque là même qu'il prétendit que l'Abé aiant quité le Cloître y avoit perdu toute son autorité. Cela donna lieu à un procez entre eux qui fut terminé par une transaction qui m'a été montrée en original depuis peu de tems , par laquelle il paroît que le Prieur & Couvent furent declarez exempts de la Jurisdiction de l'Abé, auquel on ne reserva autre Droit, que celui de visiter une fois en sa vie ledit Prieuré. Que le jour de sa visite, le Prieur & les Religieux seroient tenus de le recevoir en procession, *Erecta Cruce*; Et que pour droit de procuration, le Couvent seroit obligé de donner un repas à l'Abé & aux personnes qui l'accompagneroient dans cette visite qui pourroient être jusqu'au nombre de 12. On ne voit pas quel fut entre eux, le partage du revenu. Mais on m'a as-

suré que la portion dont jouit aujourd'hui l'Abé, ne vaut pas plus de cent livres,

Ce Prieuré se soumit dans la suite, à l'Abé de S. Thiers de Saou, & en même tems il fut ordonné que le dit Prieuré seroit électif par les Chanoines qui le composoient, & confirmatif par le Sieur Abé de Saou. On m'a aussi montré l'original de l'acte qui le regloit de la maniere. Ce Prieuré fut quelque tems après soumis à l'Abé, & Chef général de l'Ordre de saint Ruf de Valance, qui même à été en possession de le conférer. Néanmoins par Arrêt du Conseil d'Etat, il a été déclaré sujet à la nomination du Roi conformément au §. *Monasteria vero de reg. ad pral. nom. in concord.* qui donne au Roi la nomination de tous les prieurez Conventuels, Electifs Confirmatifs.

Prieurez,

Prieurez , aucuns sont Simples , autres Conventuels.¹ Des Simples il y en a qui sont Manuels & *ad nutum* , desservis par un Moine envoyé pour en rapporter les fruits au Convent : Les autres sont Perpetuels & à la vie du pourvu , comme ceux de Saint Benoît en France , qu'on pût tenir à simple Tonfure & impetrables à Rome, ² comme l'Office de l'Aumônerie , Infirmerie , Sacristie , Trésorier , Coustre & autres tels Benefices Claustraux , sur lesquels les Religieux gradez pretendent *in vim gradus* ; & sont les Manuels & les Perpetuels reputez Benefices en France , comme ceux de la reformation de la Case Saint Benoît , en Berry , de saint Honoré en Provence ; les Prieurez des Celestins , des Guillemites ou Blancs-Manteaux. Même par la coûtume de France le pourvu d'un Manuel , ne peut être destitué , par son Supérieur sans cause , parce que c'est donner à penser qu'il a fait faute , ainsi c'est lui faire injure. *Illusio enim & variatio in personis Ecclesiasticis , maxime sunt vitanda. Clement. unica de renuntiati.* & n'importe que la provision porte ces mots ; *Ad nutum & quandin nostra placuerit voluntati.* Il faut faire même jugement de l'Oficial & Offices Roiaux , ainsi jugé par Arrêt le 14. Mars 1602. *Decet enim concessum à Principe Beneficium esse mansurum.* suivant la regle 16. de Reg.

juris. & la 21. *Quod semel placuit, amplius displicere non potest.* Mais tels Benefices Manuels ne sont sujets aux Mandataires, Indultaires ni au Roi. *Rebus. de pacif. possess. num.* 273. Jean de Selve *Part. 3. de Benef. Quæst.* 68. & ainsi a été jugé par Arrêt du 8. Decembre 1599.

1 Il faut subdiviser les Prieurez, Conventuels en Electifs Confirmatifs & en Prieurez, Conventuels simplement Collatifs. La nomination de ceux là appartient aujourd'hui au Roi, par la disposition du §. *Monasteria vero*, ci-devant citée, & la Collation des autres a demeuré libre aux anciens Collateurs.

Par le Droit il falloit être âgé de 25. ans, pour posséder un Prieuré Conventuel. Mais cet âge a été réduit à 23. par le Concordat, en faveur des nommez par le Roi. L'ancien Droit demeurant en vigueur, à l'égard des Prieurez Conventuels Collatifs qui sont aussi sujets à l'indult de Messieurs du Parlement.

2. Il semble que l'Auteur veuille insinuer, qu'il n'y a que le Pape qui puisse conferer ces sortes de Benefices, ce qui seroit une erreur, étant certain que les Abez, Prieurs, & autres Superieurs, peuvent aussi les conferer.

3 La pratique aussi bien que le Droit, sont au contraire, & on ne peut acuser un Superieur de variation, ni de changement, quand il revoke un Religieux d'une place où il n'a été établi que pour un tems. Il est vrai qu'il y a eu quelques Arrêts qui ont semblé favoriser l'opinion de l'Auteur, mais ces Arrêts ont été rendus ou sur ce que les revocations avoient été faites

eum elogio ce qui n'est libre à un Collateur de pas permis, ou sur des revoquer *ad nutum*, au-circonstances particulie- trement les Benefices ne res. Hors ces cas, il est seroient pas amovibles.

Commendataire proprement c'est quand le Pape ou l'Evêque donne un Benefice en garde à quelqu'un de créance, duquel ils le font depositaire pour six mois & non plus, & tel n'est censé Beneficier, & le Benefice qu'il tient de la sorte n'est censé vaquer par sa mort, & les fruits qu'il aura perçus n'appartiendront à ses héritiers.

2. Ce mot de *Commande* pris plus largement, est quand le Pape donne à un Seculier un Benefice Regulier, avec pouvoir de le gouverner *in Temporalibus*, & s'en acommoder; & tel est un Benefice perpetuel, & donne un vrai titre au pourvu qu'il peut resigner & permuer contre un autre, & a le pouvoir de disposer des fruits. *Rebusf. de pacif. possess. num. 36. Guido Papa in Decis. Delphinat. quest. 152. Rebusf. in praxi de commenda num. 53. Papon. trium Notariorum lib. 2. tit. de Benef. regular.*

Leur pouvoir 1. est qu'ils presentent aux Benefices qui dépendent de l'Abaye, ou Prieuré qu'ils tiennent en commande, *quia presentatio est in fructu. Alexand. 3. can. de consult. 19. de jure Patron. Flamin. de Resig. lib. 11 quest. 5. num. 38.*

1. Cela

12 ABREGE' DES MATIERES

1 Cela n'est pas assez leur nomination, mais expliqué. Les Commandataires peuvent non encore pourvoir *pleno jure* aux Benefices simples, & autres qui dependent de leur Collation.

2. Ils peuvent louer le temporel. Charondas *lib. 1. Resp.* puis qu'ils en ont l'administration, en exiger les devances, & en recevoir les fruits.

3. Ils marchent concurremment avec les Titulaires selon l'antiquité de leur reception: ainsi décidé par Gregoire XIII. en 1581. sur la consultation à lui faite par le Concile Provincial de Roüen.

4. Ils ne peuvent être dépossédez durant leur vie; *quia quoad usus durat & utilitas, non potest concessio revocari.* 2

2 La veritable raison, est aujourd'hui, est que la com- un titre Canonique.

5. Ils sont obligez de faire les Aumônes ordinaires, d'entretenir leur Eglise d'ornemens pour le culte de Dieu, de maintenir le lieu des Reguliers en bon ordre, & si les Religieux se licencient à faire chose indigne de leur profession, d'en donner avis au Supérieur Regulier, & à son défaut à l'Evêque Diocesain, & d'empêcher que scandale n'arrive.

6. Ils

6. Ils sont tenus de se faire promouvoir à l'Ordre de Prêtrise dans l'an 25. de leur âge, sinon leur benefice est impétrable par l'Ordonnance de Blois, s'il n'y a cause legitime qui les en dispense. *Rebuff. de pacif. possess. numer. 42.*

1 C'est dans l'articles 9. de l'Ordonnance de Blois, où il n'est fait mention que des Abbez, & Prieurs Conventuels La disposition de cette Ordonnance, ne peut pas être étendue aux Benefices simples tenus en Commande. Il faut aussi remarquer qu'il ne suffiroit pas d'avoir une cause legitime, l'Ordonnance desirant qu'outre la cause, on obtienne une dispense effective.

7. Il faut ajouter qu'aujourd'hui tous les Commendataires succèdent au pécule de leurs Religieux après leur mort. Cette jurisprudence néanmoins n'a pas toujours été certaine. On faisoit anciennement distinction entre les Commendataires Cardinaux, & les autres. On a perpetuellement adjugé aux premier le Pécule, mais à l'égard des autres, il ne l'ont obtenu qu'à la suite du tems.

8. Il faut enfin ajouter que les revenus du Benefice tenu en Commande se partagent en 3. lots le premier est pour les Commendataires, le 2. pour les Religieux, & le 3. pour les charges & réparations; l'administration de ce dernier appartient aux Commendataires. Mais au cas qu'ils abusent de cette portion & qu'ils ne l'emploient pas aux réparations les Religieux peuvent demander qu'elles soit mise entre les mains d'un Bourgeois solvable pour être employée suivant sa destination.

C'est

C'est une maxime reçüe dans le Roiaume que la Pape ne peut pas refuser la continuation de la Commande d'un Benefice. Mais cette maxime doit être entendüe des Commandes données purement & simplement. Que si la Commande étoit accordée avec le decret irritant, illo cedente, vel decedente Beneficium amplius non commendetur: quod si commendari contigerit absque speciali derogatione hujus decreti, Commenda sit ipso jure nulla. En ce cas bien loin que le Pape soit obligé de continuer la Commande, s'il venoit à l'accorder sans avoir derogé au decret, elle ne produiroit pas même un titre coloré, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Paris rapporté dans le III. Tome du Journal du Palais, page 389. par lequel la Cour a maintenu un Régulier devolutaire au préjudice d'un pourvu en Commande sans expression, ny derogation audit Decret quoi qu'il eût possédé son Benefice pendant plus de 3. ans.

Il n'est pas inutile de remarquer encore en cet endroit que le Parlement de Paris & le grand Conseil ne conviennent pas de l'âge competant pour posséder un Benefice en Commande. Au grand Conseil l'âge de 7. ans suffit suivant l'opinion de Rebuffe. Le Parlement au contraire n'adjudge les Benefices tenus en Commande qu'à ceux qui sont âgés de 14. ans. Il y a des raisons pour l'une & l'autre Jurisprudence. Le grand Conseil appuie la sienne sur ce que le Pape dispensant le Commendataire de la Regularité est censé le dispenser en même tems de l'âge requis pour la profession. Et le Parlement croit qu'il ne faut pas ajoûter dispense sur dispense & que pour être dispensé de la Regularité, il ne s'ensuit pas qu'on le soit de l'âge. Le Parlement de Grénoble a suivi la Jurisprudence du grand Conseil, l'Arrêt donné au Rapport de Monsieur

sieur de Fluvinel en est rapporté par Basset. Il faut néanmoins remarquer que le Parlement de Paris n'exige que l'âge de 14. ans parce que avant le Concile de Trente il étoit permis de faire profession à cet âge.

Mais ils ne peuvent 1. exercer aucune juridiction sur les personnes du Monastère, ny se mêler de la Règle, de la direction & observance d'icelle, ni de corriger les délinquans, parce que la puissance coërcitive n'est que pour maintenir la directive qu'ils n'ont pas; au moins la pratique en est telle en France. Chopin au livre de sa police, 2. tit. 8. num. 13. & 36. Toutesfois si le Commendataire étoit Cardinal, il pourroit le faire, même empêcher que les Moines ne loient¹ par bail, aliennent ou permutent leur revenu sans sa permission² ainsi jugé par Arrêt en l'an 1598. pour le Cardinal de Gondy contre les Religieux de S. Jean des Vignes lez Soissons.

1. Il faut distinguer ou le bail est à longues années, ou il est au dessous de dix, comme le premier est une espèce d'aliénation il ne peut être fait sans solennité & sans le consentement de l'Abé. Pour le second

il est libre aux Moines de le faire ainsi, & comme ils le trouvent à propos sans la participation de leur Abé Commendataire, pourveu qu'ils ne le fassent pas par anticipation.

2. Les Religieux ne peuvent

16 ABREGE' DES MATIERES.

peuvent rien aliéner sans la permission du Commendataire, d'autant que dans le partage qui a été fait des biens de l'Abaye, les lots étant garants les uns des autres, de même que dans les partages qui se font entre Cohéritiers, le Commendataire a grand intérêt de veiller à la conservation du lot échu aux Religieux, de craindre que s'il venoit à diminuer ils n'eussent recours au sien.

2. Les Abez Commendataires ne peuvent instituer les Prieurs Claustraux, par Arrêts du Conseil; ni recevoir aucuns Novices à profession, n'étoit qu'ils fussent Cardinaux; jugé par Arrêt le 5. Fevrier 1598. pour le même Cardinal contre les mêmes Religieux.

3. Ils ne peuvent porter les enseignes Episcopales, ni excommunier les Moines, ni les chasser de leurs Maisons; comme peuvent les Abez Reguliers. *Gloss. in ver. Monachum* 11. *quest. 10. Cant. quanto de Officio Ordinarij.*

Commanderies, ce ne sont Benefices, puis qu'elles peuvent être tenuës par Laïcs, & ne sont tenuës qu'à certains tems & avec obligation de paier pension à l'Ordre: Le plein droit & la pleine possession en demeurant au Colège de l'Ordre.

Coadjutoreries, qui se baillent aux Prélats ou Curez malades, chargez d'ans, prodigues & dissipateurs du bien de leur Eglise

se

se , comme incapables de les regir , ne sont Benefices , non plus que les Principautez , & Bourses des Coléges ; aussi n'en parler-on que comme de chose profane & seculiere.

1. Il y en a de deux sortes. Les unes qui sont avec future succession, & les autres sans aucun droit à la succession. Les premieres assurent le titre au Coadjuteur, ainsi elles emportent une reservation prohibée par nos Loix. C'est pour cela qu'on ne reçoit ces sortes de Coadjutoreries, que pour les Evêchez , & Abaies, & que toutes les fois qu'on en a voulu établir pour des Cures , Prebendes & autres Benefices inferieurs, elles ont été déclarées abusives par les Arrêts, & celles des Abaies , & Evêchez ne sont tolé-

rées que parceque elles sont établies par le concours des deux puissances , l'Eclésiastique , & la Roiale. Pour les autres Coadjutoreries comme elles ne sont proprement que des especes de grands Vicariats, elles doivent être generales pour le spirituel & pour le temporel. Mais de quelle maniere qu'on les considere, on ne peut pas dire avec l'Auteur, qu'il en faille parler comme de chose profane & seculiere ; au reste , ces dernieres ne durent qu'autant de tems que la raison qui a obligé de les établir subsiste.

Hôpitaux & Leproseries & choses semblables , ne sont Benefices , si ce n'est qu'ils soient unis avec Benefice Ecclesiastique: *Unita enim res & addita, naturam ejus cui adjicitur , redolet* : ou bien s'ils ne sont destinez

à

vaquent en Regale.

Du Moulin , *num.* 419. ajoûte que les Juges des Seigneurs Collateurs sont Competans pour connoître du titre de ces sortes de Benefices ; mais l'article 4. du titre 15. de l'Ordonnance de 1667. en attribüe la connoissance aux Juges Roiaux.

Aiant parlé des Benefices , voions maintenant à qui appartient d'y pourvoir quand ils viennent à vaquer : & puis qu'il y a seulement trois sortes de vacation des Benefices, savoir par mort, par resignation & par incapacité du pourvu , & que des Collateurs il y en a des Eclésiastiques , autres Laïcs ; parlons premierement des Eclésiastiques , dont les uns conferent quelquefois *pleno jure*, quelquefois faut qu'ils atendent la presentation du Patron tout le tems que nous dirons ci-après : & premierement.

Du Pape.

CHAPITRE II.

LE Pape 1. confere toûjours *pleno jure*, & tous Benefices de droit commun ; comme il juge à propos au profit de ceux qu'il en gratifie *can. licet de prabend. in 6.* & en la Clement. 1. *ut lite pendente* , à l'exception

prion de ceux dont le Roi est Patron , & autres dépendans du Patronage Laic. 1.

1. Du Moulin *in reg. de inf. resig. n. 51.* rapporte un cas auquel le Pape peut prévenir un patron Laic, qui est lorsque le fondateur y a consenti expressement dans l'acte de fondation. Mais pour en justifier il faut qu'il en aparaisse par ladite Fondation même, rapportée en forme authentique & probante.

Nôtre Auteur, devoit

ajouter les Benefices dépendans de Malte qui ne peuvent être resignez en Cour de Rome, ni conferez sans le consentement de l'Ordre, jugé au grand Conseil par Arrêt, rapporté au 2. Tome du Journal du Palais pag. 336. où l'on peut voir le docte & curieux plaidoié de feu Monsieur l'Avocat General.

Aussi de droit commun tout Benefice vaquant à Rome ne peut être conféré que par le Pape, *Clem. 3. can. licet Ecclesiarum 2. de prebend. in 6.* Ce Decret s'étend aux Benefices, Dignitez & Prélatures, dont les possesseurs meurent allant à Rome, ou revenant de Rome, pourvû que le lieu du décès ne soit éloigné de Rome que de 40. miles, c'est à dire à deux journées d'icelle, qu'ils appellent *duas diatas legales*, moienant qu'il y pourvoie dans le mois, à compter du jour de la mort du Beneficier; Icelui passé, il est déchu. De ce Decret, sont exceptées les Cures, 1. côme aussi les Benefices
de

de Bretagne, parce que pour iceux il y a transaction faite entre le Pape & les Evêques de la Province.

1. L'Auteur s'abuse, & des Cures. D'ailleurs les Cures & les Evêchez même ne s'ont pas exceptées de la vacance en Cour de Rome, le mot *Ecclesias* du Chap. 2. de *Præb.* ne peut être entendu que des Evêchez & le Chapitre, *ſi Apoſtolica eorum*, n'excepte les Cures que dans le tems de la vacance du Saint Siège, *propter Diuturnam vacationem. Hac exceptio firmat regulam.*

2. En concourant 2. avec les Ordinaires, le pourvu du Pape l'emporte sur le pourvu par l'Ordinaire, à cause de son autorité plus grande.

2. Cela se doit entendre dans le concours du titre & de la possession: Car si le Pourvû par l'Ordinaire prenoit possession le premier il seroit préféré au pourvû par le Pape par la regle *Melior est conditio possidentis.* Ainsi le pourvû par l'Ordinaire aiant l'avantage de prendre possession quand il veut, il doit profiter du tems,

L'Auteur ne parlant point du concours de deux

provisions données par le même Collateur. Il est bon de remarquer ici que si elles sont de même date & de même heure, ces provisions *mutuò se impediunt*, & qu'aucune ne doit subsister; par exemple, deux particuliers ont chargé le même Courrier d'impetrer un Benefice à Rome, ni l'une ni l'autre provision ne vaut, & pour ce sujet on conseille de faire retenir

plusieurs



22 ABREGÉ DES MATIÈRES

plusieurs dates les jours suivans : car celui des deux qui auroit une date d'un jour où l'autre n'en auroit pas pris emporterait le Benefice.

Remarquez que pour éviter le concours au préjudice de ceux qui envoient un Courrier exprès, on garde fidèle-

ment cette justice à Rome, qu'on donne date à celui qui a envoyé le Courrier du jour de son arrivée à Rome, mais à l'égard des autres qui n'ont fait que profiter de l'occasion de son départ on ne leur donne date que du lendemain de son arrivée.

3. En prevenant le pourvu du Pape l'emporte, 1. *Jure praeventionis*, au préjudice des Mandataires, Indultaires, Graduez : car tandis que l'Indult n'est sur un Benefice certain & déterminé, le Pape peut conferer *Jure praeventionis*, sans préjudice.

1. mais afin que la prevention du Pape ait lieu, *Res debent esse integra*, c'est à dire, qu'il faut que l'Ordinaire n'ait pas conféré même à un qui n'auroit pas les qualitez requises, ou que l'Indultaire, Graduez

ou autre n'ait pas fait sa requisition. *A momento enim requisitionis res desinunt esse integra*. C'est la disposition formelle de l'Art. 14. de l'Ordonnance de Louis XII. de 1510,

4. En se les reservant, comme nous dirons ci-après, traitant des Mandataires & Indultaires.

Finalement il pourroit en tout genre de vacation

vacation, soit par mort, soit par resignation, soit par devolu, desquels nous parlerons ci-après. Par ce mot de resignation, j'entends soit *causa permutationis*, ou *purè & simpliciter* és mains de l'Ordinaire, ou *in favorem alicujus retentâ pensione*, ou non entre les mains de sa Sainteté.

Des Archevêques & Evêques qu'on appelle Ordinaires.

CHAPITRE III.

DE droit Commun les Ordinaires peuvent conferer tous les Benefices seculiers & Cures Regulieres de leur Diocese, aucuns *pleno jure* quand il n'y a aucun Patron ^{1.} au Benefice vaquant; autres non, savoir quand il faut qu'ils conferent sur la Presentation du Patron, le tout moiennant qu'il ne soit prévenu du Pape. *can. conquirere de offic. ordinarij. can. regenda causa 10. quæst. 1. can. nullas omnino en la cause 16. qu. 7.*

1. Cela est mal conçu, car il est certain que par le droit Commun tous Benefices sont à la Collation du Diocésain, & s'il est obligé

d'en conferer quelques uns sur la presentation des Patrons, ce droit est particulier, & est une espece de servitude établie contre la liberté naturelle

naturelle de l'Ordinaire, lation qu'il donne sur la
 Mais quoi qu'il en soit, présentation lui apar-
 l'Institution ou la Col- tient de droit.

De ce que peuvent leurs grands Vicaires.

S'ils n'ont mandement exprés , ils ne peuvent conferer ou presenter aux Benefices *c. fin. de offic. Vicar. in 6.* mais seulement faire ce qui est de nécessité , comme donner Dimissoires pour aller aux Ordres *c. cum nullus ver. Episcopo de Temp. ord. in 6.* confirmer les Esleus *c. ex frequentibus* ; conferer les Benefices aux Resignataires , *causa permutacionis* (s'ils ont la puissance de recevoir les renonciations ² de leur Evêque) même en ce cas hors le Diocèse , *cum collatio sit actus Iurisdictionis , qua extra territorium excerceri potest. l. 2. ff. de off. Procons.* Conferer aussi & instituer les Presentez , au cas cy-devant dit. *d. c. ex frequentibus.* Ils peuvent aussi ayant la puissance susdite , conferer les Dignitez , excepté à eux-mêmes , ou à leur Evêque , *c. fin. de instit. per nostras de jur. Patron.* Toutefois , le délégué du Vicaire qui a puissance de substituer , peut conferer au Vicaire , parce qu'il tient sa puissance de l'Evêque , non du Vicaire , *can. 1. cum Not. de offic. Vicar. in 6.*

2. Le droit de conferer est diferent de celui de recevoir les renonciations si bien que les grands

grand Vicaire qui n'a reçu que le pouvoir de conferer n'a pas l'autorité d'admettre les résignations pures & simples, qu'on appelle vulgairement demissions ; C'est le sentiment de Corraſius Chopin de *Sacra pol. lib. 2. t. 6. n. 6.* On rapporte un Arrêt du Parlement de l'année 1595. Et le grand Conſeil la auſſi jugé en 1683. en faveur de l'Indultaire de

Monſieur de la Briſſe contre le pourvu par le Vicaire d'un Chanoine qui étoit en tour de conferer, par la ſeule raiſon, que les lettres du Vicaire ne contenoient que la puiſſance de conferer, & nullement celle d'admettre les Réſignations.

3 Ils peuvent encore conferer les Benefices, aux Graduez nommez & aux Graduez ſimples.

Notez 1. que ſi le Vicaire ignore ſa revocation, & confere, ſa collation tient ; parce que comme il n'aquier aucune Jurisdiction, avant qu'il ſçache être Vicaire, auſſi ne la perd-il pas, ignorant ſa revocation, *l. item §. Decuriones, ff. quod cujuſque univerſ. l. ſi forte, ff. de Offic. Preſid. Innoc. c. ex conqueſtione de reſt. ſpol.*

Notez 2. qu'auſſi-toſt que l'Evêque eſt mort ou dépoſé, la Jurisdiction du grand Vicaire eſt expirée au même inſtant. *Covar. cum gloſ. communiter recepta in Clem. ult. de Procurat. ver. conteſtata.* Autre choſe d'un délégué, la puiſſance duquel n'eſt expirée par la mort du deleguant, *quoad negotia cepta. can. gratum de Offic. delegati. quia Vicarij Generalis idem eſt cum Epifcopo Tribunal ; delegati*

autem diversum & inferius ; de sorte qu'après la mort de l'Evêque , il faut qu'il soit confirmé par le Chapitre , pour exercer sa Jurisdiction.

Notez 3. si l'Evêque est excommunié ou suspens, la Jurisdiction du grand Vicaire est aussi suspendue & non perdue. *Arg. c. 1. de Offic. Vicar. in 6. secus au delegué, cujus Jurisdictio non cessat ob excommunicationem delegantis, si causa integra non sit. Abbas cap. licet undique n. 8. de Offic. delegati.*

Panorm. prima Parte Consil. 21. examine la question de la préférence entre le Vicaire Général d'un Evêque & l'Archidiacre de la Cathédrale. Il raporte les raisons *in utramque partem*, & enfin la résout en faveur du Vicaire Général, ajoutant que quand même la coutume & la possession se trouveroit contraire qu'il faudroit la rejeter comme une peste, ce sont ses propres termes, & comme contraire au droit Divin *c. ad huc. 88. Dist. à l'Ordre naturel. c. est ordo 33. q. 5.* Et au Droit Canonique. *Cum major in administratione preferendus sit.* Remarquez qu'il traite la question pour l'Archidiacre plutôt que pour les autres dignitez, par ce que la préférence sembleroit lui être due à plus juste titre; d'autant qu'il est appelé en droit. Tantôt *oculus*; tantôt *Vicarius Episcopi*.

De

De ce que peut le Chapitre Sede vacante.

C H A P I T R E I V.

1. **P**Uis que les collations & presentations des Benefices , sont *cum de & in fructu* , & que les fruits doivent être réservés au Successeur , *c. cum vos de Offic. ord.* le Chapitre ne peut ny ne doit conférer : ou presenter aux Benefices , quoi qu'il succede pleinement , *in his qua sunt Jurisdictionis.* *Dicto c. cum olim & Can. illa ne sede vacante,* Toutefois , il y pourvoit en deux cas : 1. lors qu'il confere ou presente conjointement avec l'Evêque ou Abbé vivant, *c. unic. in principio, ne sede vacante in 6.* 2. lors qu'il a titre ou possession immémoriale , qui donne droit de ce faire.

1. Je suis surpris de ce que les Chapitres n'ont jamais demandé un reglement uniforme pour être maintenu dans le droit de conférer les Benefices pendant la vacance du Siège. Mais ma surprise est bien plus grande de ce que nos Auteurs François , sans faire reflexion aux libertez de l'Eglise Gallicane ont crû que les Chapitres ne succedoient à leurs Prélatz que pour les Collations forcées, & necessai.

28 ABREGE' DES MATIERES

res & nullement pour les collations libres. Il est aisé de combattre l'erreur de cette distinction, & de montrer que cette Jurisprudence est contraire non seulement aux maximes du Roiaume, mais même à l'esprit des Canons bien entendus.

Premierement. C'est une maxime receuë parmi nous, & confirmée par les Arrêts que les Chapitres pendant la vacance du Siège de l'Evêque, sont en droit de conferer les principalitez & les bources des Collèges & de disposer des Offices dépendans de la temporalité des prélatures, pourquoi n'auront ils pas la Collation des Benefices je ne vois pas la raison de la difference.

En second lieu nos peres ont toujours conservé avec jalousie le premier degré de la Jurisdiction non seulement contentieuse, mais encore de la volontaire qui comprend la Collation des Benefices. Pour se maintenir dans cette liberté si conforme aux anciens Canons, ils ont toujours eu des premiers Juges pour decider les premieres instances, & des Collateurs ordinaires pour la distribution des Benefices. Que si quelques Papes ont voulu de tems en tems intervertir cet Ordre par des évocations, ou par leurs préventions, nous trouvons que l'Eglise Gallicane y a perpetuellement résisté.

Il ne faut qu'avoir une legere connoissance de l'Histoire du Roiaume pour être convaincu de cette verité. Car à l'égard de la Jurisdiction contentieuse nos livres sont pleins des oppositions qui ont été faites contre les évocations du Siège Apostolique, & pour ce qui est de la Jurisdiction volontaire, il suffit de rapporter l'Ordonnance de S. Louis de 1268. conçue en ces termes. *Ordinamus ut Pralati patronique Beneficiorum Collatores jus suum plenarium habeant ut unicuique sua jurisdictio servetur.*

Il est vrai que bien que nos Rois n'aient jamais voulu

voulu ceder aux Papes le premier degré de la juridiction contentieuse, François I. dans le Concordat au § *declarantes. de mand.* accorde néanmoins aux Papes la prévention pour la collation des Benefices. Mais on ne trouvera pas qu'il se soit départi du droit d'avoir des premiers Collateurs & Ordinaires dans le Roiaume ; d'où il faut conclurre, que comme les Chapitres succèdent dans la Juridiction contentieuse, ils doivent aussi succéder dans la collation des Benefices ; avec cette difference pourtant que quoique le Pape ne puisse pas selon nous connoître des causes en premiere instance, il peut, pourtant disposer des Benefices par prevention & cela *novo Concordatorum jure.*

En troisième lieu pour donner plus de jour à ce raisonnement, il faut présupposer que le Pape ne peut conférer les Benefices vacans par mort dans le Roiaume qu'en deux manieres, par devolution ou par prevention. Or si on veut examiner la chose sans aucune préoccupation, on sera convaincu que si les Chapitres n'ont pas l'autorité de conférer les Benefices pendant la vacance de leurs Prélaux, le Pape ne pourroit pas aussi l'avoir. 1. Il ne pourroit pas l'avoir par devolution, parce qu'elle suppose un Collateur negligent, suivant le Chapitre *illa ne sede vacante.* 2. il ne pourroit l'avoir non plus par prevention, parce qu'elle suppose un Collateur qui puisse être prevenu : d'où il faut conclurre, ou que le Pape ne pourroit pas conférer pendant la vacance du Siège Episcopal, ou que les Chapitres ont aussi le droit.

En quatrième lieu l'Ordonnance de S. Louis que nous venons de citer, semble avoir été faite pour maintenir les Chapitres dans ce droit. Car immédiatement après la cause que nous avons rapportée, ce saint Législateur ajoûte. *Insper Ecclesia Cathedra-*

les & alia regni nostri, liberas electiones habeant, promotiones, collationes, provisiones & dispositiones praelaturarum, dignitatum & aliorum quorumcumque beneficiorum Ecclesiasticorum, secundum dispositionem litteris, sacrorum Conciliorum, atque institutorum sanctorum Patrum fieri volumus. Il ne faut pas dire que S. Louis ne parloit pas là des Eglises pendant la vacance de leurs Prélats, puisqu'il y fait une mention expresse des Elections des Prélats. D'ailleurs si S. Louis n'avoit prétendu dans cet endroit que de conserver les Benefices qui sont en leur disposition pendant la vie des Prélats, cette seconde partie de son Ordonnance auroit été inutile & superflue, puisque ce droit leur étoit suffisamment conservé dans la premiere partie de la même Ordonnance. Ainsi cette seconde partie devant ajouter quelque chose à la disposition de la précédente, la loi n'ayant jamais rien d'inutile & de superflu: Il faut conclurre que S. Louis a entendu parler dans les endroits des Eglises pendant la Vacance du Siège.

Le tems même auquel cette Ordonnance fut faite & l'occasion qui obligea S. Louis de la faire, servent encore à éclaircir cette verité. Tout le monde sçait que ce S. Legislateur fit publier cette Ordonnance dâs le seul dessein d'êpêcher le cours des nouveautés que les derniers Papes de ses tems avoient voulu introduire. Ceile de priver les Chapitres de la collation des Benefices pendant la vacance du Siège fut inventée par Honoré III. qui fut élu en 1216. pour étendre le Droit de prévention que ses prédecesseurs immediats avoient commencé de prétendre. Pour arrêter le cours de cette nouveauté, S. Louis qui étoit contemporain de ce Pape, rendit cette Ordonnance pour exclurre les préventions en maintenant les Collateurs dans leur droit, *Collatores jus suum habeant; ut unicuique sua jurisdictio servetur.*

servetur. Et en Conservant les Eglises dans le droit de conferer les Benefices pendant la vacance du Siége *Ecclesia Cathedrales & liberas collationes provisiones & dispositiones fieri volumus.*

En cinquième lieu les longues vacances des Benefices & sur tout de ceux qui sont chargez de la conduite des ames ont toujours paru nuisibles à l'Eglise. Elle a fait en tous tems des Constitutions pour en empêcher l'abus & pour condamner même tout ce qui y pouvoit contribuër. Cela étant il est facile de juger que les nouvelles Decretales qui veulent que la collation des Benefices soit reservée au futur successeur, sont contraires à l'ancien Droit qui reprouve les longues vacances, & retranche tout ce qui peut les favoriser.

En Sixième lieu tout le monde sait qu'anciennement le titre pour deservir une Eglise, étoit une suite nécessaire de l'Ordination ; Ainsi puisque par les anciens Canons le Chapitre dispoisoit pendant la vacance du Siége de l'Ordination des Clercs du Diocèse, ou en apellant les Evêques voisins, ou en donnant des Dimissoires ; les Benefices aiant depuis succédé à ces titres, il faut conclurre que le Chapitre pendant la vacance du Siége, doit avoir aujourd'hui le droit de conferer les Benefices, puisqu'anciennement il avoit l'autorité de faire ordonner les Clercs, & par consequent celle de les *intituler* si l'on peut ainsi parler.

Ceux qui sont du sentiment contraire au nôtre, prétendent l'établir sur deux principes, qu'il est bon de rapporter ici pour en faire connoître la foiblesse.

Le premier est tiré du Chapitre *illa ne sede vacante* d'Honoré III. où ce Pape decide, qu'atendu qu'il n'y a aucune disposition Canonique qui donne la collation des Benefices aux Chapitres pen-

32 ABREGE' DES MATIERES

dant la vacance du Siège, ils ne peuvent pas prétendre ce droit.

Il est facile de répondre à cette objection. 1. L'autorité de faire ordonner les Clercs aiant été accordée aux Chapitres pendant la vacance du Siège, on ne peut pas nier, qu'ils n'aient eu celle d'assigner les titres, & par conséquent celle de conférer, puisque l'un & l'autre étoit la même chose comme nous venons de dire. 2. Quoique ce droit n'ait pas été donné explicitement aux Chapitres, cette concessiō est néanmoins comprise sous une plus générale par laquelle la Jurisdiction volontaire aussi bien que la contentieuse leur a été accordée.

Le second principe sur lequel se fondent ceux qui tiennent l'opinion contraire, est tiré de la maxime qui veut que les fruits soient reservez au successeur : La collation des Benefices étant reputée un fruit, on veut qu'elle lui doive être aussi réservée.

Ce raisonnement est tres-fort, pour établir que lors que quelqu'un a droit de percevoir les fruits pendant l'interregne (comme par exemple le Roi à raison de la regale) il a aussi le droit de conférer les Benefices : Mais cela ne prouve pas que les droits honorifiques doivent être conservez au successeur ; Il est au contraire aisé de montrer que la maxime qui veut que *fructus servantur futuro successori*, est contre l'esprit du droit qui distingue les fruits *qui servando servari possunt*, de ceux qui ne peuvent pas être conservez au successeur. Les premiers doivent à la verité être reservez, mais nullement les autres : Or il est certain que la collation des Benefices ne peut pas sans danger être conservée au successeur à cause des Préventions de Rome, & par conséquent elle n'est point de la nature des fruits qui doivent être reservez au successeur.

On

On pourroit faire ici l'application de la doctrine de M. Charles du Moulin au sujet des permutations. Ce Docteur tombe d'accord que le droit ne donne l'autorité d'admettre les permutations qu'aux seuls Evêques & nullement aux Collateurs inférieurs, mais que néanmoins les Ordinaires étant privez de ce droit par le moien des préventions de Rome, on l'a leur a insensiblement accordée, l'application est facile à faire.

2 Cette maxime est directement contraire à celle du Roiaume, car il est constant que les Tuteurs ont moins de droit sur les biens de leurs pupils, des furieux & des interdits soumis à leur conduite, que les Chapitres en ont sur les revenus des Eglises vacantes à cause de la communauté des biens qui a été originairement entre le Prélat & le Chapitre ; Néanmoins il est certain que pendant la pupillarité, l'interdiction & la fureur, les Tuteurs sont en droit de présenter & même de conférer les Benefices, qui sont à la presentation ou à la collation de leurs pupils, à plus forte raison les Chapitres doivent-ils avoir le Droit pendant la vacance du siège Episcopal.

Enfin ce qui m'a fortifié dans ce sentiment c'est qu'un de mes amis tres-éclairé & digne de foi, m'a assuré que c'étoit aussi celui de Monsieur l'Avocat Général Talon, qui étant les plus versé dans l'intelligence des libertez de l'Eglise Gallicane & de la Jurisprudence Canonique son sentiment doit servir de decision.

Il faut pourtant remarquer que quoique le droit de conférer appartienne au Chapitre pendant la vacance du Siège, celui de présenter n'est pas du aux Chapitres pendant la vacance des Abbez ou Prieurs : La raison de la différence est que la présentation étant une espèce de servitude imposée con-

tre

tre la liberté naturelle des ordinaires, dès le moment que le patron ne veut, ou ne peut pas présenter, c'est à l'ordinaire à conférer librement. Maître Vaillant dans sa note sur N.... de Monsieur Loüet assure que cette Jurisprudence est aujourd'hui bien établie, & que la question a été jugée par deux Arrêts. Monsieur. Loüet dans cet endroit témoigne d'être surpris de ce que Messieurs les Evêques n'avoient pas demandé un règlement pour être maintenus dans le droit de conférer librement les Benefices dépendans de la présentation des Patrons après leur mort : Mais aujourd'hui la chose est décidée.

Il peut secondement confirmer les élus, instituer les presentez par les Patrons, conférer aux resignataires, *causa permutationis*, parce que tels actes sont de nécessité. *Rebuff. §. si quis verò de collat. in Concord. & Tract. Nominat. qu. 8. & 14.* comme aussi donner Dimissoire, pour aller aux Ordres, *c. cum nullo ver. Episcopo de Temp. ord. in 6.* Absoudre les excommuniés, *c. unic. de major. & obed.* parce qu'en tels cas &c^l semblables, l'on n'exerce aucune liberalité envers personne au préjudice d'autrui : & quoy qu'il ne puisse conférer les Benefices, il peut toutefois instituer Oeconome pour regir l'Eglise & la donner en Commande, jusqu'à ce qu'on y ait pourveu : cela étant nécessaire, & y ayant *periculum in mora*, & parce que cela ne porte préjudice au Successeur qui pourra revoquer le tout.

2. Le Chapitre ne peut donner des demissoires, qu'après une année en-
 tiere depuis la vacance du Siège conformément au Concile de Trente.

Quand à la collation d'un Benefice qui se doit faire à un Mandataire qui semble être nécessaire, spécialement si le Mandement porte défenses expresse de faire autrement, sur peine de nullité, le Chapitre *Sede vacante* pourtant ne le peut, C. *si soli de Concess. Præbend. in 6. Corasius cap. 7. &c. eam de rescript.*

Le Roy pourroit aux Benefices en trois façons.

CHAPITRE V.

1. **P**AR le droit de Régale, ¹ en son joyeux Advénement à la Couronne, en la clôture de la Regale, & lors que le nouvel Evêque a prêté le serment de fidelité & en ce *pleno jure*, aucune fois il n'est que Patron, comme nous dirons cy-après.

Du droit de Régale.

La Régale est un droit attaché à la Couronne, portant puissance ¹ d'établir Oeconomes, qui au nom du Roy perçoivent le revenu des Archevêchez ou Evêchez vacans, ou par mort, ou par rebellion notoire. ² de conférer *pleno jure* pendant ladite vacance, toutes

36 ABREGE' DES MATIERES

toutes les Dignitez, Personats, Prébendes, & tous autres Benefices (les Cures exceptées :) soit de présentation Ecclesiastique, soit Laïque, soit que le décez soit arrivé à Rome ou à deux journées près, soit qu'ils soient réservés, soient qu'ils vaquent par permutation, dont la provision dépend d'iceux Archevêques ou Evêques, s'ils eussent été vivans, excepté ceux qui dépendent de l'Evêque & du Chapitre conjointement. ^{2.} Comme aussi les électifs, collatifs; c'est à dire, *quando Canonici eligunt & eligendo conferunt; nec alia expectatur confirmatio.* Arrêt 1597. Chop. lib.2. de Sac. pol. tit. 7. & ce droit ne se peut prescrire contre le Roy. *Molin. in consuet. Paris. §. 27. num. 9.*

1. Si néanmoins elles s'ont unies à des dignitez, Personats ou Canonics elles en deviennent un accessoire; ainsi le Roi conférant en régale la dignité ou Canoniat confère aussi la Cure. Que si au contraire le Canoniat ou la dignité sont unies à la Cure, pour lors l'un & l'autre est exempt de la Régale. Que s'il n'apparoit pas lequel des deux est uni à

l'autre, les Docteurs sont partagez pour savoir qui des deux est présumé uni: Les Canonistes soutiennent que comme la Cure *est ars artium*, il faut présumer que la dignité, ou le Canoniat est éteint, mais les Régalistes sont d'un sentiment opposé. Pour moi je crois qu'il faut examiner quel nom on a conservé au Benefice, après l'union, & déclarer

declarer éteint celui dont le nom est supprimé.

2 Quelques anciens Auteurs l'ont ainsi cru, mais ils se sont trompés, & c'est une maxime inviolablement observée au Parlement de Paris, que le Roi ne souffre point de compagnon. Ainsi quand l'Evêque avoit quelque part à la Collation des Benefices, le Roi pendant l'ouverture de la Regale les conféroit seul sans aucune participation du Chapitre. Louis le Grand qui donne dans toutes les oca-

sions, des marques éclatantes de son zele pour les intérêts de l'Eglise, a bien voulu, à la priere du Clergé de France, se départir de ce droit, & ne s'est réservé dans la collation des Benefices que tel & semblable droit que celui que l'Evêque auroit si la Regale étoit close. Mais comme il ne s'est départi de ce droit que pour donner la poix, on doit craindre avec sujet que puisqu'on n'a pas profité de sa générosité qu'il ne rentre dans son ancien droit.

Notez 1. que le pourveu en Regale exclud tous Mandataires, Indultaires & Gracuez. *Papon l. 2. tit. 5. Arrest 7. Charondas l. 7. de resp. Rebuff. de Nomin. qu. 15. Ruzans de jure Regalia.*

Notez 2. qu'un enfant de 7. ans pourveu en Regale d'un Canoniat en une Eglise Cathédrale, est suffisamment dispensé. *Ruzans ibidem.*

Notez 3, que le Brevet du Roy du pourveu en Regale, doit être signé d'un Secrétaire de commandement, autrement il est nul. *Pe-*
leus

Notez 4. que quoy que le Pape pourvoye aux Benefices des decedez à Rome ou à deux journées près , à l'exclusion des Ordinaires , toutefois il ne peut pourvoir à ceux qui vacquent en Regale : ainsi jugé par Arrest en 1387. au rapport de Gallus.

Notez 5. qu'encore que le Roy s'oublie de conferer 3 dans le tems porté par le Droit, il ne perd pour cela son droit en Regale, puis qu'il n'a en ce tems de Regale aucun Supérieur à qui le Benefice soit devolu.

3 Quoique le Roi ne perde pas son droit , si il ne s'oublie pendant 3 ans neanmoins un pourvu il devroit y être maintenu suivant la disposition par l'Ordinaire ou par expresse de l'Edit de 1606.

Notez 6. que le Roy es collations qu'il donne en Regale des Benefices qui y vacquent, exempté & dispense de toutes les regles de Chancellerie , même de celles qui sont receües en France. Arrest sur ce en 1608. Brodeau sur Loüet *lit. R. num. 7.*

Quand est-ce que la Regale est close.

Faut 1. que le nouvel Evêque ait ses Provisions de Rome sur le Brevet du Roy. 2. qu'il ait pris possession de l'Evêché en personne , & non par Procureur. 3. qu'il ait prêté le serment de fidelité au Roy en personne

sonne. 4. que ce serment de fidelité soit présenté, enregistré & expédié en la Chambre des Comptes, dont l'acte sera présenté & signifié, & d'icelui baillé copie au Receveur ou Oeconome commis à la perception des fruits de la Regale: & jusques à ce que tout ce que dessus soit fait, la Regale n'est pas close, ains elle sort son plein & entier effect.

Des Benefices que le Roy confere pleno jure, outre ceux qui vacquent en Regale.

CHAPITRE VI.

LE Roy confere tous ceux que luy ou ses Predecesseurs ont fondé, comme les Canonicats de Saint Sauveur à Blois, de S. Fourcy à Peronne, de Nôtre-Dame à Clery, de Saint Pierre au Mans, de Nôtre-Dame à Estampes, de S. Spire à Corbeil, de S. Estienne à Troyes, de S. Melon à Pontoise, de S. Florentin à Roye, de la Vierge à S. Quentin, de Toussaints à Montaignes, de la sainte Chappelle à Paris, à Dijon, Bourges, de saint Volfran à Abeville, de saint André à Grenoble, des Prieurez du Val de Choux. *Grassal. de jure Regal. l. 2. c. 1. de Selva de Benef.*

Benef. part. 1. qu. 5. Choppin l. 1. de sa Polit. 1. n. 18.

1 Le Roi peut bien avoir la présentation de tous les Benefices que lui ou ses predecesseurs ont fondés, quoi qu'il ne les ait pas réservés; Mais pour le droit de collation, il ne l'a pas, si par l'acte de fondation lui ou ses predecesseurs ne se le sont expressement re-

servé.

2 Par Arrêt contradictoire du Conseil privé de l'année 1684. les pourvus par le Roi furent déboutez de leurs demandes & les pourvus par le Chapitre, le Légat d'Avignon & le Pape maintenus.

Plus, il a droit de conférer, en tous les Evêchez, la premiere Prebende vacante en chaque Cathedrale, depuis le jour de son Sacre à Reims, communément ce droit est appelé, à son joyeux avenement à la Couronne.

3 L'Auteur se trompe, le Roi n'a que le droit de présenter un Clerc au Collateur, le Brevet

même qu'il lui adresse pour cela ne contient point de Decret irritant,

Plus, il s'en reserve une autre, qui est la premiere vacquante depuis le jour que la Regale est close.

4 Remarquez que les Prebendes qui dependent de la collation du

Chapitre ne sont point dues au Brevetaire du serment de fidelité qui est

est celui dont parle l'Auteur, dans cet endroit: cela a été ainsi jugé par le grand Conseil, en faveur du Chapitre de l'Eglise Cathédrale de Metz, par Arrêt rapporté dans le 4. Tome du Journal du Palais page 127. Ce Brevet non plus que le précédent ne contient point de Decret irritant.

Des Patrons & de leurs droits.

CHAPITRE VII.

Patrons ¹. sont ceux qui peuvent présenter aux Benefices personnes pour être pourvues par les Collateurs ordinaires.

¹ On peut être patron joints ensemble ils pensent néanmoins être se sans avoir la présentation, quoi que ces deux droits soient souvent parez.

Or il y a deux sortes de Patrons , Ecclesiastiques & Laïques : les Ecclesiastiques, comme sont les Evêques, Abbez, Prieurs, Doyens, &c. qui à cause de leurs Dignitez , Offices ou Benefices, peuvent présenter aux Benefices dépendans d'eux : les Laïques sont ceux, qui mariez ou non , ont fait bâtir , fondé ou doté les Eglises , tant pour l'entretien des luminaires, ornemens, que des Prêtres ou Clercs qui la servent.

Le droit de Patronage s'acquiert en cinq façons

42 ABREGE' DES MATIERES

façons, 1. en donnant le fond sur lequel l'Eglise est construite, 2. la bâttissant à ses frais du consentement de l'Evêque, 3. en la dotât, ou même en erigeant le Benefice, 4. par prescription, comme quand on a présenté souvent au Benefice, voire, suffit d'être en quaspoussession; c'est dire, la dernière fois que le Benefice a vacqué, pourveu que cette présentation ait été de bonne foy, & suivie de provision qui ait sorty son effet; c'est à dire, qu'on ait reconnu pour possesseur legitime ce pourveu; & que celui au prejudice duquel a été acquise la quaspoussession, l'ait sçu & toleré. Tellement qu'un seul acte suffit, accompagné des conditions susdites: ainsi le tiennent du Moulin & le Panorme, fondez sur le *can. ex litteris 7. de jur. Patron.* & tel est le stile que la Cour tient confirmé par Arrest de 1610. 5. & finalement le droit de Patronage s'acquiert par un don du Pape.

Le Patron 1. a droit d'avoir soin de l'Eglise qu'il a dotée, peut la défendre d'oppression, violence ou injure, & procurer son avancement, *c. cum autem 24. de jur. Patron.* En un mot, c'est l'Advocat de l'Eglise, & il peut se plaindre à l'Evêque pour apporter remèdes aux desordres.

2. Il a pouvoir de présenter au Collateur homme capable, pour être pourveu, qui ne peut faire refus sans cause legitime, de donner

ner l'institution. *can. postulasti 30. de jur. Patron.* & l'Ordonnance d'Innocent III. & ce dans quatre mois s'il est Patron laïc ², *can. eam te 22. & 27. de jur. Patron.* & dans six mois s'il est Patron Ecclésiastique, comme sont les Clercs, les Eglises, les Monastères, les Colléges, d'autant que ne pouvant varier en leur élection, pour éviter le blâme d'inconstance & de légèreté auprès des sages, *longius tempus dari eis debuit quàm Patrono laico*, à qui il est licite de varier avant l'institution. *can. Pastoralis de jur. Patron.* non en excluant le premier présenté (n'étoit qu'il manquât des qualitez requises) mais en luy en ajoutant un second; & en ce cas, il est au pouvoir du Collateur de choisir celuy des deux qui luy plaira. *Abbas in can. quod an-tem de jur. Patron.*

2 Dans la Province de les Ecclésiastiques. Cela Normandie les Patrons est expressement porré Laïcs ont six mois pour par un article de leurs présenter aussi bien que coutumes.

Il y en a même qui croient que l'Eveque Collateur, peut gratifier le Patron du Benefice dont il est Patron, soit Ecclésiastique ou Laïc, *Hostiensis summatim de jur. Patron. §. in quibus differant Pia ser.* Comme aussi le fils du Patron s'il le demande, & en soit idoine. *Glossa in c. quia Clerici, ver. filij*

44 'ABREGE' DES MATIERES
filijs de jur. Patron. Lessius l. 2. c. 34. D. 7.
num 28.

Quant au Roy, il a six mois par le Concordat; & arrivant faute en son choix, on luy en donne trois autres pour faire recherche de quelqu'autre.

Notez 1. que le tems concédé ausdits Patrons pour présenter, étant expiré, l'Evêque après confete *pleno jure*, puis qu'ils ont manqué à ce soin, *can. quoniam 3. de jur. Patron.* Autant en fera-t'il, si le discord des Patrons sur leurs droits ne prend fin dans six mois, de crainte que l'Eglise ne patisse par une trop longue vacance *Alex. 3. can. eam te 22.*

Notez 2. toutefois qu'en Régale le Roy s'oubliant de conférer dans le tems prescrit de neuf mois il ne perd son droit, d'autant qu'en ce tems il n'a aucun supérieur à qui le Bénéfice soit devolu, comme dit a été cy-dessus.

3. Il n'y a point de rés gale & la nomination prescrit au Roy pour Roiale. Ainsi que l'Auteur le reconnoit dans conférer en Régale Il le Chapitre suivant. faut que l'Auteur ait fait le Chapitre suivant. equivoque entre la Ré-

Notez 3. qu'en France le Pape ne peut déroger au Patron Laïc; s'il le fait, l'appel comme d'abus y sera reçu, *Rebuff. en sa pratique in 3. parte verbo negnon num. 12. § 3.6.*

6 16

& in tract. nominat. qu. 15. num. 2. Geminian. in c. 2. de prabend. in 6. ce qui est aussi pratiqué en Espagne au rapport de Covarr. cap. 36. Practicar. n. 3. Secus au Patron Ecclesiastique, quia est Patronus Patronorum.

Notez 4. que la présentation faite par le Patron Ecclesiastique, *Præsentatio jure tribuit*, auquel le Pape ne peut déroger, *modo præsentatio aures Collatoris pulsaverit* 4. à faute dequoy elle n'est pas réputée présentation. Loüet en ses Arrests, & pourveu que le Pape ne previenne le Collateur.

1 Cette maxime est aujourd'hui généralement reçue, quoi que les anciens Canonistes aiant été partagés sur ce point, M. Guimier in *pragm. § item circa verba non valeant versic. alii, aliter dixerunt de collat*, a soutenu l'opinion que l'Auteur rapporte. Rebuffe au § *desclarantes, verbo jure præventionis demand. apost. in concord.* a cru que le seul acte de présentation avant même que d'être notifié au Collateur suffisoit pour empêcher la prévention du Pape. Monsieur Loüet panche pour l'opi-

nion de celui-ci. Mais enfin tous les Parlemens ont approuvé & suivi la décision de la chose outre les raisons qui y sont rapportées, & qui me paroissent décisives. Je crois que les Parlemens ont eu pour motif d'éviter les antedates que les patrons n'autoient pas manqué de faire, si pour prévenir le Pape, le seul acte de présentation avoit été jugé suffisant. Rebuff. au § cité l'a cru concilier ses opinions par cette distinction. Si *Papa præsentationis Collatori non insinuata derogavit, valere præventionem*

nem secus si non derogavit, Et sur ce principe le Parlement de Bourdeaux, au rapport de Monsieur de Bussyquet a maintenu le pourvu par l'Ordinaire au prejudice du pourvu par le Pape, quoique la provision de celui ci fut anterieure à la notification de la présentation faite au Collateur. Mais cette distinction me paroit mal fondée, & si on examine la raison sur laquelle Rebuffe appuie son sentiment, on sera convaincu qu'elle est contre les Principes, & les maximes du Roiaume. Voici ses raisonnemens. *Potest enim*, il parle du Pape, *iuri ad rem tantum quasito derogare*, *secus iuri in re quasito*. Ce qui est absolument faux & tous les jours les Parlemens déclarent abusives les derogations faites, *Iuri ad rem tantum quasito*. En effet la requisition d'un Gradué, ou d'un Indultaire, à la présentation *post quam pulsavit aures ordinarii*, n'aquiereut qu'un droit *ad rem* &

non pas *in re*, & néanmoins le Pape n'y peut pas déroger sans abus.

Remarquez que ladite Glose & M. de Selve. 3. p. 9. 11. apportent une limitation à cette doctrine *Si patronus diligens in presentando fuerit, sed propter Collatoris absentiam, à Papa ante presentationem praeventus fuerit, non valere praeventionem*. Ce que je crois devoir être entendu lors que le Patron reside dans le lieu du Benefice, à raison duquel la présentation lui appartient, & qu'on ne peut lui opposer aucune negligence. Il est facile de conclure de ce que nous venons de dire, que comme la présentation n'est proprement présentation que du moment qu'elle est connue à l'ordinaire, si le Patron fait plusieurs actes en differens tems & en faveur de différentes personnes, le Collateur ne doit avoir égard qu'à celle qui lui est présentée la premiere.

Du Moulin *in reg. de infir.*

infra. dit que pendant le *semeſtre patroni Eccleſiaſtici, in poſt quadrimeſtre patroni laici* la Collation donnée par l'Ordinaire *spreto patrono* eſt bonne & Canonique, & qu'il n'y a que le ſeul Patron ou ſon préſenté qui ſ'e puiſſe plaindre, & cela eſt obſervé généralement dans le Roiaume, à l'exception de la Province de Normandie, dans laquelle on juge que la proviſion eſt abſolument nulle quoique le Patron ne ſe plaigne pas.

Notez 5. que ſi en une Eglife il y a deux Patrons, l'un Eccleſiaſtique, l'autre Laïque, le Pape ne leur pourra préjudicier, n'étant juſte qu'un Laïc joint à un Clerc perde ſon droit, daquel il jouïroit ſ'il n'avoit un Collateur ; & en ce cas, le privilégié qui eſt le Laïc, emporte avec ſoy le non privilégié ; le tout ſoit que la nomination ſoit diviſible ou non.

Samſon ſur la Couûtume de Tours : Voire même ne pourra le Patron Eccleſiaſtique conſentir que le Benefice ſoit affecté à quelque Mandataire, ou bien à la creation de quelque penſion au préjudice de l'autre, ſur le Benefice auquel ils nomment tous deux conjointement.

Notez 6. que le Pape ne peut conſtituer penſion ſans le conſentement du Patron Laïc actuel, ſ'il y conſent, ou virtuel, ſi le ſçachant il ne ſ'y oppoſe, ſon ſilence étant une approbation, comme dit Tournet tome 2. de ſcs

48 ABREGE' DES MATIERES
 ses Arrests, lettre P. n. 22. *Fabric. de Penst-
 ratione Beneficiali* n. 38. *Fergetus eodem tit.*
num. 5. *Choppin. l. 1. de Domanio tit.* 10.
num. 15. & *l. 3. de Sacra Polit. tit.* 2. *num.*
 15. *Gigas de pensionibus Ecclesiast. quest.* 23.
 & 24.

Notez 7. que deux Patrons Ecclesiastiques s'étant accordé de présenter alternativement; si celui qui est à son tour est prévenu du Pape, cela n'empêche (quoy que privé pour cette fois) qu'arrivant le Benefice à vacquer par mort , il ne recupere son rang. Arrest de Rouen le 21. Juillet 1603.

Notez 8. & finalement , que le Patron peut afficher ses Armoiries & écussons d'armes aux Parois & vitres de l'Eglise appliquer bancs & sièges ou Oratoires à son usage, en telle partie de la Nef que bon luy semblera ; d'avoir même dans le Chœur Sepulchres & Tombes élevées avec inscription, lettres & ceintures funebres. *Peleus qu.* 156. des decidez par Arrest ; même doit avoir la pre-sceance aux Processions, à baiser la Platine, & autres droits honorifiques, *cân. nobis fuit* 25. *de jar. Patron.* voire même en grande nécessité, a droit d'être nourry des biens de l'Eglise modestement. Clement. III. au Canon 25.

Des

Des Benefices dont le Roy est Patron.

CHAPITRE VIII.

PAR le Concordat, tous les Archevêchez, Evêchez, Abbayes, tant d'hommes que de filles, & Prieurez qui souloient être électifs, sont de la nomination du Roy, exceptez les Chefs d'Ordre & Prieurez de sainte Claire, par l'Ordonnance d'Orleans 1560. art. 3. exceptez aussi les Dignitez des Eglises Cathedrales, Collegiales & Conventuelles, par l'Ordonnance de Blois art. 1. 7. Les Commanderies de saint Antoine, Choppin, *li. 1. de sac. Pol.* L'Abbaye de S. Honoré de Lerins en Provence, par Bulle leuë au Parlement d'Aix le 20. Septembre 1516. & approuvé par Henry II. 1547. & par Henry IV. en 1597. Tous les Monasteres de la Caze S. Benoît, de saint Sulpice à Bourges, parce que le Roy n'a droit qu'aux Prélatures perpetuelles, comme ne sont ces Monasteres où l'on choisit de trois ans en trois ans un Abbé. Item, l'Abbaye de sainte Geneviève de Paris, à la requisition de M. le Cardinal de la Roche-foucaut, à present triennale & élective. Item, les Abbayes de Cisteaux, Cler-

C

50 ABREGE' DES MATIERES
 vaux , la Ferté , Morimont , & Pontigny, par
 la liberalité de Henry IV. en 1598. Item,
 les Evêchez, Abbayes , & Prieurez, dont les
 pourvus decedent à Rome ou à deux jour-
 nées près , parce que le Pape y pourvoit *ple-
 no jure* , pourveu qu'il le fasse dans le mois,
 à compter du jour du decez du pourveu;
 moyennant aussi que la Regale ne soit ou-
 verte pour ledit Benefice vacquant : car en ce
 cas c'est le Roy seul, qui n'a aucun Superieur
 en-Regale. Mais si le Roy manque à pour-
 voir aux susdits Benefices dont il est Patron,
 dans les 9. mois, ou qu'il presente une per-
 sonne non qualifiée , le droit est devolu au
 Pape : le tout hors la Regale ; pource qu'a-
 lors le Roy a *plenum jus* , & n'a point de ter-
 me prescrit pour pourvoir. *Rebuff.* sur le §. 1.
 du Concord. *ver. vacantibus.*

1 Il est vrai que l'art.
 3. de l'Ordonnance d'Or-
 leans excepte de la no-
 mination du Roi les di-
 gnitez des Eglises Caté-
 drales , Colégiales &
 Conventuelles. A l'égard
 des dignitez des Eglises
 Catédrales & Colégia-
 les ; comme elles n'a-
 voient pas été comprises
 dans le Concordat, cette
 declaration étoit inutile

pour les afranchir d'un
 droit auquel les n'avoient
 été jamais sujetes. Car
 le Concordat ne donnant
 au Roi que la nomina-
 tion des Archevêchez ,
 Evêchez , Monasteres &
 Prieurez Conventuels ,
 les dignitez des Eglises
 Catédrales & Colégia-
 les, n'étant ni l'un ni
 l'autre il n'étoit pas ne-
 cessaire de les excepter ;
 pour

pour ce qui est des dignitez Conventuelles l'exception portée par l'Ordonnance n'a pas lieu, & le Roi y nomme tous les jours.

Notez 1. que si lesdits hauts Benefices, dont le Roy est Patron, vacquent par mort, resignation, permutation, ou par privation pour forfaiture, les Collations seront nulles, si le Roy ne les aggrée. *Rebuff. de Regia ad Prælaturas, §. 1. Verb. per obitum.*

Notez 2. que par le même Concordat, faut que le Présenté au Pape par le Roy pour un Evêché, ait 27 ans complets, & outre ce, soit Docteur ou Licentié en Theologie, ou bien en l'un des droits Civil ou Canonique, n'étoit qu'il fût par son extraction considerable, comme s'il étoit Prince du Sang, ou d'une maison grandement relevée: Car en ce cas, ils ne sont obligés ny à l'âge ny à la doctrine cy dessus. Mais les nommez par le Roy aux Abbayes & Prieurez, faut qu'ils ayent 23. ans complets par le même Concordat; comme aussi de même Ordre que les Religieux de l'Abbaye ou Prieuré auxquels ils sont nommez, à l'exception des Commandataires; autrement ils vacqueront, & seront devolus au Pape, *quia quidam incapaci, dat nulli.*

Notez 3. & finalement, que le Roy comme Patron, presente aux Abbayes & Prieurez de

son Royaume, de fondation Royale, Ducal-
le, ou Comtale & Conventuels; & à la no-
mination du Roy, non autrement, un hom-
me ou une femme appelez Oblat¹, peut y
être nourry, qui ne soit de la Religion Pre-
tendue Reformée, comme il fut dit par Ar-
rest en 1621. qui aura même provision qu'un
Religieux de la maison, Profes & Prêtre,
ainsi dit par Arrest en 1561. *Guenois lib. 1.*
Collationum regiarum, tit. 7. Mais s'il veut
demeurer avec sa femme, au lieu de vivres &
choses nécessaires, à l'entretien de l'homme,
l'Abbaye fournira 60. livres par an, payables
de quartier en quartier, *Papon. libr. 5.* des
droits reservez au Roy, Arrest 4.

¹ Les pensions qui é-
toient autrefois desti-
nées pour l'entretien
des Oblats, sont aujour-
d'hui appliquées à l'Hô-
tel des invalides, & elles
sont réglées sur le pié
de 150. livres pour les
Benefices de douze cens
livres de rente & au des-
sus, & pour les moindres
à 75. livres.

Notez que les Benefi-
ces auxquels le Roi ne
nomme pas ne doivent
pas cette charge.

Non seulement le Roi

a droit de mettre un
Oblat dans les Abaies
d'hommes, il a encore ce-
lui de faire recevoir une
Demoiselle dans les
Abaies de filles. Pasquier
dans ses recherches l. 3.
ch. 30. en raporte un
Arrest de l'année 1274.
conçu en ces termes.
*Cum Dominus Rex utendo
suo jure proprio in princi-
pio sui regiminis post suam
coronationem in Abbatis
sui regni de gardia sua pos-
sit ponere, videlicet in mo-
nasteria Monachorum unū
Monachum*

Monachum, & in monasteriis Monialiū unam Monialē, ac Moniales de Cusfiaco in monasterio suo Abbatissa regimine destituto nec pere non vellent quamdiū Domicellā quā l'omni-nus Rex recipi iusserat, dicentes quod Abbatissa carebant: Ordinatum fuit quod dicta Domicella poneretur in dicta Abbatia, & de bonis suis viveret, sed non vestiretur donec creata esset Abbatissa.

Le Roi est rentré en possession de ce droit, & pour faire un digne usage des places qu'il est en droit de donner dans les Abaies de Fondation Royale, il les destine pour les deux cens cinquante Demoiselles d'extraction noble qu'il veut être élevées dans tous les principes d'une solide & véritable piété dans le Couvent de S. Cir

qu'il viét d'établir. S. M. déclare dans l'article 7. de la Fondation de cette Communauté, que son intention est que celle desdites deux cens cinquante Demoiselles qui seront apellées à la Religion, soient préférées à la nomination qui lui appartient ez Abaies Royales, dans lesquelles elles seront reçues gratuitement. Je ne me contenterai pas d'avoir rapporté une partie de cette auguste fondation, prévoyant bien que le public me saura sans doute bon gré de trouver ici la piece entière, qui est un témoignage immortel de la piété de nôtre invincible Monarque, & de sa Royale reconnoissance envers la noblesse pour les services que l'Etat en reçoit.

*Fondation du Couvent des Dames de
S. Cir du mois de Juin 1686.*

L OUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROI
DE FRANCE ET DE NAVARRE, à
C S

tous presens , & à venir , SALUT. Comme nous ne pouvons assez témoigner la satisfaction qui nous reste de la valeur & du zele que la noblesse de nôtre Roiaume, en secondant les desseins que nous avons formés, & que nous avons si heureusement executés avec l'assistance divine pour la grandeur de nôtre Etat & pour la gloire de nos armes ; la paix que nous avons si solidement établie nous aiant mis en état de pouvoir étendre nos soins jusques dans l'avenir , & de jeter des fondemens de la grandeur , & de la felicité durable de cette Monarchie, Nous avons établi plusieurs Compagnies dans nos places frontieres, où sous la conduite de divers Officiers de guerre d'un merite éprouvé, Nous faisons élever un grand nombre de Gentilhommes pour cultiver en eux les semences de courage , & d'honneur que leur donne la naissance , pour les former par une exacte & sévère dicipline aux exercices militaires, & les rendre capables de soutenir à leur tour la reputation du nom François ; Et parce que Nous avons estimé qu'il n'étoit pas moins juste moins utile de pourvoir à l'éducation des Demoiselles d'extraction noble , sur tout pour celles dont les peres étant morts dans le service, ou s'étant épuisés par les dépenses qu'ils y auroient faites, se trouveroient hors d'état de leur donner les secours necessaires de les faire bien élever. Après l'épreuve qui

a été faite par nos ordres , pendant quelques années des moiens plus propres pour y reüssir, Nous avons resolu de fonder & établir une Maison Couventuelle , où un nombre considerable de jeunes filles issues de familles nobles , & particulièrement de peres morts dans le service, ou qui y seroient actuellement, soient entretenues gratuitement , & élevées dans les principes d'une solide & veritable pieté , & reçoivent toutes les instructions qui peuvent convenir à leur naissance , & à leur sexe, suivant l'état auquel il plaira à Dieu de les appeler: en sorte qu'après avoir été élevées dans cette Communauté celles qui en sortiront puissent porter dans toutes les Provinces de nôtre Roiaume , des exemples de modestie & de vertu, & puissent contribuer soit au bonheur des familles où elles pourront entrer par mariage , soit à l'edification des Maisons Religieuses où elles voudront se consacrer entiere-ment à Dieu. Auquel éfet Nous avons fait aquérir , construire, & meubler de nos deniers la maison de saint Cir située près de nôtre Château de Versailles , où il ne reste plus que déclarer nos intentions, tant pour le fond que

36 ABREGÉ DES MATIERES
 pour les reglemens necessaires pour
 l'entiere execution d'un etablissement
 si utile & si avantageux ; sçavoir fai-
 ns qu' pour ces causes de nôtre pro-
 pre mouvement, pleine puissance &
 autorité Royale Nous avons fondé,
 créé, & établi, fondons, erigeons &
 établissons à perpetuité par ces presen-
 tes signées de nôtre main en laditte
 maison de Saint Cir, une Communau-
 té qui sera composée de 36. Dames
 professes, 250. Demoiselles d'extractiō
 noble, & 24. sœurs converses pour y
 être reçues ainsi qu'il sera expli-
 qué ciaprès, & vivre suivant les re-
 gles, & constitutions qui leur seront
 données par nôtre amé, & féal Con-
 seiller d'Etat ordinaire le Sr Evêque de
 Chartres dans le Diocèse, & autorité
 duquel & de ses successeurs sera & de-
 meurera ladite Maison pour tout ce
 qui dépend de la visite, correction
 & juridiction Episcopale.

36 Dames
 Religieu-
 ses profes-
 ses.
 250 Pen-
 sionnaires
 Demoi-
 selles.
 24 sœurs
 converses

ARTICLE PREMIER.

Ne pour-
 ra être
 augmen-
 té le nom-
 bre des
 trente six
 Dames
 Religieu-

Ne pourra le nombre desdites 36.
 Dames être augmenté à l'avenir pour
 quelque cause ou occasion que ce soit.
 Et vacation avenant de l'une desdites
 places

B E N E F I C I A L E S. 57

places par mort ou autrement , Nous voulons qu'elles ne puissent être remplies que de l'une desdites 250. Demoiselles, qui sera choisie par la Communauté , à la pluralité des suffrages, âgée au moins de 18. ans accomplis, pour être receuë au Noviciat , & le tems du noviciat passé à la profession. Et lesdites Dames feront les vœux ordinaires de Pauvreté, Chasteté & Obeïssance , & un vœu particulier de consacrer leur vie à l'éducation & instruction desdites Demoiselles. Les 24. Sœurs Converses seront pareillement receuës au Noviciat & à la Profession, en faisant les mêmes vœux de chasteté, pauvreté & obeïssance, le tout suivant les Constitutions.

Vacation arrivant par mort de ses 36. Dames la place sera remplie du nombre de 250. Demoiselles

4. Vœu d'instruction les 250. Demoiselles.

I I.

Pour regir ladite Maison & Communauté au spirituel ledit Sieur Evêque commettra pour tel tems qu'il jugera à propos, un Supérieur Ecclesiastique Seculier, qui nous soit agreable & à nos Successeurs.

I I I.

Nous nous reservons, pour Nous & pour nos Successeurs Rois , la nomination & entiere disposition par simple Brevet des 250. places de De-

38 ABREGE' DES MATTERES

La nomi-
nation
par sim-
ple Bre-
vet du
Roi des
250.
Demoi-
selles.
La preu-
ve de no-
blesse de
4. degrez
du côté
paternel.

moiselles, pour par Nous & nos Suc-
cesseurs en disposer en faveur des fil-
les nobles, & principalement de celles
qui seront issuës de Gentil-hommes,
qui auront porté les armes ; Voulons
qu'aucunes Demoiselles ne puissent
être admises pour remplir l'une des
250. places qu'elles n'ayent fait preu-
ve de Noblesse par titre en bonne for-
me de 4. degrez du côté paternel ,
dont le pere fera le 7. degrez: Et en cas
que par le rapport qui Nous fera fait
& à nos Successeurs desdites preuves,
elles soient jugées de la qualité requi-
se , Nous ordonnerons l'expedition de
nôtre Brevet en sa faveur , & on fera
le procez verbal contenant l'arbre ge-
nealogique avec les preuves de no-
blesse inscrit dans un Registre qui se-
ra gardé dans les Archives de la Mai-
son,

IV.

7 ans ac-
complis
pour être
receuës
aux pla-
ces de De-
moiselles

Jusqu'à
20. ans
acom-
plis.

Aucune desdites Demoiselles ne
pourra être pourveuë de l'une de ces
places , si elle n'est âgée de 7. ans
acompli. Celles qui auront plus de
douze ans ne pourront y être admises.
Celles qui auront été receuës ne pour-
ront y demeurer que jusqu'à l'âge de
20. ans acompli , & 3. mois avant
qu'elles

B E N E F I C I A L E S. 59

qu'elles ayent atteint cet âge les parens seront avertis par le Superieur de la Communauté de les retirer.

V.

Vacation avenant de l'une desdites 250. places , soit par mort ou autrement , le Superieur & la Superieure de ladite Maison seront tenus de Nous en informer incessamment pour remplir la place vacante d'une autre Demoiselle de la qualité requise.

V I.

Les 250. Demoiselles seront instruites par les Dames en tous les de-
voirs de la pieté Chrétienne & autres exercices convenables à leur qualité, suivant les Regles & constitutions de la Maison.

V I I.

Les peres & meres des Demoiselles, leurs tuteurs, ou à leur défaut leurs plus proches parens pourront les retirer de ladite Maison, pour les pourvoir par mariage, ou par autres bonnes considerations & interêts de famille. Comme aussi lors que la Superieure jugera à propos, par l'avis de la Communauté de renvoyer l'une desdites Demoiselles à ses parens, elle les fera avertir de la retirer, si non &c

60 ABREGE' DES MATIERES

en cas de refus ou delay , elle pourra sans aucune formalité la leur renvoyer, dont Nous serons pareillement informez pour y pourvoir.

VIII.

La recep-
tion gra-
tuite-
ment.

Les 36. Dames de saint Cir , les 250. Demoiselles en nôtre Nomination, & les 24. Converses, qui composeront la Maison & Communauté, seront receuës & entretenuës gratuitement dans la Maison de toutes choses necessaires pour leur subsistance, tant en santé que maladie. Défendons, tant aux Superieurs qu'à la Supérieure, & Communauté, de souffrir qu'il soit reçu, pris ny exigé aucune somme de deniers, rente, ou autres choses pour entrer dans la Maison, ou pour la reception au Noviciat, ou profession, sous quelque pretexte que ce puisse être, soit d'augmentation, fondation, concession de qualitez de bienfaitrice, pension, aumône à la Sacristie, ornemens, frais de ceremonie, de noviciat, & de profession, achapt de meubles, ou autres en quelque cas ou occasion que ce soit, à peine d'être procedé suivant les constitutions de la Maison contre la Supérieure, ou autres de ladite Communauté, qui auroient accepté

B E N E F I C I A L E S. 61
accepté un présent tel qu'il peut être
de confiscation des choses données,
& de condamnation du double contre
ceux & celles qui auroient donné ou
fait quelque présent ; le tout applica-
ble , moitié à l'Hôtel-Dieu, & l'autre
moitié à l'Hôpital Général de nôtre
bonne ville de Paris.

I X.

Pour la dotation , subsistance , &
entretienement de la presente Fonda-
tion, Nous avons de la même autori-
té que dessus , donné, concédé , qui-
té, transporté & délaissé ; donnons,
cédons, quitrons, transportons & dé-
laissions par ces presentes à ladite Mai-
son, Communauté de saint Cir, dès
maintenant & à roujours , pour Nous
& nos Successeurs Rois , ladite Mai-
son de saint Cir, les bâtimens & meu-
bles que nous y avons fait faire ; En-
semble la Terre & Seigneurie dite S.
Cir , & tous les domaines , droits &
revenus mentionnez au Contrat d'E-
change, passé par le Commissaire de
nôtre Conseil , à ce député, le 14. du
present mois , avec nôtre cher & bien
amé cousin le Duc de la Feuilleade,
en consequence de l'Arrêt de nôtre
Conseil du 11. du present mois , & à
quelque

62 ABREGE' DES MATIERES

quelque somme que le tout puisse monter & revenir ; & en outre , Nous donnerons à ladite Communauté 50000. livres de rente en fonds de terre , qui sera déclaré , quitté & déchargé de tous droits d'indannité envers les Seigneurs, de fief , ainsi que la Maison & Seigneurie de saint Cir. Et en attendant que nous ayons fait fournir ledit Fond jusqu'à concurrence desdites 50000. livres de rente, Nous ferons payer à ladite Maison & Communauté , par chacun an la somme de 5000. livres , en deux termes égaux, de saint Jean & de Noël , & nous la ferons employer dans nos Etats des Charges , assignées sur les Domaines de la Generalité de Paris , au Chapitre des aumônes.

X.

Et d'autant que ces revenus ne seroient pas suffisans pour satisfaire aux charges d'une Communauté si nombreuse , Nous confirmons pour plus ample dotation & fondation Royale, nôtre Brevet du 2. Mai de la presente année , pour l'union de la Manse Abbatiale de saint Denis en France à lad. Communauté de saint Cir. Voulons & Nous plaît , que toutes diligences soient

Vnlon de
la Manse
Abbatiale
de l'A-
baie S.
Denis en
France.

soient continuées en Cour de Rome,
& Lettres nécessaires , expédiées pour
la suppression du titre Abbatial &
pour l'union des revenus en dépen-
dants de ladite Communauté , sans
néanmoins en ce faisant préjudicier à
la Manse Conventuelle des Religieux,
& sans que leur nombre & le Service
divin & les fondations en puissent ê-
tre aucunement diminuez. j

X I.

Défendons expressement à ladite
Maison & Communauté de saint Cir,
de recevoir, ni accepter , à l'avenir au-
cune augmentation de dotation, de
quelque nature de biens que ce puisse
être, si ce n'est de la part des Rois nos
Successeurs , ou des Reines de Fran-
ce, ni de faire aucune acquisition en
fond , ou d'accepter aucun don, legs,
ni oblation , sous quelque pretexte
que ce soit , même à titre de Confre-
rie ; Et néanmoins mettant en quelque
considération que ladite Communau-
té a été formée par les soins & la con-
duite de la Dame de Maintenon,
Voulons que ladite Dame, puisse faire
au profit de ladite Maison de saint Cir,
telles dispositions & dons que bon lui
semblera, tant en meubles, qu'immeu-

Defense
d'accep-
ter aucu-
ne autre
fonda-
tion.

Permis à
Madame
de Main-
tenon de
faire tel
don à dis-
position
que bien
lui sem-
blera.

bles

64 ABREGE' DES MATIERES.

bles, lesquels ladite Communauté sera tenuë accepter, sans tirer à consequence.

X I I.

Destina-
tion du
revenu
bon dure-
venu pour
la dota-
tion d'u-
ne des
250. De-
moiselles
chaque
année.

Au défaut
du fond
sera pris
des de-
niers du
trésor
pour con-
tribuer à
doter les-
dites De-
moiselles

Au cas que les charges & dépenses de ladite Communauté acquitées, après avoir laissé un fond de 5000. livres en reserve, pour les cas imprévus, & les besoins de ladite Communauté, il se trouvât par l'arrêté des compres du Receveur de la Maison, à la fin de chaque année, des deniers revenans bon; Nous voulons & ordonnons qu'ils soient employez à marier quelqu'une desdites Demoiselles, suivant le choix qui en sera par Nous fait, & par nos Successeurs Rois, sur la proposition qui en sera faite par la Supérieure, & la Communauté. Voulons même qu'au défaut du Fond, il soit pris des deniers de nôtre Trésor Royal, pour contribuer à la dote de celles desdites Demoiselles, qui se feront distinguées dans la maison, par leur pieté & bonne conduite, & qui seroient recherchées en mariage par des parties qui nous soient agréables. Voulons en outre, que celle desdites Demoiselles, qui seront apellées à la Religion, soient préférées dans la nomination

B E N E F I C I A L E S. 65

mination aux places de Religieuses, dont la disposition nous appartient ez Abaies Royales, dans lesquelles elles seront reçues gratuitement, le tout suivant qu'il sera estimé à propos par Nous & nos Successeurs Rois.

La prefe-
rant à la
nomina-
tion des
places
aux Ab-
baies Ro-
iales en
faveur de
ses De-
moisel-
les.

X I I I.

Voulons & Nous plaîr, qu'en consi-
deration de nôtre presente Fondation
Roiale, ladite Communauté soit re-
nuë de faire célébrer une Messe haute,
& deux Messes basses, tous les Di-
manches & Fêtes de l'année, & deux
Messes basses les jours ouvrables,
à l'intention lqu'il plaira à Dieu
Nous donner, & à nos Successeurs,
les lumieres necessaires pour gouver-
ner nôtre Etat, selon la Regle & la
Justice, & pour augmenter son culte,
& exalter son Eglise, dans nôtre
Roiaume, Terres & Seigneuries de
nôtre obeïssance, comme aussi à l'in-
tention de remercier Dieu des graces
qu'il répand sur nôtre Maison Roia-
le, & sur nôtre Etat. Nous voulons
qu'à la fin de la Messe de la Commu-
nauté, il soit chanté le Pseaume
Exaudiat te Dominus, avec le Ver-
set, & l'Oraison acôûtumée, à la fin
de Vespres, *Domine salvum fac Regem*,
Et

Charges.
Vne Mes-
se haute
& deux
basses
tous les
Diman-
ches, &
Festes de
l'année;
deux Mes-
ses basse
les jours
ouvrables
*Exaudiat
te Domi-
nus Ver-
set, & O.
raison
Domine
salvum
fac re.
gem.*

66 ABREGE' DES MATIERES

un *Salve*
toutes les
Fêtes de
la Vierge,
& de saint
Louis.

De pro-
fundis.

Et comme Nous mettons cette Maison sous la protection de la sainte Vierge & de saint Louis ; Nous voulons que lesdites Dames disent un *Salve* toutes les Fêtes de la Vierge & celle de saint Louis. Voulons que l'une desdites deux Messes qui doivent être dites chaque jour, soit célébrée pour le repos des âmes des Rois nos Prédécesseurs, & de la feuë, Reine nôtre Epouse ; & après qu'il aura plu à Dieu de disposer de Nous, ladite Messe sera pareillement célébrée à nôtre intention, & seront lesdites Dames tenues de dire à la fin de la Messe de la Communauté un *Salve* les jours cy-dessus, & un *De profundis*, pour le repos de nôtre âme.

X I V.

Si nous trouvons par la suite du tems, qu'il soit nécessaire d'expliquer quelqu'un des Articles de nôtre Fondation, Nous nous reservons la faculté d'y pourvoir, comme aussi au Reglement particulier de l'administration du revenu temporel de ladite Maison, sans néanmoins qu'il puisse être rien changé, ni dérogé par Nous ou nos Successeurs, aux principaux Articles de la presente Fondation.

de

Et pour l'exécution Canonique des presentes, Nous voulons qu'elles soient présentées audit S^r Evêque de Chartres pour être par lui decretées en la forme prescrite par les Regles de l'Eglise. Si **DONNONS EN MANDEMENT** à nos amez & feaux Conseillers les gens tenans nos Cours de Parlement, & Chambre des Comptes à Paris, que ces presentes ils ayent à faire lire, publier, & registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon sa forme & teneur: car tel est nôtre plaisir. Et afin que ce soit chose seure & stable à toujours, Nous avons fait mettre nôtre Seel à ces presentes. **DONNE'** à Versailles, au Mois de Juin 1686. & de nôtre regne le 44. Signé **LOUIS**, & plus bas par le Roi **COLBERT**, & scellé du grand Sceau.

Les **Commanderies de Malthe** n'étant Benefices, ne sont sous les droits du Roy.

Après avoir parlé des **Presentateurs** & **Collateurs** des Benefices, il est expedient de voir à qui il convient les conferer venans à vacquer, & premierement des privilegiez.

Des

*Des Mandataires , d'où vient leur Pri-
vilege, & qu'est-ce qu'il faut qu'ils
fassent pour en jouir.*

CHAPITRE IX.

M*Andataires* ¹, sont personnes fondées
en Rescript du Pape, par lequel il af-
fecte à telles personnes par un Mandat spe-
cial, certains Benefices vacquans par mort
seulement. Mais par le Concordat fait entre
Leon X. & François I. le Pape ne peut char-
ger les Ordinaires de ses Mandats qu'une
fois en sa vie : Et si les Patrons ou Collateurs
ordinaires n'ont que dix Benefices à y pour-
voir, le Pape n'en peut réserver qu'un seul
par son Mandat ; & s'ils en ont chacun 50.
ou plus, deux seulement. Et si le Patron est
Laïc, il est exempt de tel Mandat : comme
aussi les Benefices qui sont électifs, ou qui
tombent en Regale. *Fabric. Bleniar. de com-
pluribus aliis Beneficiis.* J'en dis de même
des Principautez des Colleges, des Bourses,
des Commanderies de Malthe, n'étans pas
Benefices, Ordonnance d'Orleans art. 9.

¹ Le Concile de Tren- pe ne donne plus de ces
te aiant abregé les gra- sortes de Mandats quoi
ces expectatives, le Pa- que le droit leur en fut
réservé

réfervé par le Concordat.

Par le Droit un Mandataire ne pouvoit requérir un Benefice qui auroit vaqué dans le mois de l'Infinuation de son Mandat, & cela avoit été établi pour prévenir & empêcher les fraudes qui auroient pû être

faites par le Mandataire en diférant d'infinuer son Mandat jusqu'au tems qu'il auroit vû à l'extremité celui qui auroit été pourvu du meilleur Benefice dependant du Collateur sur lequel il auroit été nommé

Il en faut dire autant des Benefices dont la Collation n'appartient à quelques Chanoines particuliers, *Ratione dignitatum, Personatum vel Officiorum quæ nonnulli ex eis obtinent*, parce que tels Benefices ne sont censez être compris sous le Mandat adressé à l'Evêque ou au Chapitre, dont ils sont membres *Nisi forte* (est-il dit) *c. 14. de prebend. in 6. contineatur in mandato quod eidem Clerico provideatur de Beneficio ad Collationem Capituli pertinente vel communiter, vel divisim.*

Conditions requises pour jouir de la grace du Mandat.

A ce que ces Mandats ayent pouvoir de lier les mains de l'Ordinaire, il faut 1. exhiber au Collateur (n'importe dans quel tems) les Bulles du mandement, avec les Executoriales, autrement il pourroit pretendre cause d'ignorance, & conferer à un autre le Benefice

nefice vacquant, *Can. si capitulo de concess. Prabend. in 6. & Clement. causam de elect. Arrest de la Cour du 23. Decembre 1541. Bonif. 8. can. si soli ordinario 6. tit. de concess. Prabend. in 6.* Si ce sont Chanoines ou Moines, faut notifier le Mandat au lieu où ils s'assemblent capitulairement. *Rebuff. de nominat. qu. 14.* S'ils ne veulent s'assembler, ou étans assemblez ne permettent au Mandataire de leur insinuer ses Lettres, suffit en tel cas de faire ses diligences. *Federicus Consil. 190. ou de les presenter dans le Chapitre au Doyen, à l'Archidiacre, ou au Prevost. Rebuff. de nominat. quest. 14. num. 75.*

2. Il faut à ce qu'il soit valable qu'il soit sur tous les Benefices vacquans ou qui vacqueront entre les mains de l'Ordinaire, & qui soient de sa collation, & scis au lieu où est adressé ledit Mandat. *Rebuff. in tract. de Benef. tit. de Claus. & Mandat. num. 29.*

3. Faut au même instant qu'ils font leur insinuation, qu'ils soient doüez des qualitez necessaires de droit ou de fondation à les tenir. *Rebuff. aux Concord. in Prag. volumus ver. tempore vacationis de Collat. Guymier en la Glos. de la Pragm. in §. quod si quis de Collat.* Les Graduez au contraire, suffit qu'ils ayent les qualitez necessaires au jour de la presentation.

4. Qu'il

4. Qu'il soit suivi de la provision de l'Ordinaire : car le Mandat ne donne droit au Benefice ; mais seulement droit de le demander : & à faute de l'obtenir , le Mandataire pourra avoir recours aux executeurs de son Mandat , pour en vertu d'iceluy soy faire pourvoir à ses fins. Ils ont 6. mois , avant lesquels ils ne décheient de leur commission , si ce n'est que de droit commun il soient inhabiles à tenir benefices : ainsi un Religieux , en vertu de son Mandat , ne peut requérir un Benefice Seculier , ny d'un autre Ordre que le sien , quoy que de même Regle ; ny un Seculier requérir un Benefice regulier , non-obstant toutes dispenses portées en son Mandat, *Paragr. & insuper de Collat. in Concord.*

Notez 1. que les Mandataires sont preferez aux Indultaires & Graduez. *Can. 12. de Prabend. in 6. & la Rubrique de Mandat. apostolicis aux Concordats.*

Notez 2. que si le Rescript est general & sans clause irritant ; ce qui sera fait contre le Mandat, la provision faite à autre sera valide : mais en ce cas , l'Ordinaire est obligé de donner au Mandataire de sa Sainteté , autant que peuvent valoir les fruits du Benefice pour en jouir jusqu'à ce qu'il l'en ait pourveu d'un autre. Brodeau sur Louët , sur le mot Prebende. Arrest du grand Conseil de 1531. 1594. & 1633. Mais si dans le Mandat il

72 ABREGE' DES MATIERES
y a clause rescindente tout ce qui sera fait
contre iccluy, en ce cas, faut que l'Ordinaire
confere au Mandataire, sinon tout sera nul.

*Des Indultaires, d'où vient leur
Privilege.*

CHAPITRE X.

INDULT ou Mandat *de providendo*, est une
grace expectative donnée au Chancelier,
& à chacun President & Conseiller du Parle-
ment, ou à un Clerc nommé par un Laïc
dudit corps, pour à la nomination du Roi être
par les Evêques, Abbez, Chapitres & Pa-
trons, pourveu du premier Benefice vacquant
par mort. Cette grace vient d'Eugene I V.
en 1434. regnant Charles VII. & confir-
mée par Paul III. à la priere de François
I. en l'an 1538. ².

1 Quoique Messieurs
les Maîtres des Requêtes
ne soient pas exprimez
dans l'Indult, neanmoins
comme ils sont du corps
du même Parlement ils
jouissent du même droit
que les Presidents & Con-
seillers.

2 Clement IX. Con-

firma cet indult en l'a-
née 1667. & lui donna à
même tems trois ampli-
ations considerables.

La première qu'à l'ave-
nir l'Indultaire ne se-
roit pas obligé d'accep-
ter un Benefice qui seroit
au dessous de 600. li-
vres.

La seconde

La 2. qu'il ne pourroit être contraint d'accepter un Benefice Cure : auparavant on le contraignoit même de prendre une Vicairie perpetuelle de 200. livres de rente, comme on le jugeoit au grand Conseil avant la dite ampliation ; j'en ai vu un Arrêt donné au profit de l'Evêque de Bazas.

La 3. est que lesdits Officiers peuvent nommer un Clerc Seculier, sur une Abaie pour être pourvu des Benefices tenus en commande, à la charge d'en prendre une nouvelle en Cour de Rome dans 8. mois. Cette dernière ampliation empêche mille confidences qui se faisoient auparavant : la chose avoit même été portée à un point sur la fin du dernier Siecle & le commencement de celui-ci, que le grand Conseil non seulement souffroit ces confidences, mais

encore les autorisoit par ses Arrêts, en cédant aux Religieux d'enseigner les Benefices dont ils étoient pourvus en vertu de l'Indult en faveur du fils de l'Officier, ou de telle autre personne qu'il lui plaisoit. Messieurs du grand Conseil aiant reconnu cet abus changerent de jurisprudence. Mais l'autorité fournissoit assez de moïens pour continuer cette confiance. Aujourd'hui que le Pape a donné cette extension à leur Privilege il a retranché le cours de ces negociations, si ces trois ampliations ont été avantageuses aux Indultaires la clause qui y est contenuë, par laquelle les Benefices dependans de la collation des Cardinaux, sont a franchis de l'expectative des indultaires, leur a ôté le droit qu'ils avoient sur les meilleurs Benefices du Roiaume.

*Conditions requises necessairement, pour
jouir de ce Privilege.*

1. Il faut qu'il soit nommé par le Roy, les

D.

Lettres duquel soient adressées à l'Evêque, Chapitre, Abbé, Couvent des lieux, sur lesquels il le nomme, avec specification du Diocese où ils sont, & de l'Ordre qu'ils professent, avec témoignages des vies, mœurs, Religion Catholique, probité, & loüables qualitez de l'Indultaire, ou de celuy qu'il aura nommé & présenté en son lieu; faut aussi que les Lettres du Roy portent, qu'obtemperant à l'Ordonnance du Pape, ils ayent tant conjointement que divisément, à pourvoir ledit nommé du premier Benefice seculier ou regulier, de quelque qualité & valeur qu'il puisse être, vacquant par mort, après la notification à eux faite desdites Lettres de nomination.

2. Faut que l'Indultaire fasse registrer lesdites lettres de nomination au roole de la Cour, & retire acte du Greffier d'icelle, sur lequel M. le Chancelier ou Garde des Sceaux aura scelé lesdites Nominations.

3. Faut que l'Indultaire notifie sa nomination à l'Abbé & Couvent, baille copie de ses Lettres en presence de deux témoins, & de la procuration de l'Indultaire ou de son nommé, qui seront dénommées dans l'exploit, & le lieu de leur domicile & du Sergent. Mais si l'Abbé est absent, il n'est besoin de le chercher, ny quand il seroit present, de specifier son nom & Lettres de son Indult, ains
suffit

suffit de dire , l'Abbé & Couvent de telle Abbaye, *Pelex l. 1. art. 1. & 2.*

4. Faut insinuer avant la vacation du Benefice sadite nomination au Greffe Ecclesiastique l'Evêché, où sont situez les Abbayes, Chapitre ou Couvent, sur lesquels son Indult est attaché, sinon il ne peut s'aider de son droit. Pour ce Arrest du grand Conseil, pour le Prieuré de Lignage.

3 Pourvu que d'ailleurs il n'aparoisse d'aucun soupçon de fraude, le grand Conseil n'a pas égard au défaut d'Insinuation au Grêfe Ecclesiastique de l'Evêché où est situé le Benefice sur lequel l'Indult est attaché. Cela a été jugé par Arrêst de l'année 1683. en

faveur de l'Indultaire de Monsieur Melian Conseiller à la grand Chambre de Paris, dont l'Indult étoit assis sur l'Abbaie de S. Lomer de Blois dans le Diocèse de Chartres, & n'avoit été insinué que dans le Grêfe de l'Archevêché de Paris.

5. L'ouverture étant faite de quelque Benefice, l'Indultaire en doit faire la requisi-tion ausdits Evêque, Abbé, ou leurs Vicaires, au lieu Episcopal, ou Abbatial; avant quoy si le Pape confere, il sera bien conféré, *jure praeventionis.*

Notez 1. que les Abbez qui ne sont per-petuels *, & qui changent de trois ans en trois ans, ne sont sujets aux Indults : Com-me aussi la Bretagne; d'autant que lors de

l'oëstroy des Indults, la Bretagne n'étoit encore réunie à la France ; joint que les Benefices de Bretagne sont pour les 2. tiers reservez au Pape, & qu'il n'y a point d'apparence que le Pape ait voulu se grever par Indults ; & sur l'autre tiers, il n'a aucune puissance par transaction faite entre luy & les Evêques de cette Province , il n'a dont pas voulu y nuire.

4 Ces Abez ne sont pas sujets à l'Indult à chaque mutation d'Abé, parce qu'autrement ils seroient privez de presque toutes leurs Collations. Mais ils doivent recevoir cet Indult à chaque mutation du Roi: Il en est de même des Chapitres.

5 L'Auteur se trompe, les Benefices de la Bretagne sont sujets à l'Indult. Peléus liv. 1. art.

3. raporte un Arrêt du grand Conseil du 27. Juillet 1557. qui l'a ainsi jugé en faveur de l'Indultaire. Monsieur Louët *in reg. de infr.* est du même sentiment. Et Monsieur Antoine Vailant dans ses notes marginales ajoute ; *An? vera in mensibus Papa hujusmodi Indultum locum habeat dubitatum est, nunc certum est locum habere.*

Notez 2. que les Mandataires sont preferencez aux Indultaires , & les Indultaires aux Graduez ; parce que le Pape donnant des Indults, soit à Messieurs les Cardinaux, ou du Parlement, n'a jamais entendu se priver du droit de bien faire à ceux de sa maison, ou autres qu'il aimoit , en prevenant les Ordina-

naires

naires. Quant aux Graduez , leur Privilege est postérieur à celui des Indultaires.

Notez 3. qu'un Prelat Collateur ou Patron n'est astringé de recevoir qu'un Indultaire, tant qu'il demeure en Prelature ou Patron. Toutefois si les Benefices dépendans du Collateur ou Patron , étoient de diverses sortes, comme Reguliers & Seculiers , il y a apparence que l'Indultaire pourroit nommer deux diverses personnes sur une Abbaye ; l'une seculiere , l'autre Reguliere , mais ayant nommé l'une , il sera quitte de l'autre.

Quant aux Chapitres qui ne meurent point Henry I I. ordonna en 1550. qu'ils ne seroient chargés que d'un Indult , & ce à la mutation de chaque Roy ; ce qui est observé.

Notez 4. que l'Indultaire après la signification de son Indult , peut être contraint d'accepter le Benefice vacquant, pourveu qu'il vaille 200. livres de rente 1, parce que l'Indult est de *Beneficio proximo venturo*, joint que le Collateur ou Patron n'est tenu d'attendre que le meilleur vienne à vacquer.

1. Cela est changé par l'ampliation dont nous venons de parler.

Notez 5. que les Benefices électifs confirmatifs , sont exempts des Indults , *In mandatis enim apostolicis dignitates electivæ nomina-*

non excipiuntur, comme disent les Papes dans les Canons ; mais non électifs Collatifs, comme fut jugé par Arrest en 1595.

Notez 6. & finalement, si l'Indult nommé par un Conseiller n'a été remply durant la vie du Conseiller, & qu'il ait du vivant du Conseiller notifié au Collateur le droit de son Indult, il peut iceluy Conseiller mort demander que le Collateur y satisfasse. Bauny page 500. & suivantes.

2 Quand même l'Indult n'auroit pas été notifié au Collateur du vivant de l'Officier pourvu qu'avant son deceds le Roi eût delivré ses lettres de nomination, le Collateur seroit obligé d'y satisfaire, jugé au grand Conseil par Ar-

rêt rapporté dans le 6. Tome du Journal du Palais page 416. en faveur de l'Indultaire du premier Huissier decédé après la nomination du Roi, & avant la signification de l'Indult faite au Collateur.

Des Graduez simples & nommez.

CHAPITRE XI.

GRaduez, sont personnes qui ont étudié dans une Université fameuse de France, de laquelle ils ont obtenu Lettres de leur capacité ; comme de Maître-ès Arts, Bachelier,

lier, Licentié ou Docteur, soit en Theologie, Droit Canon , Droit Civil, ou Medecine.

J'ay dit Université (fameuse) pource qu'on n'a égard és études faites ailleurs. J'ay dit (de France) la Cour n'ayant égard pour ce fait és études faites hors de France.

A ces personnes ainsi qualifiées par le Concordat fait entre le Pape Leon X. & François I. (qui est une Loy inviolable en France registrée au Parlement , à laquelle le Pape ne peut déroger) tous les Patrons & Collateurs ordinaires Ecclesiastiques, de quelque qualité qu'ils puissent être, sont obligez de presenter ou conférer la tierce partie des Benefices, Personats, Dignitez, ou Offices non électifs, vacquans par mort, qu'ils ont en leur disposition, moyennant que les Grâdués ayent les qualitez, & observé les conditions cy-aprés spécifiées, & non autrement.

Rubrica de Collat. §. Præfatique Ordinarij.

J'ay dit Patrons ou Collateurs (Ecclesiastiques) parce que les Laïcs demeurent libres, le Concordat ne les touchant pas. J'ay dit la tierce partie des Benefices qui sont en leur disposition ; d'où aucuns opinent, que ceux qui n'ont que deux Benefices au plus en leur disposition, demeurent libres, puis qu'en deux il n'y a point de tierce partie; néanmoins, d'autant qu'il étoit trop difficile de sçavoir au vray la tierce partie des Bene-

86 ABREGE' DES MATIERES

fices vacquans par mort , & que cette recherche étoit sujette à mille fraudes ; le même Leon X. pour y remedier trouva bon de partager les mois de l'an , & d'en affecter le tiers ausdits Graduez , sçavoir Janvier , Avril , Juillet , & Octobre , laissant par ledit Concordat les Benefices vacquans par mort és autres mois , en la disposition libres des Patrons & Collateurs ordinaires , à la charge pourtant qu'és Villes murées , ils n'institueront que Graduez esdits mois qui sont en leurs libertez ; mais alors lesdits Graduez ne sont tenus d'insinuer leurs Lettres , ny d'avoir de *quinquennium* , comme és quatre mois affectez aux Graduez , comme il sera dit cy-après : Voila pourquoy ceux qui n'ont que deux Benefices en leur disposition , sont sujets aux Graduez comme les autres , selon l'opinion d'aucuns ,

I Il est vrai que le partage des Benefices fait par mois semble favoriser l'opinion de l'Auteur. Mais le Concordat n'a pas prétendu en établissant ce partage étendre le droit des Graduez au delà du tiers qui leur étoit affecté par la pragmatique , au contraire le Concordat au §. *Præ-*

fatique ordinarij , ne leur conserve que la troisième partie des Benefices , & on n'a fait ce changement que pour éviter les fraudes que les Collateurs faisoient en la distribution de ce tiers. Cette reformation avoit été souhaitée long tems auparavant , comme il paroît dans les Ordonnan

Ordonnances de Louis 12. des années 1498. & 1510. ainsi l'esprit du Concordat n'ayant été que de donner un partage facile & non sujet aux fraudes, il a conservé pour le surplus entièrement la disposition de la Pragmatique à l'égard des Graduez.

J'ai dit (non électifs ²) d'autant que ceux qui se donnent par élection, ne sont compris au Concordat, & en demeure partant l'élection libre aux électeurs.

2 Cela doit être entendu de l'Élection qui doit être confirmée par le Supérieur, & non des Benefices Electifs, Collatifs, comme les Canoniques qui constamment sont sujets au droit des Graduez quoi que electifs par le Chapitre.

J'ay dit (vacquans par mort) qu'aucuns veulent étendre à la mort civile procedente de la Profession Religieuse, ou du mariage contracté par le pourveu du Benefice ; d'autant qu'à ceux qui vacquent par resignation ou autrement, le Concordat n'y touche pas, si ce n'est quand la resignation *causa permutationis* est frauduleuse. Or la Cour la presume telle, si *tres fraudis prasumptiones simul concurrunt* ¹, comme quand elle est faite par un moribond decédé tost après, d'un Benefice grand contre un moins grand notablement, & entre proches parens, ou bien proches, ou dans le mois affecté aux Graduez.

I Du Moulin a fait tous les efforts pour établir la maxime que ces trois présomptions de fraudes dans une résignation suffisoient pour la faire déclarer nulle & faire adjuger le Benefice au Gradué: il y a même quelques anciens Arrêts qui semblent l'avoir ainsi jugé; mais si on les examinoit bien on trouveroit qu'il y avoit plus que de simples présomptions, & qu'il y avoit des fortes circonstances qui prouvoient évidemment la fraude. D'ailleurs ces trois présomptions de fraude dont parle Du Moulin ne peuvent pas passer pour telles, puisqu'il est certain qu'on ne peut pas soupçonner de fraude celui qui use de son droit; & peut-on dire qu'un Collateur n'use pas de son droit lorsqu'il admet une résignation faite entre ses mains, & ensuite Confère le Benefice à qui bon lui semble? Par ces raisons les Parlemens rejettent aujourd'hui ces

présomptions & maintiennent les Résignataires. Aussi Du Moulin après avoir établi toutes ces présomptions avoué que si le Benefice résigné a été donné au neveu du Résignant & que ce neveu soit Docteur ou personne de mérite, tous ces soupçons ou présomptions de fraude cessent. D'où on peut conclurre que comme le Collateur est le seul juge de la capacité de ses Collataires, du moment qu'il leur a conféré il faut presumer qu'ils en sont dignes.

Mais il faudroit raisonner autrement si outre les présomptions de fraude il y avoit quelque convention entre le Résignant & le Collateur, par laquelle on put prouver que le Résignant n'a remis sa démission qu'après la parole que le Collateur lui auroit donné de ne conférer qu'à son neveu. Ce pacte qui seroit Simoniaque, & qui est défendu par les Canons rendroit

rendroit la Resignation droit des Graduez ou nulle & assureroit le autres, expectans.

Il y a deux sortes de Graduez : Graduez simples & Graduez nommez. Le Simple est celuy qui a ses Lettres de degré ; comme de Maître és Arts , ou autres, & celles portant l'attestation du tems de ses études, depuis par ledit Concordat, tel qu'il sera dit cy-après, & les unes & les autres signées du Scribe, sceillées du Seau de l'Université où il a étudié. Le nommé est celuy qui outre ses Lettres de degré, & celles de l'attestation du tems de ses études, a de plus une Lettre speciale signée & sceillée comme dessus, par laquelle il est présenté & nommé par Messieurs de l'Université ou il a étudié, aux Patrons & Collateurs ordinaires, & cette Lettre est appelée Lettre de Nomination, & fait appeller gradué nommé celuy qui en est favorisé.

La lecture de ce qui suit, fera assez connoître en quoy ils different entr'eux ; & en quoy ils conviennent.



Qualitez & conditions requises au Gradué Simple.

CHAPITRE XII.

1. **F** Aut qu'il soit regnicol & originaire du Royaume de France, ou qu'il ait Lettres de naturalité du Roy, *Gloss. ver. exterrum in proœmio Prag. Sanct. Bened. in repetit. Cap. Raynutius ver. & uxorem num. 144. de Test.*

2. Qu'il soit tonsuré 1, *c. cum ideo 17. de rescript. & c. ex Litteris 6. de Transact.*

1 La tonsure n'est pas requise d'as le tems qu'on prend les degrez, ou les lettres de nomination : il suffit à un Gradué d'être tonsuré dans le tems de la Vacance du Benefice qu'il demande *in vim gradus.*

3. Nay de Mariage legitime, ou qu'il soit dispensé de l'illegitimation, *Can. de filiis Presbyterorum*; & quand même il seroit dispensé pour être promu aux Ordres Sacrez, il ne seroit pour cela dispensé pour tenir Benefices chargez d'ames, ains seulement Benefices simples 2, *Can. ult. de Prabend.*

2 Les dispenses étant de la dispense de l'Ordre contre le droit commun à celle du Benefice simple, il n'y a point d'extension ple.

4. Qu'

4. Qu'il ait étudié dans une Université fameuse de France (la Cour n'ayant égard aux études, faites ailleurs) dix ans pour Docteur, Bachelier formé ou licencié en Theologie: quant aux Bacheliers conrans, six ans: le Docteur & Licencié en Droit Civil ou Canon 7. ans: le Bachelier 5. ans. Pour la Medecine, le Docteur ou Licencié 7. ans; & pour le Bachelier 5. ans. Pour les Maîtres és Ars & Licentiez és Arts 5. ans, fussient à *Logicabilibus* inclusivement. Quant à ceux qui sont issus de noble race¹, tant du côté paternel que maternel, suffit d'avoir étudié 3. ans au Droit Civil ou Canonique²; ce qu'il faut qu'ils verifient par devant le Juge Royal par 4. témoins dignes de foy, dont il prend acte. Ainsi tout Gradué doit avoir Lettres signées & scellées du Scribe de l'Université, du Tems de ses études, competant au degré. Voyez le Concordat, §. *praterea Rubrica de Collat.* l'Ordonnance de Louis XII. art. 5.

1 C'est ici le lieu d'examiner si la noblesse d'un Gradué doit être d'ancienne lignée ou s'il suffit que son pere & sa mere soient nobles; ce qui fait la raison de douter est, que Louis par l'art. 5. de son

Ordonnance de 1498. requiert ces deux choses ensemble, à savoir que les Graduez soient nobles *ex utroque parente*, & d'ancienne lignée. Dans celle de 1510. art. 8. & 10. il repete la même chose, & dans les mêmes

mêmes termes par où sem-
ble que la question est
entièrement décidée, &
que l'ancienneté de la
lignée soit absolument
nécessaire à un Gradué.
Mais le Concordat qui
est venu après, a déro-
gé à ces Ordonnances
& n'exige que la nobles-
se, *ex utroque parente*.
Rebuffe au § *cùm vero de*
Collat. in comend. est de
ce sentiment, *textus enim*,
dit il, *requirit solum nobi-*

litatem ex utroque parente
& sic intelligit solum de
père & mère, à quoi
s'est conformé Henri
III. dans son Ordonnance
de 1586.

2 Les deux années
qui ont été retranchées
en faveur des nobles
pour le Baccalaurat en
droit le doivent être de
même pour les autres de-
grés de même Facul-
té.

5 Si le Benefice est chargé d'ames, faut
qu'il ait 23. ans complets.

1 Cette proposition est
entièrement contraire au
droit qui défend de don-
ner des Cures à des mi-
neurs de 25. ans; on ne
voit ni dans la Pragma-
tique, ni dans le Con-
cordat ni ailleurs qu'on
ait donné aucune dispen-

se en faveur des Gradués;
il y a eu un Arrêt qui
semble avoir jugé con-
formement à l'opinion
de l'Auteur, mais où il a
été donné sur des circon-
stances particulières, où
on ne le doit pas tirer à
conséquence,

6. Si le Benefice est seculier : faut qu'il
soit seculier; si regulier, regulier. Voyez le
même Concordat.

2 Cela est tellement
vrai que la dispense

qu'auroit obtenu un
dû seculier de poss-

des Benefices Reguliers, lui seroit inutile pour les requérir, *in vim Gradus*, quoi que cette dispense lui pût servir dans toutes les autres Vacances, le Concordat aiant par exprés défendu d'accorder des Dispenses aux Graduez Séculars pour ob-

tenir des Benefices Reguliers, de même qu'aux Reguliers pour en obtenir des Séculars. Remarquez néanmoins qu'un Gradué Regulier peut être dispensé pour obtenir des Benefices d'un autre Ordre que celui dans lequel il a fait professiō.

7. Faut que le Gradué ne soit remply, c'est à dire, s'il est seculier, qu'il ne posséde en France Benefices valant 400. livres³, aucuns augmentent cette somme pour une Cure dans une ville murée, jusques à cinq à 600. livres. Mais si le Gradué est regulier, faut qu'il n'ait en France aucun Benefice, suivant l'Edit de Henry IV. fait pour ce sujet à la requisition du Clergé en l'an 1606.

3. Le Parlement de Paris, & le grand Conseil ne conviennent pas en ceci. Le Parlement qui a reçu l'Edit de 1606. suit la distinction de l'art. 31. de cet Edit; ou le Gradué a été pourveu *in vim Gradus*, d'un Benefice de la valeur de 400. livres, & en ce cas le Parlement juge qu'il est remply; Ou il l'a obtenu par d'autres

voies, & alors la Cour détermine la replétion à 600. livres le tout pour un Sécular, car à l'égard du Regulier le même Article veut que le moindre Benefice, même une pension le remplisse. Le grand Conseil au contraire ne fait point toutes ces distinctions qui n'ont aucun fondement dans le Concordat & juge indifféremment

88 ABREGE' DES MATIERES.

férenment que les 400. livres remplissent un Gradué de quelque manière qu'il ait été pourvu de ses Benefices.

Remarquez que quand un Gradué a été une fois pourvu *in vim Gradus*, d'un Benefice de 40. li-

vres, s'il le resigne ensuite ou en compose, il est exclus pour toujours de son expectative. Nota. 2. que le Concordat porte par exprés que les distributions quotidiennes seront comptées sur ladite somme de 400. livres.

J'ay dit qu'il ne possède en France Benefice valant 400. livres soit qu'il l'ait eu *virtute gradus* ou autrement, pource que le Concordat n'affecte que les Benefices de France; ainsi un Gradué possédant hors de France Benefices valant plus de 400. livres il n'est réputé remply pour cela: & faut noter que ce vice d'être remply est censé plus grand que d'avoir deux Benefices incompatibles, en sorte que le pourveu d'une Cure qui ne vaut que 400. livres sera preferé pour une autre Cure à un qui sera remply; ainsi jugé par Arrêt.

8. Faut qu'il signifie & baille copie une fois avant la vacance du Benefice de ses Lettres de degré dont il veut s'aider (mais non de celles dont il ne veut s'aider) Item de celles du tems de ses études comperant audit degré, comme dit est. Item de celles de sa noblesse (s'il est de cette qualité) & ce au Pa-

tron

tron ou Collateur au lieu où il se trouvera, ou à son Vicaire Général par un Notaire Royal ou Apostolique ⁴, & deux témoins, & au défaut ou absence dudit Patron ou Collateur, aux Officiaux, Vicegerens, Prieurs Claustraux ou Sousprieurs; & au défaut d'iceux, aux Grèffes des Insinuations des lieux; après quoy fait une fois en tel mois de l'an qu'il plaira, il ne sera plus tenu de bailler copie de ses Lettres audit Patron ou Collateur. Mais bien tous les ans en Carême, savoir depuis le jour des Cendres jusques au lendemain de Quasimodo, par soy ou par Procureur, leur bailler copie de son nom & surnom, comme s'ensuit.

Vobis Reverendo Patri, talis, insinuo & exhibeo nomen meum & cognomen, quod est tale, requirent mihi provideri de Beneficio, ut in prima mea requisitione continetur.

4 Cette précaution n'est nécessaire que lorsqu'il le Gréffier du Collateur refuse d'insinuer les lettres du Gradué, car quand il veut bien en accorder l'acte, cette signification est inutile.

1. Je ne puis comprendre sur quel fondement l'Auteur avance ceci,

puisque la Pragmatique, les Ordonnances de Louis XII. & le Concordat portent par exprès que l'insinuation du nom & surnom doit être faite dans le Carême; Les Graduez doivent éviter de tomber dans ce piège qui leur feroit perdre le fruit de leurs degrez, &

se

se souvenir que l'insinuation de Pâques leur seroit faite même le jour inutile.

Et à faute de ce faire chacun an , il sera privé des Benefices vaquans és années seulement qu'il aura manqué , sans autrement perdre le privilège , si ce n'est qu'il diffère 30. ² ans à insinuer : car en ce cas , il ne pourra plus se prévaloir de son degré , comme prescrit. Voyez le Chapitre de collat. du dit Concordat , au §. *Præfatique Ordinarij*, & si quis vero, & l'Ordonnance de Louis XII.

2 Je crois bien qu'un Gradué qui auroit négligé pendant 30. années d'insinuer, perdrait le privilège de son ancienneté. Mais j'ai peine à concevoir comment il seroit déchu de son degré ; j'ai vu agiter la question si l'ancienneté du Gradué nommé doit être comtée du jour de la date de sa nomination ou du jour de son Insinuation ; par exemple , Paul a été nommé l'année 1680. & n'a insinué qu'en 1684. Jean au contraire n'a eu sa nomination qu'en 1682. mais il a insinué la même année. Les opinions

là dessus étoient partagées, les uns soutenoient que Jean devoit être préféré à Paul, prétendant que le Concordat étoit en sa faveur , d'autant qu'il requiert la nomination, & l'insinuation conjointement , & que l'un sans l'autre étant inutile la prérogative ne devoit être acquise que du jour du dernier de ces deux actes.

Les autres au contraire soutenoient , que l'insinuation étoit à la vérité nécessaire pour obtenir un Benefice , mais qu'elle ne changeoit aucunement l'ordre établi pour les nominations ; qu'en

éfect

éfet ni le Concordat ni les Ordonnances faites sur ce fujet n'ont parlé que de l'ancienneté de la nomination & nullement de celle de l'Infinuacion; que même à examiner l'efprit du Cōcordat on voit clairement qu'il a voulu qu'on ne confiderat que le tems de la nomination lors qu'il decide par exprés que toutes les nominations d'une même année foient cenfées de la même datte, & que le nommé dans le mois de Janvier ne doit avoir aucune preference fur le nommé du mois de Septembre de la même année. Cette decifion auroit été inutile fi la priorité d'infinuacion eût dû régler leur rang. Quant à moi j'avoue que cette feule confideration devoit l'emporter. C'eft auffi le fentiment de Rebuffe fur le § *Statuimus primò de collat. verbo eodem anno in Concordat*,

Ayant donc les qualitez cy-deffus cottées, & effectué les fufdites conditions, qui font toutes effentielles, tout Gradué peut requérir les Benefices, Personats, Dignitez ou Offices, vacquans par mort, des Patrons ou Collateurs Ecclefiastiques, és mois d'Avril & Octobre, à commencer dès la minuit du dernier jour de Mars ou de Septembre, & à finir à minuit auquel commence le premier jour de May & de Novembre; & ce dans 6. mois, à compter du jour de la vacance, finon le Collateur & Patron font libres à difpofer du Benefice vacquant.

3 Nous avons déjà remarqué que le Parlment de Paris aiant reçu l'E. dit de 1606. a déclaré

que les Dignitez ne font pas fujettes à l'expectative des Graduez.

J'ay dit tout Gradué, pource qu'encore que lesdits mois d'Avril & Octobre soient spécialement affectez aux Graduez simples, comme Janvier & Juillet sont affectez aux Graduez nommez; neanmoins, puisque les Graduez nommez sont graduez simples, ils peuvent requérir les Benefices esdits mois d'Avril & d'Octobre, comme les Graduez simples, ayant le qualitez, & satisfait aux conditions cy-dessus spécifiées, autrement non.

Notez 1. qu'Avril & Octobre sont appelez mois de faveur, pource que le Patron ou Collateur peut choisir ⁴ d'entre les Graduez infimez, celui que bon luy semble; & preferer, s'il veut, un Maître es Arts à un Docteur, sans qu'il puisse choisir un qui manqueroit aux qualitez, ou qui n'auroit satisfait aux conditions cy-dessus, au prejudice de celui qui les auroit toutes accomplies. Et si le Patron ou Collateur fait autrement, ne pouvant corriger sa faute ny varier, faudra soy pourvoir, comme sera dit cy-aprés.

4. Si le Collateur ou Patron ne veulent point gratifier un Gradué, le droit de gratifier sera-t-il devolu au Supérieur? Il semble que par la maxime *qui sentis onus, habere*

debet & commodum, le Concordat aiant ordonné que le droit de conférer seroit devolu au Supérieur *cum onere conferendi Graduato*, il devroit être aussi devolu *cum libertate*

bertate gratificandi. Neanmoins Du Moulin dans le Conseil 48. assûre que le supérieur n'auroit pas droit de gratifier; mais que la gratification seroit due au premier requérant : il dit même que la chose a été ainsi jugée en l'année 1546. au raport de Monsieur Bartélemi. Monsieur Loüet *in reg. de in-* *firm.* est du même sentiment que Monsieur Charles Du Moulin. Mais Monsieur Vaillant dans ses notes marginales assure que le plus ancien Gradué doit être préféré sans avoir égard à l'antériorité de la requi-
sition, cela est plus conforme à l'esprit du Concordat, & l'usage present l'autorise.

Notez 2. qu'aucuns tiennent contre l'opinion commune, que la presentation ou collation faite au mois de faveur, doit porter ces mots, *Tibi Graduato Simplici*, ou *Tanquam Graduato*. Mais l'opinion commune est, qu'il suffit qu'elle porte, *Tibi capaci & sufficienti*.

Qualitez & conditions requises au Gradué nommé.

CHAPITRE XIII.

1. **F**Aut qu'il ait toutes les qualitez requises, & effectué les conditions que le Simple doit faire, sans exception.

2. Outre l'insinuation de ses Lettres de degré, de celles du tems d'étude, voire de celles de sa noblesse (s'il est de cette qualité)
faut

faut qu'il infinuë avant la vacation du Benefice, les Lettres de nomination.

3. L'Ordonnance de Louis XII. veut expressément que les Lettres de nomination spécifient les Benefices que le Gradué possède, & la vraye valeur d'iceux ; mais n'est besoin d'y exprimer les pensions, que le Gradué possède, pource qu'elles ne sont censées Benefices, n'étoit qu'elles luy eussent été baillées *in Titulum*, en ce cas elles y doivent être exprimées.

1 Si le Gradué est Re- d'exprimer celles dont
gulier il est obligé il jouit.

Ayant ces qualitez, & accompli ces conditions, dont l'une manquant tout manque, le Gradué nommé peut requérir du Patron ou Collateur Ecclesiastique, les Benefices vacquans par mort és mois de Janvier & Juillet, appelez mois de rigueur, pour ce que le Patron ou Collateur ne peut choisir qui bon luy semble des Graduez qui ont les conditions requises, comme és mois d'Avril & d'Octobre ; mais est obligé de presenter ou conférer necessairement à celuy des Graduez infinuëz, dont les Lettres de degrez sont anterieures.

Mais en ce cas de concurrence des dattes des Lettres de degrez, par le Concordat, le
Docteur

Docteur en Theologie est preferé au Docteur en Droit Canon : celuy-cy , au Docteur en Droit Civil : & celuy-là , au Docteur en Medecine. Item les Licentiez sont preferez aux Bacheliers : & celuy-cy, aux Maîtres és Arts: Toutefois les Bacheliers formez en Theologie , sont preferez aux Licentiez , tant au Droit Canon , Civil, que Medecine. Comme aussi les Maîtres és Arts pretendent d'être preferables aux Bacheliers en Medecine. ,

2 Les simples Bacheliers en Medecine n'étant pas jouir du privilege des autres Graduez en ce point compris dans le qui regarde la provision Concordat ni dans la des Benefices. Pragmatique ne doivent

Mais en ce cas de concurrence des dattes des Lettres en toutes les particularitez cy-dessus spécifiées , comme deux Docteurs en Theologie du même jour , ; en ce cas le Patron ou Collateur choisira tel qu'il luy plaira des concurrens, ayant les qualitez requises, & satisfait aux conditions cy-dessus.

3 Non seulement du de la même année. même jour mais encor

Notez 1. que la presentation ou collation donnée au Gradué nommé, faut qu'elle porte ces mots , *Tibi Graduato nominato* , autrement elle est nulle. Papon l. 2. tit. 5. le Char-
ron

ron sur l'art. 5. du tit. 26. du Code Henry.

Notez 2. que si és mois de Janvier & Juillet, il n'y avoit aucun Gradué nommé insinué ; alors les Graduez simples pourroient requérir les Benefices vacquans esdits mois. Voyez le Stille des Notaires Apostoliques.

1 C'est aussi le sentiment de Rebuffe § *Præfatique Ordinarii* & § *tenentur verbo diligentias de collat. in concord.* Mais j'estime que l'un & l'autre se sont trompez, & leur opinion se détruit même par leur propre raisonnement. Ils avouent que la Collation faite à un nommé sans y avoir exprimé les termes *tibi nominato* seroit nulle : Or il est certain qu'on ne pourroit pas mettre *tibi nominato* dans la provision qu'on donneroit à un Gradué simple, puisqu'en effet il n'a point de nomination. Si l'expression du terme de nommé est si essentielle dans les lettres de provision, la qualité de nommé le doit être à plus forte raison pour requérir dans les mois affectez

aux Graduez nommez. D'ailleurs le Concordat & les Ordonnances veulent que les Benefices dont le nommé jouit soient exprimez dans ses lettres de nomination à peine de nullité, ce qui n'est pas requis, en un Gradué simple.

On fait ici une question si les Graduez nommez de l'Université de Paris doivent être préferrez au Graduez nommez des autres Universitez ; Le Concordat aiant formellement décidé que le plus ancien soit préféré sans aucune prerogative pour les Graduez de Paris, il n'y auroit pas lieu de former cette question. Mais ! l'erreur de quelques Compilateurs d'Ariët a donné occasion de l'agiter à cause de l'intitulation

qu'ils ont donné à un Arrêt qu'ils ont cotté, Arrêt qui a jugé que le Gradué nommé de l'Université de Paris est préféré à un Gradué nommé des autres Universitez quoique plus anciennes. Il est néanmoins certain que cet Arrêt n'a point jugé cette question mais une autre bien différente. Il s'agissoit de savoir si le Privilege d'un Regent de l'Université de Paris devoit l'emporter sur l'ancienneté d'un Gradué de l'Université d'Angers. Le Regent alléguoit pour lui le Statut de l'Université de Paris de l'année 16... homologué & enregistré au Parlement par Arrêt du par l'article par lequel Reglement il est expressement porté que les Graduez qui auront regenté pendant sept ans dans un des Coléges de l'Université, seront préférés à tous autres Graduez quoi que plus anciens qu'eux, à l'exception des Docteurs en Théologie. Le Gradué

d'Angers soutenoit que ce Statut ne pouvoit servir de loi qu'entre Graduez de l'Université de Paris ; que si on autorisoit cette préférence ce seroit rendre l'Université juge dans sa propre cause, & qu'enfin elle pouvoit faire des Reglemens entre les Supôts qui étoient obligez de s'y soumettre, mais que les Universitez étrangères n'en doivent recevoir aucune atteinte. Sur cette contestation, attendu que ledit Statut avoit été homologué en Parlement, la Cour a maintenu ce Regent. Mais on ne trouvera jamais d'Arrêt dans l'espece de la question que nous avons proposée, qui ait donné la préférence à un Gradué de Paris non Regent sur les Graduez des autres Universitez plus anciens que lui. C'est aussi le sentiment de Rebuffe en son Traité de *Nominat.* qu. 21. n. 17. *Amplia*, dit il, *etiamsi ultimus esset nominatus in Universitate Parisiensi :*

E

primus in alia non ita famosa (cum nulla sit sub calo tam famosa) tamen cum omnes Universitates regni, quoad nominandum sint aque privilegiatae, non fit aliqua differentia. Ce-la marque que quand on lit les Compilateurs d'Ar-rêts, il est extrêmement dangereux de s'en fier à leurs raisonnemens.

Notez 3. que s'il n'y avoit aucun Gradué insinué lors de la vacation du Benefice, le Patron ou Collateur est libre de presenter ou conferer à un non Gradué, & arrivant après un Gradué il ne pourra faire invalider ce qui sera fait à un non Gradué (contre l'opinion d'aucuns) puisque le Concordat porte expressément, que le Gradué doit insinuer avant le decez du Beneficier.

Notez 4. qu'un Gradué ayant eu un Benefice *virtute gradus*; valant 400. livres ou plus, ne peut plus s'aider de son degré, puis qu'il en a été recompensé, hors qu'il resigne son Benefice avant la vacance d'un autre qu'il desireroit. Mais s'il l'avoit eu autrement qu'en vertu de son degré, & qu'il l'eut resigné avant la vacance de l'autre, qu'il pretend; il pourra, selon l'avis d'aucuns, s'aider de son degré, ayant les qualitez, & fait les conditions cy-dessus.

Notez 5. que si le Pape previent le Patron ou Collateur, sa provision prevaudra, comme n'étant sujet au Concordat. Mais les Cardinaux à cause de leur dignité ne peuvent être
prevenus

prevenus avant 6. mois. Mais le Legat ne peut prévenir au prejudice des Graduez. 3

2. Mais afin que la prévention du Pape ait lieu, il faut que ce soit *rebus adhuc integris*, c'est à dire avant la requisition des Graduez par l'Ordonnance de Louis XII. & avant que le Collateur ordinaire ait conféré, ce qui étant un des cas où l'on dit que *Collatio etiam nulla impedit preventionem Papæ*, nous donne occasion d'examiner si cette maxime est absolument véritable.

Pour bien entendre l'Etat de la question, il convient remarquer que la collation de l'Ordinaire peut être nulle en deux manieres, ou d'une nullité absolue comme la collation donnée à un non tonsuré, ou d'une nullité relative, comme celle faite à un non Gradué au prejudice & au mois des Graduez; la premiere de ces nullitez ne faisant aucune impression en la

personne du pourvu ne peut pas empêcher la prevention du Pape, tout de même que la provision absolument nulle donnée par le Pape, ne nuit point à l'Ordinaire & n'empêche par sa prevention. La seconde nullité au contraire faisant impression & subsistant par elle même, d'une maniere qu'il n'y a que le seul Gradué qui s'en puisse plaindre; Il est vrai de dire qu'elle empêche la prevention du Pape. Et en effet si on examine bien tous les endroits où les Canonistes se servent de cette maxime, on verra que ce n'est que dans les cas des Collations nulles d'une nullité relative.

3 L'Auteur s'abuse & tous les jours on juge que les Legats peuvent prévenir les Graduez, & les Indultaires du Parlement. Ils peuvent encore déroger à la règle des 20. jours au pre-

judice des uns & des autres. Du Moulin qui étoit peu favorable au droit des Légats, a fait tous ses efforts pour montrer qu'on ne devoit pas approuver la prévention, ni la dérogation à la Regle de 10. jours au préjudice des Graduez, après avoir rapporté tout ce qu'il pouvoit dire en faveur de l'opinion qu'il soutenoit, avoué néanmoins qu'elle n'étoit pas suivie, & que les Parlemens jugeoient au contraire, & qu'il avoit conseillé à un Gradué de ses amis, de ne contester pas cette dérogation.

Notez 6. que la présentation seule empêche la prevention, puis qu'elle baille *ius ad rem*, pourveu que *pulsaverit aures Collatoris*, autrement elle n'est réputée présentation. Voyez Brodeau sur Louët.

Notez 7. si le Patron ou Collateur donne le Benefice vacquant à un Gradué, qui n'a les qualitez requises, ou qui a manqué à quelque une des conditions cy-dessus, ou à un non Gradué, avant le Pape, cette Collation quoy que nulle empêche la prevention, & *ligat manus Papa*, de sorte qu'un Gradué venant dans les six mois, exclurra, s'il a les conditions requises, les pourceus & du Pape & de l'Ordinaire. Voyez le Stile des Notaires Apostoliques, page 501. & 502.

Notez 8. que si le Patron ou Collateur refuse ou prefere, tant es mois de faveur que de rigueur, celui qui n'a les qualitez ou satisfait aux conditions susdites, à un qui les

a , puis qn'il ne peut varier ny corriger la faute , faut prendre acte de refus pardevant un Notaire & deux témoins , ou deux Notaires , & se pourvoir vers le Superieur immediat , ou au Pape, & de l'un ou de l'autre prendre provision , qui prevaudra à celle du Collateur ordinaire.

De ce que dessus, appert la difference d'entre le Gradué simple & le nommé : sçavoir est 1. le nommé a une Lettre de nomination de l'Université, que l'autre n'a pas. 2. Il peut requerir les Benefices és mois de Janvier, Avril, Juillet & Octobre: & le simple és mois d'Avril & Octobre seulement , sinon au cas porté en la note 2. de la page 97.

3. Le Patron ou Collateur en Avril & Octobre , mois des Graduez simples , choisit qui bon luy semble des Graduez , & non en Janvier & Juillet , mais des Graduez nommez. 4

4 L'Auteur se trompe, de conferer au plus ancien Nommé , c'est pour ce sujet que ces deux mois de Janvier & de Juillet. Ils sont obligez de rigueurs.

4. Faut que la provision du Nommé, porte ces mots (*Tibi Graduato nominato*) sur peine de nullité ; & celle du Simple (*Tibi capaci & sufficienti*) selon la plus commune opinion.

5. Faut que les Benefices que le Nommé possède, & leur valeur, soient énoncées en ses Lettres, dont le simple ne doit s'inquiere. Voila quant aux Privilegiez, à qui les Patrons & Collateurs sont obligez de donner les Benefices qui sont en leur disposition. Quant aux autres qui ne sont privilegiez, lesdits Patrons & Collateurs en disposent hors les cas susdits, comme & à qui bon leur semble.

Voyons maintenant en combien de façons vacquent les Benefices, & comment il faut s'en faire pourvoir : pour ce qui est des non vacquans, il n'y a lieu d'y penser, *Non vacans non potest, nec debet in alium transferri*, dit Innocent III. en une sienne Decretale au Canon 7. de *Concess. Prabend.* même les promesses de *non vacantibus Ecclesiis factæ sunt cassatæ*, & declarées être de nul effet, dit Alexandre III. Can. 3. du même titre; & ceux qui sciemment & de leur bon gré *in vivorum Sacerdotum loco ponuntur*, *hoc ipso sunt ab Ecclesiastica communione pellendi*, quo se sunt passî *vivis Sacerdotibus successores adhiberi*. Gelas. Papa can. 1. du même titre; voire même qui sciemment le demande & l'impetie, est tenu pour infame. Evariste, Can. 4. de la cause 3. qu. 2. voire même Leon IV. l'appelle Larron & Usurpateur de ce qu'est à un autre, Can. 10. cause 7. qu. 1. *Non furem*

furem nec latronem, qualem Gillandum esse sentimus, qui in Nannetica sede viventis locum (quod non licuit) non timuit usurpare. En effet on a toujours trouvé mauvais & contra Ecclesiasticam. esse censuram, ut pro quorundam voluntatibus quis privetur, quem sua culpa, aut facinus ab Officiis quo fungitur gradu non dejecit, dit S. Gregoire, l. 10. ep. 8. rapporté par Grat. d. 56. c. 7.

Quand donc le Benefice vacque, ou c'est par mort, ou par resignation, ou par incapacité du pourveu, comme dit a été cy dessus.

Les Benefices dont vacquent en trois façons seulement, sçavoir par mort, par resignation, & par incapacité du pourveu, qu'on appelle autrement, par *revolut.*

Comme on se fait pourvoir des Benefices vacquans par mort.

CHAPITRE XIV.

ON s'en fait pourvoir, ou par élection, dont il y en a de deux sortes; l'une élection Collative, qui est quand les Electeurs conferent tout d'un tems, sans que l'éleu ait besoin de recourir ailleurs; l'autre quand outre l'élection il est encore besoin d'une Con-

firmation. Mais puis que par le Concordat *c. un. de elect. derog. in Concord.* on y a tout à fait dérogé , nous n'en parlerons pas icy.

1 Si l'Auteur entend parler des Elections collatives il s'abuse; le Concordat n'y ayant point dérogé ; que s'il entend parler, comme il y a apparence, des Elections confirmatives sa proposition n'est pas encore absolument vraie, puisque le même Concordat *per pramissa tamen*, a conservé les Chapitres des Eglises, les Monasteres, & les Prieurez qui avoient obtenu du Saint Siège un Privilege particulier pour élire leurs Prélats : pourvu toutefois qu'ils en pussent justifier par des actes autentiques. Ils ont joui de ce Privilege jusqu'à ce qu'il ait été révoqué par des Indults particuliers que les Papes acordoient aux Rois, lesquels il ne donnerent du commencement que pour une année, dans la suite on les accorda pour la vie des

Rois qui les demandoient. Mais enfin ils ont passé à tous leurs successeurs. D'ailleurs les Rois par une pitié particulière ont bien voulu conserver aux Abaies la Liberté d'élire les chefs d'Ordre, & aux quatre premieres filles de Citeaux, & à quelques autres particulieres leurs Abez. Le Lecteur sera peut être bien aise que j'ajoute ici une question qui peut souvent arriver.

Si les suffrages des Capitulans étant partager, celui qui a la voix du Président pour lui, doit être préféré à son compétiteur ? *Mornac in leg. 39. ff. de rerum divisione*, rapporte un Arrêt du Parlement de Paris, du 7. Mars 1600. qui l'a jugé en faveur de celui qui avoit le suffrage du Doien. Et depuis peu le même Parlement, par Arrêt

Arrêt du 20. Mars 1684. son Plaidoié établit pour a maintenu en la possession d'une regence de la Faculté de Droit de l'Université de Poitiers celui qui avoit eu en sa faveur la voix du Doïé. Cet Arrêt fut rendu conformément aux conclusions de Monsieur l'Avocat Général Talon, qui dans son Plaidoié établit pour maxime, qu'il n'y avoit jamais de partage dans la collation des Benefices ni dans les Arrêts du Conseil, d'autant que dans le concours des voix celle de Monsieur le Chancelier & celle du Doïen, ou autre President l'emportent.

La seconde façon de soi faire pourvoir du Benefice vacquant par mort ; S'il y a un Patron , faut luy en demander la presentation ; & l'ayant , faut se pourvoir vers le Collateur pour en tirer l'investiture ou Collation. S'il n'y a point de Patron , faut du premier coup se pourvoir vers le Collateur pour en obtenir l'Institution , en vertu de laquelle faut aller prendre possession. Mais faut prendre garde à ce que les regles de Chancellerie de Rome receuës en France (qui sont comme maximes generales & Loix établies du saint Siege , pour l'œconomie extérieure de l'Eglise) soient observées , qui sont cinq , desquelles nous parlerons en leur lieu ; & premierement.



De la Regle de Verisimili notitia.

CHAPITRE XV.

Cette Regle fut receuë & registrée au Parlement en 1492. (& partant, quand le Pape dispenseroit sur icelle , l'on n'y auroit en France aucun égard) par icelle le Pape veut que les provisions d'un Benefice vacquant par mort seulement , données par luy ou autre , soient invalides ; si entre la mort du dernier possesseur & ladite provision, il n'y a tems suffisant pour donner verisimilitude, que le Pape ou autre Collateur , toute fraude cessante, en ont peu être avertis.

Notez 1. que le tems de la verisimilitude de la mort , doit être tant du jour d'iceluy, sceu & connu , & du lieu où il est mort, & d'où l'impetrant ou autres en son nom sont venus , soit par mer , par terre , à pied ou à cheval.

Il suffit que celui qui a impetré ait véritablement sçu la mort quoique les parens ou amis du defunt aient voulu la cacher. Mais il faut dans cette ocaſion qu'il ny ait pas même apparence que l'Impetrant ait aucunement contribué à cette recelation.

Notez 2. que la non connoissance, si le Benefice est vacquant , annulle la provision, quoy

quoy qu'il fut vacquant en effet. *Rebuff.* sur cette regle ; & la possession triennale ne peut luy bailler force, parce que la regle de *pacificis*, requiert un titre au moins apparent.

Notez 3. que cette regle n'a lieu contre le pourveu du Roy en Regale, pource qu'en ce droit le Roy ne depend pas du Pape. *Choppin. l. 2. de Domanio cap. 9. num. 1.* le Charon l. 1. de ses réponses cap. 5. Arrest de Paris 1572.

Notez 4. si le défunct est decedé le même jour que la resignation est arrivée à Rome, la Cour a déclaré que la provision seroit bonne, avec cette clause *per Obitum*, toute fraude cessante, moyennant qu'il eut vécu 20. jours depuis la resignation, Loüet sous la lettre V. art. 3.

2 Il est difficile de comprendre ici la pensée de l'Auteur; Car s'il entend parler de l'admission de la Resignation, cela est absolument impossible dans l'hypothese, puisqu'il suppose que le Resignant soit mort le même jour que le Courier est arrivé à Rome. Que si l'Auteur entend parler non pas du jour de la Resignation mais de celui de la Procuration *ad*

resignandum, il se trompe, car il ne faut pas 20. jours depuis la Procuration; il n'en faut qu'autant qu'il en est nécessaire pour le voyage du Courier à Rome. Et en effet M. Loüet dans le Livre cité par l'Auteur, rapporte un Arrêt du Parlement de Paris qui a maintenu un Resignataire à cause de la clause *vel alias quovismodo vacet*, quoique dans le fait

Monsieur Loüet dise Procuration *ad Resignandum*, & la datte de l'Im-
que 8. jours entre la petrant.

*De la Regle de non tollendo jus
alteri quæsitum.*

CHAPITRE XVI.

Cette Regle porte que nonobstant la de-
claration que le Pape feroit, que le Be-
nefice qu'il a conféré à une personne quel-
que tems après en avoir gratifié un autre, le-
dit Benefice ne pourroit être accordé à ce
second, d'autant que le Pape ne peut sans
cause priver quelqu'un du sien. *Donatio enim
acceptata à donatario, sicut Collatio à Colla-
tario, jus dat irrevocabile.* Autre chose seroit,
si par autorité du Pape elle étoit limitée à
certain tems, comme quand les Benefices
sont *ad nutum*, ou pour six mois en com-
mande, ou pendant la vacance, laissée entre
les mains d'un Procureur, avec libre puissan-
ce de les administrer au Spirituel & Tempo-
rel, hors desquels cas on n'admettroit telle
transaction, si elle étoit à tems, & non à tou-
jours, *Bouch. in summa ver. Collatio.*

Ce qu'il convient exprimer en la supplique faite à sa Sainteté, pour avoir quelque Benefice.

CHAPITRE XVII.

1. **I**L faut exprimer les qualitez qui se rencontrent au Benefice. *Flamin. de Relig. l. 10. qu. 2. 13. Guido Pap. Conf. 119. n. 4. Le Card. Paris. conf. 44. n. 17- 10. 1. Gigas Resp. 22. n. 8.*

2. Le nom, & furnom, & qualité du Suppliant, & comme il est clerc, *Can. cum adeo. de Rescript.* S'il y mentoit, l'impetration ne vaudroit rien. *Can. ex litteris de transac. Innocent III. c. 20. de Rescript.*

3. Son Diocese *Can. neminem, dist. 70.* Ensemble le nom du Saint, au nom duquel est fondée l'Eglise, & le lieu où elle est située. *Cassador. decis. 15. de Prabend.*

4. La qualité du Benefice ; si simple ou double, si regulier ou seculier ; parce qu'il faut plus d'esprit pour une Cure que pour une Chappelle. *Corasius de Benefic. part. 4. n. 56. Trid. sess. 14. cap. 11. de Reform. & sess. 25. cap. 21.*

5. S'il demande actuelle residence.

C. cum

c. *cum nostra* de Rescrip. Felin.

6. S'il est de Patronage Laïc, *Rebuff. part. 3. signatura num.* 7. Si électif, *Gloss. in can. cum illis de prabend. in 6.* & son Diocèse. Toutefois, s'il y avoit erreur au Diocèse, soit de l'Impetrant, soit du Benefice, aucuns disent qu'il y auroit nullité; autres non, avec plus de probabilité.

7. Faut faire mention des Benefices qu'on possède, *Can. ad aures de Rescrip. in 6.* autrement la grace est censée subreptice. *Bonif. 8. can. 2. de filiis Presbyterorum in 6. & can. non potest 21. de Prabend. in 6.* Clement IV. *can. Collatio 5. de Officio delegati.*

Aucuns toutefois tiennent le contraire, si non en deux cas, 1. quand on a teu par fraude ou dol ce que l'on devoit exprimer 2. quand la connoissance de l'état du Beneficier eût éloigné le Pape d'octroyer le Benefice demandé. *Videndum*, dit de Selve, *quid malitiosè factum, si expressa aut emissà suadere, aut dissuadere, movere; aut dimovere summum Pontificem potuerint*, tract. de Benefic. 3. part. qu. 12. n. 37. car en ce cas le Rescript. est censé nul, *eo quod subreptio vitiat gratiam*. Loüet ver. Benefic. 3. Joan. Gal. 6. part. qu. 170. *Ruzaus tract. de jure Regalia privil. 29. n. 3. Rebuff. in praxi tit. de nova. provisione ver. nec non omnia Beneficia.*

Notez toutefois; que quand le Pape confe-

fete *motu proprio* ¹, sans luy demander, il n'est pas necessaire d'exprimer les Benefices qu'on possède. Clement V. *Romanus de Prabend.* non plus qu'en cas de permutation. Clement. derniere, *de Offic. Ordinarij.*

1 A peine recevroit- *motu proprio*, attendu l'u-
on en France une provi- sage général du Roiau-
sion donnée par le Pape me qui est au contraire.

8. Les pensions doivent être exprimées en deux cas, 1. lors qu'il y a déjà une pension créée sur le Benefice qu'on demande. *Forgetus de Pensionibus n. 25. Fabric. de pensione litera H. ad marginem.* L'autre, c'est quand ladite pension a été accordée par un rescrit special de la Sainteté, *can. ad Audientiam 31. de Rescript.* ²

2 Ajoutez un troisié- Regulier impetre un Be-
me cas, qui est quand un nefice.

9. L'on doit exprimer le genre de vacance du Benefice, si c'est par mort, resignation, ou autrement, & écrire le nom du decédé dernier possesseur.

10. On a coûtume d'ajouter que le revenu du Benefice n'excede la valeur de 24. ducats, pour éviter de payer les annates qui ne sont deuës, si le Benefice ne vaut au moins 30. ducats.

11. Faut que la Supplique soit faite publiquement,

quement, & la Collation de l'Evêque attestée de deux témoins y dénommez, sans reproche, non parens, amis, ou serviteurs du Collateur, autrement la Cour n'y a égard, Arrest 1550. *Rebuff. in Concord. de Collat. & can. in literis* 24. de *Testibus*.

Notez 1. qu'en France, les signatures de Rome ne font foy, si elles ne sont vérifiées par deux Banquiers, parties appellées, *Peculens lib. 2. des actions, forens. act. 67. lettre C.*

Notez 2. que la Collation doit être conforme aux Statuts & à la fondation, autrement nulle, & doit être écrite d'une même main, & non de diverses écritures, sinon elle sera suspecte; spécialement s'il y a quelque éfaceure ou rature, és mots substantiaux, il y auroit lieu de contester la validité.

Notez 3. que par l'Ordonnance de Henry II. il faut l'insinuer au Greffe de l'Evêché où est assis le Benefice, sur peine de nullité. Toutefois, la pratique est, qu'il suffit en France d'insinuer, avant que la produire en Jugement.

Notez 4. que les provisions faites à deux diverses personnes par un même Collateur, d'un même Benefice, ne valent ny l'une ny l'autre, & est impetrable. Arrest du grand Conseil du 28. Juin 1607. *Secus*, s'il appa-
roissoit

roissoit de l'heure de leurs provisions¹, ou de la prise de la possession, lors le droit pancheroit du côté du plus diligent, suivant la maxime *qui pro tempore, potior est jure, non tantum prioritatem diei*, dit Tournet, tom. 2, lettre P. *sed etiam hora, cum à momento in momentum tempus spectetur.*

† 1 L'exception est véritable lorsqu'il paroît de la priorité de l'heure de la provision & même elle suffiroit d'un moment, pourvu que cela fût bien établi. Mais l'exception est fautive dans le cas de l'antériorité de la simple prise de possession.

Mais si le Vicaire confère devant son Evêque, ou le Collateur ordinaire devant le Pape en même jour, faut adjuger le Benefice à celui dont les provisions sont antérieures de l'heure, notamment s'il a pris possession le premier. Il est bien vrai que le Collataire du Pape pourra débattre lesdites provisions, à cause que de tems immémorial nous avons usage en France, que les provisions du Pape sont réputées être dattées du jour & heure de l'arrivée du Courrier à Rome, & ainsi montrer que le Benefice lui est du, encore qu'elles ne se trouvent dattées de ce jour-là, mais suivans; ce qu'il pourra vérifier, tant par le Courrier, que par le correspondant de son Banquier à Rome, qui à
cette

cette fin par Ordonnante de la Cour, doit tenir Registre, tant du parlement du Courrier, que du jour & heure de son arrivée à Rome. Beaunty, page 643. & 644.

Notez 5. que si le Benefice a été conféré en même jour à deux personnes, par deux divers Collateurs, & qu'on ne peut sçavoir quel des deux est antérieur; en ce cas, il faut favoriser celui qui aura pris le premier possession actuelle du Benefice, *quia melior est conditio possidentis*; que si tous deux y ont manqué, le droit sera pour celui qui a été pourveu par le plus grand Collateur, *Greg. X. au can. si à sede 3. de Prabend. in 6.* en ces mots, *Nec appareat quæ collatio prima fuerit facta, erit potior conditio possidentis: Si vero neuter possideat, is cui sedes ipsa contulit, propter conferentis ampliorem prerogativam erit alteri præponendus.*

Notez 6. si l'Ordinaire pourvoit & infere en ses Lettres, nonobstant l'incapacité du pourveu, cela n'empêche que le Benefice ne soit impetrable, parce qu'il n'appartient qu'au S. Pere de dispenser: aussi dit il toujours en ses Bulles, *ex indulgentia sedis Apostolica speciali.*

Notez 7. que si le Pape pourvoit l'un dans le tems qui est entre la date de la présentation d'un autre, & celle de la Collation de l'Ordinaire, sa provision aura lieu par prevention

vention, si ce n'est que le Patron soit Cardinal, qui ne peut être prevenu avant six mois, comme a été dit cy-dessus.

Notez 8. que si le Chapitre presente ou confere, faut convoquer iceluy, & les appeler tous en corps, & d'iceluy prendre la presentation ou institution, n'étant pas assez d'avoir la voix de chacun en particulier *l. 11. ff. de decur. l. 10. Gloss. c. cum omnes de const.* Suffit, étans tous appelez, *quod enim omnes tangit, ab omnibus debet approbari*, la plus grande & saine partie.

*Quand le Benefice vacque par
resignation.*

C H A P I T R E X V I I I.

Resignation est une libre demission de son Benefice, & du droit qu'on y a, és mains de son supérieur : l'une se fait *purè & simpliciter*, és mains de l'Ordinaire ; l'autre, *in favorem* és mains du Pape, n'y ayant que le Pape qui reçoit les resignations *in favorem*. Et le Roy quelquefois en Regale, & jamais l'Ordinaire, pour la raison que nous dirons cy-après. Celle *in favorem* se fait quelquefois avec retention de pension, quelquefois non.

1 Il semble que nôtre Auteur veuille insinuer qu'il n'y a que l'Ordinaire qui puisse admettre les Resignations pures & simples. Mais il est certain que le Pape le peut aussi.

Il est bon de remarquer qu'il y a grande différence entre la Resignation pure & simple, & la Resignation en faveur; par l'admission de celle-ci le Resignant n'est privé que du titre & ne perd pas les avantages de la possession, & si le Resig-

nataire vient à mourir avant que d'avoir pris lui même possession, le le Resignant en demeure le maître: L'admission de la Resignation pure & simple au contraire prive le Resignant du titre & de la possession. Ainsi du moment qu'il a connoissance que sa Resignation est admise, il ne peut ni faire les fonctions du Benefice ni en percevoir les fruits, & le même Benefice vaqueroit par la mort du Resignataire.

Il y aussi une autre sorte de resignation, appelée *causa permutationis*, de laquelle nous parlerons après. Mais à présent, de celle sans permutation, & des conditions requises pour la faire valider.

Conditions requises à la resignation, à ce qu'elle soit valide.

CHAPITRE XIX.

1. **I**L faut qu'elle se fasse librement, Greg. en la cause 7. qu. 2. can. *quamvis* 14.

2. Fau

2. Faut que le Supérieur, és mains duquel elle est faite, ait pouvoir de l'admettre, *can. quod in dubiis 8. de renunc.* & qu'il ne soit excommunié, parce que sa juridiction est comme en arrest & suspenduë, & sans effet.

3. Faut qu'en France le resignant ne soit mineur, ou enfant de famille, Louët *ver. Beneficium*: car s'il est tel, il s'en peut faire relever quand bon luy semblera, pourveu que dans 3. ans il ait reclamé contre le tort qu'on luy a fait en l'induisant à resigner. Toutefois, si elle étoit faite avec le Pere, ou Tuteur, ou Curateur, ou l'un d'iceux: ou si le Supérieur, après en avoir eu connoissance, a jugé qu'il étoit necessaire ou utile au mineur, ou si des deux Benefices incompatibles il s'est déchargé de l'un comme il y étoit obligé, elle est bonne. Arrest de Bourdeaux, *Boërius decis. Burdeg. qu. 350.* Telle est la pratique de France, confirmée par Arrest du Jcudy 12. Avril 1602.

4. Faut qu'il n'y intervienne aucune simonie; & le mineur en cas de simonie n'en seroit relevé, ains privé aussi bien qu'un majeur. Arrest de Mers pour deux Prebendes de Breaux.

5. Faut que la resignation soit par écrit passé pardevant Notaire Apostolique ou Royal, & deux témoins. Du moulin sur la Regle de *Publicandis m16. Peleus l.2. art.65.*

1 C'est la disposition expresse de l'art. 3. de l'Edit de 1550. appellé des petites dates, qui ordonne que les témoins soient résidens & connus dans le lieu de la Procuration *ad resignandū* a été passée, & défend de recevoir pour témoins les parens jusqu'aux cousins germains, les domestiques tant du Resignant que du Resignataire, jusques là que Du Molin sur ledit article assure qu'un écolier étudiant dans l'Université n'y doit pas être reçu pour témoin.

6. Faut qu'elle ne soit revoquée, avant l'admission d'icelle; car si elle est revoquée, elle est nulle, *Clement. un. de renunt.*

2 pour les Benefices Consistoriaux du moment que le Roi a donné son Brevet par lequel il en a agréé la Resignation quoi qu'elle n'ait pas été admise en Cour de Rome, on ne peut plus la revoquer.

Reglement par lequel il declare nulles toutes les revocations des Resignations des Benefices Consistoriaux, si elles n'ont été signifiées à Monsieur le Procureur Général du grand Conseil ou sur les lieux à ses substitués.

Remarquez que le grand Conseil a fait un

7. Si elle est faite és mains de l'Ordinaire, faut l'agrément du Patron. 3 *Flamin. l. 1. de Resig. qu. 3. n. 53. Gigas de Pensionibus, qu. 23. & 24.* Mais si la resignation est és mains du Pape, il n'est besoin du Patron s'il est Ecclesiastique, *quia Papa est Patronus Patronorum*: Mais si le Patron est Laïc, le Pape

Pape ne peut déroger à son droit ; il n'y a que le Roy seul, lors que la regale est ouverte.

3 Si néanmoins les Patrons soit Laïcs ou Eclésiastiques avoient eu connoissance de la Résignation faite entre les mains de l'Ordinaire, & ne se plaignoient pas dans le tems que le droit leur donne pour présenter, la collation seroit bonne.

8. Faut qu'elle soit admise du Supérieur, & jusques à ce le Benefice n'est pas vacant, & le Résignant en demeure toujours en possession ; sur ce Arrest 1618.

9. Faut que le Résignataire l'accepte, *can. si tibi absenti* 16. de *prabend. in 6.* à faute de quoy le Résignant *jus & titulum retinet + cum possessione juris & facti* : il est réputé l'accepter, quand il en prend possession. *Pel. l. 2. art. 65.* lettre C.

4 Cela est faux pour la Résignation en faveur. la Résignation pure & simple, & véritable pour

10. Elle doit être admise selon toutes ses conditions ; si elle manque d'une, elle est nulle ; sur ce Arrest 1618. Mais si avant l'admission y a revocation, elle doit être dénoncée au Procureur, ou à celuy qui a passé la procuration, ou au Collateur és mains duquel la résignation est faite.

11, Si

11. Si le Resignant est serviteur, faut avoir l'adveu du Maître ¹ qui luy a fait avoir le Benefice ; telle est la pratique de la Cour au rapport de Tournet to. 1. sous la lettre B. n. 63.

¹ Cette Jurisprudence seroit d'une perilleuse consequence, & autoriseroit même les confidences, comme l'a remarqué Monsieur Louët lettre B. n. 7. où il rapporte l'Arrêt cité par l'Auteur. Ainsi il faut croire qu'il fut donné sur des circonstances particulières, comme de dol, fraude, mauvaise foi qu'on avoit employé pour extorquer la resignation du serviteur, sans quoi dans la Têse Générale le Parlement auroit approuvé ladite Resignation.

12. Il la faut publier, suivant la regle de *publicandis*, qui est une de celles de Chancellerie de Rome receuës en France, qu'il convient expliquer.

De la Regle de Publicandis Resignationibus.

CHAPITRE XX.

Cette Regle fut verifiée par la Cour en 1493. & est une Loy du Royaume dont le Pape ne peut dispenser, qui porte que le Resignant soit simplement, ou par permutation

tation . en Cour de Rome , venant à mourir six mois après la resignation admise ; & ailleurs qu'à Rome un mois , sans que ladite resignation ait été publiée , elle est nulle. Or elle se publie par prise de possession , dont faut prendre acte , dressé par Notaire Apostolique ou Royal ; ou bien si le Resignataire a chanté Messe , fait Predication , au lieu du Benefice , en qualité de possesseur legitime , ou bien insinué sa prise de possession aux Patrons Collateurs , ou leurs Vicaires , & d'icelle baillé copie par le Notaire , de laquelle notification sera fait mention en l'acte du dit Notaire. Mais en cas de guerre ou peste ou autre empêchement , ladite publication se peut faire au Cemetiere ou lieu qui est proche.

Notez 1. qu'il faut que l'acte porte qu'un tel a resigné , & que la resignation a été admise par tel Superieur.

Notez 2. que si faire se peut , la prise de possession se doit faire pendant la Messe ou Vespres ou assemblée du peuple.

Conditions requises à ce que cette Regle ait lieu.

1. Que le Benefice soit vraiment resigné , la promesse de le faire n'étant pas suffisante.

2. Que le Resignant meure en possession du Benefice.

3. Que cette mort arrive dans les six mois, si la resignation est faite és mains du Pape, mais dans un mois, si c'est és mains de l'Ordinaire, le tout après l'admission d'icelle.

4. Que la prise de possession ou publication n'ait été faite dans le susdit tems de 6. ou d'un mois, ny demandée par le Resignataire. Mais si le Resignataire vit, suffit dans 3. ans, moyennant que ce soit du vivant, voire la veille du decez, Arrest 1620. mais si c'étoit *die mortis*, elle seroit nulle 1.

1 Le grand Conseil l'a toujours jugé de cette maniere & l'article de l'Edit du controle, qui porte par exprés qu'on n'aura point d'égard aux publications qui n'auront pas été faite deux jours avant la mort du Resignant a été tiré comme presque tous les autres de la jurisprudence observée au grand Conseil. Mais le Parlement

de Paris juge qu'il suffit que la Resignation ait été publiée avant la mort du Resignant: quand même ce seroit le jour de son decez; pourvu qu'il n'y ait aucun soupçon qu'on l'ait recelé, & que la preuve soit claire & constante que ladite publication ait été faite avant la mort du Resignant.

Notez 1. que si le Resignant jouit des fruits, nonobstant la prise de possession, & vient à mourir, le Benefice vacquera par mort. *Rebuff. sur la Regle de Public. Gloss. 13. n. 8.*

"Notez

Notez 2. que cette Regle n'a lieu, quand le Resignataire n'a rien sceu² de la resignation à luy faite, ou qu'il a été méchamment & frauduleusement empêché de publier sa resignation.

2 Le sentiment des Canonistes est que le Decret irritant aposé par le Souverain sur tout dans une loi publique. *Ligat etiam ignorâtes saltem quoad nullitatem actus.* Cela étant je ne puis comprendre comment le Resignataire pourroit s'excuser sur ce qu'il auroit ignoré la Resignation faite en sa faveur, d'ailleurs si le sentiment de l'Auteur étoit suivi ce seroit fa-

voriser les réservations si contraires aux libertez de l'Eglise Gallicane. Car un Resignant qui voudroit posséder sans crainte son Benefice pendant sa vie & l'assurer néanmoins après sa mort à un neveu ou autre personne, n'auroit qu'à resigner en secret en faveur du neveu & par ce moien tout seroit en seureté pour le survivant.

De la Regle de 20. jours, ou de Infirmis Resignantibus.

CHAPITRE XXI.

3. **C**ondition pour faire valider la resignation, faut que le resignataire, étant malade vive 20. jours, si elle est faite

124 "ABREGE' DES MATIERES
en Cour de Rome , à compter du jour de la
Procuracion *ad resignandum* ; & à compter
de *momento ad momentum* , sinon suivant cer-
te Regle, la Collation est nulle, & le Benefi-
ce vacquera par mort.

3 Cela est faux, on ne
doit compter que du jour
de la Resignatiō, ou pour
parler plus juste du jour
du dernier acte necessai-
re pour l'accomplissement
de la Resignation. Pour
éclaircir cette proposi-
tion il faut remarquer
que pour donner la der-
niere perfection à une
Resignation, il faut de
toute necessité trois ac-
tes, savoir l'admission de
la Resignation, la Col-
lation, & ces deux actes
dans une Resignation en
faveur ne sont que la
même chose, parce que
cette espece de Resigna-
tion ne pouvant être ad-
mise que dans toute son
étendue , *hoc ipso* ,
que le Pape l'agrée il
s'oblige à conférer au
Resignataire. Mais dans
la Resignation pure &
simple ces deux actes
peuvent être separez, Le

troisième acte est le con-
sentement que le Procu-
reur du Resignant donne
pour les expéditions ne-
cessaires ; ces trois actes
peuvent être faits en dife-
rent tems, & n'importe
quel des trois soit le
premier. Ils peuvent tous
se précéder & être pré-
cedez, ce qu'il faut en ce-
la remarquer, est que les
20. jours ne commen-
cent à courir que du jour
que le dernier de ces
actes a été fait.

On n'a fait cette re-
marque que pour expli-
quer les choses dans
leur principe, quoi que
le stile qu'on observe
aujourd'hui en Cour de
Rome la rende inutile,
car on datté ces trois
actes du même jour qui
est pour les François, ce-
lui de l'arrivée du Cour-
rier à Rome.

Condi

Conditions requises à ce que cette Regle ait lieu.

1. Faut que le resignant soit malade, les mots de la Regle sont formels.

2. Qu'il ait actuellement resigné son Benefice, quel qu'il puisse être.

3. Que le Resignant meure de la maladie qu'il avoit quand il a resigné, car si d'une autre, la Regle n'auroit lieu.

4. Que le Resignant meure dans les 20. jours, à compter du jour de la Procuration *ad resignandum*. 4

4 Nous avons déjà devant un Notaire qui remarqué que cela est n'a aucun pouvoir de dépouiller le resignant : faux, y aiant une grande difference entre la Procuration *ad resignandum*, & la Resignation. Celle qu'entre les mains du Supérieur. là se fait *in partibus* par.

Notez 1. qu'il faut que la maladie soit du corps, non d'esprit.

Notez 2. que si le Resignant, lors de la cession, sembloit se bien porter à cause que la fièvre l'avoit quitté, & par quelque accident seroit tombé, dont il ne seroit pas relevé, la recheute procedante de même cause que le mal, la Regle aura lieu. Autre chose seroit s'il étoit mort de quelque fait nouveau; comme par un excez de boire, ou quelque autre accident.

Notez 3. que cette Regle n'a lieu és Benefices qui vacquent en Regale, ou qui sont de nomination Royale Brodeau lettre R. n. 47.

Notez 4. que cette Regle n'a lieu és resignations faites purement & simplement és mains de l'Ordinaire. Du Moulin sur cette Regle de 20. *diebus num.* 34. *Peleus l.* 2. de ses Act. act. 10. & cite Arrest prononcé en Robbes rouges de 1550. & un de 1616. Tournet tome 2. sur la lettre A, n. 101. & 103. mais en permutation elle porte son effet. ¹

1 Cela ne se pratique les Ordinaires, même plus. Du Moulin *in reg. de infirm.* n.... prouve pour cause de permutation, & son opinion est bien claiement que cette suivie dans le Roiaume. regle n'a pas lieu aux Resignations faites devant me.

Notez 5. si la resignation ne se pouvoit admettre à cause de la mort du Pape², le Benefice vacquera par mort, parce que cette Regle ne dépend de Rome en France, comme Loy du Royaume verifiée au Parlement, & receüe l'an 1493.

2. Il est difficile de n'a pu être admise à cause de la mort du Pape, & comprendre ici la pensée de l'Auteur, car s'il est que celui qui avoit passé Procuration vienne à mourir

mourir, ce n'est pas par la regle des 20. jours que le Benefice vaque, mais plutôt parce qu'il ni avoir point de Collateur qui la put admettre, que si on peut deviner par conjecture ce que l'Auteur a voulu dire il y a aparence qu'il a eu dessein de marquer que si le Pape après avoir admis la Resignation sans derogér à la regle de 20. jours, venoit à mourir, & que le Resignant mourut dans les vingt jours de la Resignation admise le Benefice vaqueroit par le

decez du resignant.

Pour entendre cela, il faut remarquer que les ultramontains ne considerant les regles de Chancellerie, que comme des Ordres particuliers des Papes, dont le pouvoir expire avec leur Auteur, ils tiennent que dans la Vacance du S. Siège les regles de Chancellerie ne sont plus en vigueur. Mais en France comme les regles qui y sont reçues passent & sont des veritables loix du Roiaume, elles y subsistent pendant la Vacance du Saint Siège.

Notez 6. qu'en France, le Resignant à faute de voir la condition executée avec laquelle il a resigné, il rentre dans son Benefice sans nouvelle provision, Louët *ver. Beneficium*. Arrest 2. Papon Arrest 12. de Resign. Rebuff. in praxi Benefic. tit. de permut. numer. 12.

Notez 7. Resignations qui se font en France, avec reserve de tous les fruits & prééminences, sont abusives. 3 Molin. ad reg. de public. n. 274. Brodeau sur Louët lit. P. ar. 31. Rebuff. tit. de reservationibus n. 13.

3 Les Cardinaux sont exceptez de cette regle, &

peuvent se réserver tous les fruits de leurs Benefices en les resignant, & établir une modique pension en faveur du Resignataire. Monsieur Loüet rapporte un Arrêt du grand Conseil du 28. Mars 1597. qui l'a ainsi jugé en faveur du Resignant du Cardinal de Pelvé. Il est vrai que cet Auteur ajoute que la commune usance ou plutôt erreur, & abus a été preferé à la regle

raison & Arrêt du Parlement, & *voces*, adjointe-t-il, *numerata fuerunt, sed non ponderata, judiciorum alea demonstravit.* On peut croire que Monsieur Loüet n'a parlé en ces termes que pour mieux établir la jurisprudence du Parlement, & en effet on peut remarquer dans plusieurs endroits de ses ouvrages, qu'il a souvent parlé avec aigreur des Decisions du grand Conseil:

Notez 8. Le Resignant en maladie s'il guerit, il reprend son Benefice, quoy que le Resignataire en ait pris possession, Loüet en ses Arrêts. *ver. Beneficium n. 3.* Fontanon tom. 4. des Ordonnances Royaux, au traité de la Simonie. Duclos en ses Comment. sur la quest. 7. du l. 1. *de Resign.* par Flamin.

Notez 9. A faute de payer la pension, le Resignant rentre sans nouvelle provision, *quia aut redde aut solve.* Le Scile de la Cour est tel, voire quand elle seroit plus grande que les Constitutions ne permettent, il ne seroit recevable à venir contre son propre fait.

Notez 10. Si le Resignataire meurt, & que le Resignant survit ayant toujours demeuré
en

en possession , il rentre sans nouvelle provision, tel est le stile de France.

Notez 11. que le Resignataire ne peut faire aucun acte de Jurisdiction valablement , s'il n'a pris possession du Benefice resigné , *can. eum qui de Prabend. in 6. & can. placuit 16. qu. 6.* & de plus jusques à la prise de possession du Resignataire , & jusques à ce que le Resignant sçache que sa resignation est admise ; il peut presenter , conferer , & faire tout ce qu'il pouvoit faire avant sa resignation, *Peleus l. 1. act. 16.*

4. Cette proposition neanmoins conferer & n'est pas absolument presenter. Ainsi ce que veritable : car quoy que dit l'Auteur ne peut le Resignant en faveur, avoir son application sache que sa Resignation est admise , il peut que contre un Resignant purement & simplement.

Notez 12. Toutes resignations Simoniaques en France après treize ans de jouissance paisible , sont hors de peril d'être inquiétées, Guenois sur le l. 3. de la pratique Criminelle & Civile d'Imbert, ch. 22. n. 2. & telle dit-on avoir été la resolution des Evêques assemblez l'an 1586. voire après dix ans, comme dit Duclos en ses Comment. sur Flamin. l. 1. qu. 3. n. 99. Charondas part. 2. des Pandect. l. 2. ch. 9. parce , disent-ils, qu'après dix ans on n'est en France revenable en aucune action de complainte.

130 ABREGE' DES MATIERES

5. J'ai peine à me persuader que si la simonie étoit bien prouvée que les 13. années de possession, pussent mettre à couvert le Simoniaque.

Notez 13. que les Resignations faites avec pacton de retourner en son Benefice en cas de decez du Resignataire, quoy qu'admisses à Rome, sont reprouvées en France, Arrest de Paris de 1496. portant défences de faire tels pactes.

Notez 14. L'an 1554. le 18. Juin, inhibitions furent faites à tous Maîtres, Pedagogues, & qui ont gouvernement d'enfans, d'extorquer ny accepter aucunes resignations faites en leur faveur, directement ou indirectement sur peine de nullité, amende arbitraire, & telle punition qu'il appartiendra, Pelcus en ses quest. Illustres, qu. 79.

Notez 15. que dans les resignations es-mains du Pape on met cette clause, *in favorem talis & non alius*, & non pas es resignations es-mains de l'Ordinaire, non que telle condition soit Simoniaque, mais à cause de la défense du Concile de Latran, rapportée au can. 2. de concess. Prabend. portante que *nulla Ecclesiastica ministeria, aut Beneficia vel Ecclesia tribuantur alicui, seu promittantur antequam vacent, ne desiderare quis mortem proximi videatur, in cujus locum & Beneficium se crediderit successurum.* Ce qui arrive
és

és resignations avec cette clause, parce que le Benefice resigné n'est censé vacquer que lors qu'il est conféré & *Papa providendo dispensat*, & couvre la transgression à ce decret par sa provision; ce que ne peut l'Evêque. Toutefois, le Roy en Regale reçoit telles clauses, *quia consuetudo rationabilis & legitime prescripta juri positivo præjudicium generat*, dit Gregoire I X. *cap. 9. de Consul.*

Notez 16. L'on peut resigner un *jus in re*, qui s'acquiert par la collation du Benefice, quoy que le pourveu n'ait encore pris possession d'iceluy, & non pas *jus ad rem*, qui s'acquiesce par la présentation seule, d'autant que ce droit n'est encore rien, puisque l'Ordinaire peut refuser la Collation s'il y a cause legitime, Rochette tit. des Permutations.

Quand le Benefice vacque par Permutation.

CHAPITRE XXII.

PErmuter est changer son Benefice contre un autre, avec le consentement du Supérieur.

132 ABRGE' DES MATIERES

Conditions requises pour la validité de la Permutation.

1. Il faut que l'un & l'autre quitte son Benefice, & qu'à cette fin chacun d'iceux passe procuration séparée pour les remettre entre les mains des Ordinaires, *can. un. de rer. permut. & in Clement. eodem tit.*

2. Que la Collation s'en ensuive, le seul Concordat des parties ne suffisant pas. *Hosien-sis in can. ex ore, de his qua fiunt à majore parte capituli*, autrement ce seroit un attentat contre l'autorité des Evêques, de prendre & quitter les Benefices sans leur adveu.

3. Faut que ce soit l'Evêque du lieu où sont situez les Benefices. Si les Benefices compermutez sont de divers Diocèses, chacun baillera provision dans le sien, *can. omnes Basilica 16. qu. 7.* n'étoit qu'on allât au Pape tout droit.

4. Que les Benefices des compermutans soient à eux. *Innocent. III. can. cum venerabilis. 6. de except.*

5. La permutation doit être libre & sans fraude *can. un. de rer. Permut. in 6.* & que la Collation s'en fasse aux compermutans, *Clement. un. de rer. Permut. Charondas l. 5. Resp. cap. 41.*

6. Elle doit être autorisée du Patron Laïc, la glose de la Prag. *in Proæmio §. ceterum Pel.* en l'act. 41. du l. 1. lett. A, Quant
au

au Patron Ecclesiastique, suffit en France d'en avoir fait la requisition : ainsi a été dit par Arrest 1628. ou d'avoir eu son refus ; voire Du Moulin dit sur la Regle de *Infirmis*, qu'il suffit d'énoncer dans la Collation que les Benefices sont de Patronages Ecclesiastiques, ainsi, dit-il, les Patrons sont hors d'intérêt ; en effet la pratique est telle à présent. Tout ainsi que la permutation étant faite entre les mains du Pape, *quia est Patronus Patronorum Ecclesiasticorum*. Mais si le Patron est Laïc, il n'y a que la possession triennale qui puisse mettre les Permutans à couvert, le Patron ayant été requis.

1. Par un ancien usage du Parlement de Bourdeaux, la requisition faite au Patron Laïc suffisoit pour la validité de la permutation, quoi qu'il refusât son consentement. Mais, cet usage à été abrégé comme contraire aux maximes du Roiaume par une declaration du mois de Fevrier 1678. rapportée dans le Recueil des Edits & Declarations du Roi, imprimées par l'ordre de feu Monsieur le Chancelier le Tellier, à Paris

chez Marbre Cramoisi.

Il y a encore un usage dans le même Parlement. qui meriteroit d'être réformé ; cette Cour autorise les permutations, faites *in vitis Episcopis*, & juge qu'il suffit de requerir un Evêque pour la validité de la permutation, ce qui est néanmoins entièrement contraire aux dispositions Canoniques, qui n'ont laissé la liberté aux Ordinaires d'admettre les permutations, que dans les cas qu'ils les jugeront

ront nécessaires ou utiles leur laisse pas la liberté à l'Eglise. Comment d'examiner les cōpermutans. veut on qu'ils en portent tans. leur jugement, si on ne

Notez 1. si l'un des compermutans n'a qu'un Benefice imaginaire², l'autre le sçachant, la permutation ne laissera de valider, Rebuff. au Traité de rer. Permut. n. 15. Pel. en l'act. 15. du l. 1. de ses Actes Forens. qui à *scienti & consentienti*, non fit injuria neque dolus, de Reg. juris Reg. 27. & pource qu'il peut agir au complément de la permutation, au défaut dequoy retourner au sien.

1 J'ai peine à souscrire à cette opinion, & ne juge voulut autoriser une permutation de cette nature.

Notez 2. que Permutation d'un droit *ad rem* (comme ayant la Presentation seule d'un Benefice) ne vaut avec un Benefice, Rebuff. de rer. Permut. n. 23. & 24. Malder Traité. 9. ch. 3. Doute 10. *Silv. ver. Permutation 2. qu. 13.* Mais si l'un des Permutans a *ius in re*, comme la Collation d'un Benefice, il peut le permuter; quoy qu'il en ait pas encore pris possession.

Notez 3. que la Regle de *Publicandis a lieu* en permutation² *Flam. l. 11. de Resign. qu. 5. n. 17.*

1 Nous avons remarqué ci dessus que cela est faux.

Notez

Notex 4. quoy que la Regle de 20. jours, n'ait lieu és resignations simples faites és mains de l'Ordinaire, qui confere lors à son gré, elle a toute sa force & vertu en permutation, *qua necessaria est.*

2 La Regle de 20. jours est devenue presque inutile parmi nous à cause de la dérogation que le Pape en acorde indifferemment pour tous les Benefices. situez dans le Roiaume; Jusque là même que l'usage en a fait une Loi, & les choses en sont venues à ce point, que si le Pape ne vouloit pas y déroger les Parlemens suppleroient à la derogation.

Mais cette regle n'est utile qu'à M^{rs}. les Cardinaux, le Pape ne pouvant y déroger à leur prejudice pour les Benefices qui dependent de leur Collation. Il est bon de remarquer sur ce sujet qu'il n'ont pas toujours joui de ce Privilege avec la même étendue: dans le commencement qui fut environ l'an 1530. le Pape donna au Cardinal

de Lorraine un Indult, qui l'acorda à la suite à chaque Cardinal en particulier, mais jusque là il ne leur fut pas d'un grand avantage, parce que le Pape y dérogeoit tous les jours, & que la derogation étoit approuvée par les Cours du Roiaume, ce qui fit que les Cardinaux étant assemblez dans le Conclaire après la mort de Paul III. pour l'élection d'un successeur, ils firent entre eux un Concordat nommé le compacte, par lequel entre autre chose il fut cōvenu qu'à l'advenir on ne dérogeroit plus à la regle de *infirmis* au prejudice de l'indult des Cardinaux. Ce Compacte fut approuvé par Paul IV. & suivi des Lettres patentes du Roi, & enregistré au grand Conseil
si bien

136 ABREGE' DES MATIERES

si bien qu'aujourd'hui la Derogation à cette regle au prejudice d'un Cardinal, seroit declarée abusive *non ratiōe indulti, sed ratiōe Compatti*. C'est la raison pour laquelle les Collateurs particuliers qui ont un Indult quoique pareil à celui des Cardinaux n'ont pas néanmoins lieu de se plaindre quand le Pape deroge à la regle de 20. jours, pour les Benefices qui dépendent de leur Collation ou Nomination. Le Parlement de Paris & le Grand Conseil l'ont ainsi jugé; celui la par Arrêt du 20. Juin 1651. rendu contre le pourvu par Monsieur l'Evêque de Poitiers. Celui-ci par deux Arrêts l'un contre le pourvu par le Roi de Pologne rapporté dans le tome du journal du Palais, & l'autre contre Monsieur l'Abé de Lionne rapporté dans le 2. tome dudit Journal, p. 240. Mais pour connoître encore mieux le Privilege de Messieurs les Car-

dinaux il faut remarquer que quoi qu'on confonde tres-souvent la Regle des vingt jours avec celle de *infirmis*, néanmoins elles sont tres-differentes en leur ancienneté & en leur disposition. Celle de vingt jours est beaucoup plus ancienne, & quant à la disposition celle de *infirmis*, n'a lieu que lorsque le resignant est malade à compter du jour de sa resignation admise. Celle de 20. jours au contraire n'a point d'égard à l'Etat ou est le resignant dans le tems de sa resignation, car soit qu'il soit malade ou en santé, il doit toujours survivre de 20. jours à sa resignation, si bien que quoi que le resignant soit en parfaite santé dans le tems de sa Resignation venant à mourir dans les vingt jours d'une mort precipitée, le Benefice qui dependroit de la nomination ou Collation dun Cardinal, vaquerait par mort & non par resignation.

Notez

venerabil. de except. Toutefois, l'évincé se gardera d'user de force & de violence.

Notez 7. que si un moribond permute son Benefice gras contre un notablement moins gras, proche ou dans les mois affectez aux Graduez, ou bien si les permutans sont parens proches, telle permutation ne vaut; & si le moribond meurt tost après de cette maladie, le Benefice gras qu'il a donné, sera impetrable, puis qu'il n'y a aucune apparence qu'un homme en cet état veuille changer de domicile, ny encore moins vueille donner beaucoup pour prendre peu, *Non est verisimile*, dit Alexandre III. *can. quia verisimile* 10. *de Prasumptionibus*, quod N. Presbyter Personatum Ecclesie R. capellano concesserit, & ab eo ejusdem Ecclesie receperit Vicariam. Item Clement III. *can. super hoc* 3. *de renunt.* Nec ulla ratio hoc verisimile reddit, ut quispiam Beneficium multis expensis & laboribus acquisitum, quo sustentari debet, facile sine magna causa, sua sponte resignet. Ainsi faure de volonté, telle permutation n'en a que le nom, & n'est proprement qu'une feinte; & d'ailleurs, elle est frauduleuse, & faite au prejudice des Ordinaires, Mandataires, Indultaires, Graduez, même du Roy, & autres Patrons qu'on veut frustrer de leurs droits & privileges; cela n'important pas peu d'éviter les fraudes le plus qu'on peut, qui ne

ne sont que trop frequentes en telles matieres , nonobstant toutes les precautions dont on se sert pour les empêcher. Il est vray qu'une seule de ces presomptions , ne seroit suffisante pour invalider la permutation ; mais si *tres fraudis presumptiones simul concurrunt*, elle est infailliblement tenuë pour telle , *quia qua singula non prosunt, cumulata juvant*, ainsi jugé par Arrests de 1531. 1603. 1625. 1629. & 1645.

*Des Pensions & conditions necessaires
pour la validité d'icelles.*

CHAPITRE XXIII.

Pension est un droit concedé par le saint Pere , de prendre par an quelque somme sur le revenu total du Benefice , d'un autre.

2. Faut que le debteur d'iceluy consente ; si toutefois le Pape conferoit à quelqu'un un Benefice , avec charge de payer pension à un tiers , il seroit contraint au payement d'icelle, bien qu'il n'eust accepté le Benefice qu'à regret de telle condition , en voulant obtenir une seconde pension sur un même Benefice, faut exprimer la premiere en la Supplique

plique, comme dit a été, sur peine de nullité, *Flamin. l. 6. de Resign. n. 14. Rebuff. in praxi. Fabric. in Theoria tract. de Pensionibus can. super litteras 20. de Rescripti can. postulasti 27. can. presentia 32. ejusdem tit.*

1. Cela est bon pour le pais d'obediance, mais pour le Roiaume nous pratiquons le contraire, & le Pape ne peut créer une pension en faveur d'un tiers : car ou cette pension seroit imposée sur un Benefice de la nomination du Roi, & en ce cas le Pape ne le peut que du cōsentemēt de sa Majesté, ou elle seroit imposée sur un Benefice non Consistorial, & pour lors on ne peut le faire qu'en faveur du resignant pour une des trois causes dont l'Auteur parle plus bas dans ce Chapitre.

3. L'Impetrant en doit être capable, ainsi le bastart ne l'est point, *Rebuff. de dispensat. supe. defectu natalium*; & quoy que dispensé pour Benefice simple, il ne l'est pas pour avoir pension², qui n'est pas Benefice, *Gigas qu. 96. num. 1. Odiā enim restringi & fa-vores convenit ampliāre, ff. de Reg. juris Reg. 15.*

2. Gigas dans l'endroit cité par l'Auteur n'en dit pas un seul mot. Il traite cette difficulté dans les questions 28. & 29. Il est vrai qu'il y veut établir que la dispense pour tenir un Benefice ne peut pas profiter pour une pension. Mais outre que les raisons qu'il allégué me paroissent foibles, & qu'il me seroit aisé d'y répondre (si la brieveté de

de cet ouvrage ne m'en étoit la liberté) cet Auteur donne lui même une limitation en la question 28. en ces termes , *non procedit quando taliter dispensatus consequutus fuisset beneficium, & illud renuntiasset reservata pensiones, quia si potuit totum beneficium retinere, ergo & illius partem, videlicet pensionem retinere*

poterit, cum idem juris sit de toto quoad totum quod de parte quoad partem. Mais sur la fin de la question 29. il explique nettement la pensée par ces paroles. *Tamen si essem judex, judicarem semper, illegitimum dispensatum quoad ordines. & Beneficia esse capacem Ecclesiastica pensionis.*

Faut être Clerc. ³ *Nav. Consil. 6. de Simon. juxta secundam editionem*, n'estant raisonnable qu'un Laïc vive du bien d'Eglise.

¶ ³ Si toutefois les deux puissances, l'Ecclesiastique & la politique par un mutuel concours créoit une pension en faveur d'un Laïc, il est certain que cette creation seroit legitime.

5. Faut en France que le Patron Laïc y consente, pourquoy on ne peut créer Pension sur Archevêchez, Evêchez, Abbayes & Prieurez Conventuels; comme aussi sur les Dignitez & Prebendes qui sont de fondation ou nomination Royale, sans le consentement du Roy, *Rebuff. in praxi Benef. in clausula Iuris patron. derogat. num. 36.*

Notez 1. que si la pension est créée sur une Cure ⁴ en France, elle ne doit excéder le

le tiers du revenu, *Rebuff. de Pacif. possess. numer.* 134. où il cite Arrest ; & si le debiteur d'icelle vient à mourir, le pourveu par mort n'est tenu de continuer la pension ; tel est le stile des Parlemens de France , si ce n'est que celui au profit de qui la pension est créée, ait deservy 12. ans le Benefice, auquel cas elle luy doit être continuée le reste de sa vie, nonobstant la mort de son resignataire, selon l'opinion d'aucuns ; mais si le debteur de la pension resigne son Benefice chargé d'icelle , le Resignataire sera tenu la continuer, telle est la pratique de France , *quia transi-Beneficium ad Resignatarium cum onere* , *Gigas de Pension. quest.* 43. *Flamin. l. 6. qu. 2. num.* 94.

4 Le Roi par son Edit du mois de Juin 1671. portant Reglement pour la retention des pensions sur les Cures & prebendes a ordonné que les Titulaires desdites Cures & prebendes ne pourront les resigner avec reserve d'une pension, qu'a près les avoir actuellement deservies pendant 15. années entieres , sinon pour cause de maladie approuvée de l'Ordinaire qui les mette hors

d'Etat le reste de leurs jours de pouvoir continuer les fonctions de leurs Benefices sans néanmoins que les pensions que les resignans se retiendront, puissent excéder le tiers du revenu desdites Cures & prebendes , le tout sans diminution de la somme de 100. livres qui demeurera au titulaire franche, & quite de toute charge, & sans comprendre en laditte somme le casuel , & ceux

eux de l'Eglise qui
partiront aux Cha-
noines. Il y a un second
dit ampliatif du pre-
mier, par lequel la Ma-
jesté declare que son
intention est, que le Re-
glement ci dessus ait lieu
pour les dignitez, per-
sonats & autres Benefices
des Eglises Cathedrales
& Colégiales qui requie-
rent residence.

Remarquez qu'en ex-
ecution de cette declara-
tion le Parlement de Pa-
ris, & le grand Conseil
ont jugé que les distri-

butions qui se paient de
tems en tems par table,
tiennent lieu de gros
fruits pour regler la
pension; l'Arrêt du Parle-
ment en est rapporté dans
le 3. tome du Journal du
Palais & celui du grand
Conseil par Monsieur
Peinson dans la premiere
Partie de ses Notes ,
Sommaires sur les In-
dults p. 342. Il n'y a que
les seules distributions
qui se paient de la main
à la main, & tous les
jours qui demeurent
franches aux Titulaires.

Notez 2. Qui veut ceder la pension qu'il
a sur un Benefice, faut que le Pape y passe,
autrement le simple transport est inutile, Bau-
ny page 750.

Notez 3. Qu'on peut créer pension sur un
Benefice dont le revenu ne consiste qu'en
distributions manuelles 1, Bauny page 751.

1 Cela est faux, car on
ne peut pas établir de
pension sur les distribu-
tions qui se paient de la
main à la main chaque
jour, mais seulement

sur celles qui se paient
tous les tems par quar-
tier & par table, comme
nous venons de dire dans
la remarque prece-
dente.

Notez

Notez 4. que l'on peut retenir en qualité de pension, les Presentations ou Collations des Benefices simples ou Dignitez s'il y en a, qui dépendent du Benefice resigné, *quia Collationes sunt in fructu, & partem redditus faciunt*, Loüet ver. *pensio art. 33.*

Notez 5. que la pension peut être accordée par autre que celui qui reçoit la resignation, Brodeau sur Loüet ver. *pensio art. 33.*

2 Par exemple l'Ordinaire peut admettre la resignation, & renvoyer à Rome pour la création de la pension. Le Roi même quoi qu'il ait le pouvoir de créer des pensions sur les Benefices vacans en Regale, par un éfet de sa pieté ordinaire se contente de conferer, & renvoyer les parties à Rome pour la pension.

Notez 6. Si la reception de la Pension precede la creation d'icelle, cela fait presumer simonie au Contract; mais non si la Procuration étoit envoyée à Rome.

Notez 7. Que la signature de Rome portant la creation de Pensions ne fait foy, si elle n'est verifiée par Banquiers ou autres experimenter, ou si elle n'est homologuée; & pour la faire verifier, l'on obtient Lettres du Roy, *ut liceat probare per expertes dictam signaturam & verificare*, & l'on ne refuse telles Lettres quand on ne peut lever extrait du Registre des Signatures, sinon elles ne sont exécutoires.

Notez 8.

Notes 8. Cette clause *dummodo centum ducati liberi remaneant*, n'est observée en France, P. Duclos *ad qu. 9. lib. 1. Flamin. de Resig. num. 5.*

Notez 9. Le Pape ne peut créer pension sur une Prebende Theologale, ny en admettre resignation sous pension: jugé par Arrest pour Messieurs de Langres.³

3 Cet Arrest est rapporté par Monsieur Brodeau, lettre P. n. 46. qui ajoute ce que l'Auteur a omis peut-être à dessein de savoir que d'autant que le resignataire étoit en cause, lequel ne devoit profiter de sa perfidie le condanna à resigner purement & simplement la Téoalogale entre les mains du Chapitre, & le Chapitre de la conférer au Resignant, si mieux le Resignataire n'aimoit paier au Resignant une pension de 200. livres. Aujourd'hui cette pension est réglée par l'Edit d'ampliation que nous avons ci dessus rapporté, qui regle les Téoalogales à l'instar des autres prebendes.

Notez 10. Les clauses *cum regressu* fautes de paiement de la pension, sont receuës & usitées en France. Arrest 1575. & 1589.

Notez 11. Que la Regale empêche le paiement de la pension & créée sur l'Evêché vacant en Regale. *Ruzeus de jure Regalia. Flamin. l. 1. de Regn. qu. 8. n. 28.*

4 Aujourd'hui pendant l'ouverture de la Regale ceux qui ont des pensions sur les Evêchez l'intentiō du Roi est, que en jouissent.

G

Notez 12. Que la Regle *Pacificis* n'a lieu en cette matiere; car quelque longueur de rems qu'on n'ait payé la pension, on en est pas quitte, *Gomez. qu. 5 1. de trienn. possess.*

Notez 13. Les pensions meurent en France avec les débiteurs d'icelles, si le Pape n'a expressement dit que son intention est, que les Successeurs soient obligez; mais si la pension est sur une Cure, voyez ce qui en a été dit page precedente, note 10.

Notez 14. Pension en France jugée nulle, créée sur un autre Benefice que l'un des compermuttez, *Rebuff. de Pacif. poss. n. 110.*

Notez 15. En France la peine apposée en une Bule d'excommunication, à faute de payer la pension, est frivole, Bauny p. 767.

Notez 16. Suffit que le pensionnaire ait droit au Benefice, ainsi, *pro bono pacis*, la pension est bien créée: ou bien pour l'inégalité des Benefices compermuttez: ou bien *ne ex resignatione nimirum quis patiaturs dispendium*: Voila trois raisons qui rendent la pension legitime.

Notez 17. Les pensionnaires en France ne sont obligez aux Heures de nôtre Dame, ny à la Tonsure & l'habit, à quoy les Bulles de Pie V. & Sixte V. les obligent, d'autant que ces Bulles n'ont paru icy.

Notez 18. que la reservation de tous les fruits du Benefice resigné en qualité de pension,

tion, est reprouvée en France, *Flamin. l. 6. qu. n. 42.* & en cite Arrest du 19. Avril 1496. Du Moulin & Duclos disent qu'elle ne laisse de valoir, jusques à ce que le débiteur s'en plaigne. Du Moulin, Loüet, Rebuff. & Flamin. disent, qu'il a été jugé en 1512. que telle resignation est nulle, & que le Benefice vacque *per Obitum*, le Resignant venant à mourir.

I Nous avons remar- sont exceptez de cette
qué cy - devant, que Regle.
Messieurs les Cardinaux

Quand le Benefice vacque par l'incapacité du Pourveu : Et 1. des delits qui rendent les Benefices impetrables de ceux qui en sont pourvus.

CHAPITRE XXIV.

1. **L'**Herésie, *Can. ad abolendam de heretic.*
Can. cum secundum leges eod. tit. in 6.
ceux qui la protegent & qui la professent,
Can. excommunicavimus de heret. & qui ont
prêté main-forte aux Antipapes, *Can. olim. pe accusat.*

2. La Simonie, tant confidentielle que
reelle, *extravag. cum detestabile de Simonia*

can. insinuaturn extra. eod. tit.

3. Avoir falsifié les Lettres du S. Pere ,
can. ad falsarios, de crimine falsi.

1. Par l'Article 17. de l'Edit de 1550. tous aiant commencé faulseré en fait de Benefice soit en Collations, requisitions, atestations de tems d'étude lettres, de degrez, & autres titres, actes & instrumens, Judiciels en Cour de Rome ou alicurs sont déclarez décheus du droit possessoire prétendu aux Benefices. Du Moulin sur cet art. ver-

bo, autres, dit que, *hoc verbum venit ampliativè, id est non solum sè in instrumentis concernentibus titulum vel primordia, & preparatoria tituli, sed etiam concernentibus conservationem, vel probationem, ut locationis pradiorum vel jurium Beneficii vel apocha fructuum, non solum de actibus ut est textus in cap. olim de rescript.*

4. Avoir tué un Clerc. , *Felin. can. Inquisitionis de pœnis*, & avoir battu un Cardinal, ou aidé à le faire, *c. foelicis de pœnis in 6.*

2 Les Canonistes distinguent entre le simple homicide & l'assassinat prémédité. Ils avouent que celui ci fait vaquer le Benefice *ipso facto*, mais non pas l'homicide simple. Il est vrai que Rebuffe ajoute que l'homicide qualifié

comme le parricide, le fraticide, emporterait la vacance *ipso facto*. Je crois qu'il faudroit suivre la distinction ci dessus, n'y aiant pas d'apparence que l'homicide simple d'un Clerc fit vaquer le Benefice.

5. Estre

5. Estre coupable de leze-Majesté humaine, *eod. can. & tit.*

6. Estre convaincu de Sodomie, *can. Clerici de excessibus Pralat.*

7. Avoir detenu en prison un Beneficier, pour par là le contraindre à se défaire de ses Benefices, *Clement. multorum de pœnis.*

8. L'excommunication du Collateur ou du pourveu, ou de l'un ou de l'autre seulement: le Collateur, parce qu'il la fait donnant la Collation, acte de Jurisdiction qu'il ne pouvoir (*ut sic*) exercer: le pourveu, parce qu'il en est indigne en cet état, mais il faudroit pour cet effet, qu'il fut public & dénoncé, *c. postulastis 7. de Clerico excommunicato, can. cum dilectus 8. de Consuet. can. cum bona 6. de etate & qualitate*, le tout à faute de dispense du Pape. Neantmoins le Benefice ne vacque 1. quand l'excommunié n'est pas reconnu pour tel. 2. quand il ignore qu'il est tel. 3. quand il a jouy trois ans paisiblement; il doit neanmoins en ce cas procurer son absolution de Rome, afin de vacquer sans conscience à l'exercice de sa charge. Autre chose est de la suspension & de l'interdit, qui n'obligent à s'en dessaisir que par autorité de Justice, *Suar. de cens. disp. 26. Less. l. 2. de Just. cap. 34. num. 116.*

Autres incapacitez qui privent ipso facto, & rendent le Benefice du Pourveu impetrable.

CHAPITRE XXV.

1. **L**E non-Regnicol : qui n'a point obtenu du Roy Lettres de naturalité, Ordonnance de Blois art. 4. & de Charles VII. en 1431.

1. Il y de deux sortes de non-Regnicols, les uns vivent sous la domination d'un Prince étranger, quoi qu'ils soient véritablement sujets du Roi de France, comme les Navarrois & ceux de la Comté, de Nice. Les autres sont étrangers de fait & de droit. Quelques Docteurs ont dit, qu'il suffisoit aux premiers d'obtenir des lettres de naturalité avant le jugement de l'Instance : mais que les derniers devoient de nécessité les avoir obtenues avant les provisions de leurs Be-

ces, Mais je crois cette distinction inutile. Monsieur Vaillant qui est aussi de ce sentiment dit que comme cet empêchement n'est pas canonique, mais seulement politique, il suffisoit aux uns & aux autres d'obtenir lesdites lettres en tout état de cause, pourvu que ce soit avant le jugement. Mais il me semble que la raison de cette jurisprudence doit être rapportée à la disposition expresse de l'Ordonnance de Charles VII. du 10. Mars 1431. qui est la première qui

declaré les étrangers exclus des Benefices. Cette Ordonnance ne porte point de nullité contre les provisions obtenues par les étrangers; elle en joint seulement aux Juges Roiaux de proceder par voie de saisies des Bulles & provisions du temporel & des Benefices conferez à des étrangers, & de commettre la regie à des personnes d'une fidelité connue pour la sureté des places qui en dépendent, cette Ordon-

nance défend seulement de leur en adjudger la créance que préalablement il n'ait apparu de l'intention du Roi par ses lettres patentes, *nullum inde facturi deliberationem vel recedentiam donec aliter per nos fuerit ordinatum, de quo per nostras patentes litteras nostro sigillo magno munitas eis appareat*, ce qui prouve évidemment qu'il suffit d'obtenir les lettres de naturalité en tout état de cause.

2. L'Evêque qui n'a 27. ans, l'Abbé, Prieur Conventuel, Doyen & Curé, qui n'a 23. complets², *Concordat. Rubric. de Regia ad Pralatura*: le Chanoine en une Eglise Collegiale qui n'a 10. ans, & en une Cathedrale 14. ans, & pour un Benefice simple 7. ans, *Fabric. de simp. & dupl. Benef. num. 8.* Toutefois en Regale pour une Prebende en une Collegiale, 7. ans suffisent. *Ruzans de jure Regalia privil. 24. Petit. Greg. de Benef. ca. 37. Loüet ver. atas*; même y a eu Arrest du grand Conseil de l'an 1599. par lequel fut dit qu'un enfant de dix à douze ans étoit capable de tenir une Prebende en l'Eglise Metropolitaine de Roüen.

2 Le Concordat ne dit pas un seul mot du Doiené Cure & Prieuré Conventuel Collatif, ainsi pour ces trois Benefices il s'en faut tenir à l'ancien droit, c'est à dire qu'il faut avoir les 25. ans commencez, & quant aux Abaies & Prieurez Conventuels Electifs dont il est parlé dans le Concordat, il ne faut que 23. ans commencez, & nullement complets; l'expression dont le Concordat se sert le marque claire-

ment *Religiosum ejusdem ordinis in aetate 23. annorum ad minus constitutum*, D'ailleurs cet article du Concordat corrige le droit commun ou plutôt en dispense. Or par le droit commun il est porté que les Abbez & Prieurs Conventuels, auront 25. ans commencez. Ainsi le Concordat n'exigeant que 23. ans il faut l'expliquer par l'ancien droit, & ne l'entendre que des 23. commencez.

3. Faut être né de legitime mariage, ou dispensé de l'illegitimation, *can. de filiis Presbyterorum*; & quand il seroit dispensé pour les Ordres sacrez, il ne le seroit pour tenir Cures ou dignitez, ains seulement pour Benefices simples, comme Chappelles, *can. ult. de Prabend.* Toutefois un Bastard ayant fait Profession en une maison Religieuse, peut être promu aux Ordres & recevoir Benefices simples sans dispense¹, *Avila 7. part. disp. 3. dubio 6. Pralationes vero nullatenus. can. 4. de filiis Presbyterorum.*

1 Mais il ne peut sans dignitez & prélatures de dispense être pourvu des son Ordre.

Même

Même les enfans des Prêtres procedez d'un mariage legitime, ne peuvent recevoir le Benefice que possedoit leur pere immediatement devant, sans que personne l'eut tenu entre deux, *can. ex transmissa 7. & congruente 4. de filiis Presbyterorum*, mais bien une autre Prebende dans la même Eglise où tiendroit le pere une dignité, avec la dispense de l'Evêque seulement. *can. ad hac de filiis Presbyterorum*. Mais s'il s'agit d'un bastard, la dispense du Pape est necessaire.

4. Faut être tonsuré, *can. cum adeo 17. de Rescriptis*.

5. Ne faut être marié, *can. 1. 2. & 8. de Clericis conjugatis*.

6. Pour une Cure, faut dans l'an se faire promouvoir à l'Ordre de Prêtrise. Toutefois en France, suffit dans deux ans, pource que l'an de promotion ne se compte que du jour de la possession paisible, qui ne s'acquiert qu'après l'an: jugé par Arrest rapporté par *Rebus. in praxi Benef. par. 2. tit. 10. n. 45. & 46. & de pacif. possess. n. 205. Papon. l. 3. tit. 15. Arrest 1.* Toutefois, nonobstant ce défaut, l'on n'est tenu quitter *ante sententiam judicis*, ny de rendre les fruits. De cette Regle pourtant sont excusés les Curez, 1. quand l'Evêque leur refuse, 2. quand ils ne peuvent, quoy qu'ils fassent, être absous des Censures dont ils sont innodés, avec lesquel-

les il n'est loisible de s'approcher de l'Ordre, 3. quand ils n'ont peu, ou empêchez de maladie, ou pour absence legitime du pais, 4. quand par dispense ils sont aux Univerſitez pour étudier, *Nav. 25. num. 117. Silvest. ver. Beneficium 3. qu. 2. Palud. in 4. dist. 28. qu. 2. art. 5.* mais en cas qu'ils soient aux études par dispenses, comme dit est, ils doivent dans un an prendre l'Ordre de Sousdiacre, *Nav. au lieu sus allegué, c. cum ex eo de elect. in 6.*

7. Faut necessairement avoir l'Ordre annexé au Benefice * par la fondation, autrement la provision est invalide, nonobstant la dispense du Pape; ce que l'on peut reconnoistre quand la fondation porte ces mots ou semblables, *Alioqui facta Collatio irrita erit.* Arrest 1588. & 1605. *Loüet ver. Beneficium*; comme par exemple, il y a 4. Semi-prebendes en l'Eglise du Mans, qui ne peuvent être données qu'à des personnes qui soient Prêtres, dont la presentation appartient au Chapitre, & la Collation à l'Evesque: *Secus*, si la fondation ne le requiert expressement, suffit en ce cas dans l'an.

2 Cela est si vrai que les indultaires & Grâdués qui n'ont pas les qualitez requises par la fondation des Benefices

n'y peuvent pas prétendre, le Parlement de Toulouse par Arrêt rendu en Audience le 11. Juillet 1686. l'a ainsi jugé

Jugé en faveur du Sieur Turaudin Prêtre natif de la ville d'Alet contre un Gradué de l'Université de Toulouse originaire de la ville de Gondou; le seul motif de l'Arrêt fut que par la fondation de la semiprebende dont il s'agissoit, il étoit expressement défendu de donner les 4. semiprebendes de l'Eglise Cathédrale d'Alet à autres qu'à des Prêtres nez de ladite ville d'Alet. Ledit Turaudin qui étoit pourvu par le Chapitre de l'une desdites prebendes ayant interjeté apel comme d'abus, de la provision du même Benefice donnée audit Gradué par le grand Vicaire Metropolitain à refus du Chapitre, & de Monsieur l'Evêque, le Parlement déclara y avoir abus.

Non seulement les Graduez doivent avoir les qualitez portées par la Fondation, mais encore celles qui sont requises par les anciens Statuts approuvez. Cela

à été encore jugé par Arrêt du grand Conseil dans une contestation dont voici l'espece. Par les anciens Statuts de l'Abaie de S. Jean des Vignes de Soissons il est porté que les Benefices de cette Abaie ne pourront être conferez qu'aux Chanoines profez de la Maison. Feu M. le Cardinal de Gondi qui en étoit Abé prétendit être endroit de les conférer seul à tel des Chanoines qu'il lui plairoit, ou d'une autre Abaie. Le Chapitre s'y oposa & l'instance portée au grand Conseil après de grâdes & longues contestations fut enfin terminée par Arrêt de l'année 1603. par lequel le Conseil maintint l'Abé dans le droit de conférer les Benefices de ladite Abaie à la charge qu'il seroit tenu de prendre conseil du Chapitre, & de ne les conférer qu'à des Chanoines profez de la Maison. Cet Arrêt a été executé, quoi que de tems en tems les Abbez aient fait des efforts

pour y donner atteinte, mais inutilement; & conformément à cet Arrêt un Indultaire Chanoine Regulier profez de l'Abaie Saint Victor aiant prétendu d'être maintenu en la possession d'un Prieuré de ladite Abaie, en fût debouté par Arrêt du grand Conseil de 1628. Il y a un second Arrêt contre un autre Indultaire, & *novissime* c'est à dire le 31. Decembre 1683. est intervenu un troisième Arrêt au grand Conseil au raport de M. Feydeau de Calandre, dont le merite & l'integrité est connue, contre un Chanoine Regulier Gradué nommé & infi-

nué sur ladite Abaie, sur la seule consideration qu'il n'étoit pas profez de ladite Maison.

Je ne puis me dispenser de rapporter ici un des Articles du Statut de cette Abaie qui pour exclurre l'entrée par la voie du sang & de la chair, défend de recevoir aucun parent des Religieux jusqu'au quatrième degré inclusivement & ne laisse la liberté de dispenser de cette rigueur que pour les parens au quatrième degré; ce qui m'aiant paru singulier & digne de louange, j'ai cru en devoir faire part au public.

8. Faut aussi necessairement avoir les autres qualitez requises au Benefice par la fondation, ou autrement, lors de la Collation; autrement elle est nulle, nonobstant toute dispense; comme pour une Prebende Theologale, faut être Docteur en Theologie, Licencié ou Bachelier, comme il est dit au Concordat §. *Statuimus*. Item, l'on ne peut être Chanoine de saint Jean de Lyon, sans au préalable avoir fait foy de sa noblesse de 4. ra-
ces

ces. Item les Prebendes de saint Piat à Chartres, ne se conferent qu'aux Chantres & autres, qui en leur jeunesse y ont servy d'enfans de Chœur. Il y a eu Arrest pour ce en 1563. & 1576. Idem de plusieurs Vicaires perpetuels qui se trouvent en France dans les Eglises Cathedrales & Collegiales; comme en celle de Basse Bretagne, qui ne se conferent qu'aux seuls Chantres, & ne peuvent les Mandataires, Indultaires ou Graduez y pretendre, comme dit a été. Arrests reitererz.

3 Il est vrai que par la Pragmatique, & le Concordat il suffit d'avoir un degré de Bachelier formé en la Faculté de Théologie pour être pourvu de la Théologie, mais l'art. 8. de l'Ordonnance d'Orleans l'afecte aux seuls Docteurs en Théologie, & l'art. 33. de celle de Blois ordonne par exprés que l'art. 8. de laditte Ordonnance d'Orleans soit exactement observé; si bien qu'aujourd'hui le Bachelaurat ni la licence ne suffisoient pás.

9. Par le Concordat, si le Benefice est Regulier, le pourveu doit être tel, si Seculier, il le doit être aussi, sinon impetrable.

10. Par le même Concordat, faut que l'Abbé, Prieur, ou autre Officier, voire le Curé regulier, soit de même Ordre que le Benefice, n'étant assez qu'il soit de même Regle, autrement impetrable. Item faut que l'Abbé
Commen

158 ABREGE' DES MATIERES

Commendataire soit Prestre dans le 25. an de son âge , par l'Ordonnance de Blois, sinon le Benefice est impetrable.

11. Un Curé dans une ville murée , doit être au moins Maître és Arts par le même Concordat. Notez que par ce mot de ville murée, ne sont entendus les faux-bourgs.

12. Par le même Concordat , le pourveu d'un Evêché doit être Docteur ou Licentié en Theologie , si ce n'est qu'il soit Prince du Sang, ou de maison éminente.

13. Qui tient deux Benefices incompatibles, après l'an , le premier vacque. Quant aux Evêchez , l'Evêque acceptant un nouvel Evêché, au même instant qu'il y entre sans trouble, le premier vacque : En France, un Chanoine en une Cathedrale peut tenir une Cure , Bauny page 626.

1 Nous avons remarqué ci devant dans nos notes sur le Chapitre premier *Verbo* le premier vacque, Que les deux Benefices vacquent si ce sont Dignitez, Personats ou Cures, & qu'à l'égard des autres il n'y a que le premier qui vacque.

2 Aujourd'hui les Ar-rêts declarent incompatibles les Canonicats avec les Cures.

14. Tous les Benefices és Provisions desquels les Regles de Chancellerie de Rome reçues en France ; comme celles de *Verisimi-*

li

li notitia , de Publicandis , & celle de vingt-jours , expliquées cy-dessus , n'ont été observées, sont impetrables.

Il faut ajouter des autres incapacités qui privent *ipso facto*.

15. Celuy qui a impetré le Benefice d'un homme vivant est si incapable d'en obtenir une nouvelle provision , que toutes celles qu'il obtiendrait dans la suite pour le même Benefice seroient nulles, s'il n'avoit obtenu dispense du Pape.

16. Adjoûtez enfin que les Benefices de ceux qui ont assisté à un jugement de mort, sont aussi impetrables. Monsieur Louet lettre R. n. 1. rapporte un Arrest du Parlement de Paris de l'année 1531. qui l'a ainsi jugé.

Crimes quine rendent ipso facto impetrables les Benefices.

CHAPITRE XXV.

ESTRE irregulier *ex delicto* , autres que les sus-nommez ; mais lors le pourveu d'un Benefice , s'il est irregulier , lors de sa provision , faut que dans l'an il demande à Rome dispense de son irregularité , & quant

quant & quant de son inhabilité qu'il a encouruë audit Benefice pour s'estre rendu irregulier, & prier sa Sainteté de suppléer à tous les manquemens qui se trouvent en son fait, par une Collation nouvelle, autrement, *privari potest.*

1. L'Auteur s'abuse ou du moins n'explique pas nettement sa pensée ; l'irregularité ne prive pas d'un Benefice celui qui en étoit pourvu avant que de l'avoir encouruë, mais l'irregularité empêche qu'il n'en aquire. Il est de l'irregularité comme du Reat, *qui non tollit adeptos ho-*

nore, sed impedit adipiscendos.

Quand nous avons dit que l'irregularité ne prive pas des Benefices qu'on possédoit auparavant que de l'avoir encouruë cela doit être entendu d'une irregularité qui provient d'un crime ou autre action qui ne prive pas *ipso facto.*

2. Le concubinat public & notoire, si après avoir été averty il ne s'abstient, *Concordat. Rubric. de public. concub.*

3. Le parjure, *Can. quareclam 10. de iurjurando.*

4. Le sortilege, *Alex. III. Can. 2. de Sortilegiis*, veut qu'on le punisse d'une penitence publique ; ce qui le rend par ce moyen infame, & en suite privable.

5. Le port d'armes en guerres, *Panorm. in can. primum de Apost. Gigas de pension. qu. 55. num. 2. Rufani in Tractatu Regal. Privil. 12. Rebuff.*

Rebuff. qu. derniere de Nominat. Chassan. sur la Coutume de Bourgogne en la Rubrique des Justices. §. 5.

6. Le défaut des bonnes mœurs étant averry, & continuant une vie scandaleuse.

Autres incapacitez qui ne privent les Pourvus ipso facto.

CHAPITRE XXVI.

1. **L**A non residence aux Benefices qui la requierent, commes il a été jugé par Arrêt du 12. Février 1587. contre le nommé Frontin Curé de la Ferté Bernard, étant averry par son Superieur, rend le pourveu privable, *Can. ex tua & sequ. de Clericis non resident.*

2. Le défaut de science suffisante pour s'aquiter des fonctions propres du Benefice, & telles que ceux de cette profession communément doivent savoir pour bien s'aquiter de leurs charges, *Trid. Sess. 7. cap. 13. & Sess. 25. cap. 9.*

Mais s'il étoit tout à fait ignorant, & sans esperance de pouvoir apprendre son devoir, *irrita est ei facta provisio. Secus*, si dans peu de tems il se peut rendre savant de ce que son Benefice l'oblige de savoir.

Comment on se fait pourvoir par l'incapacité du Pourveu.

CHAPITRE XXVII.

1. **F**aut obtenir Lettres de sa Sainteté *jure devoluto*¹, sur l'incapacité ou vice du pourveu, puis prendre *visa* de l'Ordinaire, & en vertu de ce, faut prendre possession, comme nous dirons cy-après. S'il y a opposition, faut assigner l'Opposant pardevant le Juge Royal du lieu (qui seul est competent par l'Ordonnance 1539. d'en connoistre) pour en deduire ses causes.

1 Il semble que l'Auteur veuille dire que le Pape seul peut pourvoir des Benefices vacans par l'incapacité du pourveu & cela est faux, l'Ordinaire peut pourvoir parmi nous en toute sorte de vacance, excepté trois.

La premiere quand lui-même a conféré à une personne qui étoit actuellement incapable lors de sa Collation. Car si l'incapacité survenoit il est certain qu'il pour-

roit conférer de nouveau quand le Benefice vaque *in Curia* pendant le mois réservé au Pape. La troisième quand il a laissé écouler le tems porté par le Concile de Latran sans conférer, car alors le droit en est devolu au Supérieur immediat & encore en ce cas, *Collatio Ordinarij possit de benignitate sustineri*, comme disent les Canonistes, & Du Moulin assure que si tous les Supérieurs laissent passer les 6. mois
qui

qui leur sont donnez à chacun pour conferer, & le Pape le mois qui lui est réservé, après tout ce tems passé le droit de conferer retourne de nouveau à l'Ordinaire & il applique la disposition du Chapitre 3. de *pra^h*. aux Vacances *ex devolutione* aussi bien qu'aux Vacances par mort *in Curia*.

Il est certain qu'à l'exception des trois Vacances, dont nous avons parlé, l'Ordinaire peut pourvoir en toutes les autres, comme par défaut de promotion du

pourvu, incompatibilité de Benefices crimes faisans vaquer. &c. Je sais bien que les Ultramontains prétendent que ces sortes de Vacances appartiennent au Pape parcequ'elles lui sont réservées, mais la France a toujours reprouvé ces réservations, & le Pape y a même renoncé par le Concordat. Enfin c'est une maxime constante dans le Roiaume, que l'Ordinaire peut pourvoir en tous ces cas, & le Pape n'y a que le seul droit de prevention.

Ce fait, il faut que le devolutaire, suivant l'Ordonnance de Blois art. 46. & celle de Melun art. 17. baille bonne & suffisante caution. Toutefois, si elle ne luy est demandée par partie adverse, il n'en est tenu, Brodeau sur Louët lit. art. 18. & cette caution peut être demandée en tout estat de la cause avant le Jugement, ainsi décidé par Arrest de May 1616. Item par la même Ordonnance, faut qu'il élise domicile contesté en cause dans trois mois, à compter du jour de la prise de possession, & qu'il mette le proces en estat d'estre

164. ABREGE' DES MATIERES
d'estre jugé dans deux ans, sinon il déchet de
son droit, Arrest 1620.

Notez 1. que les indultaires & Graduez
nommez ne sont tenus bailler caution, quoy
que devolutaires, comme la Cour l'a déclaré
en la verification de l'Edit de Henry II.
en 1557.

Notez 2. que si le devolutaire prend possession
avant le pourveu par l'Ordinaire, il
n'est tenu de bailler caution, suivant l'Arrest
1598. rapporté par Peleus en ses Actes Fo-
renses l.1.act.31.

Notez 3. que le devolutaire sous peine de
perdre les droits, ne doit s'immiscer en la
perception des fruits avant Sentence pro-
visionnelle renduë avec Contradicteur legi-
time ou deuëment contumacé, Ordonnance
de Henry II. de 1557.art.15. & de Henry
III. 1579. art. 47. & le Contradicteur legi-
time est celuy sur qui le devolu est impetré.

Or par l'Ordonnance 1539. en devoluts
& autres matieres touchant le Possessoire d'un
Benefice, Messieurs pardevant qui on plaide,
commandent aux Litigants de produire de
part & d'autre, & de s'entrecommuniquer
leurs Titres, Capacitez, & Provisions, pour
être contredits par eux dans le procez; & ce-
pendant que l'on instruit, faire droit somma-
irement à celuy qui semble mieux fondé, luy
assignant la Recreance ou Sequestre.

Recreance

Recreance est une Sentence de Provision, par laquelle le Juge attribué à l'un des Col-litigans le Benefice & ses fruits, pour le garder pendant la discussion des parties, jus-ques à ce qu'autrement en soit ordonné.

Notez 1. qu'au Jugement de la *Recreance*, les Juges ne doivent avoir recours à témoins, mais à celui qui par ses titres seuls aura le plus apparent droit.

Notez 2. que celui qui obtient la *Re-creance*, est tenu bailler caution ¹, (si elle n'est jugée par la Cour à cause de l'autorité d'icelle) à qui son Competiteur puisse recou-rir s'il gaignoit le plein possessoire, avec re-stitution des fruits.

1 Cela est abregé par executée à la simple cau-
l'art. 29. du titre 15. de tion juratoire de celui
l'Ordonnance de 1667. en faveur de qui elle est
qui ordonne que la sen- renduë.
tence de *recreance* sera

Notez 3. qu'il est tenu d'acquitter les charges réelles écheuës & à échoir de son tems : de maintenir les choses en bon état, & spécialement les bâtimens du Presbytere ; & s'il y a reparations necessaires, d'en procurer le rétablissement par autorité de Justice, partie appellée, afin d'en être remboursé s'il venoit à perdre le plein possessoire, *Bouchet.*
ver. Recreance.

Notez 4.

Notez 4. la Sentence de Recreance est exécutoire, tant en principal qu'en dépens, sans que l'appellant puisse être reçu ny oüy, qu'au préalable il n'ait restitué les fruits par luy perçus, avec dommages, interêts & dépens, Broudeau sur Louët, *ver. Recreance*, l'Ordonnance 1539.art.49.

Notez toutefois qu'aucuns opinent que pour être exécutoire, faut qu'elle soit rendue contradictoirement, & non par forclusion. L'opinion commune contraire, néanmoins est suivie; : mais pour être exécutoire, non-obstant l'appel, elle doit être en France signée de 7. Juges 3, par la même Ordonnance 1539.

2 Cela est tres-juste même titre 15. de l'Ordonnance de 1667. ne autrement le defaillant profiteroit de sa contumace. demande que la signature de cinq.

3 L'Article 17. du

Sequestre, c'est quand le Juge met le Benefice entre les mains d'un tiers, pour en rendre compte & de ses fruits quand besoin sera : ce qui arrive quand le droit de l'un & de l'autre est obscur, ou qu'ils ne peuvent trouver caution.

De la prise de Possession.

CHAPITRE XXVIII.

POssession ¹ est *quasi pedis positio* : Possession de droit , c'est avoir le titre du Benefice : Possession de fait est la possession actuelle d'iceluy , qu'il faut prendre au lieu du Benefice. S'il y a empêchement de guerre, peste, violence , ou autre, on la peut prendre au lieu accessible plus prochain , si faire se peut, un Dimanche ou jour de Feste; en tous cas , faut faire assembler le peuple au son de la cloche , afin qu'elle soit notoire & publique ² , autrement elle seroit reputée clandestine , *Rebuff. in Reg. de publ. Clement. Causam de elect. & can. quia propter 43. de elect.* Peleus sur la Regle de Publ.

1 Comme elle n'est que de fait si on l'a prise sur un titre nul il n'est pas besoin de la reiterer quoiqu'il en survienne un legitime , à moins que la nouvelle provision fut en Regale , car en ce cas il faudroit prendre possession de nouveau,

2 Cette formalité est indistinctement observée par plusieurs par l'ignorance des Notaires, quoi qu'elle ne soit absolument necessaire qu'à l'égard des Benefices , dont la reception n'appartient pas aux Chapitres & Coléges, comme Cures, Prieurez & autres. L'arr.

14. de l'Edit de 1550. ordonne à cet égard que la possession en sera prise pardevant Notaire & témoins & que la publication d'icelle en sera faite au Prône de l'Eglise Paroissiale ou aux places ordinaires, ou aux Sièges Roiaux des lieux où lesdits Benefices sont situez, ou aux jours de marché ou en presence des paroissiens & marguilliers assemblez à cet éfet, ou par notification ou insinuation faite aux Collateurs ou patrons: l'une au l'autre de ces solennitez suffit pour la publication. Il est bon d'avertir en passant que la seule prise de possession par devant Notaire & témoins sans publication, seroit inutile. Pour ce qui est des Benefices des Eglises Cathédrales, Colégiales & Conventuelles, dont la reception appartient aux Chapitres, l'Article 13. du même Edit ne demande autre formalité sinon que la reception

en soit faite par le Notaire ou Gréfiier des Chapitres desdites Eglises à la forme & maniere qu'ils ont acoustumé d'instrumenter & en cas de refus fait par lesdits Chapitres que lesdits Notaires & Gréfiiers en donneront acte aux pourvus valant & emportant éfet de prise de possession pour la satisfaction de la regle de *publicandis*, & s'il refusent de le donner, qu'il sera delivré acte de leur refus par un autre Notaire.

Nota que ces formalitez doivent être necessairement gardées dans l'une & l'autre prise de possession à peine de nullité. Mais comme la regle de *publicandis*, n l'Ordonnance ne parlent que des vacations par resignation, il s'ensuit qu'elles n'ont lieu que pour les provisions données sur resignation & non pas pour les provisions *per obitum*, vel *privationem aut non promotionem*.

Si l'on ne peut entrer en l'Eglise, suffit de toucher la porte ou la serrure. Nous parlerons des ceremonies pour prendre possession, lors que nous en donnerons les modeles.

Notez 1. qu'elle doit être fondée en titre vray ou coloré, le vray est celuy qui donne droit au Benefice : le coloré est quand on a une provision ; mais pour quelque empêchement secret, on n'en est point capable : toutefois il devient bon par une possession triennale.

Notez 2. si la provision vient du Pape, faut avoir *visa* de l'Ordinaire ; Ordonnance de Blois art. 12. & celle de Melun art. 14. avant prendre possession, si elle est *in forma dignum*, le tout après examen ; mais si elle est *in forma gratiosa*, il n'en est besoin, ce qui se void en la dernière ligne de la Provision.

De la Possession Annale.

CHAPITRE XXIX.

LE Possesseur paisible d'un Benefice, voire d'une chose prophane, par an & jour doit être maintenu en possession, jusques à ce que le petitoire soit jugé, & personne n'est recevable à l'inquieter au possessoire, l'Ordonnance 1539, art. 61. si ce n'est qu'il

H

excepto hostilitatis tempore : 6. il ne faut pas qu'il y ait Simonie en l'entrée , puisque la Regle porte *absque Simoniaco ingressu* , non plus que d'intrusion & violence.

Notez 1. que les inhabiles à tenir Benefices *de jure divino* (comme une femme l'est d'être promuë aux Ordres) ne s'en peuvent ayder ; mais non les inhabiles *de jure Ecclesiastico* , comme un excommunié occulte ; car il s'en peut servir , Gomez en ses Commentaires sur cette Regle , moyennant que l'excommunication n'ait été publiée par le Supérieur.

Notez 2. Un possesseur ne peut se servir de la possession de son prédecesseur , pour en faire des deux une triennale , *Rebuff. de pacif. num. 158.*

Notez 3. Un Abbé peut oster à son Moine le Benefice qu'il luy a baillé pour un tems & non pour toujours , tels que sont les Benefices & Offices manuels , nonobstant la possession triennale. *Can. satis peruersum* de la distin. 56. *Can. praecepta* de la distin. 55.

Notez 4. que le debiteur d'une pension n'est pas quitte d'icelle , pour ne l'avoir payé trois ans continuels , *Gomez qu. 50. de trienn. poss.*

Notez finalement que le pourvu d'une Cure qui ne s'est fait promouvoir à l'Ordre de Prestre dans l'an , peut opposer sa

possession triennale, dit Gomez sur cette Regle. Toutefois, Lessius l. 2. chap. 34. doute 19. n. 101. tient l'opinion contraire; Voyez Bauny page 669. & 670. sur les raisons de part & d'autre.

MARQUES POUR DISCERNER le Curé primitif.

PRemierement faut voir les Lettres de fondation, institution, & Collation; mais si par icelles il n'en apparoist, faut voir si le Curé a reconnu les Religieux ou Chanoines pour Superieurs en l'Eglise, les laissant exercer les Offices Curiaux; comme dire la Messe Parochiale les Fêtes & Dimanches: ou bien administrer quelque Sacrement, comme l'Extrême-Onction; lesquels le Curé est tenu de Coustume immémoriale leur quitter la charge du Ministère.

Secondement, si les Chanoines ou Religieux reçoivent tous les fruits, & baillent certaine portion au Vicaire, *c. exposuisti*.

3. Si celui qui est institué paye quelque chose au Chanoine ou Religieux, la presumption sera contre l'Institué. *Panorm. in d. c. exposuisti. & Doct. in Clement. un. de Offic. Vicarij. Felin. in c. postulasti col. 2. Reser.*

4. Si les Chanoines ou Religieux sont fondez en Jurisdiction sur l'institué: car
cette

B E N E F I C I A L E S. 173
cette autorité demonstre le droit de Curé
primitif.

L'Auteur devoit ajouter, lorsque le Prieur à droit de percevoir des oblations quelques jours de l'année. Et quoique les preuves des Curez primitifs soient toutes équivoques comme l'a remarqué Monsieur Talon dans ses conclusions sur l'Arrêt rendu en faveur des Religieux de Saint Germain des Prés au sujet de la Parroisse de Surenne, il est néanmoins certain que le droit de percevoir les oblations en est la preuve la plus assurée.

Mais s'il y a quelque doute, la presumption sera pour celui qui est institué, & non pour les Chanoines ou Religieux. Voyez Rebuff. *in Tract. de congr. portio.*





TR AITE' SECON D.

ABREGE'

DU TR AITE'

DES DIXMES.

Ce que c'est que Dixme.

CHAPITRE I.

Q'EST une partie deuë à Dieu, de tous les biens qu'un homme à licitement acquis, comme il appert par le C. *in potestate*. J'ay dit (licitement acquis) parce que c'est une espeece de larcin de donner à Dieu du bien d'autrui, & prendre à foy, ou s'attribuer l'obligation du bien-fait, l. *si Pignore ff. de furtis*. J'ay dit aussi (licitement) pource que combien qu'aucuns Docteurs

Docteurs ont opiné que le dixme procedante *ex mercede meretricis* est deuë ; neanmoins telle opinion doit estre rejeitée , puis qu'il est formellement dit au Deuter. 23. *Non offeres mercedem prostibuli nec pretium canis in domo Domini Dei tui , quia abominatio est utrumque apud Dominum Deum tuum.* J'ay dit (une partie) comme la 10. 11. 12. plus ou moins.

Combien de sortes de Dixmes.

CHAPITRE II.

IL y en a de trois sortes : Reelles , Personnelles , & Mixtes. Les reelles sont , les Prediales , autrement dixmes des heritages , autrement appellées dixmes verdes , desquelles il y en a qui sont appellées grosses dixmes , autres sont appellées novalles , autres sont appellées dixmes incodées.

1 La division seroit ou menuës dîmes : les plus juste si on disoit que grosses se subdivisent les prediales se devisent aussi en anciennes & en en grosses & en verdes novalles.

Grosses dixmes , sont celles qui se levent sur les heritages , qui de tems immemorial

ont porté fruits ; comme vins , grains , autres fruits , & lesquels on ignoré quand ils ont été défrichés & mis en labour.

Novales sont celles qui se levent sur héritages défrichés depuis 40. ans ; & quand on les a une fois reconnu pour tels , ils sont à toujours novales, *quod enim novale, semper novale est.*

Dixmes infeodées, sont celles qui ont été données par le Pape à un Laïc par un privilege special , comme en fief , dont il doit reconnoissance à l'Eglise * où il les leve , dont nous parlerons cy-après , & des conditions requises pour les posséder legitiment.

2. L'Auteur se trompe vers l'Eglise ; il suffit, il n'est pas nécessaire qu'elle soit due à quelque la dîme soit infeodée soit soumise à aucun Seigneur temporel.

Les dixmes personnelles sont celles que doit un homme de ce qu'il a acquis par son travail, industrie, science, negociation, ou de quelque autre acte licite , *c. ad Apostolica, de Decimis. Offeretis decimas & primitias manuum vestrarum*, Deuter. 12. En effet , il y a plus de raison qu'un homme paye dixme de ce qu'il acquiert par le travail de ses mains, comme parties du corps plus nobles , que de ce que la terre luy produit , *c. revertimini,*

ni, &c. *quicumque* 16. *quest.* 1.

Des Dixmes personnelles, il y en a de spirituelles, ; comme le Carême entre les Chrétiens, qui est comme la dixme des jours de l'année que nous rendons à Dieu. Il y en a de Charnage, comme sont les poulets, oisons, canards, agneaux, cochons de lait, &c. Autres, ne sont ny spirituelles ny de charnage, comme sont les dixmes de laine, d'argent, &c. Quant aux dixmes des Animaux, sont

3 Il seroit à souhaiter qu'ils sont ardens à exiger des hommes les fussent aussi zelez à rendre cette dîme à Dieu dîmes qui leur sont dûes.

Les dixmes Mixtes, autrement appellées premices, parce qu'ils vivent & font profit en partie des heritages, & en partie du soin que les personnes prennent d'iceux, & de la garde qu'elles en font, sans quoy le profit seroit bien petit ou du tout nul, *c. pastoralis, &c. Apostolica de decim.*

Thevenau fait une distinction, qui me plaît beaucoup. Il dit que dans la dîme, il faut distinguer la portion qui est nécessaire pour l'administration des Sacremens d'avec celle qui surabonde : que la première est de droit Divin, mais non pas la seconde.

*Comment le payement des Dixmes a été
introduit.*

CHAPITRE III.

PRemierement par le droit naturel , puis-
que la raison naturelle nous dicte qu'il
faut reconnoître Dieu : Ensuite de quoy
Abbel offroit à Dieu des fruits de la terre , &
les premiers nez de son troupeau, comme nous
voyons , Genes. 4. Le Sage mesme nous y
exhorte au Proverb. 3. *Honora Dominum de
tua substantia, & de primitiis frugum tuarum.*
Abraham & Jacob ont payé la dixme , Mel-
chisedech , Gen. 14. & 28. Dieu même a
commandé de les payer en l'Exod. 22. *De-
cimas & primitias tuas non tardabis reddere,*
& au Levit. 27. *Omnes decima terra, sive de
pomis arborum, Domini sunt & illi sanctifi-
cantur ;* & au 2. d'Eldras, *Afferemus primoge-
nita terra, & primitiva universi fructus &
pecorum nostrorum, sicut scriptum est in lege ;*
& au Deut. 14. *Decimam partem separabis de
cunctis fructibus tuis qui nascuntur in terra ,
&c. Decimam frumenti tui, & vini, & olei
& primogenita de armentis & ovibus tuis ;*
& Matth. 23. *Va vobis Scriba & Pharisei hy-
pocrite, quia decimatis Mensam, & Ane-*
ibum,

thum, & Cuminum, & reliquisti qua graviora sunt lege; judicium, misericordiam, & fidem: hoc oportuit facere, & illa non omittere; & en S. Luc. 11. Va vobis Pharisei, qui decimatis Mentham & Rutam, & omne olus, & praeteritis judicium & charitatem Dei, hac autem oportuit facere, & illa non omittere: où il faut peser ce mot oportuit, qui porte une nécessité de faire. S. Aug. in c. ad decimas 16. qua. 1. & plusieurs autres Canons de l'Eglise; de sorte que le payement des dixmes est de droit naturel, Divin & Ecclésiastique. Mais pour ce qui est de la quotité, tant de la réelle, que personnelle, le Coustumier de chacun lieu l'a prescrit, Voiez Rebuff. quaest. 1. nu. 22. de decimis, Boier in decis. Burdegal 236.

Pourquoy les Dixmes ont esté introduites.

C H A P I T R E I V.

Primò, en reconnoissance du domaine Universel que Dieu a sur toutes choses *Domini est terra & plenitudo ejus, &c. Psal. 23.* & comme les Princes de la terre se réservent des tributs en reconnoissance du domaine special, à plus forte raison Dieu s'est-

il reservé la dixme en veuë du domaine Universel qu'il a sur toutes choses, *Redde Casari qua sunt Casaris, & qua Dei Deo*, Matth.

23.

2. Pour la nourriture des Prestres de l'Eglise. Mal. 3. *Qui altari servit debet vivere ex altari. Mercenarius dignus est mercede sua; nemo suis stipendiis militat.* 1. Cor. 9. & qui plus est, la raison naturelle nous dicte, *ut qui Deo pro populo ministrat, ab eo alatur*; aussi Dieu les en a favorisez, comme il est dit Num. 18. *Filij autem Levi, dedi omnes decimas Israëlis in possessionem pro ministerio quo serviunt mihi*: le tout, afin qu'ils puissent mieux vacquer & avec moins d'inquietude à sondit service, conformément à ce qui est écrit 2. Paralipom. 13.

3. Pour la construction, entretenement & conservation des bâtimens de l'Eglise, *c. vobis & cap. concessio, & c. mos est, qu. 12. Hostiens. in Rub. hu. us rit. Joan. And. & alii ibidem, Rebuff. quest. 2. de decim.*

4. Pour l'Hospitalité des pauvres, Dent. 14.

Finalement, Dieu a retenu la dixme plutôt qu'une autre partie, pour ce que ce nombre designe la perfection, & que sans luy nul bon œuvre n'est commencé ny parfait, Philippe 2. Voyez Rebuff. *ibidem num. 8.*

Qui

Qui est-ce qui doit Dixme.

CHAPITRE V.

Toutes personnes doivent dixmes, à l'exception de ceux qui ont Privilege particulier du Pape, comme les Cisterciens & autres: car comme tous estoient obligez de payer le tribut à Cesar, à plus forte raison tous doivent dixme à Dieu, qui sont les tributs des pauvres, & qui leur sont affectez, *c. à nobis de decim. c. decima 16. qu. 1. c. tua. de decim.* Les Evêques mesmes doivent les prediales, au lieu où leurs heritages sont situez *Innoc. in d. c. 2. cod. tit.* Les Juifs & Heretiques les doivent, & prediales & autres, puis qu'ils ne sont de meilleure condition que les Chrestiens, *Arg. l. Servius ff. quod vi aut clam, & c. eum qui de Prabend. in 6. & Glossa in c. decima. 16, qu. 1. & in dict. c. tua.* Car encore qu'ils ne reçoivent les Sacremens, ils s'en doivent imputer la faute puisque l'Eglise ne ferme son giron à personne, *Nemo enim ex sua improbitate commodum consequi debet leg. Itaque fullo ff. de furtis*; du moins un Juif sera tenu de payer l'estimation des dixmes personnelles & oblations

oblations que l'Eglise eût peu recevoir d'un bon Chrestien qui eût demeuré au lieu ou le Juif demeure , *can. quanto in fin. de usuris.*

Quant aux Chanoines le *c. In aliquibus de decim.* leur commande de loïer leurs heritages à personne qui en puisse paier la dixme sans contredit.

Les pauvres aussi ne sont exempts de payer dixme, parce que la dixme se paye comme une debte, *c. Parochianos eod. tit.* & en matiere de paiement de sa debte, on ne considere la difficulté. *l. continuus §. Illud de verb. oblig.* autrement plusieurs se diroient pauvres pour frauder la dixme.

Quant aux Cisterciens, comme il apert par le *c. ex parte primo*, & *c. licet eod. tit.* sont exempts par privilege de paier dixme de leurs terres seulement qu'ils avoient lors du Concile de Latran, & non de celles qu'ils ont aquis depuis, *c. penult. eod. tit. & c. Pastoralis de his que fiunt à pralat. & c. nuper eod. tit. in 6. & c. §. 1. in fin. de verb. signific. eo lib.* parce que le Concile a veu qu'ils acquerroient de grandes possessions, & que leur privilege eût tourné au prejudice notable des Paroisses, pourquoy il a esté restraints à celles qu'ils avoient du temps du Concile. Ainsi pour s'exempter d'icelles, il faut qu'ils prouvent qu'ils possedoient les heritages qu'ils pretendent exempter lors du Concile, *quia qui*

qui se fundat in tempore hoc probare debet, l. cum actum ff. de negot. gest. Toutefois, s'ils n'ont titre pour faire cette preuve, il leur suffit de faire une preuve immémoriale, qu'ils ont esté exempts pour iceux héritages, pour rejeter la charge de la preuve contraire *in adversarium*, *Gloss. in l. Servitutes ff. de Servitut. Rebuff. quest. 14. num. 42. de decim.*

1 Si néanmoins on héritages qui leur fondoit de nouveau un roient donnez par la monastere de l'Ordre fondationseroientexemis de Citeaux, tous les de dîme.

2. Faut qu'ils labourent par eux mesmes ou à leur argent lefdits heritages qu'ils pretendent exempter : car s'ils l'oyent leurdits heritages, le Fermier doit la dixme, *c. licet de decim.* car le privilege personnel ne passe au Fermier, *c. privilegium de Reg. jur.* De mesme s'ils donnent leurs bestiaux à moitié à nourrir aux Laïcs, ils en devront la dixme, *Rebuff. qu. 14. nu. 57. Grimandet libr. 3. cap. 2. &c. non est notum de dec. &c. commissum ibidem* : & notez que quand je parle des Cisterciens, il en faut dire autant des autres exempts.

2 C'étoit anciennement une maxime constante que les exempts de paier la dîme ne jouissoient de cette exemption que pour les terres qu'ils

qu'ils cultivoient eux mêmes, ou pour celles qu'ils faisoient cultiver par des maîtres valets, jusques là même que sur ce principe le Parlement même de Grenoble s'est conformé dans la suite à la jurisprudence du Parlement de Paris, & Bleimianus en rapporte un Arrêt contre le Chapitre de Valence rapporté par Gui Pape, condanna le fermier du Commandeur de Chirolles à paier la dîme au Chapitre de nôtre Dame de Grenoble. Le Parlement de Paris néanmoins a fait toujours grande distinction entre les Chevaliers de Malthe & les Cisterciens; car pour ceux ci il a perpétuellement condamné leurs fermiers à paier la dîme & a toujours déclaré exemts ceux des Commandeurs. Le Parlement même de Grenoble n'a pas suivi la jurisprudence de l'Ariét rapporté par Gui Pape; & Bleimianus en rapporte un contre le Chapitre de Valence au profit du

Commandeur de Saint Vincent. Et certes le Privilege des Commandeurs leur auroit été inutile, si leurs fermiers n'en eussent pas joui; par ce que le devoir de leur Religion les engageant à une vie militaire, ils sont obligez de donner la jouissance de leurs biens à des fermiers; au contraire la profession des Cisterciens étant de travailler eux mêmes, il paroïssoit juste de restreindre leur Privilege aux terres qu'ils cultivoient. Néanmoins aujourd'hui ils ont obtenu un privilege pour jouir de leur exemption, niêmes pour les héritages qu'ils donnent à terme; & le grand Conseil juge indistinctement en faveur des fermiers de tous les exemts pourvu que le bail à ferme n'excede pas neuf année. Et en éfet un fermier ne doit être considéré que comme un maître valet, & le profit qu'il fait sur sa ferme pour le salaire que le valet reçoit pour ses peines.

3. L'Ordonn. d'Orleans de Charles I X. oblige les exempts de bailler leurs biens à ferme, à l'exception de ce qu'ils pourront labourer par leurs mains, sinon il les declare raillables.

Notez 1. que la coustume de ne paier dixme par un Laïc, soit prediale, soit autre si longue que ce soit, ne vaut & n'excuse de peché, parce qu'elle est contre le droit naturel. Or les choses naturelles sont immuables, §. *Sed naturalia in Institut. de Iur. nat.* & contre le droit Divin, c. *frustra* 8. *distinct.* & qui plus est, elle n'est raisonnable, *Rebuff. qu. 13. nu. 40. de decim. c. 41. c. 42. & sequent.* où il cite Arrest de l'an 1516. Voire même si la terre de Hierusalem estoit aujourd'hui recuperée par les Chrestiens, ils y paieroient dixmes, comme retournée en son pristin estat, & la tolerance & consentement du Pape n'y profiteroit pas, parce qu'il faut une approbation expresse, c. *in aliquibus in fin de decim.*

Notez 2. qu'une coustume s'acquiert & se fait par le public : mais la prescription par un particulier ; quoy que l'on confonde ces deux mots assez souvent.

Notez 3. qu'un vendeur d'un heritage n'exprimant la charge de paier dixme, l'acheteur ne laisse d'en estre chargé sans espoir de garantie, *Gloss. in c. tua in verb. Gener.*

Secus

Secus, si on ne payoit dixme par exemption dans la pluspart de la Province, & que l'héritage vendu en fut chargé : car en ce cas, le vendeur doit exprimer la charge, *Rebuff. quæst. 14.*

Notez 4. que les Religieux exempts de paier dixmes, s'ils la payent une seule fois, ils sont reputez renoncer à leur privilege, *c. accedentibus*, & *c. si de terra de privileg.* & *arg. c. cum accessissent in fin. de Constitut.* si ce n'est qu'ils aient protesté en payant. *Bart. in l. non solum §. morte ff. de no. oper.* pourquoy un pré mis en labour, & puis remis en pré, s'il paye une fois la dixme, il la doit continuer, *quia res de facili ad suam naturam revertuntur*, *l. si unus §. pactus ff. de pactis.*

1 Il est vrai qu'ils ne peuvent pas demander la restitution de ce qu'ils ont païé, ainsi *pro hac vice*, ils ne peuvent pas aléguer leur Privilege, mais les années suivantes ils peuvent s'en servir & il faut qu'ils aient païé pendant 40. années pour être entièrement déchus de l'exemption.

Notez 5. qu'un qui a obtenu exemption de payer dixme de la Sainteré, ce privilege ne s'étend aux dixmes dont l'Eglise Paro-chiale ou le Curé étoit en possession, ou autre, lors du Privilege, *quia in dubio privilegium debet intelligi, sine tertij præjudicio c. quamvis*

quamvis de Rescript. in 6. Rebuff. quæst. 13. num. 114.

Notez finalement, que le Pape peut exempter les Laïcs de payer dixmes : non totalement, mais en partie : Mais si l'on objecte que le Pape peut aller par dessus le droit Divin, je réponds qu'il peut le distinguer & modifier. Si l'on replique que les preceptes du Decalogue sont irremissibles, aussi doit être tel celui de payer dixme, comme moral : Je réponds que l'honneur qu'on doit rendre à Dieu est irremissible, considéré seul par le precepte & comme principal, comme au precepte, *non habebis deos alienos*; & en cet autre, *honora patrem*, &c. Mais au precepte des dixmes, il y a double considération : la 1. en tant qu'il faut honorer Dieu par le paiement de la dixme, en reconnoissance de son domaine universel ; & en ce regard, elle ne peut être remise totalement, parce que le Pape ne peut faire qu'on n'honore Dieu par cette reconnoissance qu'il s'est réservée. La 2. considération est l'utilité qui revient à l'Eglise par la dixme, & aux Ministres d'icelle; & en ce le Pape comme Administrateur general, peut remettre cette commodité en certaines choses, avec cause, & lors il ne fait rien contre le precepte de Dieu, mais seulement contre les Constitutions de l'Eglise, moyennant que le Curé puisse vivre d'ailleurs.

A qui est due la Dixme.

CHAPITRE VI.

LE pape Denys in *c. Ecclesias* 13. qu. 1. & *c. Pastoralis de his qua fiunt à Prælat.* 2. a assigné les dixmes prediales au Curé de la Paroisse où les heritages sont assis, & *c. fin. de Paroch.* de sorte que le Curé est fondé en droit Commun, même contre l'Evêque, *d. c. fin. de Paroch. & c. ult. de lite penden, & c. cum sint. de dec. Rebuff. qu. 9. n. 5.* & contre tout autre, le Curé n'a besoin de prouver que l'heritage où il demande dixme, est dans les limites de sa Paroisse, & pour la personnelle qu'il est Curé, & que celui à qui il demande dixme est demeurant en sa Paroisse, *Rebuff. ibidem num. 12. & qu. 7. num. 3. & 4. & c. si quis Laicus c. Statuimus* 16. quæst. 1. & *c. à nobis.*

Quant à l'Evêque, la dixme luy est due seulement és cas suivans, 1. quand l'heritage qui doit dixme, est situé en la Paroisse de l'Eglise Cathedrale, *c. dudum de dec. Rebuff. ibidem n. 7.* 2. Si l'heritage n'étoit assis en la Paroisse d'aucun, *c. quoniam*; mais ce cas est quasi impossible, 3. quand les Paroisses ne sont pas distinguées, parce que tout le Diocèse

cese en ce cas est la Parroisse, *c. omnes Basili-*
ca 16. *qu.* 7. mais ces cas en France sont im-
 possibles, puisque les Parroisses sont routes
 distinguées 4. quand de coûtume il les re-
 cueille, *Gloss. in c. dudum*, 5. quand les dixmes
 ont été assignées à l'Eglise Cathedrale, &
 lors il est fondé en droit commun. 6. quand il
 n'y a point de Curé (comme en certains
 lieux, s'il n'y avoit pas dequoy vivre) il peut
 agir pour faire adjuger la dixme à la Parrois-
 se, *c. ult. in fin. de Success. ab intesta.* Hors ces
 cas, la dixme prediale appartient, comme dit
 est, au Curé de la Parroisse où l'heritage est
 assis, comme il est dit, si ce n'est qu'il y ait
 titre ou possession immemoriable du contra-
 ire au profit de quelque Abbé, Prieur, Reli-
 gieux, ou de quelque autre personne Eccle-
 siastique, *c. cum sint, &c. Apostolica de de-*
cim.

Quant au droit de suite ou de rapport de
 fer, qui consiste en la moitié de la dixme au
 profit du Curé du Laboureur, l'autre étant
 laissée au Curé de la Parroisse où le fond est
 assis; s'il y a coûtume locale comme en Ber-
 ry, il faut la suivre, sinon ce droit n'est pas
 dû, ainsi jugé par Arrest; tellement que deux
 Curez voisins prenant rapport de fer sur les
 terroirs reciproques l'un de l'autre, & terroirs
 de leurs secours, à l'exception de l'un qui n'é-
 toit en possession de prendre rapport sur le
 terroir

terroir du secours de son voisin : celui qui n'étoit en possession de prendre sur le secours de l'autre, fut débouté par le même Arrest, de la demande qu'il en fit, quoy que l'autre le prenoit sur le sien. Voyez le §. 13. de consuet. praord. in Conf. Crim. l. 3. c. 6. n. 4.

Quant au novale, qui est une terre nouvellement reduite en labour, & depuis 40. ans & qui de memoire d'homme n'avoit été cultivée, dit Innocent III. Partant, si auparavant 40. ans & depuis elle étoit cultivée, & portoit des fruits non decimables, & que par après on la fist porter froment, ce ne seroit novale, parce qu'elle étoit cultivée, *Ita zabarell. in Clement. 1. §. 1. de dec. Grim. l. 3. c. 4. n. 2. & 3.* & ce qui est une fois novale, est toujours tel, *Greg. IX. in c. fin. de privil. ext. Grim. ibidem.*

La dixme donc d'un novale appartient au Curé du territoire où le novale est assis, à l'exclusion de tous autres, soit Ecclesiastiques ou Laïcs, voire même Curez qui ont prescrit de lever dixmes en une Parroisse qui ne leur appartient, ne peuvent estendre leurs possessions aux novales, quand même ledit novale seroit dans l'enceinte du lieu où il a coûtume de prendre dixme par la Regle ordinaire, *tantum praescriptum quantum possessum* : non plus d'ailleurs, *praescriptio ad futura non extenditur, etiam similia*, & par conséquent

sequent elle ne s'étend aux novalles : Car la prescription est odieuse , *eo quod juri alterius detrahatur , ideo in prescriptione stricta fieri debet interpretatio.* Rebuff. qu. 14. n. 9. de dec. C'est aussi une chose odieuse , qu'un Curé ou un Monastere aillent prendre dixme en la Parroisse d'autrui , *c. ad Decimas de restit. spol. in 6.* & encore des novalles, parce qu'ils sont deus au Curé du lieu de droit commun. *Rebuff. qu. 14. n. 29. Odia sunt restringenda, favores ampliandi,* & ainsi faut entendre la decretale d'Innocent III. *in eo ex parte de decim. & redire ad jus commune & favorable.* Gloss. in c. statutum de prabend. in 6. Voyez le c. cum contingat. ext. de decim. & ibi Gloss. & Panorm. l. quod meo §. fin. ff. de acquir. possess. l. 1. §. si quis hoc interdicto, de itiner. actu. privat. pource que *sine possessione prescriptio non procedit l. sine possessione, ff. de usucap. & reg. jur. in 6.*

Notez 1. que si le novale se trouve és confins de deux ou trois Parroisses , en telle obscurité qu'on ne puisse juger en laquelle il est , Rebuffe est d'avis que tel novale doit être distribué entre les deux ou trois Curez, ou plus, si tant y en a , à raison de la grandeur de leurs confins, & il y grande raison en cela.

Notez 2. que le privilege concedé aux Religieux de prendre les dixmes d'un lieu , ne s'étend

s'étend aux noales, *c. tua in fin. de dec. & c. ult. eod. in 6. in fin. c. sane de privil. quia quod non est, concessum non videtur*. Or le noale n'étoit lors de la concession du privilege, *ergo nec concessa*. Et encore que par le *c. cum dilecti de donat.* les privileges du Pape, *sint latissimè interpretanda*; cela s'entend seulement, *quatenus præjudicant concedenti*; mais lors qu'il y va du prejudice d'un tiers, *tunc sunt restringenda*, *c. olim de verb. signific.*

Notez 3. que le privilege de ne payer dixme n'exempre des noales. ¹ *Anto. Butr. in d. c. tua in 1. col.*

1 Cela est faux.

Notez 4, que le privilegié de prendre dixmes & noales ne peut demander que moitié de noales, ainsi jugé par Arrest de 1545. rapporté par Rebuff. qu. 14. n. 31. conformément au *c. statuto §. 1. de decim. in 6.*

Notez 5. que celui qui quitte les dixmes à luy deuës, il quitte les noales, *quia in beneficiis plenissima est interpretatio facienda, quoad concedentis præjudicium*. Autre chose, un Curé a loué ses dixmes, les noales n'y sont compris s'ils n'y sont spécifiés dans le bail.

Notez 6. que l'exemption de payer noales par privilege, iceluy ne comprend les noales
les

les ja faits auparavant le privilege , ains seulement ceux qui sont à faire, *c. dudum de privile. quia tunc grave inferretur præjudicium possessori novalium.*

Notez 7. qu'une Eglise contre une Eglise, un Curé dans la Parroisse d'un autre Curé, peut prescrire par 40. ans avec titre & bonne foy ; s'il n'y a titre , faut un tems immémorial , *c. 1. de prescript. in 6.* De même, si l'Evêque demande dixme en la Parroisse du Curé , l'Evêque doit prouver sa possession de 40. ans (ou immémoriale s'il est sans titre) le Curé non , comme fondé en droit commun. Mais après 40. ans, l'Eglise a encore 4. ans ; après quoy si elle neglige, elle n'est plus reçeuë, *c. 1. de in integr. restit. in 6.* Mais s'il n'y a eu negligence de sa part , elle y sera reçeuë , mesme après 44. ans. Arrest 1518. rapporté par Rebuff. qu. 13. n. 112.

Notez 8 que les terres de la Cure ne doivent dixme aux Abbez & autres Decimateurs parce qu'elles n'ont esté comprises dans le lot du partage desdits Decimateurs , ainsi le Fermier du Curé n'en doit non plus. Audry.

Notez 9. que la dixme ne doit estre demandée , mais offerte ; de sorte que si le Parroissien ne laisse la dixme sur le champ , où la coustume est telle , il est en faute & de mauvaise foi , & ne satisfait pas au precepte ; on ne peut pourtant le faire excommu-

194. ABREGE' DES MATIERES
nier sans monition prealable.

Notez 10. que par Ordonnance de François I. donné le 1. Mars 1545. a été défendu, aux propriétaires d'enlever leurs grains, jusques à ce qu'ils soient dixmez : & pour ce faire, ils sont obligez d'avertir les Decimateurs ou leurs Commis. Et par celle de Charles IX. du 14. Aoust 1568. leur est commandé de faire publier au Prône le Dimanche precedent qu'ils voudront lier leurs grains, sinõ permis de saisir toute sa cueillette; & s'il y a opposition, la connoissance du débat est attribuée aux Juges Royaux des lieux.

Notez 11. que l'on peut changer par composition la façon de dixmer; & cette nouvelle façon se peut prescrire, Rebuff. qu. 13. n. 102.

Notez 12. que le Curé ne peut empescher que le propriétaire ne change sa vigne en terre, la faisant labourer; *à contra* sa terre en vigne, puis qu'il n'a part au fond, ains les fruits seulement sont affectez à la dixme; mais en ce cas, au lieu de la dixme du fruit qu'elle portoit, il aura la dixme du fruit qu'elle portera, s'il est decimable.

Notez 13. Si un Religieux ou un Curé externe a prescrit la dixme du vin seulement, si la vigne est empoüillée en froment, ils seront privez de la dixme, parce que *tantum prescriptum, quantum possessum, Anno. in d. c. commissum*

commissum de decim.

Notez 14. Si une maison de laquelle on paioit cinq sols pour la dixme personnelle au Curé par composition, vient à estre détruite & reduite en terre labourable, & empoüillée en froment, ce sera un novale, & paiera la dixme de froment entiere au Curé seul, *c. commissum de decim.*

Notez 15. qu'un Curé estant mort, ses heritiers prendront des dixmes autant que le défunt a desservi, à compter du 1. de Janvier; & s'il y a long-temps entre la mort & la prise de possession du nouveau pourveu, la Cour adjuge par ses Arrests la part des dixmes de cet interstice à l'Eglise, deduction faite des salaires de celuy qui a desservy pendant ce temps.

Les dixmes de Charnage par les nouveaux Arrests, comme des cochons, agneaux, poulets, oisons, canards, &c. sont adjugées aux Curez privativement à tous autres qui en estoient même en possession immémoriale: & nonobstant icelle; comme par forme de recompenses & salaires de l'administration des Sacremens, à cause que ce sont dixmes domestiques qui croissent dans les maisons par l'industrie des Parroissiens, & par cette consideration sont deuës à celui qui leur administre les Sacremens, & non aux autres gros Decimateurs, qui n'ont droit de pre-

tendre que les dixmes Prediales dans les triages de leur dixmage. Ainsi quand celui qui leur administre les Sacremens ne seroit Curé primitif, ains seulement Vicaire perpetuel, à lui appartiennent lesdites dixmes de Charnage, comme il à esté jugé par Arrest en 1650. contre les Religieuses de Mont-Marte lez-Paris, qui ont les drois de Curé primitif au profit du Curé, qui n'est que Vicaire perpetuel.

Quant au autres dixmes Personnelles, elles se doivent paier au Curé du domicile du Paroissien, ou autre aiant ce droit par privilege; c'est à dire, où est assigné la demeure de la femme & famille, *l. 1. §. domum ff. de agnosc. Grim. l. 3. c. 5. n. 2.* ou bien ou le Paroissien reçoit les Sacremens la plus part de l'année, *c. statu. 16. qu. 1.* ou le plus souvent; *Alex. III. en la decretale qui commence que ad honestatem.* Mais si moitié de l'an en une Paroisse, & moitié en une autre, n'aparoissant laquelle est la sienne, faut en ce cas diviser la dixme personnelle à moitié. Mais s'il a plusieurs domiciles en diverses Paroisses, faut paier la dixme au domicile principal. Mais s'il entend la Messe ordinairement en quelque Convent, ce n'est au Convent la dixme, ains au Curé de la Paroisse, parce que s'il n'y assiste, ce n'est la faute du Curé, *l. si in jure ff. de Reg. jur. & c. stanimus 16. qu.*

l. c. in sacris , c. 2 de Paroch. c. cum quis §. 1. de sepul. in 6. Si la maison est précisément sur les confins de deux Paroisses , la dixme personnelle sera partagée entre les deux Curez, *Innoc. & alij in c. super eo de Paroch.* Si l'on doute de quelle Paroisse est la maison, faut regarder l'assiette de la porte, *Bart. in l. conclave ff. de dam. infect.* S'il y avoit deux portes en icelle , faut voir celle qui est la principale, & où elle est assise. *Arg. l. cum in diversis ff. de Religios. & l. quaritur de statu homin.*

Quand aux dixmes des Animaux, que l'on met au rang des Prediales, *quia servitus pascendi est pradialis l. pecoris de servit. sust. pra. & Gloss. in c. ad Apostolica de decim.* elles sont deuës au Curé du lieu où les animaux demeurent & paissent. *Gloss. in verb. pascit in c. 1. §. Item, quia nunquam 15. qu. 1.* Mais s'ils paissent en une Paroisse en Esté , & durant l'Hyver en l'autre : ou bien s'ils paissent en l'une continuellement , & hebergent en l'autre, en ce cas la dixme sera divisée entre les deux Curez (s'il n'y a coustume au contraire , qui en ce cas sera suivie) & ce au rata du temps. *Gloss. plenè in d. c. ad Apostolica , & c. 2. §. fin. de sepul. in 6.* Mais la dixme des laines & agneaux est deuë regulièrement au Curé du lieu où ils naissent , selon la plus commune opinion , *Bo-*

yer §. 13. de consuet. præd. in consuet. Bitur.

Quant à la qualité, l'on doit bailler pour la dixme non le meilleur n'y le moindre, ains faut suivre la coustume de dixmer de chacun lieu, s'il n'y a point de voisinage plus proche, & tel qu'il puisse vivre sans la mere, *Ioan. And. in additio. ad specu. in verb. speciem l. si servus decem in fin. ff. de solut. l. eum qui de annu. lega.*

Pour le jour de dixmer, faut suivre la coustume de chacun lieu: quant à la laine aussi-tost qu'elle est tonduë, il n'y a raison d'en differer le paiement de la dixme.

Notez 1. que quoy que celny qui leve la dixme soit riche, cela ne doit empescher qu'elle ne lui soit payée, & qu'il ne la puisse exiger, puis qu'elles sont données à Dieu pour les Ministres de l'Autel, & pour le soulagement des pauvres, *c. decima.*

Notez 2. qu'encore qu'il soit méchant, il peut l'exiger, & ne peut-on la lui refuser pour les mesmes raisons que nous venons de dire, voire quand il la convertiroit en mauvais usage, parce que lors c'est à son dam seul; & le debteur faisant autrement, ne satisferoit au commandement de Dieu, au contraire, y desobeyroit: & d'ailleurs, ce n'est à la personne privée de le chastier par le retranchement de sa dixme, & c'est une espeece d'attentat qu'il fait sur l'autorité de ceux
qui

qui ont pouvoir de le chastier. Calvin mesme, tout heretique qu'il est, souscrit à cette opinion, lors qu'il dit, *Ceterum quia inter publica vectigalia & tributa, numeranda sunt decima, eas solvere ne recusent privati homines, nisi politicum ordinem & regnorum statum la-
befactare velint.*

Quant aux Oblations, le peuple est obligé de faire ofrande au Curé és cas suivans, 1. quand la coûtume est telle parce que les Laïcs sont obligez d'observer les coûtumes loüables, *c. ad Apostolicam de Simon;* & comme on n'osoit approcher un Prophete les mains vuides comme il est dit 1. Reg. 9. aussi nul Chrétien doit venir à l'Eglise sans son ofrande les Festes & Dimanches, spécialement aux Festes solennelles de l'an, *omnis Christianus de consecr. distinct. 1. 2.* Quand le Curé est pauvre, *non nim suis militare, stipendiis tenetur. 1. Cor. 9.* particulièrement s'il n'a point de dixmes prediales. 3. Quand les legs testamentaires les y obligent. *Rebuff. qu. 1. n. 24. c. nulli. 1 2. qu. 2. & c. ultima voluntas, & c. qui oblationes qu. 2.*

Dequoy faut-il paier Dixme.

CHAPITRE II.

DE droit commun , l'on doit dixme de tous fruits provenans de la terre , *c. non est, c. nuntios, &c. ex parte in 2. & multis aliis locis, in jure eod. tit.* Item, de tout lucre licite & honeste , *c. ex transmissa* Sur quoy est à noter, qu'encore qu'on peut dire qu'une prestation volontairement faite (telle qu'a esté des dixmes au commencement) n'engendre obligation necessaire. Toutefois, cela n'a lieu és prestations faites par devotion & charité, qui ont cette faveur speciale, que ce qui a esté accoûtumé par un long-temps , produit obligation , de laquelle est donnée action civile & legitime, *c. ad Apostolicam ext. de Simo. Grim. l. 1. c. 4. num. 11. de dec.*

Neanmoins, par l'Ordonnance du Roi Philippe , faite en 1303. on ne peut exiger dixme insolite , soit prediale, soit personnelle ou mixte. Voyez Rebuff. qu. 8. *de decim.* comme par exemple , en certains lieux on ne paye dixme des foins : en autre on n'en paye pas de laine , &c. aussi en tels lieux on ne les peut pas exiger ; mais si le pré vient

à estre empoüillé en fruits decimables, il doit la dixme.

Notez , que si par transaction la dixme est reduite à un devoir annuel; comme par exemple , en argent, faut la suivre, si elle est faite dans les formes , ou qu'elle eut sorti effet de temps immemorial , car un Curé ne peut obliger son Successeur immediat ; mais bien les mediats après un tems immemorial : parce qu'après un si long-tems, on presume toutes les formalitez en tel cas requises avoir esté bien faites & observées deuëment : & cela estant, cette transaction sortira son effet, quoi que l'heritage ne soit ensemençé en fruits decimables, & nonobstant toutes sterilitéz , *Grim. l. 3. c. 3. n. 10.* J'ay dit si elle est faite dans les formes ; c'est à dire , si le Pape ou l'Evesque l'ont agréé, autrement elle ne vaut , sinon apres un temps immemorial , comme dir est.

Quand & comment faut-il paier la Dixme.

CHAPITRE VII.

QUant à la Prediale , il la faut paier aussi - tost que les fruits sont amassez,

I 5.

202 ABREGE' DES MATIERES
non pas au choix ny du Curé ny du Parroissien, mais fidèlement comme la gerbe escher; le tout s'il n'y a coûtume immémoriale contraire d'en différer le paiement, qu'il faut suivre, s'il n'y a fraude ou peril de fraude, *c. quicumque l. in fin. 16. qu. 7.*

Quand aux Personnelles, faut suivre les coûtumes de chacun lieu.

Des Dixmes infeodées.

CHAPITRE IX.

LEs dixmes infeodées sont celles qui par un privilege special sont données à quelque Laïc par le Saint Pere, & non autre, parce que la donation faite à Laïc par autre des dixmes, ne vaut, & telle possession que ce soit ne lui peut profiter, *quia longinqua usurpatio, jus non tribuit, c. Illud. 93. distin. & c. quia 10. qu. 3. & Prator non tueretur iniquam possessionem. l. cum sponsus §. si res ff. de public. in rem act. Rebuff. qu. 13. n. 77.*

1. Faut donc que le Laïc montre pour jouir des dixmes à lui baillées, l'infeodation du Pape avec la jouissance de temps immémorial, quoi qu'il ne prouve que ç'a esté avant le Concile de Latran, *Rebuff. qu. 13. n. 71. & sequent.*

2. Faut que l'inféodation porte qu'elle a esté faite à un Laïc, autrement la possession & prescription est nulle.

3. Que ç'a esté à perpétuité, parce que l'on ne les bailloit regulierement que pour un temps, après lequel les Laïcs ne pouvoient plus les retenir.

4. Faut qu'elles aient esté baillées *in feudum*, c'est à dire en fief; & cela estant, si le Laïc venoit à tuer ou mutiler le Curé, ou faire quelque cas énorme contre l'Eglise, il en seroit privé & ses heritiers, *ipso jure*.

Mais à faute de titre, suffit de la preuve de la possession immémoriale, avec quelque reconnoissance faite à l'Eglise¹, & telle est l'opinion commune, *Rebuff. ibidem n. 76.* Mais à faute de montrer cette reconnoissance faite à l'Eglise où il prend dixme, ou l'investiture, ou sa possession, voire de 1000. ans, ne lui peut profiter; au contraire, l'on presume qu'il les a usurpées, *Rebuff. ibidem n. 78. & sequent.*

1 Ou autre seigneur particulier comme nous avons ci devant.

Notez en second lieu, que si le Roi ou un Laïc remet les dixmes qu'il possède es mains de Religieux ou d'un Ecclesiastique autre que le Curé du lieu, le donataire ne les pourra prescrire: c. *dudum de decim. Rebuff. ibidem*

n. 85. *quia titulus habitus ab eo qui non potest concedere, inducit malam fidem*, avec laquelle on ne peut prescrire, *c. vigilanti*, &c. *fin de prescri. Robuff. ibidem n. 86.*

Cela est faux si le Laïc peut donner sa dîme inféodée à un autre Laïc, même la lui vendre, à plus forte raison la peut-il donner à un Ecclesiastique autre que le Curé. Mais la question est de savoir si cette dîme donnée à un Ecclesiastique autre que le Curé perd sa qualité d'inféodée. Il y a eu de différentes opinions sur cette question. La première & celle dont sans doute l'Auteur a voulu parler, que les dîmes inféodées données au Curé de la Paroisse deviennent Ecclesiastiques; Mais celles qui sont données à d'autres Eglises, retiennent leur ancienne qualité. La seconde opinion est de Thevenau qui distingue entre les dîmes

qui ont été données & celles qui ont été vendues à l'Eglise. A l'égard des premières il dit que la donation étant une espèce de restitution, les dîmes reprennent leur ancienne qualité; mais qu'en fait de vente les dîmes sont considérées comme profanes, & ainsi demeurent toujours inféodées. La troisième opinion qui est reçue dans tous les Tribunaux, est de Monsieur Charles Du Moulin qui veut que si la dîme donnée à l'Eglise ou autrement par elle acquise, se trouve chargée de quelque redevance elle demeure inféodée: si au contraire elle est exempte de toutes charges, elle devient Ecclesiastique.

Notez 3. que l'Eglise contre un Laïc, ou un Laïc, contre un Laïc prescrit par 10. ans
entre

entre presens, & 20. ans entre absens, les dixmes qu'il possède justement. *Rebuff. ibidem n. 100.*

Notez 4. que pour prouver une possession immémoriale, faut que les témoins disent qu'ils ont toujours veu jouir & appris de leurs ayeuls (suffit d'un) que tel a toujours joui, que telle a toujours esté la renommée commune, qu'ils n'ont jamais veu ny ouy personne qui eût veu ou ouy le contraire, *Rebuff. qu. 3. n. 94. & sequent.* Item, ils doivent estre âgez de 54. ans, afin qu'ils aient esté capables de dol avant 40. ans, pour déposer du commencement de la jouissance, *ibidem n. 99.* Mais pour avoir veu & ouy eux-mêmes en matiere de possession immémoriale, faut qu'ils aient 80. Idem, *ibidem.*

*Pardevant quel Juge se faut-il pourvoir
pour agir en matiere de Dixmes.*

CHAPITRE X.

S'Il s'agit de dixmes inféodées ¹, parce qu'elles sont profanes, ou s'il s'agit du fait; comme si le Curé demande tant de gerbes de dixmes, qui luy ont esté enlevées en
tel

te lieu, & que cela luy soit dénié ou bien quand il s'agit des fruits; comme quand un fermier a loüé, & qu'on lui en demande le paiement, puisque cela est purement temporel: ou quand il s'agit du possessoire, cette action estant aussi temporelle, le Juge Royal en est le Juge competent en ces quatre cas.

1 Il suffit qu'on aléque dans la demande qu'elles sont inféodées.

Mais s'il s'agit du droit de dixme, cela estant spirituel, puis qu'il est commandé de Dieu & de l'Eglise, l'Official en doit connoître, *Rebuff. qu. 13. n. 33. & 39.*

Mais faut noter, que pour mettre en execution une Sentence du Juge d'Eglise, laquelle de soy ne porte hypothèque, faut la faire déclarer exécutoire avec le condamné par le Juge Roial, puis la mettre en execution, & non auparavant, & ne porte hypothèque que du jour de ladite déclaration, & cela s'appelle implorer le bras seculier, parce que la Justice d'Eglise, *non habet territorium*: Mesme en France, l'Official ne peut emprisonner un Prestre hors son Pretoire, sans implorer le bras seculier, *Ioan. And. in c. cum Episc. de Offic. Ordinarij in 6. Ioan. Galli en la qu. 227.*

TR A I T E



TR AITE' TROISIE' ME.

MODELES

D E

PROCURATIONS.

P R E M I E R M O D E L E,

Procuratio ad resignandum.



N N O Domini, &c. In mei
(*Talis*) publici autoritate
Apostolica Notarij Jurati, debi-
tè immatriculati, subsignati, ac
testium infra nominatorum, pre-
sentia personaliter constitutus Magister [*Talis*]
(*fait mettre icy le nom du Resignant, & ses
qualitez*) [in Tali loco,] ad præsens exi-
stens, ex sua certa scientia & spontanea vo-
luntate, fecit & constituit Procuratores suos
Dominos & Magistros

absentes

absentes tanquam præsentes, & eorum quemlibet, in solidum, specialiter & expresse, ac ipsius Domini Constituentis nomine, & pro eo suam Curam, seu Parochialem Ecclesiam Sancti [*Talis*] [*faut icy mettre le nom du Village*] (*Dioecesis talis*,) quam pacificè possidet cum suis succursibus (*si aucuns y a*) juribus & pertinentiis universis, in manibus,

Si c'est és mains d'un Archevêque ou Evêque.

Reverendissimi Domini Archiepiscopi
(vel) Episcopi, ejusve
Reverendi Domini Vicarij Generalis, spontè,
liberè, & simpliciter resignandum, cedendum, & dimittendum.

Si és mains du Chapitre, Sede vacante.

In manibus Réverendorum Dominorum,
Præpositi (vel) Decani Cantoris, Canonico-
rum, & Capituli insignis Ecclesiæ (*Talis*)
eorumve Vicarij Generalis sede Archiepiscopali
(vel) Episcopali vacante, spontè, liberè
& simpliciter resignandum, cedendum
& dimittendum.

Si és mains du Patrom.

In manibus (*Talis*) Patroni Ecclesiæ (*Talis*)
ejusve Vicarij Generalis, spontè liberè
& simpliciter resignandum, cedendum, &
dimittendum.

Si és mains du Roy.

In manibus, potentissimi & invictissimi
Ludovic

Ludovici decimi quarti , Dei Gratia Galliarum & Navarræ Regis Christianissimi, spontè liberè & simpliciter resignandum, cedendum, & dimittendum.

Notez qu'en Regale , le Roy reçoit les resignations in favorem, comme le Pape.

Si és mains du Pape.

In manibus Sanctissimi Domini nostri Papæ , ejusque Reverendissimi Domini Vicecancellarij, Cameram seu Cancellariam Apostolicam Regentis, aut alterius ad id potestatem Canonicam habentis , spontè & liberè in favorem , commodum & utilitatem (Talis) (*faut icy mettre le nom du Resignataire*) & non alias , & non alio modo resignandum, cedendum, aut dimittendum.

S'il y a Pension reteruë.

Retenta eidem Domino Constituenti, ne ex ejusmodi resignatione nimium patiatur dispendium, pensione annua (tot Librarum) super omnibus & singulis dictæ Ecclesiæ Parochialis (Talis) fructibus singulis annis, duobus terminis æqualibus , scilicet in Domini nostri Jesu Christi , & beati Joannis Baptistæ Nativitarum festivitatibus , primo solutionis termino incipiente in die festo S. Joannis Baptistæ proximè venturo ; & sic continuando de anno in annum , & de termino in terminum , per dictum Dominum Constituentem suosque successores dictam Ecclesiam

fiam Parochialem regentes ab omni subsidio, decimis & Collectionibus ordinariis & extraordinariis immunis & exempta, (in Tali loco) integrè persolvenda.

Il faut se garder de mettre à payer la pension, ubique voluerit.

S'il n'y a aucune pension retenue, ne faut rien mettre de ce que dessus, & notez que le Pape seul peut créer pension.

Perendumque hujusmodi resignationem seu cessionem recipi & admitti, jurandumque in animam dicti Domini Constituentis, & pro eo quod in præmissis non intervenit, nec interveniet fraus, dolus, Simonia labes, seu quævis alia pactio vitiosa aut contractus illicitus, ac quodlibet aliud juramentum in præmissis necessarium præstandum; Litterarumque super præmissis necessariarum expeditioni consentiendum, & generaliter alia omnia in præmissis necessaria faciendum, gerendum, & exercendum, quæ ipse, et Constituens faceret aut facere posset, si in præmissis præssens adesset, etiam si talia forent quæ mandatum magis speciale exigent, quam præsentibus sit expressum; promittens dictus Dominus Constituens se ratum gratumque habiturum quicquid in præmissis per Procuratores suos, aut eorum quemlibet actum gestumque fuerit. De quibus dictus Dominus Constituens actum sibi fieri & tradi pe-

tiit. Acta fuerunt hæc (in Tali loco) præsentibus (Talibus) (in tali loco) commorantibus , Testibus ad id expresse vocatis & rogatis qui mecum & cum Domino Constituyente lectura facta subsignaverunt.

Resignatio causa permutationis.

Faut écrire comme cy-dessus , & immédiatement devant ces mots , Relinquendum , cedendum, & dimittendum,

faut écrire.

Causa tamen Canonica permutationis factæ seu faciendæ cum (Tali) de Cura (Talis) Diocesis , de pacifico ad pacificum resignandum , cedendum, & dimittendum. *Puis achever le reste de même que cy-dessus.*

Faut noter qu'il est nécessaire que chacun des Compermutans passe procuration chacun de son Benefice, par deux actes divers.

Resignatio per Concordatum super lite mota aut movenda

ANno Domini, &c. in mei , &c. personaliter constituti , venerabiles ac discreti viri (Tales ex una parte & (tales) ex altera , qui exposuerunt quod super Possessorio Parrochialis Ecclesiæ (talis) Processus in Curia (tali) inter eos penderet & adhuc

indecisa existit; & proinde attendentes quod litium & processuum exitus dubij existunt; Idcirco omnes & singulas lites inter eos, de & super dicta Parochiali Ecclesia (tali) & ejus occasione quovis modo exortas extinguere & eis finem imponere, ac viam amicabilis compositionis amplecti volentes, de eorum certa scientia atque spontanea voluntate, convenerunt, tractaverunt, & amicabiliter concordaverunt, in hunc qui sequitur modum.

Videlicet quod dictus (talis) non vi, dolo, metu, fraude, vel aliqua sinistra machinatione circumventus, sed spontè, & libere, & omni juri sibi in dicta Parochiali Ecclesia (Tali) & ad illam quovis modo competenti, in favorem dicti (Talis) jus in ea vel ad illam prætendentis, nec non liti & causæ prædictis renunciavit & cessit, mediante Pensione (tot) Librarum super fructibus dictæ Parochialis Ecclesiæ (Talis) duobus terminis infra declaratis sibi reservata, ideo ad homologationem præsentis Concordiæ, & inde secutorum, dicti Domini Constituentes respectivè atque mera ac spontanea voluntate fecerunt & constituerunt Procuratores suos Dominos & Magistros

absentes tanquam præsentés, & eorum quolibet in solidum, specialiter quidem & expresse, ad ipsorum Dominorum Constitu-

titum nomine & pro eis ; nempe Domini (Talis) dictam Parochialem Ecclesiam (Talem) seu omne & quodcumque jus sibi in illa prætenſum in manibus Sanctiſſimi Domini noſtri Papæ, ejuſve Reverendiſſimi Domini Vicecancellarij, Cameram ſeu Cancellariam Apoſtolicam regentis , aut alterius ad id Canonicam poteſtatem habentis , ſpontè & liberè in favorem in commodum & utilitatem (Talis) & non aliàs , nec alio modo reſignandum, cedendum, & dimittendum. Retenta tamen eidem (Tali) penſione annua tot Librarum, ſuper omnibus & ſingulis dictæ Eccleſiæ Parochialis fructibus, ſingulis annis in Domini noſtri Jeſu Chriſti Nativitatis feſtivitàte, primo ſolutionis termino incipiente in die Nativitatis proximè venturo, & ſic continuando de anno in annum & de termino in terminum per dictum Conſtituentem (Talem) ſuoſque ſucceſſores dictam Eccleſiam regentes, ab omni ſubſidio, decimis & Collectionibus ordinariis & extraordinariis immuni, & exempta (in tali loco) integrè perſolvenda : Petendumque huiusmodi ceſſionem & renunciationem prædictam admittri. Nomine vero dicti (Talis) ne dictus (Talis) nimium patiatur diſpendium, conſtitutioni, aſſignationi, & reſervationi Penſionis annuæ tot Librarum ſingulis annis & terminis ante dictis, per ſe ſuoſque ſucceſſores in dicti Do-
mini

mini (Talis) manibus in (Tali loco) sub
sententiis , censuriis , & pœnis in similibus
apponi solitis , integrè persolvendæ , littera-
rumque super præmissis necessariarum expe-
ditioni consentiendum , jurandumque , &c.
(*comme en la résignation*) & Generaliter, &c.
acta fuerunt hæc, &c.

*Procuracion pour consentir la creation
d'une Pension.*

ANno Domini , &c. (*ainsi qu'en la Re-
signation.*) Ac ipsius Domini Consti-
tuentis nomine & pro eo, si & cum primum
medio resignationis discreti viri (Talis) Re-
ctoris Ecclesiæ Parochialis (Talis) Diœcesis
(Talis) per Sanctissimum Dominum nostrum
Papam , aut ejus Reverendissimum Vicecan-
cellarium de (Tali) Cura sibi provissum ex-
titerit : in Camera seu Cancellaria Aposto-
lica , aut alibi ubi opus fuerit comparandum,
Ibidemque creationi ac constitutioni Pensio-
nis annuæ tot Librarum , ne ex dicta resi-
gnatione (*ou bien*) permutatione dictus Do-
minus (Talis) nimium patiatur dispendium,
super omnibus & singulis dictæ Parochialis
Ecclesiæ fructibus & emolumentis, &c. (*tout
ainsi qu'en la Resignation*) litterarumque de-
super necessariarum expeditioni consentien-
dum necnon jurandum, &c. (*& le reste ainsi
qu'en*

qu'en la resignation) Acta fuerunt hæc, &c.

Procuracion pour éteindre une Pension.

A Nno Domini , &c. Ac ipsius Domini Constituentis nomine & pro eo in Camera seu Cancellaria Apostolica aut alibi ubi opus fuerit comparendum , ibidemque pensionis annuæ tot Librarum, quam ex concessione Apostolica super omnibus & singulis (Talis) Ecclesiæ Parochialis fructibus & emolumentis universis per magistrum (Talem) dictæ Ecclesiæ Parochialis Rectorem persolvendam obtinet , cassationi & extinctioni, propter nonnullas sibi anticipatas dictæ pensionis solutiones, litterarumque desuper necessariarum expeditioni , &c. Jurandumque & Generaliter , &c. (*tout ainsi qu'en la Resignation.*)

*Procuracion pour revoquer une
Resignation.*

A Nno Domini, &c. Personaliter constitutus magister (Talis) ad præsens (in Tali loco) existens, dixit & declaravit quod licet (Tali die) certum procuratorium coram (Tali Notario) inierit ad resignandum suam Curam (Talem) cum suis juribus & pertinentiis universis in manibus Sanctissimi Domini

Domini nostri Papæ (aut Episcopi aut alterius) prout dictæ procuratorio continetur, attamen certis de causis animum suum moventibus se revocare, prout de facto revocavit & revocat per præsentem dictum procuratorium, impediens, quominus suum sortiatum effectum, tollitque potestatem per id procuratoribus in eodem forsan denominatis, &c. & inquantum opus esset fecit & constituit Procuratores suos Dominos & Magistros,

Absentes tanquam præsentem & eorum quemlibet in solidum specialiter & expressè, ad ipsius Domini Constituentis nomine & pro eo præsentem & revocationem, ac omnia in ea contenta omnibus quibus opus fuerit intimandum & Generaliter, &c. (*le reste ainsi qu'en la Resignation.*)

Procuracion pour prendre Possession.

ANno Domini, &c. (*comme en la Resignation.*) Ac ipsius Domini Constituentis nomine, & pro eo virtute litterarum Provisionis Curæ Parochialis (Talis) in Curia Romana factarum sub data Romæ apud Sanctum Petrum; (*ou bien*) apud Sanctam Mariam Majorem, (tali die talis mensis,) Possessionem realem & actualem dictæ Curæ suorumque jurium & pertinentiarum universarum
capiendam

capiendam & assequendam, suas litteras Provisionis, unà cum actu possessionis in Grafariatu insinuationum Ecclesiasticarum (Talis Diœcesis) insinuandum, & de his omnibus actum petendum & Generaliter, &c. [*comme en la Resignation.*]

Acte de prise de Possession.

A Nno Domini, &c. Ego subsignatus [Talis] virtute litterarum provisionis à Sanctissimo Domino nostro Papa [*ou bien*] ab Archiepiscopo [*ou autre*] emanatarum, Collationem Ecclesiæ Parochialis [Talis] visa signatura (*ou bien*) in forma Gratiola, Magistro [tali] Diœcesis [Talis] factam in se continentium sub data die [Tali] signatum, ipsum [talem] *s'il n'est en personne* comparentem per [talem] litteris Procuratoris ad id expressè fundatum, in possessionem realem & actualement dictæ Ecclesiæ, suorumque jurium, & pertinentiarum universorum posui & induxi per ingressum dictæ Ecclesiæ, Pulsus Campanarum, Osculum Majoris Altaris, Tactum Libri Missalis, Visitationem Sancti Sacramenti, Fontium Baptismalium & asperisionem aquæ benedictæ, per celebrationem Missæ, (*si c'est d'une Prebende de quelque Chapitre,*) per assignationem stalli in Choro & loci in Capitulo, ne-

mine se opponente , de quibus præmissis dictus Dominus (talis) actum sibi fieri petiit. Acta fuerunt hæc , &c. præsentibus (talibus) testibus mecum subsignatis & majore parte populi.

Presentation.

Reverendissimo in Christo Patri & D. Domino (Tali) Sanctæ Sedis Apostolicæ Gratia Archiepiscopo (vel) Episcopo (tali) seu vestro Reverendo in Spiritualibus & Temporalibus Vicario Generali (Talis) (*faut mettre le nom du Patron*) Miseratione divina & Sanctæ itidem Sedis Apostolicæ Gratia Patronus Ecclesiæ (Talis) Diœcesis (Talis) Salutem in Domino. Cum ad Curam (Talem) cujus quidem vacatione occurrente nominatio, aut præsentatio ; seu jus nominandi aut præsentandi ad nos ratione prædicti nostri Patronatus , Collatio vero , Provisio & alia quævis dispositio ; ad vos , ratione vestræ dignitatis ab antiquo jure spectare & respectivè pertinere dignoscatur, prout spectant & perrinent, liberam nunc & vacantem per mortem Magistri (Talis) ultimi & immediati prædictæ Curæ Rectoris & Possessoris ; Dilectum nostrum Talem (*si c'est au mois des Graduez*, Graduatum nominatum) Diœcesis (Talis) tanquam sufficientem, capacem , & idoneum ad hujusmodi curam ,
seu

seu Parochialem Ecclesiam (talem) obtinendam, regendam, & administrandam, vobis & Reverendis. Paternitati & dominationi vestræ nominavimus & præsentavimus, nominamusque & præsentamus, vos rogantes & obnixè requirentes, quatenus eundem (Talem) nominatum & præsentatum recipere & admittere, eique prædictam Curam, seu Parochialem Ecclesiam (Talem) donare, & conferre, & Litteras Collationis, & Provisionis ejusdem Curæ aliasque litteras desuper necessárias fieri & expediri mandare velitis & dignemini, seu velit & dignetur reverendus vester Vicarius Generalis, jure nostro & quolibet alieno in omnibus semper salvo. In quorum præmissorum fidem & testimonium præsentem coram (Tali) Notario Apostolico, signo nostro manuali munivimus, Anno Domini &c. præsentibus (Talibus) ad id expressè vocatis & rogatis.

Provision d'une Cure.

Petrus, Illustrissimi ac Reverendissimi Domini Archiepiscopi (vel) Episcopi (talis Diœcesis) Vicarius Generalis, dilecto nostro Magistro (Tali) Presbytero (talis) Diœcesis, salutem in Domino Curam seu Parochialem Ecclesiam (Talem) dictæ (talis) Diœcesis, cujus vacatione occurren-

te præsentatio, seu jus Patronatus ad Dominum (Talem) Collatio vero , provissio, institutio & quævis alia dispositio ad præfatum Illustrissimum & Reverendissimum Dominum Archiepiscopum (vel) Episcopum (ratione suæ Archiepiscopalis) (vel Episcopalis, dignitatis ab antiquo respectivè spectare & pertinere noscuntur , liberam nunc & vacantem per obitum Magistri (Talis) Presbyteri , illius dum viveret ultimi & immediati possessoris pacifici , tibi (Tali) præsentanti , sufficienti , capaci & idoneo reperto, ac per præfatum (talem) debite præsentato, dictam Parochialem Ecclesiam modo præmissa vacantem , autoritate nostra Vicariâ quâ fungimur in hac parte contulimus & donavimus, conferimusque ; & donamus , ac de illa cum omnibus suis juribus & pertinentiis universis providimus & providemus , teque investimus per præsentem , ad onus in ea personaliter residendi & non aliàs , curam, regimen animarum , administrationem Sacramentorum Ecclesiasticorum , ejusdem Parochialis Ecclesiæ tibi plenariè committendo. Quocirca omnibus Presbyteris vel Notariis Apostolicis præfato Domino Archiepiscopo (vel) Episcopo subditis , mandamus , non subditos rogantes, quatenus te , vel procuratorem tuum nomine tuo & pro te in possessionem corporalem, realem, & actualem dictæ Curæ
scu

seu Parochialis Ecclesiæ, suorumque jurium & pertinentium universorum solemnitatibus in talibus assuetis debite observatis, ponant & inducant, seu ponat & inducat eorum alter primò requisitus jure præfati Domini Archiepiscopi (vel) Episcopi, & quolibet alieno in omnibus semper salvo. In cujus rei fidem præsentēs Litteras manu nostra subscriptas per Secretarium Archiepiscopatus (vel) Episcopatus (talis) fieri & signari, Sigillique præfati Illustriſſimi ac Reverendiſſimi Domini Archiepiscopi (vel) Episcopi fecimus appensione commanſi. Datum, &c. anno Domini, &c. præſentibus Talibus (in Tali loco) commorantibus testibus ad præmissa vocatis & rogatis.

Proviſion d'une Chapelle.

IOannes (Talis) dilecto nostro (Tali) Presbytero Diœcesis (Talis) Salutem in Domino; Capellam seu Capellaniam (Tallem) (in Tali) Ecclesia fundatam & desserviri solitam, cujus Capellæ vacatione occurrente Collatio, Provisio & quævis alia dispositio ad nos ratione nostræ [Talis] dignitatis ab antiquo jure spectare & pertinere dignoscuntur, prout spectant & pertinent, liberam nunc & vacantem per mortem [Talis] defuncti ultimi & immediati prædictæ Ca-

pellæ Capellani & possessoris pacifici. [*Mais si c'est par resignation, faut mettre*] vacan-
tem per cessionem, demissionem, & resig-
nationem, [*Talis*] possessoris pacifici seu
ipsiusmet [*Talis*] ad id legitimè constituti
procuratoris; in manibus nostris spontè &
liberè factam [*si c'est par permutation, faut
mettre*] causa tamen Canonice permutationis
factæ seu faciendæ de dicta Capella cum
[*Tali*] beneficio, Tibi [*Tali*] licet absenti
tanquam sufficienti, capaci, & idoneo [*si
c'est au mois des Graduez*] tanquam Gradua-
to nominato ad dictam Capellam [*talem*]
obtinendam, regendam, & administrandam,
ipsammet Capellam contulimus & donavi-
mus, conferimusque & donamus, seu de
dicta capella, suisque juribus & pertinen-
tiis universi providimus & providemus per
præsentes. Quocirca omnibus Presbyteris &
Notariis mandamus & rogamus quatenus
Te [*talem*] vel procuratorem tuum legiti-
mum, nomine tuo & pro te in possessionem
corporalem & actualem dictæ Capellæ illius-
que jurium & pertinentium omnium ponant
& inducant, seu ponat & inducat eorum
primò requisitus, solemnitatibus in similibus
consuetis debitè observatis, jureque nostro
& quolibet alieno in omnibus semper salvo.
Datum (in Tali loco) Anno Domini, &c.
sub Sigillo nostro manuali & (*Talis*) Nota-
rij,

rij, nostri hac in parte Secretarij præsentibus talibus testibus ad præmissa vocatis, & lectura facta subsignatis.

*Provisio Papæ sine abbreviaturis
per Obitum.*

Beatissime Pater, cum Parochialis Ecclesia (Talis) Diœcesis (talis) per obitum (talis) quondam illius dum viveret ultimi possessoris, extra Romanam Curiam defuncti, aut alias certo modo vacet ad præsens, & forsan tanto tempore vacaverit quod ejus Collatio juxta Lateranensis statuta Concilij sit ad Sedem Apostolicam legitimè devoluta, Supplicat humiliter Sanctitati vestræ devotus illius orator (Talis) Presbiter, quatenus sibi qui Canonicatum & Præbendam sæcularis & Collegiatæ Ecclesiæ (Talis) obtinet, specialem gratiam facientes Ecclesiam primo dictam, cujus & illi forsan annexorum fructus 24. ducatorum auri de Camera secundum communem æstimationem valorem annum non excedunt, sive præmissis, sive alio quovis modo, aut ex alterius cujuscunque personæ, seu per liberam dicti defuncti, vel cujusvis alterius resignationem, de illa in dicta Curia vel extra etiam, coram Notario publico & testibus spontè factam, aut Constitutionem execrabilis assencionem, & v2-

cet, et si devoluta effecta specialiter vel aliàs ex quavis causa & dispositione exprimenda generaliter reservata litigiosa, cujus litis status etiam existat, eidem oratori conferre, & de illa etiam providere dignemini de gratia speciali, nonobstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, cæterisque contrariis quibuscunque cum clausulis opportunis.

Concessum ut petitur in præsentia Domini nostri Papæ VIII. Ubaldus.

Et cum absolute à censura ad effectum & quod Oratoris dispensati verusque & ultimus primò dictæ Ecclesiæ vacationis modus, & si ex illo quævis generalis reservatio & in corpore juris clausa resultet, habeantur pro expressis, seu in toto, vel in parte exprimi possint, & cum clausula Generalem importante ex quavis causa & dispositione exprimenda, & de provisione primò dictæ Ecclesiæ pro ipso oratore ut supra latissime extendenda, & quatenus litigiosus existat litis status ac nomina ac cognomina judicum & collitigantium aliaque jura & tituli illorum expressa seu & pro expressis haberi & Litteræ simplicis provisionis gratiosæ surrogationis & quoad possessionem gratiæ, si neutri, si nulli, si alteri, perinde valere cum gratificatione opportuna, quatenus illi locus sit extendendus simul vel separatim expediri possint

possint & cum derogatione regulæ de Annali Possessore, quoad primam ejus partem ac juris patronatus, si quod sit citra tamen illius approbationem, videlicet si Laitorum tantum & nobilium eisque ex fundatione vel dotatione competat pro medietate, aliàs, seu sit litigiosa, vel devoluta sit in totum latissimè extendenda, & quod præmissorum omnium & singulorum, etiam denominationum, qualitarum, nuncupationum, invocationum, annexorum, fructuum, aliorumque necessariorum, major & verior specificatio & expressio fieri possit in litteris & cum decreto quod orator habita possessione dictæ Parochialis Ecclesiæ seu si per eum steterit, quominus illam assequatur, Canonicatum ac Præbendam obtentos infra duos menses dimittere omnino teneatur, alioquin tam illi quam Parochialis Ecclesia prædicta vacent, eo ipso & cum expressione quod dictus orator testimonio ordinarij sui de vita & moribus & idoneitate commendatur,

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Ma-
jorem

Libro (tali) folio (tali)
(tali die talis mensis, **R**
tali anno, &c.)
(locus signaturæ)

K 5

Romana Curia , vel extra eam & coram Notario publico & testibus spontè factam aut assencionem sive obitum dicti (Talis) jam forsan extra dictam Curiam defuncti vacet, & si devoluta effecta specialiter vel aliàs ex quavis causa & dispositione exprimenda Generaliter reservata litigiosa cujus litis status existat eidem oratori conferre dignemini de gratia speciali nonobstantibus constitutionibus & ordinationibus Apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque cum clausulis opportunis. *S'il y a au bas, Concessum ut petitur in præsentia Domini nostri Papæ, c'est un Cardinal.*

S'il y a , Fiat ut petitur , c'est de la main du Pape avec la premiere lettre de son nom à la fin.

Ce que dessus est appelé le corps de la Signature, & ce qui suit sont les clauses.

Et cum absolutione à censuris ad effectum , &c. & quod oratoris dispensationis verusque & ultimus dictæ Capellanix vacationis modus , si etiam ex illa quævis generalis reservatio & in corpore juris clausa resulter , habeantur pro expressis , seu in toto vel in parte exprimi possint , & cum clausa generalè reservationem importante , ex quavis causa etiam dispositivè exprimenda , & de provisione dictæ Capellanix pro dicto oratore ut supra latissime extendenda , & quatenus liti-

giosa existat, litis status ac nomina & cognomina judicum & collitigantium juraque & tituli illorum exprimi seu pro expressis haberi & litteræ in forma simplicis provisionis gratiosæ surrogationis, etiam quo ad possessionem gratiæ, si neutri, si nulli, si alteri, proinde etiam valere cum gratificatione opportuna quatenus illi locus sit extensis simul vel separatim expediri possint & cum derogatione de subrogandis collitigantibus attento quod non in potentiorum & ad effectum resignationis hujusmodi tantum ad de 20. diebus, quatenus absens, necnon de verisimili notitia obitus, Regulatum Sanctitatis vestræ, ita quod si (Talis) extra eandem Curiam jam forsan decesserit, litteræ per eius obitum etiam dispositivè cum omnibus vocandi modis ac clausulis necessariis & opportunis expediri possint ac juris Patronatus si quod sit citra tamen illius approbationem, videlicet si Laïcorum tantum & nobilium ac illustrissimorum eisque ex feudatione, vel dotatione competat pro medietate, aliàs seu si litigiosa vel devoluta sit in totum latissimè extendenda, & quod præmissorum omnium & singulorum etiam qualitatibus, invocationum, denominationum, nuncupationum, annexorum, fructuum, necessariorum major & verior pacificatio & expressio fieri possit in litteris. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, (tali die, talis mensis, tali anno,) &c.

Resignatio causa Permutationis.

Beatissime Pater, cum devotus vester
 (Talis) Rector Ecclesiæ Parochialis
 (Talis) Diœcesis (Talis) ex certis causis
 animum suum moventibus dictam Ecclesiam
 quam obtinet causa tamen permutationis de
 illa cum devoto Sanctitatis vestræ oratore
 (tali) Presbitero Diœcesis (talis) ad Paro-
 chialem Ecclesiam (talem) ejusdem Diœce-
 sis quam dictus orator obtinet seu nuper ob-
 tinebat factæ vel faciendæ, & non alias ali-
 ter nec alio modo, spontè tamen & alias li-
 berè in manibus Sanctitatis vestræ resignare
 proponat & ex nunc resignet, Supplicat hu-
 militer Sanctitatis vestræ dictus orator qua-
 tenus resignationem hujusmodi ex dicta cau-
 sa admittentes sibi que specialem gratiam fa-
 cientes Ecclesiam primòdictam, cujus & illi
 forsan annexorum fructus 24. ducatorum
 aut de Camera secundum communem æsti-
 mationem valorem annum non excedunt sive
 præmisso, sive alias quovis modo, aut alte-
 rius cujuscumque personæ seu per prædictam
 vel similem cujuscvis alterius resignationem
 de illa in Romana Curia vel extra eam etiam
 coram Notario publico & testibus spontè
 factam aut constitutionem execrabilis vel as-
 secutionem sive obitum dicti [Talis] extra
 dictam

dictam Curiam jam forsan defuncti vocet ,
 etiam si devoluta , affecta vel alias ex quavis
 causa etiam dispositive exprimenda generali-
 ter reservata litigiosa cujus litis status existat,
 eidem oratori conferre & de illa etiam provi-
 dere dignemini de gratia speciali nonobstan-
 tibus constitutionibus & ordinationibus
 Apostolicis cæterisque contrariis quibuscum-
 que cum clausulis opportunis. Concessum ,
 &c.

Et cum absolutione à censuris ad effectum ,
 &c.

Creation de Pension.

BEatissime Pater ; Cum hodie devotus
 vester (Talis) nuper Rector Parochia-
 lis Ecclesiæ (Talis) Diœcesis (Talis) di-
 ctam Ecclesiam quam tunc obrinebat in ma-
 nibus Sanctitatis vestræ spontè & liberè resi-
 gnaverit , ipsaque Sanctitas vestra resigna-
 tionem hujusmodi admittendo, dictam Eccle-
 siam per resignationem eundem aut alias va-
 cantem devoto suo (tali) Presbytero (Talis)
 Diœcesis Apostolica autoritate contulerit
 & de illa etiam provideri , conferri , manda-
 ri concesserit etiam provideri , conferri, man-
 dati concesserit , Supplicat humiliter Sancti-
 tatem vestram dictus orator quatenus sibi ne
 de

de illa resignatione sua hujusmodi nimium dispendium patiatur, de alicujus subventionis auxilio providentes ac specialem gratiam facientes, eidem oratori pensionem annuam ab omni impositione, collecta, dono gratuito seu quovis alio subsidio ordinario vel extraordinario imposito vel imponendo liberam immunem & exemptam librarum (tot) Turonensium monetæ in regno Franciæ cursum habentis, supra dictæ Ecclesiæ fructibus & emolumentis universis præfato oratori quoad vixerit vel procuratori suo legitimo per dictum (Talem) cujus ad hoc expressus accedit consensu & successores suos dictam Ecclesiam pro tempore quomodolibet obtinentes annis singulis duobus terminis æqualibus pro una videlicet in Assumptionis B. Mariæ Virginis, & altera medietate pensionis hujusmodi in Domini nostri Jesu Christi Nativitatis festivitatis, primo solutionis termino incipiente dictæ pensionis à proximè ventura ejusdem Domini nostri Jesu Christi Nativitatis festivitatis incipiente & sic de anno in annum & de termino in terminum, sub sententiis censuris & pœnis Ecclesiasticis in similibus apponi solitis integrè persolvenda, reservare, constituere, & assignare dignemini de Gratia speciali, non obstantibus constitutionibus & ordinationibus Apostolicis cæterisque contrariis

contrariis quibuscumque cum clausulis opportunis.

Concessum ut petitur in præsentia Domini nostri Papæ, &c.

Ut cum absolutione à censura ad effectum, &c. & quod oratoris dispensatio & de pensionem prædicta ut præfertur liberaque transeat ad successores & solvi debeat, modo & forma præmissis sub sententiis & pœnis proprio oratore, ut supra extendenda, & quod præmissorum omnium & singulorum etiam qualitatum, invocationum, denominationum, nuncupationum, aliorumque necessariorum major & verior specificatio & expressio fieri possit in litteris, & dummodo ex fructibus dictæ Ecclesiæ centum ducati liberi annuatim remaneant illius Rectori pro tempore existenti.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, [tali die talis mensis, tali anno, &c.]

Cassatio Pensionis.

Beatissime Pater, cum devotus vester (Talis) Presbyter, Diœcesis (Talis) cui alias pensio annua tot librarum Turonensium super Ecclesiæ Parochialis (Talis) dictæ Diœcesis, quam devotus Sanctitatis vestræ orator (Talis) illius Rector ad præsens obtinet, fructibus, juribus, obventionibus, & emolumentis

emolumentis universis quoad vixerit vel procuratori suo legitimo per dictum oratorem & Successores dictam Parochialem Ecclesiam pro tempore quomodolibet obtinentes annis singulis loco & terminis ac modo & forma tunc expressis reservata existit, certis ex causis animum suum moventibus cassationi, extinctioni & annulationi dictæ Pensionis annuæ ac illius reservationi vel concessioni hujusmodi in manibus Sanctitatis vestræ spontè & liberè nonnullis anticipatis solutionibus consentire proponat & ex nunc consentiat, Supplicat humiliter eidem Sanctitati vestræ idem Orator, quatenus sibi specialem gratiam facientes pensionem annuam hujusmodi illiusque reservationem predictam ipsius (Talis) ad hoc expresso concedente consensu, cassare, extinguere & annullare, dictumque (talem) & ejus successores dictam Parochialem Ecclesiam pro tempore quomodolibet obtinentes ad ulteriorem dictæ pensionis per præsentis sic cassatæ solutionem, eidem (tali) aut cuivis alij deinceps faciendam, non teneri nec obligatum existere ac ob illius non solutionem aliquas sententias, censuras, & pœnas minimè incurrere, dictumque talem anticipatas solutiones hujusmodi solvere & (Tali) prædicto illas recipere licuisse & licere, irritumque, &c. decernere dignemini de gratia speciali, nonstantibus constitutionibus

234 ABREGÉ DES MATIÈRES
bus & ordinationibus Apostolicis, &c. cum
clausulis opportunis.

Et cum absolutione à censuris ad effectum,
&c. & de cassatione, extinctione, decreto,
concessione aliisque præmissis pro eodem ora-
tore ut supra latissimè extendendis, & quod
sola præsentis supplicationis signatura suffi-
ciat & ubique fidem faciat in judicio & extra,
regula contraria nonobstante, & de consensu
& dummodo dictus (Talis) aliundè habeat
unde commodè vivere possit.

Provisio certo modo, ou par devolue.

Beatissime Pater, cum Parochialis Eccle-
sia [Talis] diœcesis [Talis] quamqui-
dem [Talis] pro Clerico seu Presbytero se-
gerens incapax inhabilis ac irregularis inde-
bitè assequi prætendit & forsan detinet occu-
patam certo in litteris si videbitur exprimen-
do modo vacet ad præsens & forsan tanto
tempore vacaverit quod ejus collatio juxta
Lateranensis statuta concilij est ad sedem
Apostolicam legitimè devoluta: Supplicat
humiliter Sanctitati vestræ devotus illius
orator (Talis) Presbyter Diœcesis (Talis)
quatenus sibi qui Canonicatum & Præben-
dam Ecclesiæ (Talis) obtinet ac jus in dicta
Parochiali Ecclesia vel ad illam habere præ-
tendit, specialem gratiam facientes dictam
Parochialem

Parochialem Ecclesiam , cujus & illi forsan annexorum fructuum 24. ducatorum auri de Camera secundum communem æstimationem valorem annuum non excedunt , quomodo & ex cujuscumque persona , seu per liberam cujusvis resignationem de illa in Romana Curia , vel extra eam , etiam coram Notario publico & testibus spontè factam aut Constitutionem execrabilis vel asscutionem, sive obitum vacet , etiamsi devoluta effecta specialiter vel alias ex quavis causa & dispositione exprimenda generaliter reservata , licetque cujus litis status etiam existat eidem oratori conferre & de illa etiam providere dignemini de gratia speciali , non obstantibus constitutionibus , & ordinationibus Apostolicis , cæterisque contrariis quibuscumque cum clausulis opportunis.

Concessum ut petitur in præsentia Domini nostri Papæ, &c.

Ercum absolutione, &c.

Dispensatio ad contrahendum Matrimonium in 3. Gradu consanguinitatis, vel affinitatis.

Alexander Episcopus Servus Servorum Dei , Dilecto filio (Tali) Salutem & Apostolicam benedictionem : Oblatæ nobis nuper pro parte dilecti filij (Talis) Laici & dilectæ

dilectæ in Christo filiæ (Talis) Diœcesis (talis) petitionis Series continebat , quod ipsi aliàs scientes se 3. affinitatis (ou) consanguinitatis Gradu invicem esse conjunctos , vel attrinere , non quidem peccandi data opera , ut crimine admissò hæc causa foret , non & Sedem Apostolicam ac misericordiam & gratiam erga ipsos faciliores reddendi , simul conversati sunt , carnali tamen copula inter eos minimè secuta , & nihilominus orta est suspicio etiam falsa , quod ipsi se carnaliter cognoverunt , cum autem sicut eadem petitio subjungebat , nisi matrimonio iam inter eos contrahatur , dicta (Talis) diffamata remaneret & innupta , graviaque exinde scandala possent verisimiliter exoriri , cupiunt invicem matrimonialiter copulari , sed stante impedimento hujusmodi desiderium eorum hac in parte adimplere non possunt absque Sedis Apostolicæ dispensatione : quare iidem nobis humiliter supplicari fecerunt quatenus eis in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur eosdem talem & talem ac eorum quemlibet à quibusvis excommunicationis censuris Ecclesiasticis , à quibus quomodolibet innodati existunt ad effectum præsentium tantum consequendum , harum serie absolventes & absolutos fore censentes discretionis tuæ per Apostolica scripta mandamus ,
quatenus

quatenus deposita per te omni spe cuius-
 conque muneris, aut præmij spontè oblata,
 à quo te omnino abstinere debere monemus,
 de præmiis te diligenter informes, & si per
 informationem eandem preces veritate niti
 repereris, super quæ conscientiam tuam onera-
 ramus, tunc eosdem (Talem) & (Talem)
 qui pauperes & miserabiles existunt ac de
 suis labore & industria tantum vivunt impri-
 mis à se invicem separe, deinde si veniam
 à te humiliter petierint, imposita eis pro mo-
 do culpæ arbitrio tuo pœnitentia salutari &
 recepto ab eis juramento quod Talia dein-
 cept non committent neque committentibus
 præstabunt auxilium, consilium vel favorem,
 quodque sub spe facilius habendæ dispensa-
 tionis hujusmodi præmissa non commiserint,
 ipsos de excessibus hujusmodi in utroque fo-
 ro hac vice dumtaxat autoritate nostra ab-
 solvas, in forma Ecclesiæ consueta : Demùm
 si tibi expediens videbitur quod dispensatio
 hujusmodi sit eis concedenda, neque scanda-
 lum ex ea sit oriturum super quo dictam
 conscientiam tuam etiam oneramus, cum
 eisdem (tali) & (tali) postquam in sepa-
 ratione prædicta arbitrio tuo perseveraverint
 & dummodo illa propter hæc rapta non fue-
 rit, ipsique (talis) & (Talis) pauperes &
 miserabiles existant, ac de suis labore & in-
 dustria tantum vivant, quod impedimento

tertij

238 ABREGE' DES MATIERES
 tertij consanguinitatis (ou) affinitatis gra-
 dus hujusmodi ac constitutionibus & ordi-
 nationibus Apostolicis cæterisque contrariis
 nequaquam obstantibus matrimonium inter
 se publice servata forma Conc. Trid. contra-
 here illudque in facie Ecclesiæ solemnizare,
 ac inde postmodum remanere simul liberè
 & licite valeant autoritate nostra dispensare
 prolem suscipiendam exinde legitimam nun-
 ciando. Volumus autem quod si spreta mo-
 nitione nostra hujusmodi aliquid muneris
 aut præmij occasione etiam absolutionis &
 & dispensationis exigere aut oblatum reci-
 pere temerè præsumpseris, excommunicatio-
 nis latæ sententiæ pœnam incurras, eaque
 innodatus existas, donec à sede prædicta
 absolutionis beneficium per satisfactionem
 condignam merueris obtinere : & nihilomi-
 nus absolutio, &c.

Notanda super dispensationibus ma- trimonialibus.

NOtandum 1. quod causæ ordinariæ
 pro obtinendis dispensationibus de
 contrahendo matrimonio sunt 4. Prima est
 propter angustiam loci : Secunda propter do-
 tem minus competentem, Tertia ad sedan-
 das lites jam ortas : Quarta quando mulier
 24. ætatis annum attigit. Sed si agatur
 de

de matrimonio contracto vel inchoato per copulam carnalem , tunc non indigent partes ulla alia causa , nisi quod si matrimonium non subsequeretur mulier perpetuò diffamata remaneret.

Notandum 2. quod forma pauperum non admittitur nisi in matrimoniis contractis aut inceptis per copulam carnalem , aut saltem nisi sit suspicio propter nimiam familiaritatem , etiamsi sit falsa suspicio : & hæc forma pauperum fit & conceditur mittendo Romanam attestationem Episcopi aut Magni Vicarij , aut Officialis ab alterutro illorum signatam & sigillatam quæ hæc Clausam stilo curiæ Romanæ congruam contineat scilicet (quod partes sunt adeò pauperes & fortunæ bonis destitutæ , ut sudore vultus sui & brachiorum labore ac industria victum sibi & familiæ quærere cogantur) nec hæc clausula honestas personas commovere debet , hoc enim fit ad visitandas nimias expensas , quas in his aliàs expendere cogentur. Hanc autem attestationem facile obtinebunt partes , si prius similem attestationem ab Officiariis vel primis civibus loci in quo degunt obtentam ad dictum Episcopum , magnum Vicarium , aut Officialem mittant.

Notandum 3. dictam attestationem debe-

re

240 ABREGE' DES MATIERES
re continere patrum nomina & cognomina
lectu facilia, locum habitationis illarum,
Dioecesi & Gradum impediētem inter il-
las matrimonium.

Notandum 4. quod ista forma paupe-
rum non tangit nobiles, sed plebem tan-
tum.

Notandum 5. quod affines mariti non
sunt affines uxori, nec è contra. Irem con-
sanguinei uxoris sunt affines marito usque
ad 4. Gradum inclusivè & è contra. His dua-
bus regulis benè intellectis nulla superest
difficultas.



TAXA

T A R I F

ARRESTE' AU CONSEIL
*du Roy , en execution de l' Arrest d'iceluy ,
 du 24. des presens mois & an, des sommes
 que sa Majesté veut & ordonne être payées ,
 aux Banquiers Expeditionnaires en Cour de
 Rome , & Legation créez par Edit du mois
 de Mars 1673. ou à ceux que sa Majesté
 a commis à l'exercice & fonction desdits Of-
 fices pour lesdites Expeditions en Cour de
 Rome, & de la Legation tant pour la dépen-
 se & les droits qui ont acoustumez d'estre
 payez à Rome, que pour les frais, peines &
 droits desdits Banquiers Expeditionnaires.
 Le tout en la forme & maniere cy-aprés.*

Signature de resignation, permutation, re-
 servation , extinction de pension ou
 cession de droits. 12. livres
 Si avec dispense *ad duo sub eodem testo* 20
 Si lesdites cessions s'expedient avec double
 consentement, on ajoûte à chacune. 3
 Signature *per obitum, certo modo*, ou de nou-
 velle provision. 11
 Si avec dispense *ad duo.* 18
 Si lesdites signatures s'expedient avec dis-
 pense *ad tria quando decem in eadem Eccle-*
sia existunt. 25

L *

ABREGE' DES MATIERES

Si avec dispense <i>ad quatuor sub eodem tecto.</i>	50
Si c'est avec dispense <i>ad duo</i> , pour un Regulier.	22
Si c'est avec dispense <i>ad quatuor</i> , pour un Regulier.	50
Si c'est avec dispense d'âge, <i>etiam duorum annorum pro beneficiis simplicibus.</i>	50
Si c'est avec dispense pour deux incompatibles, <i>attenta necessitate.</i>	45
Si lesdites signatures s'expedient <i>cum creatione in Canonicum.</i>	15
Signature de creation de Chanoine pour obtenir une Dignité.	12
Signature de provision d'un Benefice regulier pour un Prêtre ou Clerc, à la charge de faire profession en quelque Ordre.	15
Si lesdites signatures s'expedient en forme gracieuse avec production de l'attestation, on ajoûte à chaque Signature.	5
Et si c'est avec la perquisition de ladite attestation qui avoit été auparavant produite, ou avec la production du Registre, on ajoûte.	7
Signature de confirmation de concorde entre deux parties.	15
S'il y a plusieurs parties, pour le consentement de chacune, outre les deux, on ajoûte.	3
Signature <i>de titulo in commendam attento quod antea, vel ad effectum restaurandi, &c. si obtineri possit attentâ gravi sollicitatione.</i>	150
Signature de la pro rogation d'un Decret Apostolique pour six mois.	03

BENEFICIALES.

249

Pour une année , <i>si obtineri possit.</i>	60
Signature d'indult de ne pas exhiber les Lettres de la premiere Tonsure.	15
Signature d'indult pour etre promu <i>extra tempora.</i>	12
<i>Absolutio à mala promotione.</i>	15
Signature d'indult pour l'usage des viandes prohibées.	15
Si l'on desire l'expedition par Bref.	55
Signature d'indult pour tenir la calotte en celebrant.	15
Si l'on desire l'expedition par Bref.	60
Licence de faire celebrer en maison particuliere.	60
Licence de lire Livres défendus.	15
Pouvoir d'absoudre <i>in reservatis.</i>	15
Permission <i>pro Viris qualificatis</i> d'entrer dans un Monastere de Religieuses.	60
Signature de confirmation d'alienation , <i>si in evidentem, &c.</i> pour trois generations.	80
Si l'expedition se fait par Bref.	120
Si l'alienation est perpetuelle , <i>compositio est arbitraria.</i>	
Signature de dispense sur quelque legere irregularité , <i>vel defectus corporis.</i>	15
Si l'inhabilité est grande , <i>vel etiam defectu corporis.</i>	30
Signature de toutes les absolutions qui ne sont remises à aucune Congregation.	15
Si c'est avec une nouvelle provision.	25

ABREGE' DES MATIERES

Signature renvoyée à la Signature ou Congregation, & pour lesquelles *nihil est solvendum componendis, aut registri magistris & clericis.* 40

Signature d'absolution *ab homicidio casuali.* 75

Pour celuy qui *interfuit homicidio.* 65

Signature d'Absolution d'Apostasie, avec dispense pour les Ordres, & pour les Benefices, *attento casu.* 60

Signature d'Absolution *ab heresi, vel pro nato ab hareticis.* 60

Signature de dispensation aux Ordres pour un bâtard. 15

Et pour la Bulle de dispense pour les Ordres, & pour l'obtention des Benefices. 140

Provision avec dispense *pro impetrante filio legitimo resignantis.* 550

Pour Indult de ne pas faire mention de *defectu natalium.* 1000

Concession d'un Benefice pour un mandiant pour cinq années. 100

Pour toute la vie. 200

Prorogation du temps pour six mois après les cinq ans. 25

Pour une année. 30

Pour la restitution envers le laps du temps *cum prorogatione.* 100

Si sur ladite restitution on desire des Bulles. 200.

Bulles ou Bref de commission appellatoire

B E N E F I C I A L E S .

743

en cause civile ou criminelle.	50
Bulle ou Bref declaratoire de nullité <i>suspensionis ordinis Subdiaconatus.</i>	80
<i>Si ultra tres vices ministravit.</i>	100
Bulle ou Bref declaratoire de nullité de la profession en quelque Religion <i>intra quinquennium.</i>	80
Si c'est avec restitution <i>adversus lapsum quinquennij.</i>	150
Si c'est avec restitution contre le laps de dix années.	200
Bref de commutation de Breviaire.	80
Bref pour juger en causes criminelles.	70
Bref pour exercer la Medecine.	70
Bref de dispense sur bigamie <i>ad ordines & beneficia.</i>	1000
Lettres patentes de Notaire Apostolique.	25
Bref de Prothonotaire Apostolique.	140
Bref pour les Monitoires.	35
Bref de dispense de treze ou quatorze mois pour être promu.	70
Bref de penitencerie aux causes ordinaires.	12
Si c'est avec absolution à <i>simonia</i> , avec remise des fruits.	40
Si les cas sont extraordinaires & les fruits considerables <i>secundum qualitatem casuum.</i>	
Bref d'absolution des vœux de Chasteté & de Religion.	15
Bref d'Indulgences pour sept années.	12
Autel privilegié, Litanies, & semblables.	12

ABREGE' DES MATIERES

Bref d'Indulgences perpetuelles pour une Confrerie.	40
Patentes d'aggregation à quelque Archiconfrerie.	60
Patentes d'erection de Confrerie du Rosaire & du Scapulaire.	40
Bref pour l'erection d'une Confrerie du Saint Sacrement.	150
Acte de revocation & opposition en Chambre ou en la Chancellerie.	20
Sumptum de procuration.	12
Sumptum de la signature d'une pension, cession ou Commande du Registre public, sans consentement ny perquisition.	18
Si c'est avec perquisition ou avec consentement.	20
Pour pareil sumptum du Registre secret.	30
Si c'est avec perquisition ou consentement.	40
Si la matiere est extraordinaire <i>juxta labores</i> .	
Perquisition pour un mois <i>in officio Dataria</i> .	5
Pour une année au Registre public.	12
Pour une année au Registre secret.	18
Permissions au Religieuses de choisir des Confesseurs.	40
Permission à une Mariée de demeurer dans un Monastere de Religieuses dans 3. années.	60
Pour cinq années & d'avantage.	80
<i>Pro datis ratione laboris</i>	3
Indult de translation <i>ad arctiorem</i> .	50
<i>Ad laxiorem</i> , avec l'attestation des Medecins & le consentement des Superieurs.	100

BENEFICIALES.

244

- Bulles pour une Dignité majeure *in Cathedrali, vel prima in Collegiata.* 300
- Si est avec reserve de pension, l'on augmente *juxta qualitatem pensionis.*
- Si avec dispense d'âge, *vel una cum*, ou *cum retentione* d'autres Benefices, on ajoute selon la qualité des dispenses.
- Bulles ou provisions d'un Prieuré Conventuel qui n'est pas électif pour un Religieux profès dans le même Ordre. 300
- Si avec dispense d'âge. 400
- Si c'est pour un Religieux du même Ordre, *sed professio alterius Monasterij vel Prioratus*, on ajoute. 30
- Si c'est pour un Religieux qui a fait profession dans un autre, & partant avec translation de *Ordine ad Ordinem*, & de *Prioratu ad Prioratum*, il faut ajouter. 60
- Si *pro cupiente profiteri*, faut ajouter 60
- Si c'est *in commendam pro qualificato* 320
- Si *in commendam*, & *cum dispensatione etatis.* 420
- Bulles & provisions d'un Prieuré Conventuel électif *pro Monacho ejusdem Prioratus.* 300
- Si c'est avec dispense d'âge. 400
- Si *in commendam*, 400
- Si *in commendam*, & avec dispense d'âge. 500
- Bulles & provisions *Monasterij Virorum non taxati in libris Camera, sed cujus fructus ex-*

ABREGE' DES MATIERES

<i>primuntur in Ducatis 24. pro Monacho ejusdem Monasterij.</i>	600
<i>Si cum dispensatione aetatis, adde.</i>	100
Si c'est pour un Religieux du même Ordre, & qui a fait profession dans un autre Monastere, on ajoûte.	30
<i>Si cum translatione de Ordine ad Ordinem, & de Monasterio ad Monasterium.</i>	60
<i>Si pro cupiente profiteri, faut ajoûter.</i>	60
Et en ces cas on ajoûte la même chose in <i>Bulla Prioratûs Conventualis Electivi, de quo supra.</i>	
S'il y a retention de benefices, on reserve de pension aux susdites Bulles, on ajoûte <i>pro qualitate materiae.</i>	
Bulles & Provisions d'un Prieuré Conventuel de Religieuses, <i>pro Moniali professa ejusdem Prioratûs.</i>	270
Si la pourveuë est professe dans un autre Ordre.	300
Si elle a fait profession dans le même Ordre; mais dans un autre Prieuré.	320
Bulles de Provisions <i>Monasterij Monialium</i> , pour une Religieuse professe dans le même Monastere.	450
Si la pourveuë a fait profession dans le même Ordre, mais dans un autre Monastere.	500
Si elle a fait profession dans un autre Ordre.	550
Si quelqu'une desdites provisions s'expedie	

BENEFICIALES.

avec la dispense d'âge, il faut ajouter. 100

TARIF DES DISPENSES

Matrimoniales.

In quarto.

D E contrahendo cum causa.	45
Sine causa.	70
Cum absolutione scienter.	160
Cum absolutione ignoranter.	150
Scienter forma pauperum.	65
Ignoranter forma pauperum.	60

In duplici quarto.

De contrahendo cum causa.	85
Sine causa.	850
Cum Causa pro Nobilibus.	150
Cum absolutione scienter.	300
Cum absolutione ignoranter.	290
Cum absolutione scienter forma pauperum.	90
Ignoranter forma pauperum.	85

In tertio & quarto.

Cum causa.	70
Sine causa.	200
Cum absolutione scienter.	190
Cum absolutione ignoranter.	180
Scienter forma pauperum.	90

L * 5

ABREGE^a DES MATIERES

Ignoranter forma pauperum. 80

In duplicibus tertio & quarto.

Cum causa.	115
Sine causa.	850
Cum absolutione scienter.	360
Cum absolutione ignoranter.	550
Scienter in forma pauperum.	100
Ignoranter in forma pauperum.	90

In secundo & quarto.

Cum causa.	90
Sine causa.	125
Sine causa pro Nobilibus.	1400
Cum absolutione scienter.	300
Cum absolutione ignoranter.	290
Scienter forma pauperum.	80
Ignoranter forma pauperum.	75

In primo publica honestatis & justitia.

Pro contrahendo cum causa.	100
Sine causa.	1400
Cum absolutione scienter.	300
Cum absolutione ignoranter.	290
Scienter in forma pauperum.	80
Ignoranter in forma pauperum.	75
Nemo machinante sicut in quarto scienter.	

BENEFICIALES.

nonobstante clausula supervivens.

De contrahendo cum causa.	60
Pro Nobilibus.	80

In tertio.

De contrahendo cum causa.	150
Cum causa pro Nobilibus.	203
Cum absolutione scienter vel ignoranter.	390
Sine causa pro Nobilibus vel honestis.	1450
Cum absolutione forma pauperum.	50

In duplici tertio.

De contrahendo cum causa.	235
Cum absolutione.	700
Sine causa.	2400
Cum absolutione forma pauperum.	50

In tertio ex uno & quarto ex altero.

De contrahendo cum causa.	200
Cum absolutione.	600
Sine causa pro Nobilibus vel honestis.	1650
Cum absolutione in forma pauperum	50

In tertio ex uno & tertio & quarto ex altero.

Cum causa.	235
Cum absolutione.	665
Sine causa pro Nobilibus vel honestis.	1750
In forma pauperum.	50

In secundo & tertio à communis

L* 6

ABREGE' DES MATIERES

Propter dotem cum augmento , & ob angustiam, etiam si extra cum causa. 230

Pro indotata ob inimicitias & confirmatione pacis. 200

Cum causa pro Nobilibus. 350

Sine causa. 2400

Cum absolutione. 700

In forma pauperum. 50

In duplicibus secundo & tertio à communibus

De contrahendo pro idiomata. 320

Propter dotem vel angustiam , etiam si extra. 350

Pro Nobilibus cum causa. 400

Sine causa pro Nobilibus. 450

Cum absolutione. 1200

In forma pauperum. 50

In secundo & tertio ex uno & quarto ex altero.

De contrahendo pro indotata ob lites. 240

Propter dotem vel angustiam. 300

Pro Nobilibus cum causa. 350

Sine causa. 2800

Cum absolutione. 750

Forma pauperum. 50

In secundo.

Cum causa vel sine causa expensa sunt incertae de ordinario poterit obtineri. 4500

B E N E F I C I A L E S.

Cum absolutione præcedenti copula.	2000
In forma pauperum.	130

In primo & secundo.

Compositio est arbitraria.	
In forma pauperum.	200

Compaternitas.

De contrahendo cum causa.	360
Cum causa pro Nobilibus.	500
Sine causa.	2700
Cum absolutione.	1300
Forma pauperum.	50

Compaternitas duplex.

De contrahendo cum causa.	700
Pro Nobilibus cum causa.	900
Sine causa compositio est arbitraria	
Cum absolutione.	2100
In forma pauperum.	50

Et pour la sollicitation des Bulles pour les Archevêchez, Evêchez & Abayes taxées aux Livres de la Chambre Apostolique, sera payé comme cy-après.

POUR la sollicitation des Bulles * taxées à vingt-quatre ducats. l. 150
 Pour celles qui sont taxées trente-trois flo-
 * Abayes.

ABREGE' DES MATIERES

florins & jusques à soixante six $\frac{2}{3}$	l. 180
Pour celles qui sont taxées soixante & dix florins, & jusques à cent.	l. 230
Pour celles qui sont taxées de cent florins jusques à trois cents.	l. 240
De trois cents jusques à six cents florins.	l. 266
De six cents jusques à mille.	l. 250
De mille florins jusques à deux mille.	300 l.
De deux mille florins jusques à quatre mille.	350 l.
De quatre mille florins jusques à quelle autre taxe que ce soit.	400 l.
On observera que si lesdites Bulles s'expedient en Commende, & partant avec dérogação au Concordat, il faut par dessus la taxe prendre encore vingt livres pour chaque Expedition en Commende.	
Et si l'Expedition est faite <i>cũ dispensatione et atri</i> , il fait aussi, <i>ratione sollicitationis, dispensationis</i> prendre dix livres par dessus ladite taxe.	
Et pour les provisions des pensions reservées ou imposées sur lesdits Benefices, sera payé pour la sollicitation suivant la valeur desdites pensions les déroérations, dispensations, & autres circonstances.	
Pour la sollicitation des Bulles des provisions pour les Eglises Cathedrales, <i>sive sint in patriâ reduetâ, sive in patriâ non reduetâ.</i>	
Taxat. ad florenos 100.	300 l.

B E N E F I C I A L E S.

De cent florins jusques à 400. ff.	350 l.
De 400. florins jusques à 1000 ff.	400 l.
De 100. florins jusques à 2000 ff.	450 l.
De 2000. jusques à quel autre que ce soit	500 l.

Et si lescdites Eglises sont Metropolitaines excedant la taxe de 3000 ou 4000. 600 l.

Et pour les Pensions reservées ou imposées sur lescdits Benefices, sera payé pour la sollicitation suivant la valeur desdites pensions comme dessus.

T A R I F

Des Expéditions de la Legation d'Avignon, qui s'expedient par Bulles.

PROVISION d'une Chapellenie simple par resignation sans dérogation à la regle de XX^{ti} l. 44

Avec dérogation à ladite regle. 55

Par mort, ou par devolut. 43

Si c'est avec le consentement des Patrons. 46

Si c'est avec le consentement de la moitié des Patrons, & avec gratifications pour l'autre moitié. 60

Si le Benefice est dépendant du Patronat Ecclesiastique dont on obtient la dérogation, on ajoute onze livres.

Bulles d'une beneficiature dans une Eglise

ABREGE' DES. MATIERES

Collegiale, par resignation sans derogatiõ.	48
Avec derogation à la regle de XX ^{ti}	60
Par mort, ou par devolut.	56
Bulles pour un Prieuré rural, Vicairie perpetuelle, Cure ou Secunderie, par resignation avec derogation à la regle de XX ^{ti}	90
Sans derogation..	80
Par mort ou par devolut.	75
Et s'il y a quelque autre derogation en quelque autre provision que ce soit, on ajoute dix livres pour chaque derogation.	
Bulles de Chanoinie, ou Prebende dans une Eglise Collegiale par resignation avec derogation à la regle de XX ^{ti}	95
Sans derogation.	84
Par mort, ou par devolut.	80
S'il y a quelque dignité, office, ou personat. annexé à la Chanoinie, il faut ajouter huit livr.	
Bulles de beneficiature, dans une Eglise Cathedrale par resignation avec derogation.	85
Sans derogation.	72
Par mort & par devolut.	72
Si les Bulles s'expedient avec le consentement des Patrons, en quelque Benefice que ce soit, on ajoute huit livres.	
Et si c'est avec derogation expresse au Patronat Ecclesiastique, on ajoute douze livres.	
Bulles de Chanoinie, & Prebende dans une Eglise Cathedrale, ou Metropolitaine, ou d'un Prieuré seculier ou regulier, dont la charge des ames est regie par un Prieur,	

B E N E F I C I A L E S.

- ou par un Vicaire , par resignation avec
dérégation à la regle de XXⁱⁱ 125
- Sans dérégation. 115
- Par mort ou par devolut. 106
- S'il y a quelque dignité, non toutesfois la
premiere, il faut ajoûter dix livres.
- Si l'on obtient la dérégation aux Statuts, d'o-
ter les meilleures Prebendes, on ajoûte quin-
ze livres.
- Bulles de la premiere Dignité dans une Egli-
se Cathedrale ou Metropolitaine, ou prin-
cipale dans une Eglise Collegiale, ou d'un
Prieuré conventuel en tiltre, pour un Moi-
ne, ou *pro volente profiteri*, dans lesquelles
Bulles on insere la forme du serment par
resignation, avec dérégation à la regle de
XXⁱⁱ 140
- Sans dérégation. 136
- Si c'est par mort ou par devolut. 125
- Si les Bulles s'expedient *cum creatione in cano-
nicum ad effectum*, il faut ajoûter seize livres:
- Si l'on obtient dérégation à la regle de *ve-
risimili notitia obitus*; on ajoûte seize livres, à
toutes les provisions de collation que por-
te ladite dérégation.
- Si les Bulles que dessus s'obtiennent en forme
gratieuse, on ajoûte à chacune dix livres; &
elles sont expedées en ladite maniere alors
que l'impetrant represente l'attestation, *de
vita & moribus*, accordée par l'Evêque, ou

ABREGE' DES MATIERES

quand ledit impetrant a déjà été aprouvé par l'ordinaire pour le Benefice impetré.	
Bulles d'un Office claustral pour un Moine profez, <i>vel pro volente profiteri</i> par resigna- tion avec derogation à la regle de XX ^{ti}	100
Sans derogation.	90
Par mort ou par devolut.	85
Bulle pour une place Monacale par resigna- tion, avec derogation à la regle de XX ^{ti}	84
Sans derogation.	70
Par mort ou par devolut	70
Si les Bulles de quelque Benefice regulier contiennent translation d'un Ordre à l'au- tre, ou d'un Monastere à un autre Monaste- re, il faut ajoûter quarante livres.	
Bulles de Prieuré conventuel en commande par resignation, avec derogation à la regle de XX ^{ti}	175
Sans derogation	165
Par mort ou par devolut.	160
Bulles de commande d'un Prieuré non con- ventuel, regi avec charge d'ames par le Commendataire, ou par un Vicaire, par resi- gnatiõ avec derogatiõ à la regle de XX ^{ti}	164
Sans derogation.	150
Par mort ou par devolut.	140
Bulles de commande d'un Prieuré non conven- tuel & rural sans charge d'ames, par resigna- tion avec derogation à la regle de XX ^{ti}	130

Sans dérogação. 120

Par mort ou par devolut. 116

Bulles de nouvelle provision de quelque Benefice que ce soit , la même chose que les provisions par mort ou par devolut.

Et si les Bulles de nouvelle provision , pour quelque Benefice que ce soit , s'expedient avec condonation de fruits, on ajoute cinquante livres.

Et si lesdites Bulles de nouvelle provision s'expedient *in forma gratiosa*, on ajoute huit livres.

Pour les Bulles de subrogation au droit du defunt, on paye la même chose que pour la provision de Benefice *per obitum*, en quel cas que ce soit, ajoutant seulement huit livres pour ladite subrogation.

Et si l'on obrient les provisions *per obitum*, avec dérogação à la regle de *subrogandis collitigantibus*, on ajoute douze livres.

Il faut observer que toutes les déroérations aux regles de la Chancellerie, ou des Statuts, ou Patronat Ecclesiastique, augmentent les frais de douze livres pour chaque déroération.

Bulle *per inde valere*, à cause du vice d'obreption, ou de subreption, sur quelque Benefice que ce soit, sans nouvelle provision. 50

Si c'est avec nouvelle provision , outre les frais des Bulles suivant la qualité du Bene-

ABREGE' DES MATIERES

- fice, on ajoute lefdites cinquante livres. 7

Il faut noter que si les Bulles des Benefices, seculiers ou reguliers, contiennent quelque dispense *ad duo pro regulari, vel ad duo sub eodem testo* ; à cause de cette dispense, on ajoute trente quatre livres aux frais ordinaires de la provision.

S'il y a dispense *ad tria*, on ajoute soixante-huit livres.

Le Vice-Legat d'Avignon dispense seulement *ad tria sub eodem testo, & ad tria pro regulari*.

Lorsque l'impetrant a été dispensé *ad duo*, & il demande la dispense *ad tria* ; à cause de cette derniere dispense on augmente les frais de la provision de trente quatre livres: pour quelque Benefice que ce soit, pourveu que la provision contienne la dispense.

Dispense *ad duo sub eodem testo, vel ad duo pro regulari*. 45

Dispense *ad tria, sub eodem testo vel pro regulari*. 85

Pour les dattes des impettations *per obitum in libro datarum cum appositione hora*, outre les frais de la provision. 7

Et si les Courriers arrivent de nuit, on donne aux Soldats des portes de la Ville & du Palais Apostolique, & aux domestiques du sieur Dataire, en tout. 15

La datte Secrete, par resignature de la Re-
queste. 10

B E N E F I C I A L E S.

Et ces dix livres pour la datte Secrete laquelle ne peut pas contenir l'heure , sont admises à compte sur le tant moins de l'expedition des Bulles.

Bulles d'union d'une Chapellenie. 135

Bulles d'union d'une Vicairie-Cure , ou Seconderie, Prieuré rural, ou beneficiature. 200

Bulles d'union d'un Pioré-cure, ou Chanoinie, ou prebende. 208

Bulles de Confirmation de concorde entre deux parties, sur quel Benefice que ce soit. 60

Si c'est entre trois parties. 70

Bulles & provisions , *cessionis ex concordia*, la même chose que les Bulles par resignation, pour quel Benefice que ce soit.

Et si deux Collitigans cedent leurs droits à un troisiéme Collitigant , & ce troisiéme impetre ces droits cedez sur le mesme Benefice , dans une mesme Bulle, pour lors outre les frais de la Bulle cy dessus remarquez, à cause qu'une seule Bulle supplée pour deux, on ajoute trente cinq livres.

Et si ce troisiéme Collitigant desire deux Bulles , pour lors on paye les frais pour chaque Bulle *prout in resignatione*.

A l'égard des Bulles de reservation de pension , on paye la componende , scavoir la moitié de la pension reservée , quand la pension n'excede pas la somme de nonante huit livres , & outre la moitié de cette

ABREGE' DES MATIERES

<p>somme réservée pour la componende on paye pour l'expeditiō de la Bulle pour quel benefice que ce soit, & pour quelle cause on l'impetre.</p>	50
<p>Et si la pension excède la somme de nonante huit livres, pour lors, outre la moitié de la pension réservée, & les susdites cinquante livres pour l'expédition de la bulle, on paye encore pour le sceau.</p>	65
<p>Ainsi la pension réservée étant de la somme de nonante livres, on paye comme cy-après.</p>	
<p>Pour la moitié de la somme réservée.</p>	45
<p>Pour l'expédition de la Bulle.</p>	50
<hr/>	
<p>Si la pension réservée est de la somme de deux cents livres, on paye comme cy- après.</p>	95
<p>Pour la moitié de la somme réservée.</p>	100
<p>Pour l'expédition de la Bulle.</p>	50
<p>Pour le Sceau.</p>	65
<hr/>	
<p>Ainsi des Autres.</p>	215
<p>Et si celui qui doit payer la pension n'est pas en la ville d'Avignon, & s'il n'a point fait de procuratiō pour consentir à la pen- sion, auquel cas on obtient la dérogation à la regle de <i>prestando consensu</i>, on ajoute douze livres pour ladite dérogation.</p>	
<p>Et pour l'utilité des parties, il est bon de re- server les pensions en tant des écus d'or au Soleil, parce qu'on n'ajoute les soixante</p>	

B E N E F I C I A L E S.

cing livres pour le sceau , que quand la pension reservée en écus d'or excède la somme de vingt quatre écus d'or au Soleil, & la moitié de la pension ne se paye qu'à raison de quatre livres deux sols pour chaque écu d'or au Soleil, & cela provient de ce que les écus d'or sont seulement contez à raison de quatre livres deux sols chacun, quoy qu'ils valent davantage, & la pension étant reservée en livres, en pistoles, ou en écus : on ne peut pas rencontrer le même profit parce que l'on paye en espee ou selon la juste valeur des especes reservées.

Cassation, extinction, & reduction de pension, lesquelles selon l'usage s'expedient par simple signature. 25

Confirmation d'erection d'une Vicairie d'une Cure ou d'une Chapellenie en titre de benefice perpetuel Ecclesiastique. 65

Et si l'on demande des Bulles & provisions pour lesdits Benefices en titre, outre les frais de ladite Confirmation, on paye pour chaque benefice, comme il a été cy-dessus remarqué

Bulle d'erection d'un Monastere de Religieuses. 200

Concernant la permission d'aliener *in perpetuum* les biens Ecclesiastiques. pour laquelle on accorde des commissions *in partibus, si in evidentem.*

ABREGE' DEI MATIBRES

Si les biens qu'on pretend aliener, ou qui ont
été alienez sous le bon plaisir Apostolique
n'excedent pas en revenus annuels la som-
me de dix écus. 65

S'ils excèdent en revenus annuels la somme
de dix écus jusques à vingt. 80

S'ils excèdent en revenus annuels la somme
de vingt écus, jusques à quelle autre somme
que ce soit. 110

Et quand les biens alienez sont situez en plu-
sieurs Dioceses, pour lors on double les
frais pour chaque Diocese.

Bulles de recours à *denegatione* du *Visa*. 46

Bulle de commutation de Commissaire par la
mort de celuy qui avoit été deputé en pre-
mier lieu, *vel alia de causa licita*. 46

Bulle de Commission, *causa appellationis* en
cause Civile. 30

En cause Criminelle. 35

Pour les Monitionaires qui ne s'accordent
qu'en causes Civiles. 8

Si l'expeditionnaire dresse les articles. 12

Bulles d'Indult *extra tempora* pour un Ordre,
pour deux Ordres, ou pour tous les Ordres.

40

Bulles de relaxation d'un decret Apostolique.

50

Bulles de licence pour l'usage des viandes
prohibées, *de consilio Medici*. 50

Indult pour tenir la calote ou perruque en
celebrant

celebrant.

40

Indult pour faire celebrer *in domo*, *sen castro*,
pourveu que la Chapelle soit visitée & be-
nie par l'Evêque durant la vie de l'impe-
trant.

50

Si in perpetuum.

150

Creation, *minoris pœnitentiarij*, pour une
personne approuvée par l'ordinaire; &
permission d'absoudre sur les faits contenus
in Bulla cœna Domini, & reservez au saint
Siège Apostolique *intra tamen limites*
legationis.

50

Bulles de dispense sur les défauts du corps,
savoir pour les borgnes, de quel œil ce soit,
pro Gibboso, pour un boiteux, pour un Eu-
nuque, & sur le défaut de quelque doigt,
avec la clause *dummodo* & en forme com-
missoire.

50

Dispense pour un bâtard *ad ordines tantum.*

55

Dispense pour un bâtard aux Ordres, & pour
obtenir toute sorte de Benefices & Digni-
tez, *etiam post Pontificalem majores.*

135

Si c'est avec la clause *non faciendi mentionem.*

180

Bulles de dispense *super defectu natalium pro*
religioso, pour faire Profession, & obtenir les
Offices; les Charges & les Dignitez de son
Ordre.

135

Dispense pour les fils des Heretiques, pour
avoir les Ordres, & obtenir toute sorte de

M*

ABREGE' DES MATIERES

Benefices.	55
Dispense pour ceux qui ont exercé la Medecine, la Chirurgie, ou qui ont jugé en cause Criminelle.	55
Dispense à <i>portu armorum pro nobilibus.</i>	55
<i>Pro ignobilibus.</i>	50
Absolution & dispense pour les Prêtres qui ont assisté aux Mariages clandestins.	55
Transference <i>ad laxiorem ordinem</i> , à cause des infirmités <i>vel odia de consensu superiorum.</i>	60
Si c'est avec dispense pour obtenir les Benefices de l'Ordre, en lequel l'impetrant est transféré.	100
Bulles de confirmation d'élection d'un Prieur, ou Abesse pour trois ans, du consentement de son Chapitre.	55
Bulles de creation de Protonotaire Apostolique <i>ubi terrarum secundum facultatem legationis.</i>	70
Bulles de creation de Comte Palatin, <i>seu militis Torquati & aula Lateranensis.</i>	260
Si l'on obtient diminution de la componende, ladite somme se réduit à	150
Parce que ladite creation forme & acquiert le titre de Noblesse, si on l'obtient avec la clause <i>pro descendantibus masculis & in perpetuum</i> , on ne peut pas obtenir la diminution de la componende, & à cause de la perpetuité on ajoute aux frais ordinaires cent dix livres.	

952

B E N E F I C I A L E S.

Bulles de commission pour faire declarer nulle la Profession en quelque Religion , *per vim & metum , vel susceptionem alicujus ordinis sacri* , pourveu que l'impetrant ait reclamé dans les cinq années , & *ordinem ter non exercuerit.* 60

Bulles de permission à un Moine ou Religieux, pour faire son Testament , & disposer de ses biens, alors qu'il veut disposer d'une somme moindre de quatre cens écus. 80

Et outre ces frais de l'expedition, il faut paier la componende à raison de cinq pour chaque cent.

Et si les biens dont on veut disposer arrivent à la somme de quatre cens écus, outre lesdits cinq pour cent , il faut ajoûter cent & dix livres.

Et si lesdits biens excèdent la valeur de quatre cents écus, jusques à quelle somme que ce soit , laquelle neanmoins il faut exprimer, outre lesdits cinq pour cent, on ajoûte cens quarante livres.

Bulles d'absolution, à *mala promotione* avant l'âge, sans lettres demissoires *vel per saltum vel furtivè* , ou sous pretexte d'un faux patrimoine. 50

Si l'impetrant s'est servy de fausses lettres, ou écritures. 55

Bulles d'absolution *ab homicidio casuali.* 55

ABREGE' DES MATIERES

Bulles d'absolution à <i>simonia</i> , sans nouvelle provision , & sans condamnation des fruits mal percûs.	55
Si c'est avec dispense pour obtenir le même Benefice.	85
Si l'impetrant desire nouvelle provision , on paye la même chose que pour l'impetration selon la qualité du Benefice, & si en même temps on obtient la condamnation des fruits mal percus, on ajoute quarante-cinq livres.	
Bulles d'absolution <i>ab apostasia</i> à <i>fide</i> , vel à <i>Religione</i> .	55
Toutes les autres absolutions ordinaires.	50
<i>Relaxatio pœna vel excommunicationis</i> .	55
Bulles d'absolution <i>ab excommunicatione ad cautelam pendente lite</i> .	55
<i>Sumptum</i> de Bulles ou signatures.	20
Perquisition d'un mois dans les Livres de la daterie ou Chancellerie.	2
Si c'est pour plusieurs mois, on paye chaque mois.	2
Lettres Patentes pour lire des Livres deffendus, pour trois, ou pour cinq années.	10
<i>Matieres qui s'expedient par simple signature.</i>	
Indult <i>extra tempora</i> pour les Religieux mendiants.	22
Dispenses des Interstices.	22
Lettres dimissoires durant la premiere année après	

B E N E F I C I A L E S.

après la vacance du Siège Episcopal, en titre
d'un patrimoine ou d'un benefice. 22

Prorogation d'un decret Apostolique, de pren-
dre l'habit, de faire profession, ou par lequel
on étoit obligé de laisser un benefice in-
compatible *ad annum*. 30

Pour la deuxième prorogatiō *ad sex menses*. 36

Licence de prendre des sommes d'argent en
prêt, pour le Chapitre, ou pour des Reli-
gieux. 25

Matières qui s'expedient par Penitenciaire.

Commutation du vœu de Chasteté ou de
Religion, pour se marier, ou continuer dans
dans le Mariage contracté. 15

Et si les Bulles de ladite commutation s'ex-
pedient sans exprimer le mariage contra-
cté, ou à contracter. 20

Bulle de condamnation des fruits indeuëment
perceus par celuy qui n'a pas recité les
Heures Canoniales, *vel pro malo proviso*. 20

Si c'est avec nouvelle provision du benefice. 22

Absolution d'homicide casuel caché, & pour
lequel il n'y a pas eu d'information. 20

Absolution d'homicide volontaire, *vel propter
abortum, procuratum, altero seu utroque
machinante occulto*. 25

Absolution de Simonie cachée. 25

Si c'est avec condonation des fruits indeuë-
ment perceus. 25

M * 3

ABREGE' DES MATIERES

Si c'est avec rehabilitation pour obtenir le le même benefice, avec nouvelle provision, & condonation des fruits.	35
Commutation des Heures Canoniales, <i>propter debilitatem visus oculorum.</i>	20
Absolution à <i>mala promotione ocula.</i>	20
Dispense au premier ou second degré, & <i>illicita copula occulta</i> pour contracter Ma- riage, ou continuer dans le Mariage con- tracté.	25
Dispense sur le second & troisiéme, ou sur le troisiéme degré cognation spirituelle <i>aut in 40 occultis</i> pour continuer dans le Ma- riage.	20
Absolution des duels cachez.	20
Absolution des duels chachez, & ports d'armes aussi cachez.	25
Absolution pour celuy qui s'est mêlé des affaires criminelles <i>occulte.</i>	15
Absolution <i>ab apostasia, occulta, à religione vel à fide.</i>	25
Absolutiõ de tout. les irregularitez simples.	20
Si c'est avec nouvelle provision & avec con- donation de fruits.	25

T A R I F D E S D I S P E N S E S

Matrimoniales.

In quarto.

D	E contrahendo cū causa vel sine causa.	28
	Pro Nobilibus.	33
		Cum

BENEFICIALES.

Cum absolutione vel de contracto.	35
In forma pauperum.	28

In duplici quarto.

De contrahendo.	60
Pro Nobilibus	66
Cum absolutione.	70
In forma pauperum propter verificationem attestationis.	30

In tertio ex uno & quarto ex altero.

De contrahendo cum causa, vel sine.	125
Pro Nobilibus.	130
Cum absolutione.	140
In forma pauperum propter verificationem prædictam.	30

In tertio & quarto à communi prout in quarto ut suprâ.

In duplici tertio & quarto prout in duplici quarto.

In tertio à communi.

De contrahendo cum causa vel sine.	103
Pro Nobilibus.	110
Cum absolutione.	110
In forma pauperum.	28

In duplici tertio

De contrahendo cum causa vel sine.	200
Cum absolutione vel de contracto.	505
In forma pauperum propter verificationem prædictam.	30

ABREGÉ' DES MATIERES

*In secundo & tertio solvet prout in tertio.
Compaternitas.*

De contrahendo cum causa vel sine.	105
De contracto, vel cum absolutione.	110
In forma pauperum.	28

Compaternitas duplex.

De contrahendo.	200
Cum absolutione vel de contracto.	205
In forma pauperum propter verificationem.	30

*Dispensatio super impedimento publicæ
honestatis & justitiæ.*

*In primo secundo & tertio solvit prout
in quarto ut supra.*

Parce que le Vice-Legat d'Avignon a le pouvoir de dispenser aux degrez que dessus, *sive dublicibus vel triplicibus*, il n'est pas necessaire d'exprimer les causes.

Si le Mariage a été fait clandestinement, & l'on demande l'absolution à *candestinitate*, & *super gradu prohibito*, outre les' frais de dispense sur ledit degré, on ajoûte quarante livres pour l'absolution à *candestinitate*.

Neutro machinante prout in quarto.

Cum absolutione.	40
	In

BENEFICIALES.

In forma pauperum.

*Dispense de l'âge pour contracter Mariage,
laquelle s'accorde pour dix-huit mois,
tant à l'une comme à l'autre partie,
& in forma commissoria.*

Pro Nobilibus.	60
Pro ignobilibus.	50
Si pro utroque oratore nobili.	100
Pro utroque ignobili.	80

FAISANT Sa Majesté deffenses aux pour-
veus, ou Commis établis à la fonction desdits
Offices de prendre plus grandes sommes que
celles contenues au present Tarif, sous quelque
pretexte que ce puisse être à peine de concussion.
FAIT & arrêté au Conseil Royal des Finan-
ces, tenu à saint Germain en Laye, le vingt-
cinquième jour de May mil six cents soixante-
quinze. Collationné. Signé, FOUCAUL.

Le Courrier ordinaire pour Rome part
de Lyon le Vendredy de chaque semaine sur
les six heures du soir & y arrive le quinziesme
jour en tems d'Eté ou le 15. ou le 18. en
tems d'Hyver.

On peut envoyer rejoindre ledit Courrier
jusqu'au Lundy au soir, & par consequent
gagner 8. jours de Temps.

Il en coute dix Pistoles, en expediant le

M * S.

ABREGE' DES MATIERES.

Samedy , 20. en expedient le **Dimanche**, &
30. en expedient le **Lundy**.

Il y a même des **Couriers** qui s'obligent à rejoindre à **Turin** ledit **Courier** ordinaire, en expedient seulement le **Mardy** matin, & en ce cas il n'en coute pas plus, qu'en expedient le **Lundy**, c'est à dire 30. pistoles.

On expedie aussi des **Couriers** extraordinaires lesquels arrivent à **Rome** en 5. jours & demi, en **Eté**, & en six jours en tems d'**Hiver**. La dépense en est de 800. livres qu'il faut envoyer en même tems qu'on ordonne d'expedier, parce qu'il faut les donner au **Courier**.

On Remarquera aussi, que lors qu'on souhaite d'avoir les expeditions en diligence, c'est à dire, en réponse à la **Lettre**, à commission, ce qui fait, qu'on les reçoit dans les mois & quelques jours qui est la difference, qu'il y a du **Vendredy** au **Samedy**, en quoy on gagne tout au moins 15. jours de tems, cela se peut faire moyennant trois livres pour chaque signature, & six livres pour les **Bulles** de dispense de **Mariage**.

TAXA

T A X A
R O M A N Æ C U R I Æ
E X P E D I T I O N U M .

P ro signatura resignationis etiam causa permutationis.	10. lib. tur.
Pro signatura cessionis juris.	10
Si sit duorum cessio cum duplici consensu.	13
Pro signatura pensionis ex resignatione vel ces- sione.	10
Pro signatura cessationis pensionis.	10
Pro signatura confirmationis concordia.	15
Pro signatura cessionis ex concordia.	10
Pro signatura per obitum, non autem in Bri- tannia, neque Provincia Provincia & absque dispensatione.	8
Pro signatura certo modo seu devoluti.	8
Pro signatura nova provisionis vel nova com- menda.	9
Pro signatura commenda prioratus regularis de titulo in commendam. Jam non datur.	
Pro signatura provisionis Prioratus regularis de commenda in titulum.	25
Pro signatura absolutionis à mala promotione dummodo nihil sit falsitatis.	9
Si cum nova provisione vel nova commenda	

242 ABREGE' DES MATIERES

<i>Pro signatura absolutionis à Simonia vel confidentia dimisso beneficio & sine compositione in Officio quod Romæ vocatur componendum.</i>	20
<i>Pro signat. absolut. qua vocatur à Savis.</i>	9
<i>Pro signatura absolutionis ab heresi.</i>	32
<i>Pro signatura absolutionis adversis casibus sine compositione.</i>	10
<i>Quando dictæ absolutiones expediuntur per viam alicujus congregationis, duplicantur vel etiam triplicantur expensæ juxta qualitatem materia & labores sollicitationis.</i>	
<i>Pro signat. absolut. ab homic. casuali.</i>	70
<i>Pro signatura indulti de promovendo extra tempora.</i>	9
<i>Pro signatura indulti super aliquo defectu corporis.</i>	10
<i>Pro signatura indulti vescendi prohibitis quando conceditur per signaturam.</i>	12
<i>Pro Bullis dispensationis ad ordines & beneficia pro illegitimo.</i>	120
<i>Si ad Ordines tantum</i>	12
<i>Pro Brevi commissionis appellationis.</i>	30
<i>Quando agitur de re criminali.</i>	36
<i>Pro Bullis significavit, sive excommunicationis.</i>	30
<i>Pro Brevi indulgentiarum ad Septennium.</i>	8
<i>Pro Brevi protonotariatus Apostolici ad honores.</i>	110
<i>Pro litteris Notariatus Apostolici.</i>	13
<i>Pro</i>	

Pro Breui declaratoria nullitatis professionis.

100

*Si cum restitutione adversus lapsum quinquenni-
mij.*

150

*Pro Breui declaratoria nullitatis susceptionis
Ordinis Subdiaconatus.*

100

Subdiaconatus & Diaconatus ordinum simul.

120

*Pro Breui dispensationis super defectu.
mensium ad suscipiendum aliquem ordinem
sacrum.*

55

*Pro licentia legendi libros prohibitos & absol-
vendi à casibus reservatis.*

24

*Pro Breui commutationis voti per pœnitentia-
rium.*

10

Pro sumpto signatura resignationis.

16

*Pro sumpto signatura per obitum vel certo mo-
do.*

13

Pro sumpto Procuratorij.

10

*Pro instrumentis revocationis per Cancellaria-
m & Cameram.*

15

Pro signatura creationis in Canonicum.

9

*Pro litteris aggregationis alicui Archiconfrat-
ternitati.*

60

Perquisitiones pro quolibet anno.

12

Pro Breui indulgentiarum pro cōfraternitate.

28

Dispensationes matrimoniales in 4.

In quarto gradu de contrahendo cum causa.

38

Sine causa.

60

Cum absolutione ob secutam carnalem copu-

L 2

244 ABREGE' DES MATIERES

lam.	145
Cum absolutione in forma pauperum.	48
De contracto ignoranter & detecto impedi- mento; abstinnerunt postea à carnali copu- la.	38

In duplici 4.

Cum causa.	68
Sine causa.	600
Cum absolutione.	260
In forma pauperum.	68

In tertio & 4.

Cum causa.	50
Sine causa.	180
Cum absolutione.	160
In forma pauperum.	55

In secundo & 4.

Cum causa.	70
Sine causa.	1050
Cum absolutione.	270
In forma pauperum.	66

In primo Gradu publicæ honestatis.

Cum causa.	90
Sine causa.	1060
Cum absolutione.	260
In forma pauperum.	66

Compaternitas.

Cum causa.	280
Sine causa.	2350
Cum absolutione.	1000
In forma pauperum.	48

Compa

165

B E N E F I C I A L E S. 245

Compaternitas duplex.

Cum causa. 550

Sine causa compositio est arbitraria Roma.

Cum absolute. 1900

In forma pauperum. 70

Pro neutro machinante in vitam predefuncti.

145

In forma pauperum. 60

Nonobstante clausula superveniens cum causa.

50

Compaternitas ac in 3. & 4. cum causa. 360

Compaternitas ac in quarto cum causa. 340

In tertio Gradu.

Cum causa. 120

Sine causa. 1250

Cum absolute. 320

In forma pauperum. 48

In duplici tertio.

Cum causa. 200

Sine causa. 2150

Cum absolute. 550

In forma pauperum. 65

In 3. & 4. ex uno & 4. ex altero.

Cum causa. 85

Cum absolute. 300

In forma pauperum. 60

In 3. ex uno & 4. ex altero.

Cum causa. 160

Cum absolute. 430

In forma pauperum. 60

L 3

246 ABREGE' DES MATIERES

In 3. ex uno & 3. & 4. ex altero.

Cum causa. 200

Cum absolutione. 440

In forma pauperum. 60

In secundo & tertio.

Cum causa. 180

Sine causa. 2300

Cum absolutione. 500

In forma pauperum. 60

In secundo Gradu.

Cum causa compositio est arbitria Roma.

Cum absolutione. 2000

In forma pauperum. 110

Pro Bullis Prioratuum conventualium necnon Abbatiarum seu Monasteriorum computum debet fieri juxta illorum Taxam atque labores sollicitationis, cum sæpius aliqua dispensatio requiratur.

Procurator pour demander la fulmination d'une dispense.

FUT present en sa personne tel, qui a constitué son procureur general & special, la personne de

auquel il a donné plein pouvoir de comparoir pour luy pardevant tous juges & par special, pardevant Messieurs les Officiaux en la Cour Spirituelle de & illec au nom du

du Constituant , requérir la fulmination des Lettres de dispense obtenues de sa Sainteté, pour parvenir au Mariage futur d'entre ledit Constituant , & telle ; affirmer en l'ame du Constituant, qu'il ne pourroit trouver partie plus convenable que celle de ladite telle , qui ne luy fut en aussi proche degré de consanguinité ou d'affinité à cause de la petitesse du lieu (ou autre cause pour laquelle la dispense est obtenue) qu'il n'a contrainct ny forcé ladite telle à faire lesdites promesses de mariage ; ains que ç'a été de sa pure & libre volonté, & du consentement de ses parens & amis , & qu'il n'y a eu entr'eux aucune copule charnelle , & de se rapporter à la deposition des témoins ouïs touchant leur Genealogie & clauses portées par ladite dispense, & generally faite en cette affaire comme si le Constituant y étoit en personne , advoüant tout ce qui sera fait & geré par ledit Constitué, fait & passé en tel lieu , tel jour, pardevant moy Notaire Apostolique, & tels témoins soussignez, après lecture faite.

Faut que la fille passe pareille Procuration; changeant le masculin en féminin , ainsi ils seront liberez d'aller pardevant les Officiaux.

Information sur la Genealogie.

INformation faite par moy tel , à la Requête de Monsieur le Promoteur en la Cour Spirituelle de en vertu de la Commission émanée de Messieurs les Officiaux en ladite Cour , sur la Genealogie de tel & de telle avec la personne de qu'avons pris pour Adjoint
du tel jour & an.

Un tel témoin adjourné , après avoir pris & reçu de luy le serment , & promis de dire verité , a dit être âgé de
ou environ , & qu'il connoît tel & telle, comme parens en tel degré, d'autant que tel pere-grand & mere-grande desdites tels étoient cousins ou cousines germaines , & le sçait pour les avoir veus & connus , même leur pere & mere , qui étoient freres ou sœurs sortis de tel & telle , que dudit tel , pere-grand de tel est sorty tel , & d'iceluy, tel fiancé ; & d'autre côté de telle , mere-grande, est sortie telle mariée avec tel , duquel mariage est sortie ladite telle fiancée ; & sur ce enquis, a dit que la verité est qu'à cause de la petitesse du lieu , ledit tel n'eût peu trouver partie plus convenable à sa qualité, qui ne luy eut été alliée aussi proche ; sçait aussi qu'ils n'ont été forcez ny contrainsts à faire les promesses

messes de mariage , ains que ç'a été de leur pure & franche volonté, du consentement des parens & amis qui est tout, & a signé.

Ne faut oublier de les interroger , & faire répondre sur les autres causes de la dispense , s'il y en a d'autres. Sera bon d'en ouïr jusques à trois séparément , & au bout des dépositions mettre , desquelles dépositions avons dressé le present procez verbal, les jour & an que dessus.

Patrimoine.

FUt present en sa personne tel , qui a dit que tel son fils âgé de _____ est en volonté, moyennant la grace de Dieu, d'être promu aux Ordres sacrez ; & afin qu'il ait moyen de vivre lors qu'il sera promu à l'Ordre de Prêtrise , pour se conformer aux Saints Canons de l'Eglise ; & pour éviter toute injure qu'en pourroit recevoir l'Ordre, s'il étoit réduit à mendicité, il a donné & donne par ces presentes audit tel son fils present & acceptant , ou absent, stipulant & ce acceptant par le Notaire soussigné par forme de patrimoine ; sçavoir est, &c. Tous lesquels heritages led. tel a affirmé être sans charges ou hypothèques, & valoir plus de 100. livres de rente annuelle ; ce qui a été aussi affirmé par tel & tel, Bourgeois d'un tel lieu, qu'il a fait

L S

250 ABREGE' DES MATIERES
comparoir à cette fin ; consentant ledit tel,
toute fulmination, insinuation, & homologa-
tion nécessaires pour la validité des Presentes,
qui furent faites , le tel jour pardevant moy
tel Notaire & tels témoins qui ont signé après
lecture faite.

*Formulaire de la publication du
Patrimoine.*

JE vous fais sçavoir que tel desirant être
promeu à l'Ordre de Sousdiacre, m'a pro-
posé un titre Patrimonial de la valeur de
100. livres de rente, consistant en telle cho-
se ; dont je vous vay faire lecture; afin que si
quelqu'un sçait que les choses y mentionnées
ne soient de la valeur susdite, ou qu'elles ne
luy appartiennent, il ait à me le declarer sur
peine d'excommunication, pour éviter toutes
fraudes.

Certificat de la susdite Publication.

JE soussigné Curé tel, ay leu & publié en
mon Prône par trois Dimanches consecu-
tifs, le titre Patrimonial de tel, postulant
l'Ordre de Sousdiacre, qui n'a été contredit
de personne, ains receus comme contenant
verité. Fait le, &c.

Formis

*Formulaire de la Publication de l'Ordre
que le Postulant veut recevoir.*

IE vous fais sçavoir que tel , fils de tel &c. telle, de cette parroisse, desire soy faire promouvoir à tel Ordre; S'il y a quelqu'un qui sçache chose notable de luy , contraire à une condition si relevée ; comme quelque crime commis , promesse de Mariage , l'exercice de quelque chose dés-honnête & infame , irregularité encouruë ; ou quelque maladie inconnuë , ou imperfection cachée , qu'il ait à me le declarer , sur peine d'excommunication.

Certificat de la Publication.

IE soussigné Curé tel ; certifie avoir publié en mon Prône par trois Dimanches consecutifs , la promotion future aux Ordres sacrez de tel, de ma Parroisse , en laquelle il n'y a eu aucun empêchement. Fait le

*Attestation d'âge , vie & mœurs des
Postulans les Ordres , qu'on envoie
close.*

CE jourd'huy un tel , fils de tel &c. telle est comparu pardevant moy Curé

252. ABREGE' DES MATIERES

de requérant attestation de son âge , vie & mœurs, pour se présenter à la célébration des Ordres: pour à quoy satisfaire, j'ay fait le present Extrait du Registre des Baptêmes de madite Parroisse. Le tel jour, mois & an, tel fils de tel & telle, ses pere & mere, a été Baptizé en cette Eglise, ses parain & maraine tel & telle, & ledit tel est né de legitime mariage. J'ay de plus fait appeler tels & tels Habitans de cette Parroisse, personnes bien famées, qui enquis de la vie & mœurs dudit tel Postulant les Ordres, & interpellées de dire verité, m'ont dit le connoître fort bien, & qu'il a toujourns honnêtement vécû, & en bonne reputation; en foy dequoy ils ont signé avec moy la presente attestation. Fait le

Si les témoins appelez disent autre chose, il le faut fidellement inserer dans ladite attestation, qu'il faut envoyer clausé & bien scellée.

Modele d'une Lettre d'un Curé pour un Parroissien qui veut s'en aller aux champs.

OMnibus has præsentis inspecturis notum facimus quod cum (Talis) adolescens innuptus, parochianus noster, iter aggreffurus, à nobis Litteras testimoniales de vita & moribus exoptasset, justæ illius petitioni

tioni annuendum duximus. Testamur itaque dictum (Talem) filium (Talis) & (Talis) in legitimo thoro procreatum, de (Tali) Parochiæ nostræ (Talis) Diœcesis oriundum, fidem Catholicam, Apostolicam & Romanam, cum parentibus suis semper professum fuisse, nulloque excommunicationis vinculo innodatum, neque ullo crimine quod ad notitiam nostram pervenerit, unquam accusatum fuisse; imò adolescentem esse bonæ indolis & omni exceptione majorem. Quapropter Pastores omnes ad quos pervenerit, rogamus ut omnia Sacramenta, quibus eguerit ei conferre dignentur, promittentes nos idem in eodem casu facturos. In cujus rei fidem has præsentibus signo nostro manuali munivimus in ædibus nostris. Anno, &c.

*Attestation de proclamation de Bans
de Mariage.*

TRIBUS proclamationibus (Reverende Pastor) ut moris est factis pro futuro matrimonio inter (Talem) Parochianum nostrum & (Talem) vestram, nemo reclamavit: in cujus rei fidem has præsentibus signo nostro manuali munivimus, Anno, &c.

Aliter.

Junga tuam nostro, nihil obstat.

Servus ad aras.

Modele

Modele d'un Testament.

FVt present en sa personne tel, gisant au liect malade, sain d'entendement, qui considerant la brieveté de la vie de l'homme, la certitude de la mort, & l'incertitude de l'heure d'icelle, desirant pourvoir au salut de son ame, a fait, nommé & dicté mots apres autres, son Testament, en la forme & maniere qui ensuit.

Premierement, il a recommandé son ame à Dieu le Createur, à la bien-heureuse Vierge, à tous les Saints & Saintes de Paradis, étant separée de son corps, ordonnant que sondit corps soit inhumé en tel lieu, que toutes ses debtes passives si aucunes se trouvent lors de son decez, soient acquittées incessamment. Item, disposant des biens qu'il a pleû à Dieu luy donner, pour le remede de son ame, a laissé tant aux Eglises, tant aux pauvres. Et pour l'entier accomplissement de ce que dessus, a nommé pour executeur de sondit Testament tel, auquel il a donné puissance sur tous ses biens, tels qu'ils soient, jusqu'à l'entiere execution du present Testament, revoquant tout autre qu'il pourroit avoir fait : voulant que cestuy seul sortisse son plein & entier effet, qui a été leu & releu audit Testateur, qui a dit le bien entendre

tendre , & telle est sa dernière volonté. Fait & passé en tel lieu , le tel jour & heure, par-devant tel , en présence de tels témoins à ce appelez , qui ont signé avec le Testateur & Notaire, après lecture réitérée.

Notez que les témoins doivent être hommes , non femmes, & âgez de 20. ans; & que si par la coutume y a clause particulière , il faut l'observer.

F I N.





T A B L E DES MATIERES.

*L' Italique marque que c'est dans les Notes
qu'il faut chercher.*

A

A Ge. Quel âge est
nécessaire par le
Concordat, pour
obtenir les Benefices qui
sont à la nomination du
Roy. 51. Pour porter
Doyenné-Cure, & Prieuré
Conventuel collatif. 152.
Pour les Abbayes &
Prieurez Conventuels ele-
ctifs. *ibid.*

Abbayes dont on ont été
Régulières dans leur ori-
gine. . Celle de S. Felix
de Valance Régulière con-
tre le sentiment d'Hostien-
sis. *ibid.*

Abbé. De deux sortes
d'Abbez. 7. Voyez Com-
mandataires.

Abbez & Prieurs Con-
ventuels tenus de se faire
promouvoir à l'Ordre de
Prêtrise à vingt - cinq
ans. 13. Secus des Benefi-
ces simples tenus en com-
mande. *ibid.*

Annates. En quels
cas elles ne sont pas
dûes. 111

Archevêque. Par quel
droit & en combien de
manieres les Archevê-
ques & Evêques pour-
voyent aux Benefices. 23
Ont laissé perdre le droit
de conférer librement les
Benefices dependans de la
Presentation des Abbez ou
Prieurs pendant leur Va-
cance. 34

Bâtard

DES CHAPITRES.

B

Batard. S'il peut être promu aux Ordres, & recevoir benefices sans dispense. **152.** Dispensé pour l'Ordre ne l'est pas pour tenir Benefice. **84**

Benefice. Ce que c'est, **1.** de combien de sortes il y en a, là même, & suivans.

Bretagne. Chose à observer sur les Benefices de Bretagne. **75.** Benefice de Bretagne sujets à l'Indult. **76.** Juges Seigneuriaux incompetens, pour connoître des Benefices. **12**

Brevetaire. Prébendes qui sont de la Collation du Chapitre ne sont pas deues au Brevetaire du serment de fidelité. **40**

C

Canonicats, aujourd'hui incompatibles avec les Cures. **138** Canonicats qui sont à la Collation du Roy, ou autres Collateurs Laïcs sont véritables Benefices Ecclésiastiques

contre Dumoulin.

18. Mais ne sont pas sujets à la devolution du Pape, selon le même Auteur, & la triennale possession en vertu d'une Provision de Rome ne serviroit de rien. *ibid.* Juges Laïcs connoissent du Pécule de ces sortes de Benefices, quoique régulièrement ils ne connoissent que du possessoire des autres. *ibid.*

Cardinal. Si les Cardinaux peuvent être prevenus. **98.** Les Benefices dependans de leur Collation sont affranchis de l'Expectative des Indultaires. **73** Anciennement il n'y avoit que les Cardinaux Commandataires qui succedaient au Pécule de leurs Religieux. **15.** Cardinaux peuvent resigner avec reserve de tous les fruits. **142.** & **147.** Le Pape ne peut déroger à la Règle de 20. jours, au prejudice des Benefices dependans de leur Collation. **135**

Chanoines. Si les Chanoines doivent les dimmes. **182**

Chapelle. Modèle de la pro

T A B L E

Procuracion d'une Chappelle. **221**

Chapitre. En quel cas il pourvoit aux Benefices, & qu'elle est la jurisdiction le Siège vacquant. **27.** & suivans.

Si pendant la vacance du Siège Episcopal, les Chapitres ont les Collations libres aussi bien que les necessaires. **27.** Raisons pour l'affirmative. **28.**

Pour la negative. **31.**

Quoy qu'ils ayent le droit de Conferer toutes sortes de Benefices pendant la vacance, Celuy de presenter pendant la vacance des Abbez & Prieurs ne leur est pas néanmoins dévolu. **34**

Charnage. Les dîmes de charnage. **195**

Cisterciens. Comment ils sont exemps de payer la dîme. **182**

Autrefois ne jouissoient de cette exemption que pour les héritages qu'ils cultivoient eux mêmes, ou par leurs valets. **184.**

Mais aujourd'huy ils en jouissent même pour les tiens qu'ils donnent à ferme, ainsi que les Che-

valiers de Malte. *ibid.*

Coadjutorerie. Si les Coadjutoreries sont Benefices, **16.** De deux sortes, les unes s'établissent sur les Evêchez & Abbayes, les autres sur les Benefices inferieurs. **17.** Celles cy ne sont qu'une espeece de Grand Vicariat, qui ne dure qu'autant que la cause dure. *ibid.*

Collation. Beaucoup de choses à observer en cette matière. **111.** **113.** & suivans. A qui appartient la Collation des Benefices pendant la vacance du Siège Episcopal. **27.** Le Roy n'a pas la Collation des Benefices de Fondation Royale, s'il ne se l'est reservée; secus de la presentation. **40.** Il n'a pas la Collation des Canoncats de S. André de Grenoble. *ibid.* Ny la Collation du premier Benefice vacquant en chaque Cathedrale pour son joyeux avenement à la Couronne: Mais en a seulement la presentation. *ibid.*

Collège. Si les Principautez & Bourfes des Collé

DES CHAPITRES.

Collèges sont Benefices. Voyez Coadjutorerie. Les Chapitres en disposent pendant la vacance du Siége. 28

Commende. Commandataire, Ce que c'est 11. quel est le pouvoir & devoir de Commandataire, *ibid.* & suivans. Age requis pour porter un Benefice simple en commende. 14. Difference Jurisprudence du Parlement & du grand Conseil sur cela. *ibid.* Le Parlement de Grenoble suit en cela la Jurisprudence du Grand Conseil. 15. Il ne suffit pas aux Abbez & Prieurs Commandataires d'avoir une cause legitime pour être dispensé de se faire promouvoir à l'Ordre de Prétrise dans les 25. ans, il faut qu'ils obtiennent une dispense effective. 13. Commandataires succèdent aujourd'huy au pécule de leurs Religieux. *ibid.* Anciennement il n'y avoit que les Commandataires Cardinaux. *ibid.* Division du revenu des Benefices tenus en Commende, en trois lots. *ibid.*

Le Lot destiné aux Reparations laissé à l'Abbé. *ib.* Les Lots garands les uns des autres. 16. Le Pape ne peut refuser la continuation de la Commende pure & simple. 14. Secus si elle a été accordée avec decret irritant, sinon qu'il dérogeât aud. decret. *ibid.* S'il n'y dérogeoit il y auroit abus au Brefs: lequel ne produiroit pas même un titre coloré. Religieux ne peuvent rien aliéner, ny donner bail à longues années, sans le consentement du Commandataire. 15

Commanderies. Si les Commanderies sont Benefices. 16. & 67 Compacte. Ce que c'est.

135.

Coûtume. Par qui elle s'acquiert & se fait. 185.

Cure. Modele de Provision d'une Cure. 219. Le Pape confere les Cures, dont les Titulaires meurent à Rome. 21

Indultaires ne peuvent être contraints d'accepter une Cure 73. Pensions ne peuvent être établies sur Cures qu'après les avoir desserviés 15. ans 142. Le

Roy

TABLE

Roy confere les Cures en Regale, quand elles se trouvent unies aux Benefices dont il confere. 36.
Secus s'ils sont unis aux Cures. ibid. Que s'il n'apparoit lequel des deux est any. ibid.

Curez. Qui sont à proprement parler les vrais Curez. 4. Les Titres que doivent avoir les Curez primitifs. 172. Les preuves des Curez primitifs sont équivoques & qu'elle est la preuve la plus certaine. 173

D

Datterie. Usage de la Datterie de Rome en faveur de celuy qui a envoyé le Courier. 12.

Decret irritant aposé dans une loy publique. Ligat etiam ignorantes.

123

Delit. Quels sont les delits qui rendent les Benefices impetrables ipso facto. 147

Devolut. Comment on se fait pourvoir d'un Benefice jure devoluto, par l'incapacité du pourveu,

162. Si tous les devolutaires sont tenus de donner caution. 163

Dignité. Ce que c'est. 4. A qui convient proprement ce terme, là même. Si l'on en peut tenir plus d'une dans une même Eglise. 5. Dignité Episcopale efface la profession Religieuse. 2. Peut être sans juridiction. 5. Dignitez ne doivent être données qu'à des Graduez en Theologie ou en droit. ibid. Ne sont sujettes à l'Expectative des Graduez suivant les Arrests du Parlement. Secus au Grand Conseil. ibid. Dignitez des Eglises Cathedrales & Collégiales, exemptes de la nomination du Roy, 50. Secus des Conventuelles. 51

Dispense. Modele de dispense pour contracter mariage au troisième degré de parenté, ou d'alliance: 135. Ce qui est à observer sur cette matière. 238. Modele de Procuration pour la fulmination d'une dispense. 247. Qui est dispesé pour l'Ordre ne l'est pas pour tenir

DES MATIERES.

tenir benefices. 84

Dîme. Ce que c'est.

174. Combien de sortes il y en a. 175. & suivans. Comment & pourquoy les dîmes ont été introduites. 178. & 179. Si elles sont de droit divin. *ibid.* Par qui deuës. 181.

Anciennement les exempts de payer la dîme ne jouissoient de ce privilege, que pour les terres qu'ils labouroient par leurs mains, ou par leurs Valets. 184. Mais aujourd'huy ils en jouissent même pour les héritages qu'ils donnent à ferme. ibid. Si la coutume de ne point payer la dîme exempte de peché.

185. Exempt en payant la dîme pendant 40. ans, perdent leur privilège.

186. Exempt de payer, la dîme est exempt de novale. 192. A qui les dîmes sont deuës. 188. & suivans.

Dequoy elles sont deuës. 200. Quand & comment elles doivent être payées. 201. Quelles sont les dîmes inféodées, & ce qui est à y observer. 202. & suivans. Il suffit que la dî-

me soit due à un Seigneur temporel pour être dite inféodée. 176. Si retournans à l'Eglise, elles deviennent ecclésiastiques. 204. Il suffit d'alleguer que la dîme est inféodée pour en rendre le Juge seculier competent. 206.

E

ETrangers. De deux sortes d'étrangers. 150 Incapables de tenir Benefices en France, sans lettres de naturalité *ibid.* S'il faut les avoir obtenues avant d'être pourvu du Benefice. *ibid.*

Evêques. Voyez Archevêque.

Excommunication. En quel cas elle rend le Benefice impetrable. 149

F

Falsification de lettres ou autres actes concernant les Benefices, les rendent impetrables. 147 & 148.

Fruits. L'on ne peut réserver tous les fruits d'un Benefice par forme de

TABLE

de pension en le resignant. 127. & 145. Messieurs les Cardinaux sont exceptez de cette regle. 178. Fondation des Dames de S. Cir. 53

G

Généalogie. Modèle d'information sur la Généalogie de quel que personne en fait de mariage. 248
 Graduez. Quels ils sont: de Combien de sortes, & quels sont leurs privileges. 73. & suivans. Ce qui est à observer sur cette matiere. là même, jusqu'à 103. Si les Collateurs qui n'ont que deux Benefices à conferer sont exemts de l'expectative des Graduez. 80. Simples Bacheliers en medecine ne jouissent pas du privilege des autres Graduez pour la requisition des Benefices. 95. Si trois presomptions de fraude au prejudice des Graduez rendent une resignation nulle. 82. De quel tems se doit compter l'ancienneté du Gradué nommé. 90. Il suffit

au Gradué d'être tonsuré dans le tems de la vacance du Benefice qu'il requiert in vim gradus 84. Si la noblesse des Graduez doit être d'ancienne lignée, ou s'il suffit d'être nés de Pere & mere nobles. 85. Les deux ans qui ont été retranchez en faveur des Graduez nobles pour le Baccalaurat en droit le doivent être pour les autres degrez de cette faculté. 86. Gradué mineur de 25. ans n'est pas dispensé pour tenir une Cure. 86. Difference jurisprudence du Parlement, & du Grand Conseil, au sujet de la repletion des Graduez. 87. Quand le Gradué perd le privilege de ses degrez. ib. Le moindre Benefice remplit le Gradué regulier, même une pension. ibid. Gradué seculier ne peut requérir un Benefice Regulier, & à contra même avec dispense. 86. Mais un Gradué Regulier peut être dispensé pour obtenir benefice d'un autre Ordre. ibid. Le Patron, ou Collateur ne pouvant gratifier un Gradué nommé dans
 les

DES MATIERES.

les 6. mois de faveur si le droit en est devolu au Supérieur. 92. Gradué seculier n'est pas tenu exprimer les pensions qu'il a, si fait bien le Regulier. 94. Si dans les 6. mois de rigueur ne se trouvant point de Graduez nommez les Graduez simples peuvent requerir 96. Si les Graduez nommez de l'Université de Paris sont preferez aux Graduez plus anciens des autres Universitez. 96. Regens de ladite Université preferez aux Graduez, quoy que plus anciens. 97. Graduez ne sont exempts d'avoir les qualitez requises par la fondation, ou anciens Statuts approuvez. 155

Grand Vicair, qui n'a reçu que le pouvoir de conferer, n'a pas l'autorité d'admettre les Resignations. 25. peut conferer aux Graduez. 25. Sa préférence sur l'Archidiaque, & autres dignitez. 26

H

Heretique. Si les heretiques doivent la

dîme.

181

H. miside, simple ne fait vacquer le Benefice, Oüy bien l'assassinat premedité, & le Parricide. 148

Hôpital. Si les Hopitaux sont Benefices. 17

I

Incapacité, qui prive ipso facto, ou non. 154. & suivans. Celuy qui impetie le Benefice d'un homme vivant est incapable de le posséder jamais. 159. Qui assiste à un jugement de mort, rend les Benefices impetrables. ibid.

Incompatibilité de Benefices. 156. Dignitez personats, Cures incompatibles. Si on en possède deux, les deux vacquent. 6. Le premier vague, si ce sont autres Benefice requerans residence. ibid. Si ce sont Benefices reguliers, tous deux vacquent. ibid.

Indult, & Indultaire. Quelle espèce de privilège, & ce qui est requis pour en jouir. 72. 73. & suivans. Messieurs les les Maîtres des Requêtes jouif

T A B L E

joüissent de l'Indult, comme membres du Parlement. **72.** Ampliation de l'Indult par Clement IX. *ibid.* Il n'est pas absolument nécessaire de faire insinuer un Indult au Greffe de l'Evêché, où sont situez les Benefices. **75.** Chapitres, & Abbez Triauxaux, ne peuvent être chargez d'Indult qu'une fois à chaque mutatiō de Roy. **76.** Il n'est pas nécessaire de notifier son indult au Collateur du vivant de l'Officier, pourvu que auparavant son decez le Roy ait delivré ses lettres de nomination. **78**

Insinuation. A l'égard des Benefices. **88.** De quelle maniere, & en quel tems se doit faire l'insinuation des Graduez. **89.** Gradué negligéant de se faire insinuer, s'il perd le privilege de ses degrez. **90.** Si l'Insinuation de l'Indult est absolument nécessaire. **75.** Si l'ancienneté du Gradué se compte du jour de l'Insinuation, ou de ses lettres de nomination. **90**

Irregularité. L'irregu-

larité ne prive pas des Benefices qu'on a, mais empêche seulement qu'on en puisse acquerir. **160.** *Exception. ibid.*

L

Legat. S'il peut prévenir les Graduez, & les Indultaires. **99.** Erreur de l'Auteur. *ibid.* Peut encore déroger à la Regle de **20.** jours au prejudice des Graduez, & des Indultaires. *ibid.*

Léproserie. Si les Léproseries sont Benefices. **17**

M

Malte. Benefices dependans de Malte, ne peuvent être resignez en Cour de Rome, ny conferez sans le consentement de l'Ordre. **20.** Chevaliers de Malte exempts de payer la dîme, même pour les heritages qu'ils donnent à ferme. **84**

Mandataires. Quels sont, & ce qui est à observer. **68.** & suivans.

Mandats. Abrogez par le

DES MATIERES.

270

Le Concile de Trente. 68

Manuël. Benefice Manuël destituable *ad nutum.* 10

Mendians, inhabiles à toutes sortes de Benefices, même avec dispense 3. Jusque là que la possession triennale leur seroit inutile. *ibid.*

Mineur se peut faire relever d'une Resignation. 117. Secus d'une simonie. *ibid.*

Mois. Quels sont les Mois affectez aux Gradués. 80. & 101. Si dans les mois de rigueur il n'y avoit point de Gradué nommé insinué les Gradués simples pourroient requérir. 96

Mort. Deux manieres de se faire pourvoir d'un Benefice vacquant par mort. 103

N

Novale. Ce que c'est que Novale. 176. & 190. Exempt de la dîme est exempt de la Novale. 192

O

Oblats. Sur quels Benefices ils peuvent être présentez. 12. A quoy sont aujourd'huy réglées les pensions destinées pour les Oblats. *ibid.* Benefices ausquels le Roy ne nomme pas exempt de ce droit. *ibid.* Non seulement le Roy a droit de mettre un Oblat dans les Abbayes d'hommes ; mais encore celuy de faire recevoir une Demoiselle dans les Abbayes de filles. *ibid.*

Office. Ce que c'est dans les Eglises Cathedrales & Collegiales. 6

Offrande. En quels cas le peuple est obligé de faire Offrande à son Curé. 199

Ordinaire. Voyez Archevêques. L'Ordinaire peut pourvoir en toute sorte de vacances, exceptez trois cas. 162

P

Pape. Par quel endroit. & en combien de manieres le Pape

M

TABLE

pourroit aux Benefices en France. **19.** S'il peut déroger aux Patrons laïcs.

20. Cas auquel il le peut.

21. Si en concurrence de deux Patrons, l'un Laïc, & l'autre Ecclesiastique, dans une même Eglise, il peut déroger à l'un, & à l'autre. **47.**

Si le Pape peut exempter les Laïcs de payer dîme. **187**

Partage des revenus des Benefices tenus en Commande, comment se partagent. Voyez Commandataire. Il n'y peut avoir de Partage de voix dans la Collation des Benefices, & les Arrêts du Grand Conseil. **104**

Patron. Ce que c'est.

41. De combien de sortes il y en a. *ibid.* En combien de façons s'acquiert le droit de Patronage. *ibid.* Quels sont les droits, & devoirs des Patrons, **42.** S'ils peuvent gratifier le Patron, ou son fils, du benefice dont il est Patron. **43.** En Normandie les Patrons Laïcs ont 6. mois pour présenter comme les Ecclesiastiques.

45. On peut être Patron sans avoir la Presentation.

41. Collation, Spretio Patrono, s'il ne s'en plaint dans le tems de droit est bonne. **47**

Pauvres. Si les Pauvres sont exempts des dîmes. **182**

Pension. Si elle peut être constituée par le Pape sur un Benefice sans le consentement du Patron Laïc. **139.** Et aux Nottes. **140.** Ce que c'est, & les conditions à y observer, pour en rendre la Création valide. **131.** Si l'on peut établir pension en faveur d'un laïc sur un Benefice.

141. Quelles conditions pour l'établir sur une Cure, prebende, dignité, ou personat des Eglises Cathedrales, & Collegiales. **142.** De combien peut être la Pension. *ibidem.* Quelles distributions tiennent lieu de gros fruits, pour regler la Pension. **143.** Si une dispense pour tenir Benefice sert pour porter une Pension. **140.** *Quoy* que le Roy ait le pouvoir créer des Pensons sur les

bene

DES CHAPITRES.

Benefices qu'il confere en Regale. Neanmoins il renvoye toujours les Parties à Rome pour la Pension.

144. *L'ordinaire en peut faire de même, en admettant les permutacions, ibid. Modèle de création de Pension. 244. De cassation d'icelle. 215*

Permutation. Ce que c'est en fait de benefice.

131. *Conditions requises pour qu'elle soit valide. la même & suivans.*

Usage du Parlement de Bourdeaux en fait de permutation reformé par Declaration du Roy. 133.

Autre usage qui meritoit le même remede. ibid.

Gaudium de bona fortuna en permutation aboly. 123

Personat. Ce que c'est. 5.

Deux Personats tellement incompatibles, que si on possède deux, les deux vacquent après l'an. 6

Possession. Ce que c'est, & ce qui est à observer en la prise de possession.

157. *Quand on a pris une fois possession, quoy que sur un titre nul, il n'est pas nécessaire de la réitérer en obtenant un nouveau ti-*

tre. ibid. Sinon que la nouvelle provisiⁿ fut en Regale. ibid. Formalisé qu'il faut observer en prenant possession d'une Cure. ibid. Quelle pour les Benefices dependans des Eglises Cathedrales, & Collegiales 168. Que faire si les Chapitres font refus. ibid.

De la Possession annuelle. 169. De la Triennale. 170. Si elle peut être opposée par un Curé, qui ne s'est point fait promouvoir à l'Ordre de Prêtrise dans l'an. 171. La Treinnale possession, ou Regle de Pacificis a lieu en Regale 38

Possessoire. Quand le Possessoire est jugé on ne peut plus se pourvoir au Pétitoire. 170

Prémices. Ce que c'est que Prémices. 178

Prescription. Par qui elle s'acquiert & se fait.

185

Présentation. Elle seule empêche la Prévention. 45. & 100. Quand cela a lieu, & les raisons de cette jurisprudence. 45. Modèle de la Présentation par le Patron à

M 2

T A B L E

L'Ordinaire. 218. *La Presentation est une espece de servitude, établie contre la liberté des Ordinaires.* 23. *Les Tuteurs & Curateurs presentent & confèrent pendant la pupillarité & l'interdit de leurs pupils du furieux.* 33. *Le Roy presente à la premiere Prebende vacante dans chaque Cathedrale pour son joyeux avènement à la Couronne, mais ne confère pas.* 40

Prestation. Quelle sorte de Prestation engendre obligation. 199

Prestre. Dans quel tems un Curé est obligé de se faire Prestre en France. 153. *Et dans quel les Abbez & Prieurs Conventuels.* 13

Prevention. du Pape. 91. *Ce qu'il faut afin que la Prevention ait lieu.*

22. & 99. *Si une Collation nulle empêche la prevention du Pape.* *ibid.* *En quel cas le Pape peut prevenir le Patron Laïc.* 22. *Legats peuvent prevenir les Graduez & les Indul-taires.* 99. *Les Collations pendant la vacance ne*

se peuvent reserver sans danger au successeur, à cause des Preventions de Rome. 32. *La même raison a donné lieu de permettre aux Collateurs inferieurs l'admission des permutations.* 111. *Henry I L. Celuy qui a commencé d'étendre le droit de Prevention.* 30. *Ordonnance de S. Louis pour arrêter cette entreprise.* *ibid.*

Prieuré. Il en a de simples & de Conventuels, & la subdivision des uns & des autres. 9. & suivans. *Prieurez Conventuels electifs confirmatifs, la Collation en appartient au Roy, par le Concordat. Les autres simplement collatifs aux Collateurs ordinaires.* 10. *Quel âge il faut avoir pour les porter.* *ibid.* & 152. *Prieurez Collatifs sont sujets à l'Indult.* 10. *Prieuré de S. Felix autrefois de la Collation de l'Abbé de S. Ruf de Valence, aujourd'huy de la nomination du Roy.* 3

Procuration. Modèle de Procuration pour confentir

sentir à la création d'une pension. 214. Pour l'éteindre. 215. pour revoquer une résignation. ibid. Pour prendre possession. 216. *Difference de la Procuracion ad Resignandum, & la Résignation.* 107. & 125

Provision. Modèle d'une Provision du Pape *per obitum*. 203. Ces sortes de Provisions ne sont sujettes à la publication. 168. Provision, certo modo, ou par devolut. 234. Dans le Concours de deux provisions d'un même Collateur, ny l'une ny l'autre ne vaut. 21. Si elles sont de differens Collateurs, celui qui prend possession le premier est préféré. ibid. Ce qu'il faut faire pour éviter le concours d'une datte en Cour de Rome. 22. Provisions de Cour de Rome, de quel jour elles se *datent*. Voyez *Dat-terie*. Provision, *motu proprio*, ne sont reçues en France. 111

Publication. *Difference Jurisprudence du Parlement, & du Grand Conseil, concernant la pu-*

blication des Resignations. 122. *Necessaire pour la prise de possession des Prieurez, & Cures.* 169. & *suivans.*

Q

Qualitez. Celles qui sont annexées aux Benefices par la fondation, ou autrement, sont necessaires indispensablement. 154. Les Grâdués, & Indultaires n'en sont pas exempts. ibidem. Aussi bien que de celles portées par les anciens Statuts approuvez. 159

R

Recveance. Ce que c'est, & ce qui y est à observer. 165. Sentence de créance executoire à la caution juratoire. ibid.

Regale. Ce que c'est que le droit de Régale, & autres choses à observer sur cette matière. 35. Le Roy confere les Cures quand elles se trouvent annexées aux benefices dût il pourvoit en Regale. 36.

M 3

TABLE

Secus s'ils sont unis aux Cures. *ibid.* Quid quand il ne paroît pas lequel des deux est uny. *ibid.* Le Roy n'a aucun supérieur en Régale. **39.** n'avoit cy-devant de compagnon, mais il s'est départy généralement de ce droit en faveur du Clergé. **37.** Il n'y a point de tems prescrit au Roy pour conférer en Régale. **44.** L'ouverture en Régale n'empêche pas le paiement des pensions sur les Evêchez. **145**

Reguliers. De deux sortes de Reguliers, quels inhabiles à toute sorte de benefice. Voyez Mendians.

Règle. Observation sur la Règle de *verisimilitudinis*. 105. Sur celle de *non tollendo* & *alteri quæstum*. **108.** Sur celle de *publicandis resignationibus*. **120.** Sur celle de *infirmis*. **123.** De quel jour se comptent les 20. jours de cette règle. **127.** Cette règle n'a lieu aux Resignations pures & simples, ny en permutation faites devant les Ordinaires. **126.** Devenue inutile au moyen de la dérogation que le

Pape est tenu d'y faire. **135.** Et s'il refusoit d'y déroger les Cours souveraines y feroient suppléer. *ibid.* Ce qu'il faut observer sur la Règle de **20. iours. 135.** Différence de cette règle d'avec celle de *Infirmis*. **138.** Sur celle de *pacificis*. **170.** Cette Règle a lieu en Régale. **38.** Règles de Chancellerie, qui sont reçues en France, y passent pour lors même pendant la vacance du S. Siege. **127**

Regrét. Si le Regret en son benefice peut être pactisé dans une resignation. **130**

Rome. Quel droit a le Pape sur les Benefices vacans par le decez de ceux qui decèdent à Rome ou à deux journées près. **20.** Les Cures n'en sont pas exceptées. **21**

Roy. En combien de façons le Roy pourvoit aux Benefices. **35.** Dénombrement de quelques Benefices que le Roy confère de plein droit, outre ceux qui vacquent en Régale. **39.** Quels sont ceux dont

il

DES CHAPITRES.

il est Patron. 49

Resignation. Quand la Resignation par permutation est presumée frauduleuse. 81. Ce que c'est que la Resignation. 115. De combien de sortes il y en a. là même. Conditions requises pour faire valider une resignation. 116. *Difference de la Resignation pure & simple de celle en faveur.* *ibid.* S'il est nécessaire que le maître consente à la resignation faite par son domestique. 120. *Resignation d'un Benefice consistorial étant agréée par le Roy, ne peut plus être révoquée.* 118. La Resignation de ces sortes de Benefices doit être signifiée à Monsieur le Procureur General du Grand Conseil, ou ses Substituts. *ibid.*

Modèle de Resignations entre les mains du Pape. 126. & suivans.

S

SEquestre, en fait de Benefice, ce que c'est. 166

Signature. Ce qui est

nécessaire à observer sur les Signatures de Rome, pour qu'elles fassent foy en France. 112. 144

Simonie. Si les Resignations simoniaques peuvent être paisibles. 129

Statut. Voyez qualitez. Statut remarquable de l'Abbaye de S. Jean des Vignes de Soisson.

116

Successeur. Si un Curé peut obliger ses Successeurs. 201

Supplique. Ce qui est nécessaire d'observer en celles que l'on presente au Pape, pour obtenir quelque Benefice. 109. & suivans.

T

TAxe. Les taxes des expéditions de Cour de Rome. 241

Tems. Le tems dans lequel les Patrons sont obligez de pourvoir aux Benefices, étant expiré, ce qui s'en ensuit. 44

Théologale, ne peut être donnée qu'à un Docteur en Théologie, le Baccalaurat, & la Licence ne suffi-

roient

TABLE DES MATIERES.

essient pas.

157

Témoins. Dans les Procurations, ad Resignandum, ne doivent être parens du Resignant, ny du Resignataire. *ibid.*

V

V *Accances.* Trois sortes de vaccances

en Benefices, & quelles elles sont. **19.** & 102. Longues vaccances, sur tout des Cures, condamnées par les Canons comme nuisibles à l'Eglise. **32**

Vicaire. Du pouvoir des Grands Généraux. Voyez *Grand Vicaire.*

Fin de la Table des Matieres.

EXTRAIT

EXTRAIT DU PRIVILEGE du Roy.

PAR Gracc & Privilege du Roy ; il est permis à Benoit Bailly, Marchand Libraire à Lyon, de faire imprimer un Livre intitulé *Alregé des Matieres Beneficiales, selon l'usage de l'Eglise Gallicane, &c.* par JEAN HUSSON CHARLOTAU, Prêtre Curé d'Yges, & Notaire Apostolique à Lyon; & défenses sont faites à toutes personnes d'imprimer, ou faire imprimer, vendre & debiter ledit Livre sans le consentement dudit Bailly, ou de ceux qui auront droit de luy pendant le tems & espace de huit ans, à commencer du jour que ledit Livre sera achevé d'imprimer, aux peines portées par lesdites Lettres. Donnée à Versailles le 7. Septembre 1686. Signé, Par le Roy en son Conseil, JUNQUIERES.

Registré sur le Livre de la Communauté des Libraires & Imprimeurs de Paris, le 18. Septembre 1686.
Signé C. ANGOT Syndic.

Achevé d'imprimer pour la premiere fois en vertu des presentes, le 12. Juillet 1687.

Les Exemplaires ont été fournis.

ERRATA.

PAge 23. ligne 2. au Texte, *nullas*, lisez *nullus*.
pag. 30. lig. 19. les, lis. cet. p. 45. col. 2. lig. 4. clo-
se, lis. glose. p. 46. col. 1. lig. 5. Buffaquet, lis. Buffa-
guet. Ibid lig. 21. ses, lis. son. Ibid. lig. 33. à, lis. &.
p. 47. col. 1. lig. 1. pendant le, lis. *pendente*. p. 73. col. 2.
lig. 3. d'enseigner, lis. de resigner. p. 86. col. 1. lig. 13.
commend. lis. concord. p. 101. lig. 19. mais, lis. mois.
p. 133. col. 1. lig. 9. abregé, lis. abrogé. p. 148. col. 1.
lig. 3. commence, lis. commis. p. 176. col. 1. ligne 3.
ôté le mot soir.



TABLE
DES CHAPITRES
ET DES TITRES
CONTENUS EN CE LIVRE.

Traité premier.

Que le Beneficier a
droit d'exercer les
fonctions Spiri-
tuelles, Chapitre 1.
page 1.

Du Pape. Ch. 2. 19

Des Archevêques & E-
vêques, qu'on appelle
Ordinaires, Ch. 3. 23

De ce que peut le Chapi-
tre, Sede vacante, Cha-
itre 4. 27

Le Roy pourroit aux Be-
nefices en trois façons,
Chapitre 5. 35

Des Benefices que le Roy
confere pleno jure, ou-
tre ceux qui viennent

en Regale, Ch. 6. 39

Des Patrons & de leurs
droits, Ch. 7. 41

Des Benefices dont le Roy
est Patron, Ch. 8. 49

Fondation du Couvent des
Dames de S. Cir, dia
mois de Juin, 1686. 53

Des Mendataires, d'où
vient leur privilege,
& qu'est-ce qu'il faut
qu'ils fassent pour en
jouir, Ch. 9. 68

Des Indultaires, d'où vient
leur privilege, Ch. 10.

72

Des Gradués simples &
nommez, Ch. 11. 78

TABLE DES CHAPITRES.

<i>Qualitez & conditions requises au Gradué simple, Ch. 12.</i>	Ch. 22.	131
<i>Qualitez & conditions requises au Gradué nommé, Ch. 12.</i>	Des pensions, & conditions nécessaires pour la validité d'icelles, Ch. 23.	139
<i>Comme on se fait pourvoir des Benefices vacans par mort, Ch. 14.</i>	<i>Quand le Benefice vacque par l'incapacité du pourveu : Et 1. des delits qui rendent les Benefices impetrables de ceux qui en sont pourvus, Cha. 24.</i>	147
<i>De la Regle de Verisimilitudine, Ch. 15.</i>	<i>Autres incapacitez qui privent ipso facto, & rendent le Benefice du pourveu impetrable, Ch. 25.</i>	150
<i>De la Regle de non tollendo jus alteri quitum, Ch. 10.</i>	<i>Crimes qui ne rendent ipso facto impetrables les Benefices, Chap. 25.</i>	159
<i>Qu'il convient exprimer en la Supplique faite à sa Sainteté pour avoir quelque Benefice, Ch. 17.</i>	<i>Autres incapacitez qui ne privent le pourveu ipso facto, Ch. 26.</i>	161
<i>Quand le Benefice vacque par resignation, Ch. 18.</i>	<i>Comment on se fait pourvoir par l'incapacité du pourveu, Chapitre 27.</i>	162
<i>Conditions requises à la resignation, à ce qu'elle soit valide, Chap. 19.</i>	<i>De la prise de possession, Chap. 18.</i>	169
<i>De la Regle de Publicandis resignationibus, Ch. 20.</i>	<i>De la possession Annale, Ch. 29.</i>	170
<i>De la Regle des 10. jours, ou de infirmis Resignatibus, Chap. 21.</i>	<i>De la possession triennale ou Regle de Pacificis Possessoribus, Ch. 30.</i>	172
<i>Quand le Benefice vacque par Fermutation,</i>		

May

TABLE DES MATIERES.

Marques pour discerner le
Curé primitif, 170

Traité second,

CE que c'est que dîme,
Ch. 1. 174

Combien de sortes de Dî-
mes, Ch. 2. 175

Comment le payement des
Dîmes a été introduit,
Ch. 3. 178

Pourquoy les Dîmes ont
été introduites, Ch. 4.
179

Qui est ce qui doit Dî-
mes, Ch. 6. 181

A qui est due la Dîme,
Ch. 6. 188

Dequoy faut-il payer Dî-
me, Ch. 7. 200

Quand & comment il faut
payer la Dîme, Ch. 8.
201

Des Dîmes inféodées,
Ch. 9. 202

Pardevant quel Juge il se
faut pourvoir pour agir
en matiere de Dîme,
Ch. 10. 205

Traité Troisième.

Procuratio ad resi-
gnandum, 207

Resignatio causa per-

mutationis, 211

Resignatio per Concer-
datum super lite mo-
ta aut movenda. 211

Procuratio pour consen-
tir à la creation d'une
pension, 214

Procuratio pour éteindre
une pension, 215

Procuratio pour revoquer
une Resignation, ibid.

Procuratio pour prendre
possession. 216

Acte de prise de possession,
217

Presentatio, 218

Provisio d'une Cure, 219

Provisio d'une happel-
le, 221

Provisio Papæ sine ab-
breviaturis, per Obi-
tum, 223

Resignatio, 226

Resignatio causa Per-
mutationis, 221

Creation de pension, 230

Cessatio pensionis, 232

Provisio certo modo, om
par devolut, 234

Dispensatio ad contra-
hendum Matrimo-
nium in 3. Gradu con-
sanguinitatis, vel affi-
nitatis, 235

Notanda super dispensa-
tionibus, &c. 238

TABLE DES CHAPITRES.

Taxa Romanz Curiaz expeditionum, 241.	voir, 251
Procuracion pour demander la fulmination d'une dispense, 246	Certificat de la Publication, ibid.
Information sur la Genealogie, 248	Attestation d'âge, vie & mœurs des Postulans
Patrimoine, 249	les Ordres, qu'on envoie close, 250
Formulaire de la publication du Patrimoine, 250	Modele d'une Lettre d'un Curé, pour un Parroissien qui veut s'en aller aux champs, 252
Certificat de la susdite Publication, ibid.	Attestation de proclamation des Bans de Mariage, 253
Formulaire de la publication de l'Ordre que le Postulant veut recevoir, 254	Modele d'un Testament. 254

Fin de la Table des Chapitres.



1511E

R. SALVAREZZA
RESTAURO

Via Val Sassina, 58

Tel. 899.223

. 771

